

BÂTIR SUR NOS FORCES ET SUR NOS VALEURS




Cascades

VERT DE NATURE™

RAPPORT ANNUEL 2012

CASCADES EN UN COUP D'ŒIL

Fondée en 1964, Cascades œuvre dans la récupération et la fabrication de produits verts d'emballage et de papiers tissu. Cascades regroupe plus de 12 000 femmes et hommes dans plus d'une centaine d'unités d'exploitation situées en Amérique du Nord et en Europe.

PLUS DE

12 000 EMPLOYÉS



CASCADES

Ventes 3 645 M\$

BEAA⁴ 304 M\$

PAPIERS TISSU

26 % des ventes¹

43 % du BEAA²

23 % des actifs³

MARQUE « VERTE » N° 1 DANS LE MARCHÉ CANADIEN DU DÉTAIL

Cascades est la quatrième plus importante productrice de papiers tissu en Amérique du Nord. Dans le marché des papiers tissu hors du foyer, Cascades est la première société en importance au Canada (la quatrième aux États-Unis) et se démarque avec les produits de ses marques North River^{MD} et Cascades^{MD}, qui surpassent les normes environnementales les plus strictes et qui sont certifiés par un grand nombre d'organismes indépendants.

PRODUITS D'EMBALLAGE

74 % des ventes¹

57 % du BEAA²

77 % des actifs³

CARTON PLAT EUROPE

21 % des ventes¹

13 % du BEAA²

21 % des actifs³

Chef de file mondial dans la production de carton plat

Cascades est la deuxième plus importante productrice de carton plat recyclé couché en Europe (en tenant compte de son association avec Reno de Medici S.p.A.).

CARTONS-CAISSES

32 % des ventes¹

29 % du BEAA²

40 % des actifs³

Chef de file canadien du carton-caisse

En plus d'être l'une des deux principales productrices au Canada, Cascades occupe le sixième rang nord-américain dans le domaine de la production de cartons-caisses et carton ondulé.

RÉCUPÉRATION

PRINCIPALE RÉCUPÉRATRICE DE VIEUX PAPIERS AU CANADA

Par l'entremise de son vaste réseau de récupération constitué de 23 unités, Cascades traite annuellement plus de 1,6 million de tonnes courtes de fibres recyclées.



PRODUITS SPÉCIALISÉS

21 % des ventes¹

15 % du BEAA²

16 % des actifs³

L'une des plus importantes collectrices de papiers et productrice majeure d'emballage industriel, d'emballage pour les produits de consommation et de papiers spécialisés

Cascades est un chef de file dans la production de papiers fins recyclés et d'emballage pour l'industrie papetière en Amérique du Nord, la plus importante productrice de cartons nid d'abeilles au Canada de même qu'une entreprise majeure dans le secteur des plateaux à gobelets et alvéolés en pâte moulée. Cascades Recovery est l'une des plus importantes collectrices, transformatrices et commerçantes de matières recyclables au Canada.

¹ Avant éliminations intersectorielles.

² Excluant les éléments spécifiques et les activités corporatives.

³ À la fin de l'exercice, excluant les activités corporatives, les éliminations intersectorielles, les investissements dans les sociétés satellites, co-entreprise et les autres placements.

⁴ Excluant les éléments spécifiques.

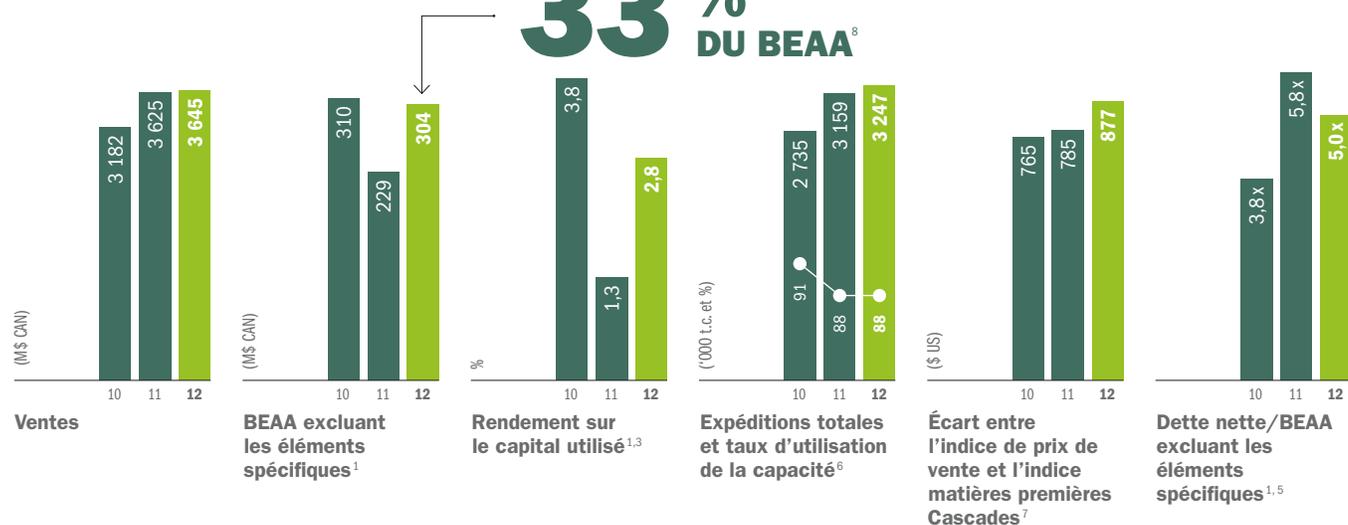
FAITS SAILLANTS FINANCIERS

SOMMAIRE FINANCIER

(En millions de dollars canadiens, sauf si mentionné autrement)

	2012	2011	2010
Ventes	3 645	3 625	3 182
Bénéfice d'exploitation avant amortissement (BEAA ou BAIIA) ¹	274	188	258
Bénéfice d'exploitation	75	8	103
Bénéfice net (perte nette)	(11)	99	41
par action ordinaire	(0,11)\$	1,03 \$	0,43 \$
Dividende par action	0,16 \$	0,16 \$	0,16 \$
Excluant les éléments spécifiques¹			
Bénéfice d'exploitation avant amortissement (BEAA ou BAIIA) ¹	304	229	310
Bénéfice d'exploitation	118	49	155
Bénéfice net (perte nette)	16	(14)	80
par action	0,17 \$	(0,14)\$	0,83 \$
Marge brute d'autofinancement (ajustée) des activités poursuivies ¹	167	133	197
Rendement sur les actifs ^{1,2}	8,1 %	6,5 %	10,6 %
Rendement sur le capital utilisé ^{1,3}	2,8 %	1,3 %	3,8 %
Situation financière (au 31 décembre)			
Actif total	3 694	3 728	3 437
Capital utilisé ⁴	3 224	3 107	3 028
Dette nette	1 535	1 485	1 397
Dette nette/BEAA excluant les éléments spécifiques ⁵	5,0x	5,8x	3,8x
Avoir des actionnaires	978	1 029	1 049
par action	10,42 \$	10,87 \$	10,86 \$
Fonds de roulement sur les ventes	12,4 %	13,2 %	13,9 %
Indicateurs clés			
Expéditions totales (en '000 de tonnes courtes)	3 247	3 159	2 735
Taux d'utilisation de la capacité de fabrication ⁶	88 %	88 %	91 %
Écart entre l'indice de prix de vente et l'indice matières premières Cascades (en \$ US) ⁷	877	785	765
\$ US/\$ CAN	1,00 \$	1,01 \$	0,97 \$

DES VENTES STABLES ET UNE AUGMENTATION DE **33 %** DU BEAA⁸



1 Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS »

2 Le rendement sur les actifs est une mesure non conforme aux IFRS et se définit comme : BEAA excluant les éléments spécifiques des douze derniers mois/actifs trimestriels moyens des douze derniers mois. Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS ».

3 Le rendement sur le capital utilisé est une mesure non conforme aux IFRS et se définit comme : bénéfice d'exploitation après charge d'impôts théorique de 30 %/(actif total – passif ne portant pas de charge d'intérêts).

4 Le capital utilisé correspond à l'actif total moins le passif ne portant pas de charge d'intérêts.

5 Ratio ajusté pour inclure les activités abandonnées et la consolidation intégrale de Reno de Medici et Papersource.

6 Taux d'utilisation de la capacité = Expéditions/capacité pratique. Fabrication de papier seulement.

7 Pour la définition des indices de Cascades, voir les notes 1 et 2 en page 12.

8 Excluant les éléments spécifiques.

Symbole **CAS-TSX**

(à la Bourse de Toronto)

S&P/TSX **Technologies propres**
S&P/TSX **Petites capitalisations**
BMO **Petites capitalisations**
Indice Jantzi Social



Prix de l'action de Cascades pour l'année 2012



Actions ordinaires en circulation au 31 décembre 2012
93,9 millions

Capitalisation boursière au 31 décembre 2012
385 M\$

Volume total négocié en 2012
20,2 millions d'actions

Haut intrajournalier en 2012
5,18 \$

Bas intrajournalier en 2012
3,85 \$

Dividende trimestriel par action payé en 2012
0,04 \$

Cotes de crédit de la Société au 31 décembre 2012
Moody's : Ba2 (stable)
S&P : BB- (négatif)

**RENDEMENT
DU DIVIDENDE DE **3,9 %**
AU 31 DÉCEMBRE 2012**

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

L'assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu le **jeudi 9 mai 2013 à 10 h, au Centre Phi**, situé au 407, rue St-Pierre à Montréal (Québec). La notice annuelle 2012 de Cascades inc. sera disponible à compter du 28 mars 2013 et il suffira d'en faire la demande au siège social de la Société. Ce rapport est aussi disponible sur notre site Web à l'adresse suivante : www.cascades.com

AGENT DE TRANSFERT ET REGISTRAIRE

Services aux investisseurs Computershare inc.

SIÈGE SOCIAL

Cascades inc.
404, boulevard Marie-Victorin
Kingsey Falls (Québec) Canada J0A 1B0
Téléphone : 1 819 363-5100 Télécopieur : 1 819 363-5155

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :
Riko Gaudreault
Directeur, relations avec les investisseurs
Cascades inc.
772, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec) Canada H3A 1G1
Téléphone : 1 514 282-2697 Télécopieur : 1 514 282-2624
www.cascades.com/investisseurs, investisseur@cascades.com

The English version of this annual report is available upon request at the head office of the Corporation:

Corporate Secretary
Cascades Inc.
404 Marie-Victorin Boulevard
Kingsey Falls, Québec J0A 1B0 Canada

ALAIN LEMAIRE

Président et chef de la direction

MARIO PLOURDE

Chef de l'exploitation



TABLE DES MATIÈRES

Message d'Alain Lemaire	2
Message de Mario Plourde	6
Pour comprendre notre Société et nos résultats	10
Analyse par la direction	14
Rapport de la direction aux actionnaires de Cascades inc.	56
Rapport de l'auditeur indépendant aux actionnaires de Cascades inc.	56
États financiers consolidés	57
Information financière historique-10 ans	108
Conseil d'administration	110

MESSAGE D'ALAIN LEMAIRE PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

NOTRE PLAN STRATÉGIQUE REPOSE SUR QUATRE PRIORITÉS :

MODERNISATION OPTIMISATION INNOVATION RESTRUCTURATION

30 M\$ INVESTIS DANS NOTRE SECTEUR DU CARTON ONDULÉ EN ONTARIO.



Convoyeurs automatisés à l'usine de boîtes de carton ondulé de Norampac à Vaughan, Ontario.

Chers partenaires,

Il y a un an, je vous faisais part des quatre priorités de notre plan stratégique visant l'amélioration de notre performance opérationnelle et financière : modernisation, optimisation, innovation et restructuration.

En 2012, nous avons maintenu le cap sur ces priorités en poursuivant nos investissements ciblés et nos initiatives de restructuration.

Parmi les évènements qui ont marqué la dernière année, notons la poursuite de la construction de l'usine Greenpac dans le secteur des cartons-caisses. Cette usine à la fine pointe de la technologie sera la référence dans le secteur en Amérique du Nord et constitue la pierre angulaire de notre stratégie au niveau de la production primaire. À quelques mois du démarrage prévu en juillet prochain, nous sommes confiants que le projet sera complété dans le respect de l'échéancier et des budgets. Avec nos partenaires, nous sommes fébriles et enthousiastes de participer au démarrage officiel de cette usine aux dimensions impressionnantes.

La restructuration de notre secteur de cartonnage ondulé en Ontario mérite aussi d'être soulignée. Nous avons maintenant une plateforme de production qui nous positionne parmi les plus performants dans cette région. Nous comptons faire de même avec nos activités canadiennes de transformation de boîtes pliantes et de microlithographie, et c'est pourquoi nous avons investi dans ce secteur en 2012. Les bénéfices de ces initiatives se refléteront dans les résultats de notre secteur des cartons-caisses dès cette année.

Notre équipe du secteur des papiers tissu a quant à elle réussi à redresser certaines usines à défi, à réaliser des percées majeures auprès de nouveaux clients et à bien intégrer sa dernière acquisition, Papersource, réalisée à la fin de 2011. Son BEAA¹ s'est ainsi amélioré de 92 % par rapport à 2011. La marque de commerce Cascades a aussi bénéficié d'une campagne de promotion sans précédent qui a accru notre visibilité auprès de la clientèle au détail.

En Europe, la situation économique qui prévaut depuis juillet 2011 a retardé certaines étapes de notre plan stratégique, particulièrement sur le plan de l'intégration de nos deux plateformes opérationnelles. D'importantes modernisations d'équipement ont par ailleurs été effectuées cet été à l'usine de Cascades à La Rochette (France) et à l'usine de Reno de Medici à Villa Santa Lucia (Italie).

Au cours des dernières années, nous avons mieux structuré notre approche à l'égard de l'innovation en nous dotant de technologies de pointe et en renforçant notre équipe de recherche. Cette expertise nous a permis d'innover tant au chapitre des produits que des procédés de fabrication. Dans certains de nos secteurs d'activité, près de 10 % des ventes provenaient de nouveaux produits en 2012 et nous croyons pouvoir faire encore mieux dans le futur.

¹ Excluant les éléments spécifiques.



Drummondville, Québec

Extrudeuse (Cascades Inopak — Groupe des Produits spécialisés — usine d'emballage de produits de consommation)

PLUS DE 160 M\$
INVESTIS EN 2012
POUR MODERNISER
NOS ACTIFS



Villa Santa Lucia, Italie
Enduseuse (Reno de Medici)

EN EUROPE, LES INVESTISSEMENTS EFFECTUÉS CET ÉTÉ CONTRIBUENT DÉJÀ À LA RENTABILITÉ

PARMI LES MEILLEURES PLATEFORMES DE CARTONS-CAISSES DANS L'EST CANADIEN



St. Marys, Ontario
Nouvelle onduleuse (Norampac—usine de carton ondulé)

Nous avons aussi profité du soutien continu de notre syndicat bancaire et de conditions de marché favorables pour prolonger l'échéance de notre facilité de crédit bancaire et baisser nos coûts d'intérêt. Ce vote de confiance constitue une étape de plus dans nos efforts afin d'améliorer notre performance et notre flexibilité financière.

Forte de bientôt un demi-siècle de pratiques durables, Cascades poursuivra ses efforts dans un souci d'amélioration et de responsabilité sociale. L'année 2013 sera l'occasion de mettre à jour les objectifs de développement durable que nous nous sommes donnés. Notre performance en santé et sécurité mérite également d'être soulignée. Nos statistiques continuent de s'améliorer grâce aux efforts de nos employés.

En somme, notre BEAA¹ a progressé de 33 % et notre bénéfice net par action¹ est retourné en territoire positif en 2012. Nous nous attendons à mieux étant donné la baisse du coût de la fibre recyclée, mais le redressement est bel et bien amorcé et devrait se poursuivre en 2013.

Nous entrons maintenant dans une période cruciale de notre évolution. La poursuite de nos actions stratégiques entraînera son lot de défis technologiques et nécessitera une bonne gestion du changement. C'est pourquoi je serai fier de céder ma place à Mario Plourde en mai prochain. Mario est un vrai Cascadeur qui a gravi tous les échelons jusqu'à la haute direction. Il a activement participé à l'élaboration et à l'implantation du plan stratégique que nous poursuivons. Sa nomination reflète notre désir d'assurer une évolution s'inscrivant dans la continuité de notre culture d'entreprise. Elle reflète également notre volonté de bâtir sur nos forces et nos valeurs. Je lui souhaite tout le succès qu'il mérite. Il pourra compter sur mon appui, sur la profondeur de notre équipe de direction et sur le dévouement de notre main-d'œuvre.

Je terminerai en remerciant nos employés, qui constituent l'élément clé de notre entreprise. Je tiens aussi à remercier nos actionnaires, clients et partenaires d'affaires pour leur soutien au cours des dernières années.

Alain Lemaire
PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

¹ Excluant les éléments spécifiques.

MESSAGE DE MARIO PLOURDE CHEF DE L'EXPLOITATION

4 PRÉSIDENTS CHEZ CASCADES DEPUIS SA FONDATION



Les frères Lemaire en 1985

Bernard Lemaire

De la fondation jusqu'en 1992

Laurent Lemaire

De 1992 à 2004

Alain Lemaire

De 2004 à 2013

Mario Plourde

À partir du 9 mai 2013

Chers partenaires,

C'est un plaisir et un honneur pour moi de bientôt succéder à Alain Lemaire. Je suis heureux de pouvoir m'adresser à vous afin de partager ma vision de l'entreprise qui me passionne depuis près de 30 ans.

Mon parcours au sein de la Société m'a appris que le succès de Cascades repose sur une culture unique, des valeurs fondamentales, mais surtout sur le dévouement et l'expertise de nos employés, trois éléments qui nous ont permis de nous démarquer au cours des 50 dernières années. J'entends bien maintenir ces valeurs et je continuerai à travailler en étroite collaboration avec tous nos employés pour relever les défis qui nous attendent. L'année 2013 s'amorce dans un contexte économique global similaire à ce que nous avons connu en 2012 : le prix des fibres recyclées relativement élevé, une faible croissance de la demande et un dollar canadien dont la valeur demeure élevée. Malgré ces défis, nous sommes persuadés que les actions stratégiques posées au cours des dernières années nous permettront d'améliorer nos résultats financiers et d'atteindre nos objectifs dans le futur.

Dans le secteur de l'emballage, nous avons été particulièrement actifs avec la poursuite du projet Greenpac et plusieurs investissements ciblés ayant pour objectif la modernisation de notre réseau d'usines de transformation. Ces investissements combinés aux hausses de prix annoncées à la fin de 2012, la reprise économique anticipée aux États-Unis et la mise en place de solutions aux problèmes de production subis durant la dernière année devraient contribuer à améliorer notre performance en 2013.

En Europe, nous poursuivons la stratégie de modernisation de nos usines entreprise depuis notre union avec Reno de Medici en 2008. Nonobstant la conjoncture difficile, le rapprochement de nos activités d'emballage européennes leur permet de s'ajuster rapidement et de tirer leur épingle du jeu; un atout de taille dans les circonstances actuelles.

SITE DE CONSTRUCTION DE L'USINE GREENPAC



Février 2012

Érection de la structure d'acier du bâtiment. La construction de l'usine a nécessité plus de 4 400 tonnes d'acier.

Mars 2012

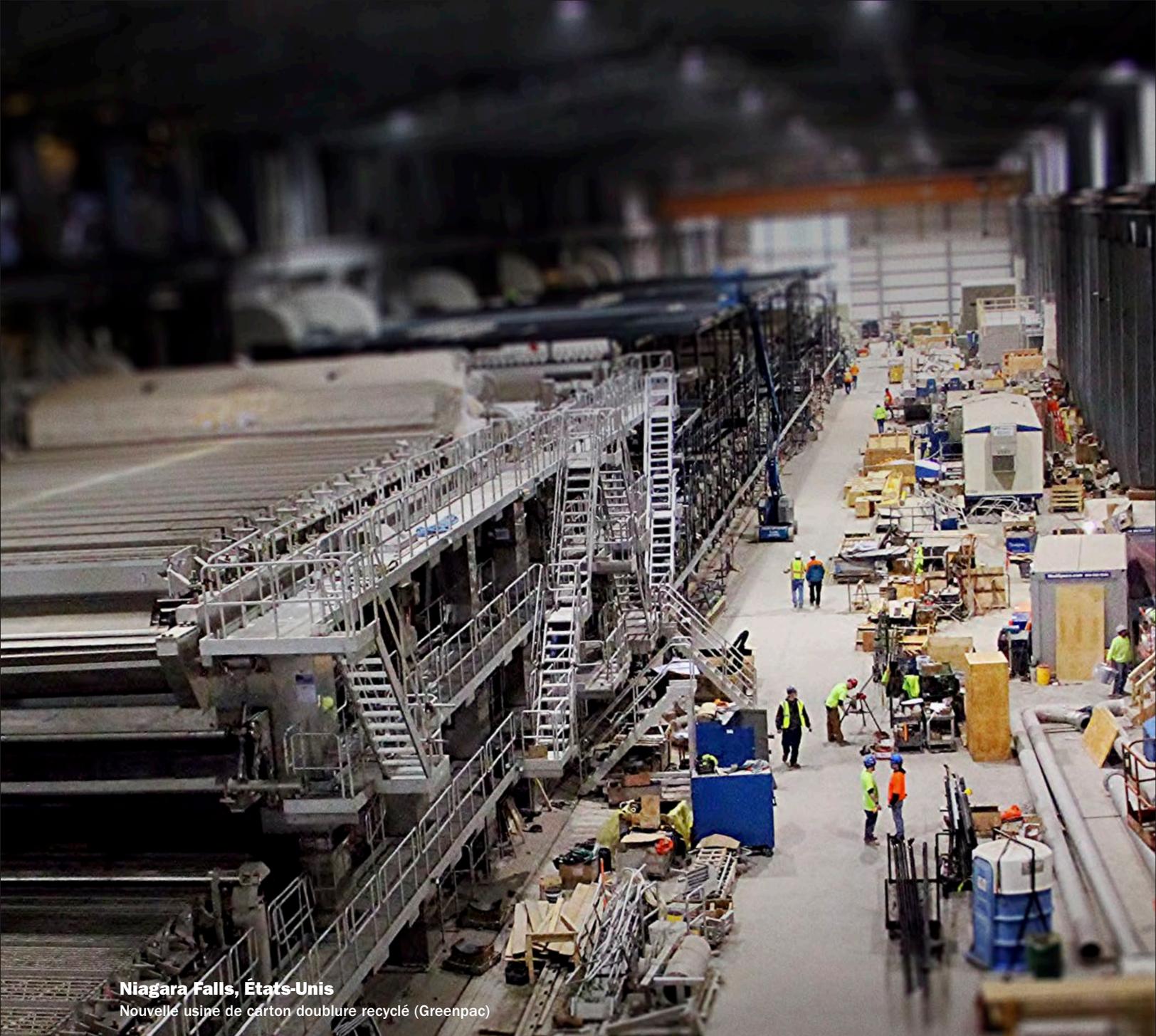
Installation des premières poutrelles du toit. À un certain moment, plus de 600 ouvriers ont travaillé sur le chantier totalisant 1,5 million d'heures.

Juin 2012

Installation de la machine à papier. Cette machine a une longueur de 183 mètres, soit l'équivalent de quatre piscines olympiques.

Octobre 2012

Installation de la tuyauterie du système de préparation de la pâte. Plus de 19 km (12 milles) de tuyaux ont été installés depuis le début de la construction.



Niagara Falls, États-Unis
Nouvelle usine de carton doublure recyclé (Greenpac)

8,3 MÈTRES DE LARGEUR

LA PLUS GRANDE ET LA PLUS SOPHISTIQUÉE DES MACHINES DU GENRE EN AMÉRIQUE DU NORD



Alexandre Bilodeau
Médaille d'or olympique
Vancouver, 2010

INVESTIR POUR PROMOUVOIR NOS PRODUITS DE QUALITÉ

Du côté du papier tissu, le marché demeure toujours dynamique et nous poursuivons notre croissance. L'ajout de capacité dans ce secteur risque d'avoir une incidence à court terme, mais nous pensons être bien positionnés pour répondre en améliorant notre productivité et en offrant une gamme de produits améliorés et innovants. Nous avons également démarré un programme de modernisation de nos actifs de transformation et plusieurs projets verront le jour en 2013 et dans les années subséquentes.

En 2013, nous accélérerons la modernisation de nos systèmes d'information et plusieurs usines seront mises à niveau. Dans un environnement très compétitif, toutes les usines doivent se surpasser. Fidèles à notre plan stratégique, nous continuerons à suivre de près les performances de nos usines qui connaissent des difficultés et à prendre les décisions qui s'imposent.

Enfin, nos gestionnaires sont plus sensibilisés que jamais à l'importance d'améliorer le rendement sur le capital utilisé et la gestion du fonds de roulement. Nous suivons de près

ces indicateurs de performance afin de nous assurer que nous progressons dans la bonne direction. Nous croyons que toutes les orientations prises de désinvestissement des usines moins performantes, de modernisation des actifs plus prometteurs ainsi que d'une gestion plus stricte du capital nous permettront de retrouver les résultats attendus de tous. Nous continuerons à évaluer les options stratégiques afin de réduire notre niveau d'endettement et de nous assurer de maintenir la flexibilité financière requise pour effectuer les investissements stratégiques qui permettront l'optimisation de notre position compétitive à long terme dans nos secteurs clés. Notre situation financière peut être améliorée et nos ratios financiers doivent pouvoir se comparer avantageusement à ceux de notre industrie. Il est important pour nous que le cours de l'action de Cascades connaisse une meilleure performance sur les marchés financiers et que la valorisation de la Société soit meilleure.

Au nom de tous les employés, j'aimerais terminer en remerciant Alain pour ses 10 années à la tête de Cascades. Comme ses deux frères avant lui, il a su faire preuve de vision et de détermination pour faire progresser Cascades à travers la période économique la plus mouvementée de son histoire.

Aujourd'hui, les 12 000 femmes et hommes qui constituent Cascades lui rendent hommage et saluent son engagement.



Mario Plourde
CHEF DE L'EXPLOITATION

ÉTABLIR UNE VRAIE MARQUE NATIONALE



Notre groupe de papiers tissu a lancé une campagne pour mousser notre marque avec des messages imprimés en alternance.

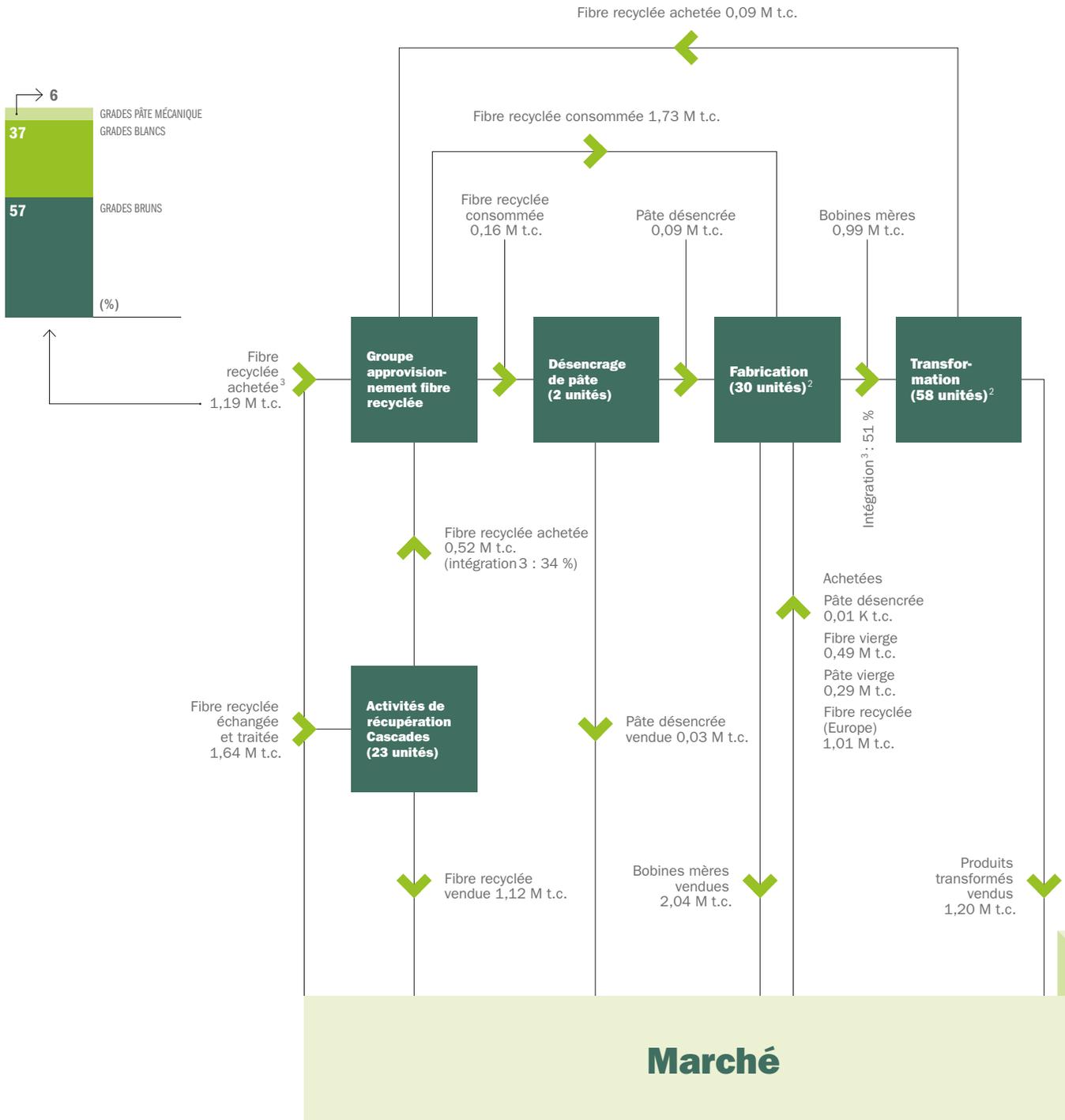
Je suis d'ici
Je suis doux
Je suis vert
Je suis unique
Je suis responsable
Je suis fier
Je suis naturel
Je suis brillant

POUR COMPRENDRE NOTRE SOCIÉTÉ ET NOS RÉSULTATS

Notre système en circuit fermé^{MD}

Au fil des ans, le modèle d'affaires de Cascades a nettement évolué. Orientée vers la fabrication de papier et de carton à ses débuts, Cascades est devenue la plus grande récupératrice au Canada et l'une des plus importantes transformatrices de contenants de carton ondulé, de boîtes pliantes, de papiers tissés et de plusieurs produits spécialisés en Amérique du Nord.

De fait, Cascades est maintenant une société intégrée, vers l'amont comme vers l'aval. Elle peut offrir à sa clientèle une gamme complète de produits transformés, en plus de la collecte de matière recyclée sur place. C'est ce que nous appelons un « **système en circuit fermé**¹ ».



1 Données de 2012, incluant 100 % de Reno de Medici.

2 Incluant les actifs intégrés de fabrication et de transformation de papiers tissés.

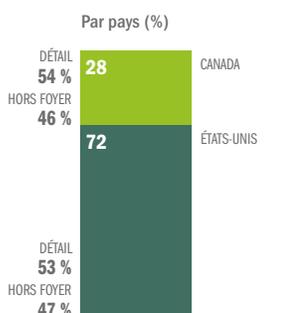
3 Amérique du Nord seulement.

UN MODÈLE BIEN DIVERSIFIÉ

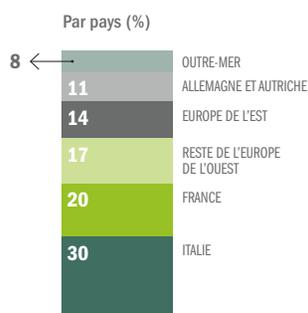
DANS DES SECTEURS PORTEURS

Illustration de la ventilation de nos ventes

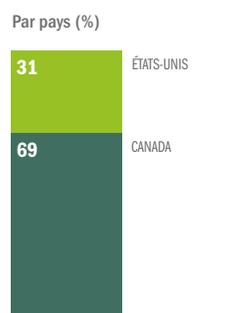
Papiers tissu



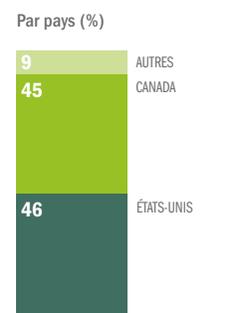
Carton plat Europe



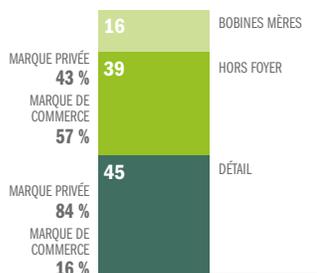
Cartons-caisses



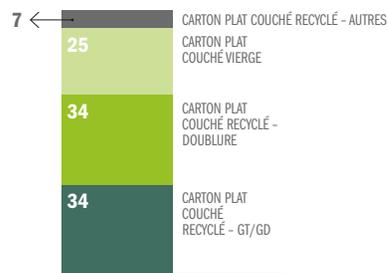
Produits spécialisés



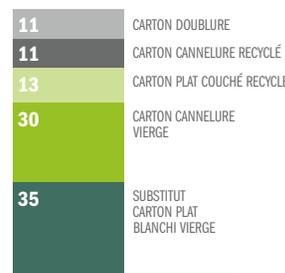
Par marché (%)



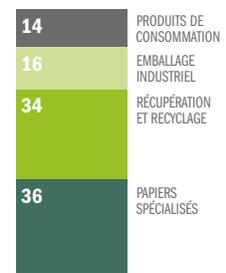
Par produit (%)



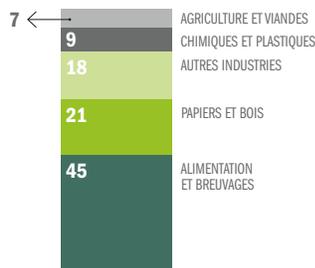
Par produit - fabrication (%)



Par secteur (%)



Par industrie - boîtes ondulées (%)



FACTEURS CLÉS

À titre de société de produits d'emballage et de papiers tissu, nos résultats financiers sont fortement influencés par les facteurs suivants :

VENTES +

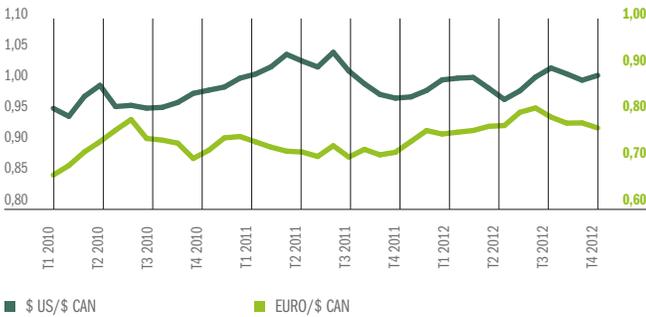
- Prix de vente
- Demande pour les produits d'emballage et les papiers tissu, surtout à base de fibres recyclées
- Taux de change
- Croissance démographique
- Production industrielle
- Gamme et substitution de produits, innovation

COÛTS -

- Prix et disponibilité des fibres (recyclées, vierges, copeaux de bois) et recettes de production
- Taux de change
- Prix de l'énergie, surtout de l'électricité et du gaz naturel
- Main-d'œuvre
- Transport
- Prix des produits chimiques
- Taux d'utilisation de la capacité et arrêts planifiés de production

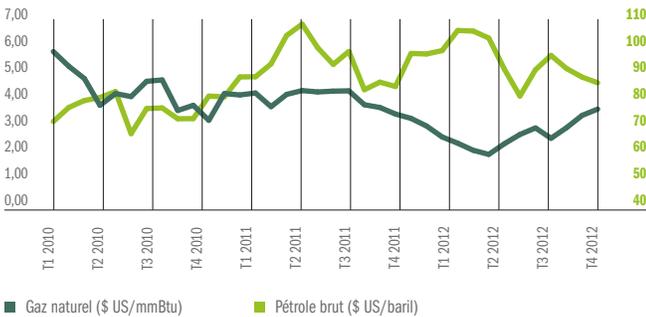
TAUX DE CHANGE

Les variations du dollar américain et de l'euro par rapport au dollar canadien ont une incidence sur les résultats de Cascades. La valeur moyenne du dollar canadien pour l'année 2012 a baissé de 1 % face au dollar américain par rapport à 2011. Chaque changement de 0,01 \$ du dollar canadien par rapport au dollar US a un impact de 6 millions de dollars sur le BEAA annuel. Comparativement à l'euro, la valeur moyenne de la devise canadienne s'est toutefois appréciée de 7 % par rapport à 2011.



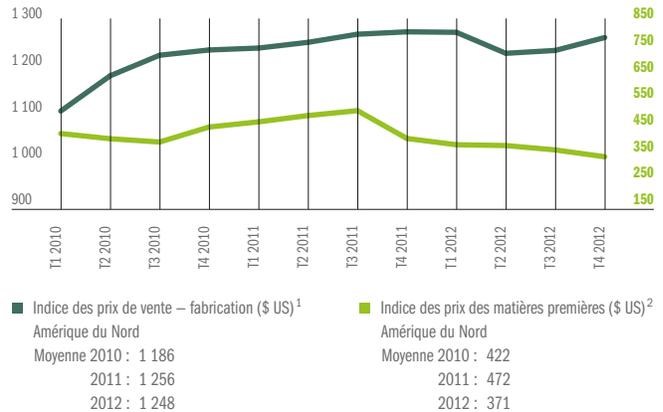
COÛTS DE L'ÉNERGIE

En ce qui a trait aux coûts de l'énergie, l'exploitation des gaz de schiste continue d'avoir un effet significatif sur le prix du gaz naturel et ce dernier a connu une chute importante de 31 % pour l'année 2012 par rapport à l'année précédente. Du côté du pétrole, le prix moyen a légèrement augmenté de 1 % en 2012 par rapport à 2011.



PRIX DE VENTE DE FABRICATION ET DES MATIÈRES PREMIÈRES

Pour l'année 2012, l'indice du prix de vente de nos activités de fabrication en Amérique du Nord a légèrement diminué de 1 %. Le prix moyen de nos papiers tissu a été de 1 % plus bas qu'en 2011 en raison d'un assortiment de produits défavorable. La hausse des prix dans le secteur des cartons-caisses n'est entrée en vigueur qu'en fin d'année de sorte que nos prix moyens de fabrication sont demeurés les mêmes par rapport à 2011. Nos prix nord-américains du carton plat ont quant à eux reculé de 1 % à l'instar des prix de référence de l'industrie qui a fait face à une faible demande. De même, le prix des papiers spécialisés a connu une baisse de 2 % qui est essentiellement liée aux conditions de marché. Finalement, la situation économique en Europe et son incidence négative sur la demande de carton plat en 2012 a fait en sorte que les prix moyens ont été plus bas par rapport à l'exercice précédent. En ce qui concerne le coût des matières premières, après les nouveaux sommets atteints en 2011, le prix des grandes catégories de fibre recyclée utilisées par Cascades a diminué et notre indice a perdu 21 % de sa valeur en 2012 par rapport à 2011. Ainsi, le prix moyen de référence du grade de papier recyclé le plus consommé par Cascades (les vieux cartons ondulés) a diminué de 22 % alors que le coût des papiers de bureau, principalement utilisés dans les activités de tissu, a chuté de 34 %. Le prix de la pâte blanchie de feuillus a quant à lui reculé de 7 %.



1 L'indice Cascades des prix de vente nord-américains représente une approximation des prix de vente de fabrication (excluant la transformation) de Cascades en Amérique du Nord. Il est pondéré en fonction des expéditions et se fonde sur le prix des publications. Il tient compte de quelques-uns des principaux produits de Cascades, dont les prix sont publiés dans la revue PPI Pulp & Paper Week, ainsi que de l'indice papiers tissu de Cascades. Cet indice devrait être uniquement utilisé à titre d'indicateur d'une tendance dans la mesure où il peut être différent de nos prix de vente réels et de notre combinaison de produits. Seuls les prix des papiers tissu tiennent compte du prix des produits transformés. En effet, l'indicateur des prix des papiers tissu, qui est inclus dans l'indice Cascades des prix de vente nord-américains, est l'indice Cascades des prix de vente des papiers tissu, lequel représente une combinaison de produits primaires et transformés.

2 L'indice Cascades des prix nord-américains des matières premières se fonde sur le prix des publications et sur le coût moyen pondéré pour certaines de nos matières premières de fabrication en Amérique du Nord : les fibres recyclées, la pâte vierge et les copeaux. Cet indice est pondéré en fonction du volume des achats (en tonnes courtes). Il devrait être utilisé à titre indicateur d'une tendance, car il peut être différent de nos coûts d'achat de fabrication réels et de nos volumes d'achats.

TABLEAU DE SENSIBILITÉ¹

Le tableau de sensibilité illustre de manière quantitative l'incidence sur le bénéfice d'exploitation avant amortissement (BEAA) annuel de Cascades des variations possibles des prix de vente de ses principaux produits, des coûts de certaines matières premières et de l'énergie, ainsi que du taux de change \$ CAN/\$ US, en supposant que, pour chaque variation, toutes les autres variables demeurent constantes. Cette sensibilité est fondée sur les expéditions externes de fabrication, de transformation et sur les chiffres de consommation de Cascades en 2012.

Cependant, il est important de noter que ce tableau ne tient pas compte des instruments de couverture des risques utilisés par la Société. En fait, les politiques de gestion et les portefeuilles de couverture de Cascades (voir la section « Facteurs de risque ») doivent également être pris en considération pour une analyse complète de la sensibilité aux facteurs illustrés.

En ce qui concerne le taux de change \$ CAN/\$ US, nous ne considérons pas la sensibilité indirecte de Cascades. Cette sensibilité est liée au fait que certains des prix de vente et des coûts des matières premières de Cascades au Canada se fondent sur des prix et des coûts de référence en dollars américains qui sont convertis en dollars canadiens. Autrement dit, la fluctuation du taux de change peut avoir une influence indirecte sur les ventes et les achats des usines canadiennes au Canada. Cependant, puisque celle-ci est difficilement mesurable de manière précise, nous ne l'incluons pas dans le tableau qui suit.

	EXPÉDITIONS/ CONSOMMATION (⁰⁰⁰ DE TONNES COURTES ET ⁰⁰⁰ MMBTU POUR LE GAZ NATUREL)	VARIATION	IMPACT BEAA (EN MILLIONS DE \$ CAN)
PRIX DE VENTE (FABRICATION ET TRANSFORMATION)²			
Amérique du Nord			
Cartons-caisses	1 195	25 \$ US/t.c.	29
Produits spécialisés (papiers spécialisés seulement)	385	25 \$ US/t.c.	10
Papiers tissu	565	25 \$ US/t.c.	14
	2 145		53
Europe			
Carton plat	1 105	25 €/t.c.	36
	3 250		89
COÛTS DES INTRANTS²			
Papiers recyclés			
Amérique du Nord			
Grades bruns (OCC et autres)	1 100	15 \$ US/t.c.	(16)
Grades à base de pâte mécanique (ONP et autres)	110	15 \$ US/t.c.	(2)
Grades blancs (SOP et autres)	675	15 \$ US/t.c.	(10)
	1 885		(28)
Europe			
Grades bruns (OCC et autres)	725	15 €/t.c.	(14)
Grades à base de pâte mécanique (ONP et autres)	175	15 €/t.c.	(3)
Grades blancs (SOP et autres)	110	15 €/t.c.	(2)
	1 010		(19)
	2 895		(47)
Pâte commerciale			
Amérique du Nord			
	200	30 \$ US/t.c.	(6)
Europe			
	90	30 €/t.c.	(4)
	290		(10)
Gaz naturel			
Amérique du Nord			
	6 870	1,00 \$ US/mmBtu	(7)
Europe			
	4 400	1,00 €/mmBtu	(6)
	11 270		(13)
Taux de change³			
Ventes moins achats aux É.-U. par les activités canadiennes			
		Variation de 0,01 \$ \$ CAN vs \$ US	(5)
Conversion des filiales américaines			
		Variation de 0,01 \$ \$ CAN vs \$ US	(1)
			(6)

¹ Sensibilité calculée à partir des volumes utilisés ou des consommations de 2012 et utilisant un taux de change de 1,00 \$ CAN/\$ US et 1,30 \$ CAN/€. Sont exclus les programmes de couverture et l'incidence de dépenses connexes comme les escomptes, les commissions sur les ventes et le partage aux profits.

² Fondés sur les expéditions externes de fabrication et de transformation de 2012, de même que sur la consommation de fibres et de pâte de 2012. Excluant les activités vendues ou abandonnées durant l'année.

³ Par exemple, de 1,00 \$ CAN/\$ US à 0,99 \$ CAN/\$ US.

ANALYSE PAR LA DIRECTION

Revue financière – 2012

Après avoir enregistré un BEAA excluant les éléments spécifiques de 229 M\$ en 2011, la Société a continué de faire face à de nombreux défis au cours de l'année sur lesquels elle n'avait pas le contrôle car nous sommes toujours confrontés à des conditions commerciales difficiles en raison de la forte concurrence dans tous les marchés dans lesquels nos groupes exercent leurs activités. Cela a mené à une baisse généralisée des prix de vente en particulier au niveau de nos opérations de carton plat en Europe. Toutefois, au cours de l'année, nous avons bénéficié de baisses significatives au niveau du coût des matières premières qui a permis l'ajout de 115 M\$ au niveau du BEAA pour l'année. En effet, à la suite de sommets historiques du coût des fibres recyclées au cours du troisième trimestre de 2011, ceux-ci ont diminué de 21 % durant l'année. Nous avons également débuté l'application d'une hausse de 50 \$/t.c. du prix de vente de nos opérations de cartons-caisses au quatrième trimestre. Finalement, les actions prises au cours de l'année, en lien avec notre plan stratégique, devraient accroître notre rentabilité dans un avenir rapproché (voir la rubrique « Faits et développements marquants » pour plus de détails).

Durant l'année, la Société a enregistré une perte nette de 11 M\$, ou 0,11 \$ par action, comparativement à un bénéfice net de 99 M\$, ou 1,03 \$ par action en 2011 qui inclut le gain sur la vente de Dopaco. Exclusion faite des éléments spécifiques, qui sont abordés en détail aux pages 21 à 24, nous avons enregistré un bénéfice net de 16 M\$, ou 0,17 \$ par action durant l'année, comparativement à une perte nette de 14 M\$, ou 0,14 \$ par action en 2011. Les ventes ont augmenté de 20 M\$, ou 1 %, se chiffrant à 3,645 milliards durant l'année comparativement à 3,625 milliards en 2011. La Société a enregistré un bénéfice d'exploitation de 75 M\$ durant l'année, comparativement à 8 M\$ en 2011. En excluant les éléments spécifiques, le bénéfice d'exploitation a augmenté de 69 M\$, s'établissant à 118 M\$ durant l'année comparativement à 49 M\$ en 2011 (voir la rubrique « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS » pour le rapprochement de ces montants).

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES ET INFORMATION SUR LES MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Le rapport financier annuel et l'analyse annuelle de la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière de Cascades inc. – ci-après appelée « Cascades » ou « la Société » – doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés de la Société et les notes complémentaires s'y rapportant pour les exercices annuels terminés le 31 décembre 2012 et 2011. Les renseignements contenus comprennent les faits importants en date du 11 mars 2013, date à laquelle le conseil d'administration de la Société a approuvé l'analyse. Pour de plus amples renseignements, les lecteurs sont priés de consulter la Notice annuelle de la Société, publiée séparément. Des renseignements supplémentaires sur la Société peuvent être consultés sur le site Web SEDAR à www.sedar.com

Ladite analyse a pour but de fournir aux lecteurs l'information que la direction estime essentielle à l'interprétation des résultats actuels de Cascades et à l'évaluation des perspectives de la Société. Par conséquent, certaines des déclarations contenues dans cette analyse des résultats d'exploitation et de la situation financière, y compris celles qui ont trait aux résultats et au rendement pour les périodes futures, constituent, au sens des lois sur les valeurs mobilières, des énoncés prospectifs fondés sur les prévisions actuelles. L'exactitude de ces déclarations dépend d'un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'hypothèses pouvant entraîner un écart notable entre les résultats réels et ceux prévus, ce qui inclut – sans pour autant s'y limiter – la conjoncture économique en général, les baisses de la demande pour les produits de la Société, le coût et la disponibilité des matières premières, les fluctuations de la valeur relative de certaines devises, les variations des prix de vente, ainsi que tout changement défavorable dans la conjoncture générale du marché et de l'industrie. L'analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière inclut également des indicateurs et des indices de prix, de même que des analyses de sensibilité et de variance. Ces renseignements reposent sur les meilleures estimations dont dispose la Société.

L'information financière présentée ci-après, ainsi que les montants figurant dans les tableaux, est exprimée en dollars canadiens, sauf indication contraire, et a été préparée conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS). Sauf indication contraire, et à moins que le contexte ne l'exige, les termes « nous », « notre » et « nos » font référence à Cascades inc., de même qu'à toutes ses filiales et coentreprises. L'information financière comprise dans cette analyse renferme également certains renseignements qui ne sont pas des mesures de rendement conformes aux IFRS (« mesures non conformes aux IFRS »). Par exemple, la Société utilise le bénéfice d'exploitation avant amortissement ou le bénéfice d'exploitation avant amortissement excluant les éléments spécifiques (« BEAA » ou « BEAA excluant les éléments spécifiques »), car cette mesure permet à la direction d'évaluer le rendement opérationnel et financier des différents secteurs d'activité de la société. De plus, nous croyons que le BEAA est une mesure couramment utilisée par les investisseurs pour déterminer la performance opérationnelle d'une société et sa capacité de rencontrer les obligations financières requises par le service de sa dette. Le BEAA est un outil analytique comportant certaines limites, et ne devrait pas être considéré isolément ou comme un substitut afin d'analyser nos résultats financiers tels que reportés conformément aux IFRS. Ces limitations sont décrites ci-dessous :

- le BEAA exclut certains paiements d'impôt qui peuvent représenter une baisse de nos liquidités disponibles;
- le BEAA ne comprend pas les investissements en capital ni nos obligations contractuelles;
- le BEAA ne comprend pas les changements ou besoins requis par les éléments du fonds de roulement;
- le BEAA ne comprend pas la dépense d'intérêts ni les besoins requis pour le paiement de notre dette;
- même si l'amortissement est une dépense hors liquidités, les actifs qui sont amortis devront être remplacés dans le futur et le BEAA ne comprend pas les besoins de liquidités requis pour ces remplacements;
- les éléments spécifiques exclus du BEAA, du bénéfice (perte) d'exploitation, du bénéfice net (perte nette) et de la marge brute d'autofinancement des opérations comprennent principalement les dévaluations d'actifs, les frais de fermeture d'installations ou de machines, les gains ou pertes sur acquisition et sur disposition d'unités d'exploitation, l'amortissement accéléré suite à des mesures de restructuration et les gains ou pertes non matérialisés sur instruments financiers pour lesquels la comptabilité de couverture ne peut s'appliquer. Comme nous considérons ces éléments moins pertinents pour analyser notre performance, il est possible que ceux-ci se reproduisent et pourraient réduire les liquidités disponibles.

Résultant de ces limitations, le BEAA ne doit aucunement servir à remplacer le bénéfice net (perte nette) ou les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation en vertu des IFRS. En outre, ces mesures ne sont pas nécessairement une indication que les flux de trésorerie seront suffisants pour subvenir à nos obligations financières. De plus, notre définition du BEAA peut être différente de celle utilisée par d'autres sociétés. Ces changements ou reformulations pourraient être significatifs. Les renseignements supplémentaires de la section consacrée aux mesures non conformes aux IFRS fournissent un rapprochement entre le BEAA et le bénéfice net (perte nette) ainsi que les flux de trésorerie générés (ou utilisés) par les activités d'exploitation. Nous croyons que ces mesures sont celles qui se rapprochent le plus des mesures de performance et de liquidités selon les IFRS.

FAITS ET DÉVELOPPEMENTS MARQUANTS

i. Le 2 avril 2012, la Société a annoncé l'achat des usines de transformation et d'entreposage de cartonnage ondulé de Bird Packaging Limited situées à Guelph, à Kitchener et à Windsor, en Ontario. Cette acquisition a permis au Groupe Cartons-caisses d'étendre sa présence géographique en Ontario en intégrant des usines qui possèdent une excellente réputation auprès de leurs clients et un personnel compétent.

ii. Le 25 avril 2012, la Société a annoncé la consolidation des opérations de transformation de cartonnage ondulé de son Groupe Cartons-caisses en Ontario. Cette consolidation se traduira par des investissements totalisant plus de 30 M\$ dans les usines de Vaughan, de St. Mary's, d'Etobicoke et de Belleville afin de moderniser les équipements et d'augmenter la capacité de production, la rentabilité et la productivité. Cette consolidation a engendré la fermeture des usines de North York, de Peterborough et de Mississauga, spécialisées dans la transformation de produits de cartonnage ondulé. La production de ces usines a été redirigée progressivement vers les autres unités de production de la province.

iii. Le 5 septembre 2012, la Société a annoncé des investissements majeurs dans plusieurs de ses usines de transformation de boîtes pliantes et de micro lithographie de son Groupe Cartons-caisses, en Ontario et au Québec. Avec un investissement total de 22 M\$, les usines de Montréal, Mississauga, Winnipeg et Cobourg bénéficieront de l'installation de nouveaux équipements modernes, qui permettront d'optimiser leur production et leur efficacité. Simultanément à ce programme d'investissement, l'usine de boîtes pliantes de Lachute sera fermée à la fin du premier trimestre de 2013 et sa production sera transférée progressivement vers d'autres usines du groupe.

iv. Durant le quatrième trimestre de 2012, le Groupe Cartons-caisses a débuté l'application de hausses de prix de vente pour ses produits de fabrication et de transformation. Celles-ci ont été implantées graduellement à la fin de l'année. Les résultats financiers de 2013 devraient refléter entièrement ces hausses de prix.

v. En 2012, la Société a investi 34 M\$ US (34 M\$) (incluant un prêt relais de 15 M\$ US (15 M\$)) dans la construction de Greenpac Mill LLC (Greenpac) dans l'État de New York aux États-Unis, et ce en partenariat avec des tierces parties dans le secteur de la fabrication avec de la fibre recyclée du Groupe Cartons-caisses. Lorsque le projet sera complété tel que planifié, il devrait augmenter la part de marché de la Société dans l'industrie des cartons-caisses et confirmera notre position comme l'un des chefs de file dans l'industrie. L'usine Greenpac sera construite au coût estimé de 430 M\$ US sur un terrain adjacent à l'usine existante de cartons-caisses à Niagara Falls, dans l'État de New York. L'usine Greenpac fabriquera un papier doublure à poids de base léger, fait à 100 % de fibres recyclées, avec une seule machine d'une largeur de 328 pouces (8,33 mètres), et elle aura une capacité de production annuelle de 540 000 tonnes courtes. Cette machine sera l'une des plus importantes en Amérique du Nord et inclura de nombreuses avancées technologiques qui en feront un projet unique en Amérique du Nord. Jusqu'à maintenant, l'avancement du projet respecte les échéanciers et le budget incluant l'éventualité prévue. La production devrait débuter en juillet 2013. Le financement du projet a été complété à la fin du mois de juin 2011, et la participation de la Société s'établit à 59,7 % au 31 décembre 2012. Au 31 décembre 2012, le total de l'investissement de la Société s'élève à 99 M\$ US. À l'exception du prêt relais, cet investissement est comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence.

vi. En 2007, nous avons conclu une entente de regroupement avec RdM, société publique établie à Milan, en Italie, qui est le deuxième plus grand producteur de carton plat recyclé en Europe. L'entente de regroupement a été modifiée en 2009. Cette entente de regroupement prévoit, entre autres, que RdM et Cascades possèdent, respectivement, une option d'achat et une option de vente irrévocable d'acheter deux usines de carton plat vierge de Cascades (les « actifs vierges »). RdM pouvait exercer son option d'achat jusqu'à 120 jours après le dépôt des états financiers des actifs vierges pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011 par Cascades à RdM. Cette option n'a pas été exercée par RdM et est maintenant échue. Cascades peut exercer son option de vente jusqu'à 120 jours après le dépôt des états financiers des actifs vierges pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012 par Cascades à RdM. En ce moment, il n'est pas prévu que la Société exerce son option de vente. Cascades possède aussi le droit d'exiger que le prix total de l'option de vente soit payé par de nouvelles actions ordinaires de RdM.

vii. En plus de cette entente, la Société a conclu une entente avec Industria E Innovazione (« Industria ») en vertu de laquelle Cascades détenait l'option d'acheter 9,07 % des actions de RdM (100 % des actions détenues par Industria) pour 0,43 € par action entre le 1^{er} mars 2011 et le 31 décembre 2012. Industria a aussi l'option d'exiger de Cascades qu'elle achète ses actions pour 0,41 € par action entre le 1^{er} janvier 2013 et le 31 mars 2014. Le 7 avril 2011, l'acquisition d'actions de RdM sur le marché pour porter la participation de la Société à un total de 40,95 %, combinée avec l'option d'achat exécutoire, a déclenché le regroupement d'entreprises de RdM dans Cascades. En conséquence, la Société a commencé à consolider pleinement les résultats et la situation financière de RdM à cette date avec une participation ne donnant pas le contrôle de 59,05 %. Avant le deuxième trimestre de 2011, la Société comptabilisait sa participation dans RdM selon la méthode de la mise en équivalence. L'option d'achat n'a pas été exercé par la Société et à la suite de l'analyse des incidences de IFRS 10, nous en sommes venus à la conclusion qu'elle va poursuivre la consolidation intégrale de RdM au 1^{er} janvier 2013. La participation de la Société dans RdM est de 48,54 % au 31 décembre 2012. En raison de l'option détenue par Industria, la Société s'attend à ce qu'elle soit exercée par cette dernière à la suite du premier trimestre de 2013. Si cette option est exercée, la Société devra déboursier un montant de 14 M€ (18 M\$).

INDICATEURS DE RENDEMENT CLÉS

Afin d'atteindre nos objectifs à long terme et de surveiller parallèlement notre plan d'action, nous utilisons certains indicateurs de rendement clés, incluant ceux-ci :

	2010					2011					2012
	TOTAL	T1	T2	T3	T4	TOTAL	T1	T2	T3	T4	TOTAL
OPÉRATIONNELS											
Expéditions totales (en '000 de t.c.)¹											
Produits d'emballage											
Cartons-caisses	1 612	383	352	328	309	1 372	302	297	298	297	1 194
Carton Plat Europe ²	212	57	318	269	253	897	278	286	260	280	1 104
Produits spécialisés ³	393	97	98	95	87	377	98	97	99	91	385
	2 217	537	768	692	649	2 646	678	680	657	668	2 683
Papiers tissu ⁴	518	124	134	130	125	513	130	146	147	141	564
Total	2 735	661	902	822	774	3 159	808	826	804	809	3 247
Taux d'intégration											
Produits d'emballage											
Cartons-caisses (Amérique du Nord)	55 %	53 %	53 %	55 %	52 %	53 %	54 %	58 %	58 %	57 %	56 %
Papiers tissu	56 %	58 %	57 %	58 %	69 %	60 %	72 %	68 %	68 %	69 %	69 %
Taux d'utilisation de la capacité de fabrication											
Produits d'emballage											
Cartons-caisses	93 %	92 %	89 %	89 %	93 %	91 %	88 %	85 %	86 %	86 %	86 %
Carton plat Europe	87 %	93 %	94 %	86 %	84 %	88 %	92 %	95 %	86 %	93 %	92 %
Produits spécialisés (papier seulement)	82 %	80 %	79 %	78 %	69 %	77 %	78 %	77 %	79 %	72 %	77 %
Papiers tissu ⁵	93 %	91 %	93 %	90 %	87 %	90 %	94 %	98 %	97 %	94 %	96 %
Total	91 %	90 %	90 %	87 %	86 %	88 %	89 %	90 %	87 %	88 %	88 %
Cons. d'énergie⁶ - GJ/tonne métrique	11,11	12,64	10,65	10,50	12,90	11,38	11,86	11,18	10,89	11,71	11,41
Accidents de travail⁷ (taux de fréquence de l'OSHA)	4,93	4,50	4,70	4,50	4,30	4,50	3,20	3,80	4,60	3,50	3,78
FINANCIERS											
Rendement sur les actifs⁸											
Produits d'emballage											
Cartons-caisses	12 %	11 %	9 %	7 %	6 %	6 %	7 %	7 %	7 %	7 %	7 %
Carton plat Europe	7 %	9 %	9 %	8 %	7 %	7 %	7 %	6 %	6 %	6 %	6 %
Produits spécialisés	13 %	11 %	10 %	8 %	7 %	7 %	7 %	8 %	8 %	9 %	9 %
Papiers tissu	15 %	14 %	13 %	12 %	11 %	11 %	11 %	15 %	17 %	19 %	19 %
Rendement consolidé sur les actifs	10,6 %	9,9 %	8,7 %	7,4 %	6,5 %	6,5 %	7,1 %	7,6 %	7,5 %	8,1 %	8,1 %
Retour sur le capital utilisé⁹	3,8 %	3,4 %	2,6 %	2,1 %	1,3 %	1,3 %	1,9 %	2,3 %	2,3 %	2,8 %	2,8 %
Fonds de roulement¹⁰											
En millions de \$, en fin de période	503	526	565	564	510	510	536	549	524	455	455
En % des ventes ¹¹	13,9 %	14,5 %	14,4 %	14,5 %	13,2 %	13,2 %	14,2 %	14,7 %	14,3 %	12,4 %	12,4 %

1 Les expéditions n'incluent pas l'élimination des expéditions entre apparentés et entre les différents secteurs d'activité.

2 À partir du deuxième trimestre de 2011, les expéditions tiennent compte de la consolidation intégrale de RdM.

3 Expéditions d'emballage industriel et de papiers spécialisés.

4 À partir du quatrième trimestre de 2011, les expéditions tiennent compte de l'acquisition de Papersource.

5 Défini comme : Fabrication interne et les expéditions externes / capacité pratique.

6 Consommation d'énergie moyenne pour les usines de fabrication seulement. Excluant RdM.

7 Excluant RdM, Papersource et Bird Packaging.

8 Le rendement sur les actifs est une mesure non conforme aux IFRS et se définit comme : BEAA excluant les éléments spécifiques des douze derniers mois (« DDM »)/Actifs moyens totaux DDM. Les acquisitions et dispositions significatives d'entreprises des douze derniers mois sont, respectivement, incluses ou exclues.

9 Le retour sur le capital utilisé est une mesure non-conforme aux IFRS et se définit comme le montant après impôts du bénéfice d'exploitation excluant les éléments spécifiques / la moyenne des DDM du capital utilisé. Le capital utilisé se définit comme les actifs totaux moins les comptes créditeurs et les charges à payer. Les acquisitions et dispositions significatives d'entreprises des douze derniers mois sont, respectivement, incluses ou exclues.

10 Fonds de roulement = comptes débiteurs (excluant la portion court terme des autres actifs) + stocks – comptes créditeurs et charges à payer. Les acquisitions et dispositions significatives d'entreprises des douze derniers mois sont, respectivement, incluses ou exclues.

11 En pourcentage des ventes = fonds de roulement en fin de période/ventes DDM. Les acquisitions et dispositions significatives d'entreprises des douze derniers mois sont, respectivement, incluses ou exclues.

INFORMATION FINANCIÈRE HISTORIQUE

En millions de dollars canadiens, sauf si mentionné autrement	2010	2011				2012					
	TOTAL	T1	T2	T3	T4	TOTAL	T1	T2	T3	T4	TOTAL
Ventes											
Produits d'emballage											
Cartons-caisses	1 459	344	333	317	299	1 293	284	300	299	306	1 189
Carton plat Europe	207	62	256	221	206	745	204	208	181	198	791
Produits spécialisés	786	202	219	224	206	851	202	209	197	183	791
Ventes intersecteurs	(100)	(27)	(28)	(27)	(22)	(104)	(18)	(19)	(17)	(14)	(68)
	2 352	581	780	735	689	2 785	672	698	660	673	2 703
Papiers tissu	853	199	218	221	233	871	229	255	253	242	979
Ventes intersecteurs et activités corporatives	(23)	(6)	(7)	(9)	(9)	(31)	(10)	(9)	(7)	(11)	(37)
	3 182	774	991	947	913	3 625	891	944	906	904	3 645
Bénéfice (perte) d'exploitation											
Produits d'emballage											
Cartons-caisses	77	(4)	4	(1)	(24)	(25)	8	(1)	7	(29)	(15)
Carton plat Europe	(2)	3	13	(2)	(4)	10	4	-	(1)	(2)	1
Produits spécialisés	36	1	2	2	(17)	(12)	5	8	8	2	23
	111	-	19	(1)	(45)	(27)	17	7	14	(29)	9
Papiers tissu	45	-	7	8	37	52	21	26	24	21	92
Activités corporatives	(53)	(6)	(5)	-	(6)	(17)	(9)	(4)	(2)	(11)	(26)
	103	(6)	21	7	(14)	8	29	29	36	(19)	75
BEAA excluant les éléments spécifiques¹											
Produits d'emballage											
Cartons-caisses	170	19	20	27	19	85	21	23	26	25	95
Carton plat Europe	8	5	17	10	10	42	13	11	7	11	42
Produits spécialisés	63	7	12	13	2	34	11	15	15	8	49
	241	31	49	50	31	161	45	49	48	44	186
Papiers tissu	90	10	16	18	28	72	33	39	35	31	138
Activités corporatives	(21)	(4)	(3)	11	(8)	(4)	(6)	(4)	(5)	(5)	(20)
	310	37	62	79	51	229	72	84	78	70	304
Bénéfice net (perte nette)	41	(8)	122	(20)	5	99	6	7	5	(29)	(11)
Excluant les éléments spécifiques ¹	80	1	(9)	(2)	(4)	(14)	4	7	7	(2)	16
Bénéfice net (perte nette) par action (en dollars)											
De base	0,43 \$	(0,08) \$	1,27 \$	(0,21) \$	0,05 \$	1,03 \$	0,06 \$	0,08 \$	0,05 \$	(0,30) \$	(0,11) \$
De base, excluant les éléments spécifiques ¹	0,83 \$	0,01 \$	(0,09) \$	(0,02) \$	(0,04) \$	(0,14) \$	0,04 \$	0,08 \$	0,07 \$	(0,02) \$	0,17 \$
Marge brute d'autofinancement (ajustée) incluant les activités abandonnées¹	243	22	14	60	35	131	48	37	42	34	161
Marge brute d'autofinancement (ajustée) des activités abandonnées¹	(50)	(7)	2	-	-	(5)	-	-	-	-	-
Marge brute d'autofinancement (ajustée) des activités poursuivies¹	193	15	16	60	35	126	48	37	42	34	161
Excluant les éléments spécifiques ¹	197	15	17	61	40	133	48	40	44	35	167
Dettes nettes²	1 397	1 445	1 298	1 370	1 485	1 485	1 524	1 585	1 542	1 535	1 535
Indice prix de vente Cascades nord-américain en \$ US (2005 = 1 000)³	1 186	1 238	1 250	1 267	1 272	1 257	1 271	1 227	1 233	1 260	1 248
Indice matières premières Cascades nord-américain en \$ US (2005 = 300)³	421	471	494	512	410	472	387	384	368	343	371
\$ US/\$ CAN	0,97 \$	1,01 \$	1,03 \$	1,02 \$	0,98 \$	1,01 \$	1,00 \$	0,99 \$	1,01 \$	1,01 \$	1,00 \$
Gaz naturel Henry Hub — \$ US/mmBtu	4,39 \$	4,10 \$	4,31 \$	4,19 \$	3,55 \$	4,04 \$	2,74 \$	2,22 \$	2,81 \$	3,40 \$	2,79 \$

Sources : Bloomberg et Cascades.

¹ Voir la rubrique « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS ».² Est définie comme étant la dette totale moins la trésorerie et équivalents de trésorerie.³ Voir les notes 1 et 2 à la page 12.

INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Le tableau suivant rapproche le bénéfice net (perte nette) selon les IFRS avec le bénéfice d'exploitation, le bénéfice d'exploitation excluant les éléments spécifiques ainsi que le bénéfice d'exploitation avant amortissement excluant les éléments spécifiques :

(en millions de dollars canadiens)	2012	2011
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires	(11)	99
Perte nette (bénéfice net) généré par les activités abandonnées	5	(114)
Perte nette attribuable aux actionnaires sans contrôle	(7)	(3)
Part des résultats des entreprises associées et coentreprises	(2)	(14)
Recouvrement d'impôts sur les résultats	(2)	(56)
Gain de change sur la dette à long terme et sur les instruments financiers dérivés	(8)	(4)
Frais de financement	100	100
Bénéfice d'exploitation	75	8
Éléments spécifiques :		
Gain sur acquisitions, cessions et autres	(1)	(48)
Ajustement d'inventaire résultant d'acquisitions d'entreprises	-	10
Baisse de valeur	29	59
Frais de restructuration	7	8
Perte (gain) non réalisé sur instruments financiers dérivés	(5)	12
Amortissement accéléré suite à des mesures de restructuration	13	-
	43	41
Bénéfice d'exploitation excluant les éléments spécifiques	118	49
Amortissement, excluant les éléments spécifiques	186	180
Bénéfice d'exploitation avant amortissement – excluant les éléments spécifiques	304	229

Le tableau suivant rapproche le bénéfice net (perte nette) et le bénéfice net (perte nette) par action avec le bénéfice net (perte nette) excluant les éléments spécifiques et le bénéfice net (perte nette) excluant les éléments spécifiques par action :

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE)		BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE) PAR ACTION ¹	
	2012	2011	2012	2011
Selon les IFRS	(11)	99	(0,11)\$	1,03 \$
Éléments spécifiques :				
Gain sur acquisitions, cessions et autres	(1)	(48)	(0,01)\$	(0,55)\$
Ajustement d'inventaire résultant d'acquisitions d'entreprises	-	10	-	0,08 \$
Baisse de valeur	29	59	0,23 \$	0,45 \$
Frais de restructuration	7	8	0,05 \$	0,06 \$
Perte (gain) non réalisé sur instruments financiers dérivés	(5)	12	(0,04)\$	0,11 \$
Amortissement accéléré suite à des mesures de restructuration	13	-	0,10 \$	-
Gain de change sur la dette à long terme et sur les instruments financiers dérivés	(8)	(4)	(0,07)\$	(0,04)\$
Part des résultats des entreprises associées, coentreprises et actionnaires sans contrôle	(3)	(3)	(0,03)\$	(0,03)\$
Inclus dans les activités abandonnées, net des impôts afférents	5	(108)	0,05 \$	(1,13)\$
Effet d'impôt sur les éléments spécifiques et autres ajustements relatifs à l'impôt ¹	(10)	(39)	-	(0,12)\$
	27	(113)	0,28 \$	(1,17)\$
Excluant les éléments spécifiques	16	(14)	0,17 \$	(0,14)\$

¹ Les éléments spécifiques par action ordinaire sont calculés sur une base après impôt. Les montants par action de la ligne « Effet d'impôt sur les éléments spécifiques et autres ajustements relatifs à l'impôt » incluent seulement l'effet des ajustements d'impôt.

Le tableau suivant rapproche les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation excluant les éléments spécifiques avec la marge brute d'autofinancement (ajustée) excluant les éléments spécifiques :

(en millions de dollars canadiens)	2012	2011
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation	203	104
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement	(42)	22
Marge brute d'autofinancement (ajustée)	161	126
Éléments spécifiques, net des impôts exigibles		
Frais de restructuration	6	7
Excluant les éléments spécifiques	167	133

Le tableau suivant rapproche les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation avec le bénéfice d'exploitation et le bénéfice d'exploitation avant amortissement :

(en millions de dollars canadiens)	2012	2011
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation	203	104
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement	(42)	22
Amortissement	(199)	(180)
Impôts payés	17	2
Frais de financement nets payés	99	97
Gain sur acquisitions, cessions et autres	1	48
Baisse de valeur et autres frais de restructuration	(30)	(60)
Gain (perte) non réalisé sur instruments financiers dérivés	5	(12)
Autres	21	(13)
Bénéfice d'exploitation	75	8
Amortissement	199	180
Bénéfice d'exploitation avant amortissement	274	188

RÉSULTATS FINANCIERS POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE 2012 ET 2011

VENTES

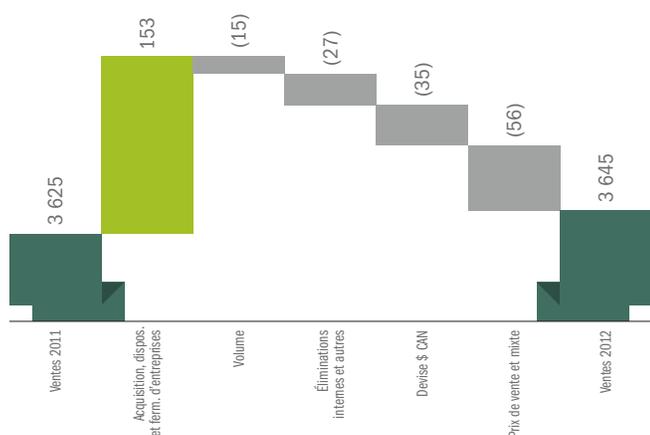
Les ventes ont augmenté de 20 M\$, s'établissant à 3,645 milliards en 2012 comparativement à 3,625 milliards en 2011 en raison principalement de l'incidence des entreprises acquises sur une base comparative mais celle-ci a été partiellement contrebalancée par l'effet négatif des usines disposées et fermées, par la baisse des prix de vente et par la hausse de 7 % de la devise canadienne comparativement à l'euro. Les expéditions totales ont augmenté de 3 %. En excluant l'incidence des acquisitions, dispositions et fermetures d'entreprises, nos expéditions ont diminué de 2 % comparativement à 2011.

BÉNÉFICE D'EXPLOITATION DES ACTIVITÉS POURSUIVIES

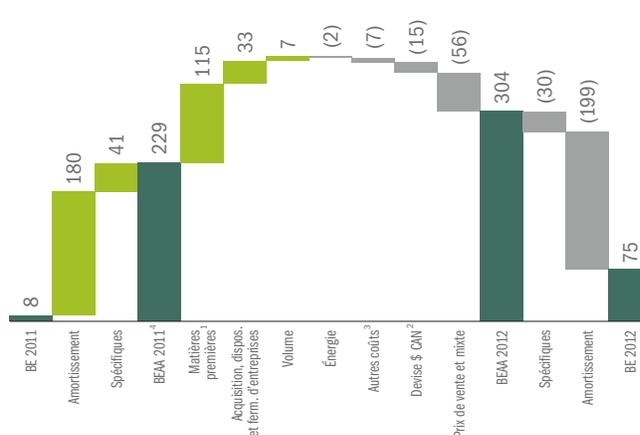
La Société a dégagé un bénéfice d'exploitation de 75 M\$ en 2012, comparativement à 8 M\$ en 2011, principalement en raison du coût inférieur des matières premières et de l'incidence nette positive des entreprises acquises, disposées et fermées. Ces incidences positives ont été partiellement réduites par des prix de vente inférieurs et un changement dans l'assortiment des produits, par la hausse de 7 % de la devise canadienne comparativement à l'euro ainsi que par des coûts supérieurs, notamment la main-d'œuvre, le transport et les frais de vente et d'administration. De plus, en 2011, nous avons comptabilisé des gains de change d'environ 14 M\$ provenant principalement de la contrepartie reçue suivant la vente de Dopaco. La marge bénéficiaire d'exploitation a augmenté, s'établissant à 2 % en 2012 comparativement à 0,2 % en 2011. En excluant les éléments spécifiques, le bénéfice d'exploitation a augmenté de 69 M\$ à 118 M\$ en 2012, comparativement à 49 M\$ en 2011.

Les principales variations des ventes et du bénéfice d'exploitation de 2012 comparativement à 2011 sont illustrées ci-dessous :

Ventes (M\$)



Bénéfice d'exploitation (BE) (M\$)



1 Les effets de ces coûts estimatifs sont basés sur des coûts de production par unité qui subissent les impacts du rendement des fibres, de l'évolution de la gamme de produits et des prix d'achat et de transfert. En plus de l'achat de pâte commerciale et de fibres recyclées, ces coûts comprennent les achats de cartons et de bobines mères provenant de l'externe pour les secteurs de la transformation et d'autres achats de matières premières, notamment le plastique et les copeaux.

2 L'impact estimatif du taux de change est basé sur les ventes nationales et à l'exportation de la Société, moins les achats qui subissent l'incidence de l'évolution des taux de change, principalement la variation du \$ CAN/\$ US. Cela inclut également l'impact du taux de change sur les éléments du fonds de roulement de la Société.

3 Les optimisations de coûts et autres items incluent : l'incidence des coûts variables basés sur les coûts de production par unité qui sont influencés par les temps d'arrêt, les taux d'efficacité et l'évolution de l'assortiment des produits, tous les autres coûts, notamment l'entretien et les réparations, les frais de vente et d'administration, le partage des bénéfices et l'évolution du bénéfice d'exploitation des unités d'exploitation autres que celles des secteurs de la fabrication et de la transformation. Le bénéfice d'exploitation des acquisitions et des dispositions d'entreprises est aussi inclus.

4 Excluant les éléments spécifiques.

L'analyse des variations du bénéfice d'exploitation par secteur d'activité est présentée dans chaque revue par secteur d'activité (voir pages 26 à 33).

ÉLÉMENTS SPÉCIFIQUES INCLUS DANS LE BÉNÉFICE D'EXPLOITATION ET ACTIVITÉS ABANDONNÉES

En 2012 et 2011, la Société a généré certains éléments spécifiques qui ont eu une incidence positive ou négative sur ses résultats d'exploitation. La Société croit qu'il est utile pour le lecteur d'être au courant de ces éléments et qu'ils donnent une mesure du rendement permettant de comparer ses résultats d'une période à l'autre, abstraction faite de ces éléments spécifiques.

Le rapprochement des éléments spécifiques par secteur d'activité est présenté dans les tableaux ci-dessous :

2012						
(en millions de dollars canadiens)	Cartons-caisses	Carton plat Europe	Produits spécialisés	Papiers tissu	Activités corporatives	Consolidé
Bénéfice (perte) d'exploitation	(15)	1	23	92	(26)	75
Amortissement	79	37	26	46	11	199
Bénéfice d'exploitation (perte) avant amortissement	64	38	49	138	(15)	274
Éléments spécifiques :						
Gain sur acquisitions, cessions et autres	(1)	-	-	-	-	(1)
Baisse de valeur	25	3	-	-	1	29
Frais de restructuration	6	1	-	-	-	7
Perte (gain) non réalisé sur instruments financiers dérivés	1	-	-	-	(6)	(5)
	31	4	-	-	(5)	30
Bénéfice (perte) d'exploitation avant amortissement – excluant les éléments spécifiques	95	42	49	138	(20)	304
Amortissement accéléré suite à des mesures de restructuration	12	-	-	1	-	13
Bénéfice (perte) d'exploitation – excluant les éléments spécifiques	28	5	23	93	(31)	118

2011						
(en millions de dollars canadiens)	Cartons-caisses	Carton plat Europe	Produits spécialisés	Papiers tissu	Activités corporatives	Consolidé
Bénéfice (perte) d'exploitation	(25)	10	(12)	52	(17)	8
Amortissement	70	32	28	41	9	180
Bénéfice d'exploitation (perte) avant amortissement	45	42	16	93	(8)	188
Éléments spécifiques :						
Perte (gain) sur acquisitions, cessions et autres	1	(12)	1	(37)	(1)	(48)
Ajustement d'inventaire résultant d'acquisitions d'entreprises	-	6	-	4	-	10
Baisse de valeur	33	-	15	11	-	59
Frais de restructuration	5	1	2	-	-	8
Perte non réalisée sur instruments financiers dérivés	1	5	-	1	5	12
	40	-	18	(21)	4	41
Bénéfice (perte) d'exploitation avant amortissement – excluant les éléments spécifiques	85	42	34	72	(4)	229
Bénéfice (perte) d'exploitation – excluant les éléments spécifiques	15	10	6	31	(13)	49

PERTE (GAIN) SUR ACQUISITIONS, CESSIONS ET AUTRES

En 2012 et 2011, la Société a enregistré les gains et les pertes suivants :

(en millions de dollars canadiens)	2012	2011
Gain net sur acquisitions d'entreprises	-	(48)
Gain sur dispositions d'immobilisations	(1)	(7)
Perte sur dispositions d'entreprises	-	7
	(1)	(48)

2012

Le 23 mars, le groupe Cartons-caisses a vendu un terrain vacant situé à côté de l'usine de cartons ondulés de Vaudreuil et a enregistré un gain de 1 M\$ sur la cession.

2011

Le 1^{er} mars, la Société a vendu son usine européenne de papier doublure blanc du secteur Cartons-caisses située à Avot-Vallée, en France, pour une contrepartie totale de 10 M€ (14 M\$) incluant une dette de 5 M€ (7 M\$) prise en charge par l'acquéreur. Le solde du prix de vente de 5 M€ (7 M\$) sera à recevoir sur une période maximum de 3 ans. La Société a enregistré une perte de 2 M\$ sur la vente.

Le 7 avril, la Société a acheté des actions en circulation de RdM sur le marché ce qui a déclenché une acquisition d'entreprise. Un gain net de 9 M€ (12 M\$) a résulté de la consolidation intégrale de RdM.

Également au cours du deuxième trimestre, le Groupe Produits spécialisés a enregistré une perte de 1 M\$ résultant de l'acquisition de NorCan Flexible Packaging inc. dans laquelle la Société détenait à l'époque 50 % des actions (56,5 % au 31 décembre 2012).

Le 23 juin, la Société a vendu deux de ses usines de carton plat à savoir l'usine de Versailles située dans le Connecticut et l'usine de conversion de Hebron située dans le Kentucky pour une contrepartie totale de 20 M\$ US (20 M\$) dont 5 M\$ US (5 M\$) ont été reçus déduction faite des frais de transaction de 1 M\$. Le solde du prix d'achat inclut une balance de prix d'achat de 10 M\$ US (10 M\$) et la juste valeur de 4 M\$ US (4 M\$) de contrats de vente de gaz naturel conclus avec l'acquéreur et faisant partie de la transaction. Le solde du prix de vente de 10 M\$ US (10 M\$) est à recevoir sur une période de quatre ans. La Société a réalisé une perte de 8 M\$ avant impôts sur les résultats.

En juin, la Société a vendu un terrain à Montréal, au Québec, appartenant à une usine de transformation de cartonnage ondulé fermée en 2005 pour une contrepartie de 9 M\$. Le Groupe Cartons-caisses a enregistré un gain de 7 M\$ sur la cession.

Le 20 septembre, la Société a annoncé la fermeture et la vente du terrain et du bâtiment du moulin du Groupe Cartons-caisses situé à Burnaby en Colombie-Britannique. La fermeture a entraîné un gain de 3 M\$ découlant du renversement d'une provision environnementale.

Le 1^{er} novembre, la Société a annoncé l'acquisition de la seconde tranche de 50 % des actions qu'elle ne détenait pas déjà dans son entreprise associée Papersource Converting Mill (Papersource) située à Granby, Québec. Le montant de la transaction s'élève à 60 M\$. Un gain net de 37 M\$ a été enregistré à la suite de cette transaction.

BAISSE DE VALEUR ET FRAIS DE RESTRUCTURATION

En 2012 et 2011, la Société a enregistré les baisses de valeur et les frais de restructuration suivants :

(en millions de dollars canadiens)	2012		2011	
	BAISSE DE VALEUR	FRAIS DE RESTRUCTURATION	BAISSE DE VALEUR	FRAIS DE RESTRUCTURATION
Groupe Cartons-caisses	25	6	33	5
Groupe Carton plat Europe	3	1	-	1
Groupe Produits spécialisés	-	-	15	2
Groupe Papiers tissu	-	-	11	-
Activités Corporatives	1	-	-	-
	29	7	59	8

2012

Le Groupe Cartons-caisses a évalué la valeur recouvrable de son usine de Mississauga à la suite de conditions de marché difficiles et des baisses de valeur de 21 M\$ sur les immobilisations et de 2 M\$ sur les actifs incorporels ont été enregistrées. Le Groupe a également comptabilisé des baisses de valeur supplémentaires totalisant 2 M\$ relativement à son moulin de Burnaby et à son usine de transformation de Le Gardeur fermés en 2011.

Le 25 avril, la Société a annoncé la fermeture des divisions de North York et de Peterborough de même que la fermeture de son usine de Mississauga. Ces usines font partie du Groupe Cartons-caisses. Ces fermetures ont entraîné la reconnaissance d'un contrat déficitaire et d'une provision pour indemnités de départ d'un montant total de 7 M\$. Le 5 septembre 2012, la Société a annoncé la fermeture de sa division de Lachute du Groupe Cartons-caisses, laquelle devrait être fermée au plus tard à la fin du premier trimestre de 2013. Cela s'est traduit par la comptabilisation de provisions de départ totalisant 2 M\$ de dollars et un gain de compression du régime de pension d'une valeur de 2 M\$ de dollars.

Durant l'année, le Groupe Cartons-caisses a enregistré un renversement de 1 M\$ de sa provision environnementale en lien avec la fermeture de son usine de Burnaby, fermée en 2011.

Le Groupe Carton plat Europe a évalué la valeur recouvrable de son usine de fabrication de Magenta à la suite des conditions de marché difficiles et des baisses de valeur de 2 M\$ sur les immobilisations et de 1 M\$ sur les pièces de rechange ont été enregistrées. Le groupe a également comptabilisé des indemnités de départ pour un montant de 1 M\$.

La Société a aussi enregistré une baisse de valeur de 1 M\$ au niveau des activités corporatives en raison de la réévaluation de billets à recevoir résultant des dispositions d'entreprises survenues en 2011.

2011

Le Groupe Cartons-caisses a enregistré une baisse de valeur de 8 M\$ relativement à son moulin fermé de Toronto, Ontario, et pour son usine de transformation de Lachute, au Québec, en raison des conditions de marché difficiles. Pour la même raison, le groupe a enregistré une baisse de valeur de 2 M\$ des relations avec les clients.

À la suite de l'annonce de la fermeture de son usine de transformation de Leominster dans la région de la Nouvelle-Angleterre aux États-Unis et de Le Gardeur au Québec, le Groupe Cartons-caisses a enregistré des frais de fermeture totalisant 3 M\$. Le 20 septembre 2011, la Société a annoncé la fermeture de son moulin de Cartons-caisses de Burnaby en Colombie-Britannique et des frais de fermeture totalisant 2 M\$ ont été comptabilisés.

De plus, la Société a annoncé, le 20 septembre, la fermeture de son moulin de Burnaby en Colombie-Britannique et qu'elle avait conclu une entente relativement à la vente du terrain et du bâtiment de l'usine. Une baisse de valeur de 8 M\$ a été enregistrée. La juste valeur diminuée des coûts de vente a été déterminée selon le prix de vente des immobilisations. La Société a également évalué la valeur recouvrable de son usine de Trenton en raison des conditions de marché difficiles et une baisse de valeur de 15 M\$ a été enregistrée.

Des frais de restructuration de 1 M\$ ont été enregistrés dans le Groupe Carton plat Europe à la suite de la fermeture d'une ligne de production.

À la suite de l'annonce de la modernisation des équipements de fabrication de pâte à East Angus, au Québec, le Groupe Produits spécialisés a enregistré une baisse de valeur de 3 M\$ pour enregistrer ces équipements à la valeur de récupération et a comptabilisé des frais de restructuration pour 2 M\$. La Société a revu la valeur recouvrable de son usine de papiers fins de St-Jérôme à la suite de conditions de marché difficiles et une baisse de valeur de 11 M\$ a été enregistrée. La Société a aussi comptabilisé une baisse de valeur de 1 M\$ pour d'autres immobilisations corporelles pour des motifs similaires.

En raison des conditions de marché difficiles, la Société a évalué la valeur recouvrable de son usine de Toronto du Groupe Papiers tissu et une baisse de valeur de 9 M\$ a été comptabilisée. Une baisse de valeur supplémentaire de 2 M\$ a été enregistrée pour d'autres immobilisations corporelles du groupe pour des motifs similaires.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

En 2012, l'incidence positive des instruments financiers qui ne sont pas désignés à titre d'instruments de couverture sur le bénéfice net a été de 5 M\$. Ce gain renferme 5 M\$ sur des instruments financiers de couverture de devises ainsi que sur des produits de base comme l'électricité, le gaz naturel et les papiers recyclés.

En 2011, la Société a enregistré une perte non réalisée de 12 M\$ sur certains instruments financiers qui ne sont pas désignés à titre d'instruments de couverture. La perte comprend une perte de 7 M\$ sur des instruments financiers en couverture de devises ainsi que sur des produits de base comme l'électricité, le gaz naturel et les papiers recyclés. Cela inclut également une perte de 5 M\$ résultant d'une entente conclue entre la Société et Industria (voir rubrique « Faits et développements marquants » pour plus de détails).

AJUSTEMENT D'INVENTAIRE À LA SUITE D'ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

À la suite de la répartition de la valeur attribuée lors du regroupement avec RdM et de l'acquisition des actions restantes de Papersource, le bénéfice d'exploitation a été réduit de 10 M\$ car les stocks acquis au moment de la transaction ont été inscrits à la valeur marchande et aucun profit n'a été comptabilisé à la suite de leur vente subséquente.

ACTIVITÉS ABANDONNÉES

En mai 2011, la Société a complété la vente de Dopaco inc. et Dopaco Canada inc. (collectivement « Dopaco »), sa division de produits pour l'industrie de la restauration rapide, à Reynolds Group Holdings Limitée. La Société a conservé la responsabilité pour certains litiges en cours, à savoir une réclamation en dommages en rapport avec la contamination d'un site déjà utilisé par Dopaco. En 2012, la Société a enregistré une provision de 2 M\$ (net des impôts afférents de 1 M\$) relativement à ce litige. À la suite du règlement de ce litige, la Société a déboursé 2 M\$ et nous estimons que la provision restante sera suffisante pour couvrir les frais résiduels relativement à ce litige. En 2012, la Société a également comptabilisé un ajustement d'impôt sur le revenu de 3 M\$ par rapport à la finalisation de l'impôt sur le gain à la suite de la vente de Dopaco. Les résultats des activités abandonnées en 2011 incluent essentiellement les résultats de Dopaco jusqu'à la date de disposition du 2 mai 2011 et un gain net sur la vente de 110 M\$. En 2011, la Société a également subi une perte de 2 M\$ découlant de la modification d'un régime de prestations de santé mis en place avant la vente.

AMORTISSEMENT ACCÉLÉRÉ SUITE À DES MESURES DE RESTRUCTURATION

Le 25 avril 2012, la Société a annoncé la fermeture, dans le Groupe Cartons-caisses, des usines de North York, Peterborough et Mississauga. Ces fermetures ont entraîné la reconnaissance d'amortissement accéléré pour 3 M\$ en raison de la réévaluation de la durée de vie utile et de la valeur résiduelle de certains équipements.

Ce même groupe a également revu la durée de vie utile de son concentrateur de liqueur de l'usine de Trenton et a enregistré un amortissement accéléré de 9 M\$.

Le 13 août 2012, la Société a annoncé la fermeture de son usine du Groupe Papiers tissu située à Scarborough et a revu la durée de vie utile et la valeur résiduelle des immobilisations résultant à de l'amortissement accéléré pour 1 M\$.

Faits saillants

Au cours des deux dernières années, la Société a réalisé plusieurs transactions afin d'optimiser sa base d'actifs et de réduire sa structure de coûts, en fermant ou en vendant certaines unités d'exploitation ou en réalisant des acquisitions.

Les transactions suivantes, effectuées en 2012 et 2011, doivent être prises en considération afin de bien comprendre les analyses globales ou sectorielles des résultats de la Société.

FERMETURES, RESTRUCTURATIONS ET DISPOSITIONS

2012

GRUPE CARTONS-CAISSES

Le 25 avril, la Société a annoncé la fermeture définitive des usines de North York, de Peterborough et de Mississauga, toutes spécialisées dans la transformation de cartonnage ondulé.

Le 5 septembre, la Société a annoncé la fermeture permanente de son usine de boîtes pliantes de Lachute, au Québec.

GRUPE PRODUITS SPÉCIALISÉS

Le 22 février, la Société a annoncé la fermeture permanente de son usine de produits d'emballage en carton nid d'abeille, située à Toronto.

GRUPE PAPIERS TISSU

Le 13 août, la Société a annoncé la fermeture permanente de l'une de ses usines de transformation de Scarborough (rue McNicoll), à Toronto.

2011

GRUPE CARTONS-CAISSES

Le 1^{er} mars, la Société a vendu son usine de cartons-caisses européenne située à Avot-Vallée, en France.

Le 10 mars, le Groupe a annoncé la fermeture de son usine de transformation de Leominster et la consolidation de ses opérations de transformation de la Nouvelle-Angleterre, aux États-Unis. L'usine de Leominster a été fermée en mai de la même année et a transféré ses activités vers d'autres usines de transformation de cartons-caisses.

Le 20 septembre, la Société a annoncé la fermeture de son usine de cartons-caisses située à Burnaby, en Colombie-Britannique. La fermeture s'est produite en décembre de la même année et la production a été transférée vers les autres usines du Groupe. Le terrain et le bâtiment du moulin de Burnaby ont été vendus le 17 octobre de la même année.

Le 12 octobre, la Société a annoncé la fermeture de son usine de transformation de Le Gardeur. Les activités ont été transférées à d'autres usines de transformation de cartons-caisses.

ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

2012

GRUPE CARTONS-CAISSES

Le 1^{er} avril, la Société a effectué l'achat des usines de transformation et d'entreposage de cartonnage ondulé de Bird Packaging Limited situées à Guelph, à Kitchener et à Windsor, en Ontario.

2011

GRUPE CARTON PLAT EUROPE

Le 7 avril, la Société a atteint une participation de 40,95 % dans RdM, un leader dans la fabrication de carton plat en Europe. Depuis le deuxième trimestre de la même année, la Société consolide intégralement RdM dans ses états financiers avec une participation sans contrôle, au 31 décembre de la même année, de 55,69 %, en considérant sa participation de 44,31 %. En 2012, la Société a acquis une participation additionnelle de 4,23 % des actions ordinaires de RdM sur le marché. Au 31 décembre 2012, la Société détenait 48,54 % des actions ordinaires de RdM avec une participation sans contrôle de 51,46 %.

GRUPE PRODUITS SPÉCIALISÉS

Le 6 avril, la Société a acquis NorCan Flexible Packaging inc., située en Ontario. La participation totale de la Société dans la filiale était fixé à ce moment à 50 % (en raison du contrôle effectif, cet investissement est consolidé) avec une participation sans contrôle de 50 % (au 31 décembre 2012, notre participation s'élève à 56,5 % et la participation sans contrôle s'élève à 43,5 %).

Le 31 mai, la Société a acquis les opérations de récupération et recyclage de Genor Recycling Services Limited, située en Ontario.

Le 15 septembre, la Société a acquis les actifs de fabrication de carton plat non couché pour la partition de Packaging Dimensions Inc., en Illinois, aux États-Unis.

GRUPE PAPIERS TISSU

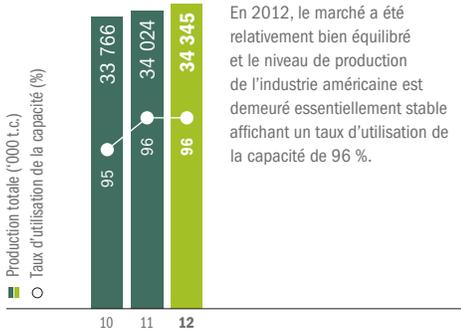
Le 1^{er} novembre, la Société a acquis la seconde tranche de 50 % des actions qu'elle ne détenait pas déjà de sa société associée Papersource Converting Mill Corp (Papersource), située à Granby, au Québec.

Veillez vous référer aux notes 5 et 6 des états financiers consolidés aux pages 75 à 78 pour plus de détails sur les acquisitions et les dispositions d'entreprises.

PRODUITS D'EMBALLAGE CARTONS-CAISSES

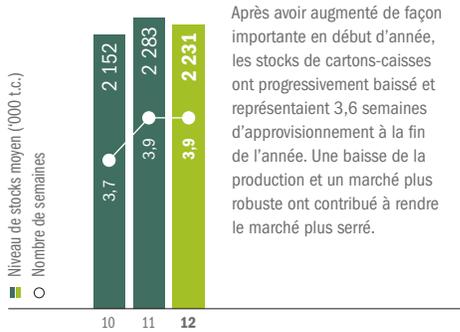
Notre industrie

Production de l'industrie américaine de cartons-caisses et taux d'utilisation de la capacité¹



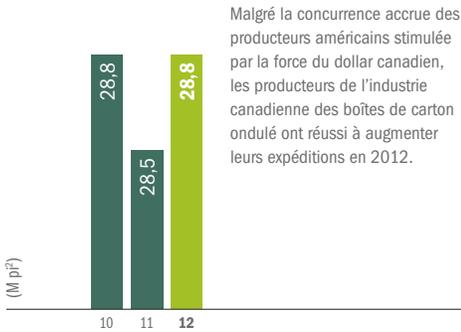
En 2012, le marché a été relativement bien équilibré et le niveau de production de l'industrie américaine est demeuré essentiellement stable affichant un taux d'utilisation de la capacité de 96 %.

Stocks américains de cartons-caisses aux usines de fabrication et de transformation²



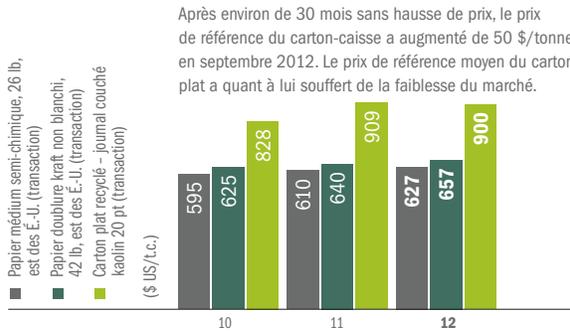
Après avoir augmenté de façon importante en début d'année, les stocks de cartons-caisses ont progressivement baissé et représentaient 3,6 semaines d'approvisionnement à la fin de l'année. Une baisse de la production et un marché plus robuste ont contribué à rendre le marché plus serré.

Expéditions de l'industrie canadienne des boîtes de carton ondulé³



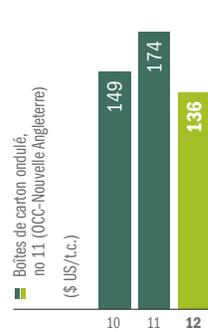
Malgré la concurrence accrue des producteurs américains stimulée par la force du dollar canadien, les producteurs de l'industrie canadienne des boîtes de carton ondulé ont réussi à augmenter leurs expéditions en 2012.

Prix de référence – Cartons-caisses¹



Après environ de 30 mois sans hausse de prix, le prix de référence du carton-casse a augmenté de 50 \$/tonne en septembre 2012. Le prix de référence moyen du carton plat a quant à lui souffert de la faiblesse du marché.

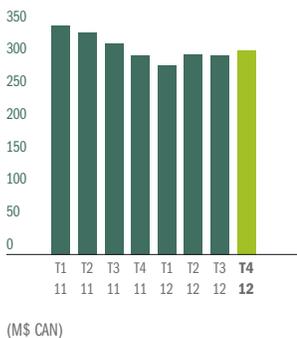
Prix de référence – Fibre recyclée¹



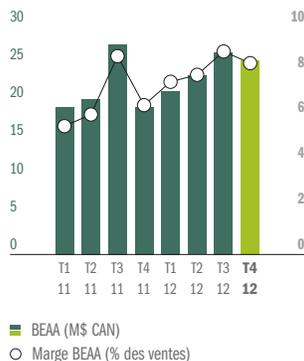
1 Source : RISI
2 Source : Fiber Box Association
3 Source : Paper Packaging Canada

Notre performance

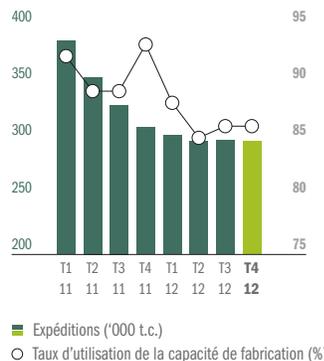
Ventes



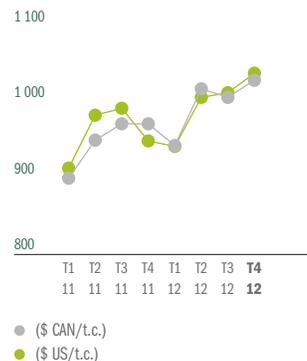
BEAA et marge BEAA (excluant les éléments spécifiques)



Expéditions et taux d'utilisation de la capacité de fabrication



Prix de vente moyen



2011	2012	VARIATION EN %
Expéditions¹ ('000 t.c.)		
1 372	1 194	-13 %
Prix de vente moyen² (\$ CAN/unité)		
943	995	6 %
Prix de vente moyen² (\$ US/unité)		
953	995	4 %
Ventes (M\$)		
1 293	1 189	-8 %
Perte d'exploitation (M\$) (tel que divulgué)		
(25)	(15)	40 %
Bénéfice d'exploitation (M\$) (excluant les éléments spécifiques)		
15	28	87 %
BEAA (M\$) (tel que divulgué)		
45 3 % des ventes	64 5 % des ventes	42 %
BEAA (M\$) (excluant les éléments spécifiques)		
85 7 % des ventes	95 8 % des ventes	12 %

1 Les expéditions totales n'incluent pas l'élimination des expéditions entre les différents secteurs d'activité.

2 Ils sont basés sur une moyenne pondérée des expéditions de cartons-caisses recyclés et vierges.

Les **expéditions** sont en baisse de 13 %, ou 178 000 t.c., à 1 194 000 t.c. en 2012 comparativement à 1 372 000 en 2011. En excluant l'incidence des entreprises acquises, vendues et fermées, la baisse est ainsi réduite à 4 % ou 54 000 t.c. La bonne performance des usines de cartonnage ondulé et de boîtes pliantes, qui ont respectivement augmenté leur volume de façon comparative de 1 % et 5 %, n'a pas suffi à contrebalancer la baisse comparative de volume de 12 % des moulins. Les problèmes opérationnels des moulins de cartons-caisses au cours de l'année ont occasionné une baisse de volume de 8 % tandis que la baisse de 18 % au niveau des moulins de carton plat provient essentiellement du fait qu'un de ceux-ci cherche à développer et à tester de nouveaux produits à la suite de la perte d'un important client au début de 2012.

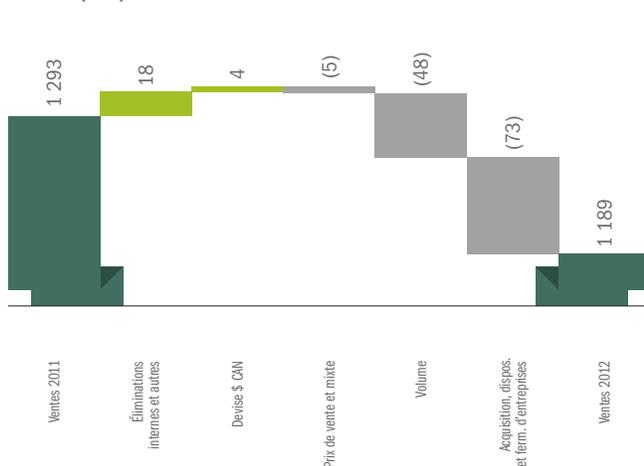
Le **prix de vente moyen** est en hausse de 52 \$, ou 6 %, à 995 \$ par t.c. en 2012 comparativement à 943 \$ en 2011. En 2012, la proportion de nos expéditions de transformation a augmenté comparativement à nos expéditions de produits fabriqués en raison des usines fermées tel que mentionné dans la section des faits saillants à la page 25. Les moulins de carton plat ont connu une baisse moyenne du prix de vente en raison d'une proportion plus forte de ventes de produits de grade inférieur. Concernant les moulins de cartons-caisses, avec la hausse des prix annoncée au début du quatrième trimestre de 2012 et une incidence positive de devises, le prix de vente moyen est demeuré stable. Au niveau des produits transformés, le prix de vente moyen a baissé de 1,7 % dans le secteur des produits de cartonnage ondulé ce qui constitue une bonne performance comparativement à la baisse de 2,6 % de l'industrie canadienne. La forte compétitivité au niveau des boîtes pliantes a engendré une baisse de 1,2 % du prix de vente moyen de ses usines. La baisse du prix de vente moyen total du groupe sur une base comparative a eu une incidence négative de 5 M\$ sur le bénéfice d'exploitation. La hausse du prix de vente moyen annoncée au quatrième trimestre de 2012 est implantée de façon graduelle pour les produits de cartonnage ondulé et sera pleinement en place à la fin du premier trimestre de 2013 et devrait pleinement contribuer à nos résultats à compter du deuxième trimestre.

À la suite de ces éléments, les **ventes** du Groupe Cartons-caisses sont en baisse de 104 M\$, ou 8 %, à 1 189 M\$ en 2012 comparativement à 1 293 M\$ en 2011. Les entreprises fermées et vendues représentent 91 M\$ de cette baisse tandis que le volume inférieur est venu retrancher 48 M\$. D'un autre côté, l'acquisition de Bird Packaging est venu contrebalancer partiellement cet effet négatif pour 18 M\$. Sur une base comparative, les ventes de cartons-caisses et de carton plat ont baissé respectivement de 3 % et 22 %.

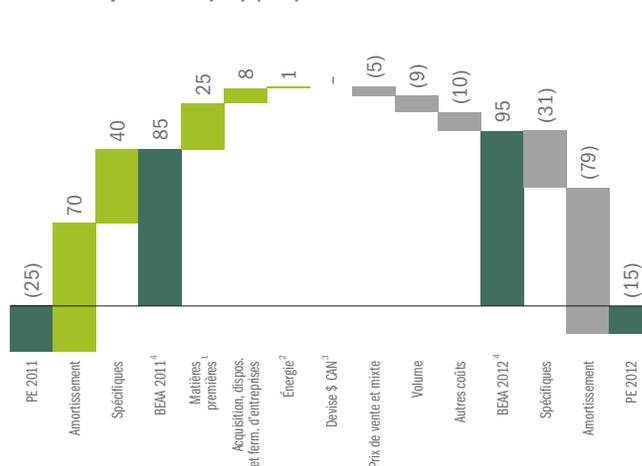
En excluant les éléments spécifiques, le **bénéfice d'exploitation** se chiffre à 28 M\$ en 2012 comparativement à 15 M\$ en 2011, soit une hausse de 13 M\$. Des coûts inférieurs de matières premières expliquent 25 M\$ de cette hausse tandis que d'autres coûts, dont les produits chimiques, la main-d'œuvre et le transport sont venus contrebalancer partiellement cette incidence positive pour 10 M\$. Les moulins ont vu leur prix moyen de matières premières diminuer de 30 \$/t.c. à la suite de baisses sur le marché des fibres recyclées. Tous les coûts variables ont été négativement affecté par la hausse proportionnelle du niveau des activités de transformation. La baisse de volume telle qu'expliquée ci-haut représente une réduction de 9 % du bénéfice d'exploitation. Finalement l'acquisition de Bird Packaging durant l'année a créé une incidence positive de 3 M\$ sur le bénéfice d'exploitation tandis que les entreprises fermées et vendues ont engendré une hausse de 5 M\$.

Les principales variations des ventes et de la perte d'exploitation du Groupe Cartons-caisses sont présentées ci-dessous :

Ventes (M\$)



Perte d'exploitation (PE) (M\$)



Pour les notes 1 à 4, voir les définitions à la page 20.

La Société a également été confrontée à certains éléments spécifiques en 2012 et 2011 qui ont influé de façon positive ou négative sur les résultats. Veuillez vous référer aux pages 21 à 24 pour plus de détails.

PRODUITS D'EMBALLAGE **CARTON PLAT EUROPE**

Notre industrie

Commandes de carton plat couché de l'industrie européenne¹

En Europe, la demande a été somme toute moyenne pour les cartons plats de grades recyclés et vierges. L'année s'est terminée sur une meilleure note pour les cartons plats recyclés, le marché du carton gris doublé blanc (WLC) étant mieux balancé en raison de fermetures. Du côté du carton plat duplex couché vierge, l'ajout de capacité de production de carton plat duplex (FBB) a eu un impact négatif.

Commandes de carton plat couché recyclé en Europe¹

(Carton gris doublé blanc recyclé (WLC) – moyenne mobile cinq dernières semaines)

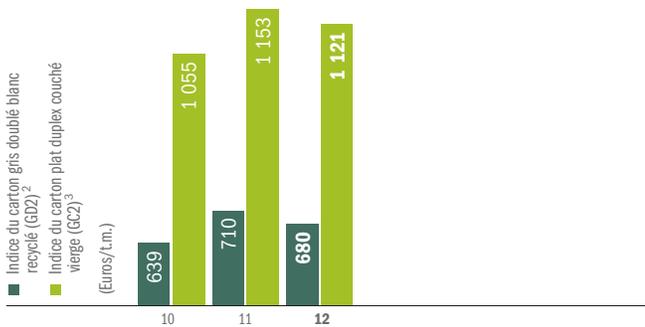


Commandes de carton plat couché vierge en Europe¹

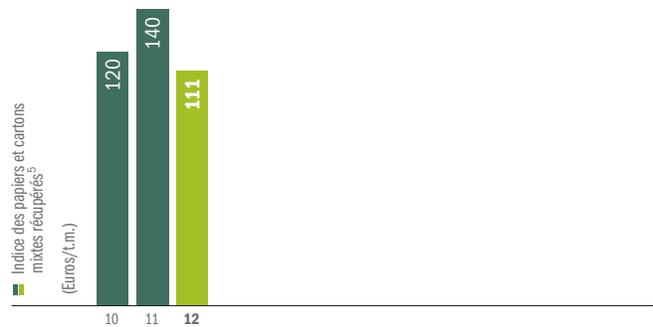
(Carton plat duplex couché vierge (FBB) – moyenne mobile cinq dernières semaines)



Prix de référence – Carton plat Europe⁴



Prix de référence – Fibre recyclée en Europe^{4,5}



1 Source : CEPI Cartonboard

2 L'indice Cascades des prix de vente du carton gris doublé blanc recyclé représente une approximation des prix de vente des grades de produits recyclés de Cascades en Europe. Il est pondéré sur une base géographique. Pour chaque pays, nous utilisons la moyenne des prix PPI Europe et EUWID du carton gris doublé blanc recyclé.

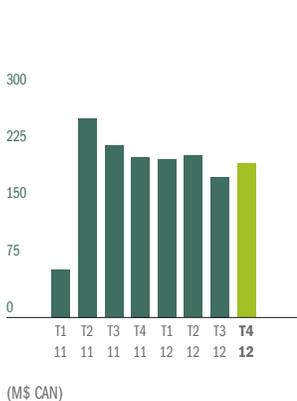
3 L'indice Cascades des prix de vente du carton plat duplex couché vierge représente une approximation des prix de vente des grades de produits vierges de Cascades en Europe. Il est pondéré sur une base géographique. Pour chaque pays, nous utilisons la moyenne des prix PPI Europe et EUWID du carton plat duplex couché vierge.

4 Source : RISI

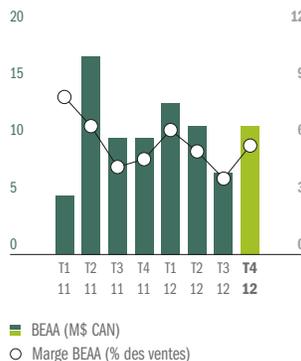
5 L'indice des prix des papiers et cartons mixtes de récupération représente une approximation des prix payés pour les papiers recyclés par Cascades en Europe. Il est pondéré sur une base géographique. Pour chaque pays, nous utilisons la moyenne des prix PPI Europe et EUWID des papiers et cartons mixtes de récupération. Cet indice devrait être uniquement utilisé à titre d'indicateur d'une tendance, car il peut être différent de nos coûts d'achat réels et de nos volumes d'achats.

Notre performance

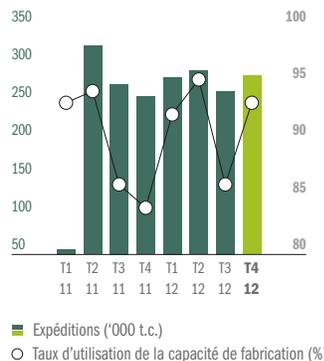
Ventes



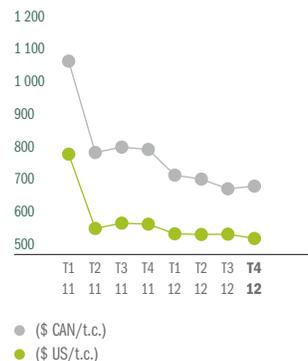
BEAA et marge BEAA (excluant les éléments spécifiques)



Expéditions et taux d'utilisation de la capacité de fabrication



Prix de vente moyen



2011	2012	VARIATION EN %
Expéditions¹ ('000 t.c.)		
897	1 104	23 %
Prix de vente moyen² (\$ CAN/unité)		
831	717	-14 %
Prix de vente moyen² (€ Euro/unité)		
604	558	-8 %
Ventes (M\$)		
745	791	6 %
Bénéfice d'exploitation (M\$) (tel que divulgué)		
10	1	-90 %
Bénéfice d'exploitation (M\$) (excluant les éléments spécifiques)		
10	5	-50 %
BEAA (M\$) (tel que divulgué)		
42 6 % des ventes	38 5 % des ventes	-10 %
BEAA (M\$) (excluant les éléments spécifiques)		
42 6 % des ventes	42 5 % des ventes	-

1 Les expéditions totales n'incluent pas l'élimination des expéditions entre les différents secteurs d'activités.

2 Le prix de vente moyen inclut les activités de carton plat recyclé à partir du deuxième trimestre de 2011. Il est basé sur une moyenne pondérée des expéditions de carton plat recyclé et vierge.

Les **expéditions** sont en hausse de 23 %, ou 207 000 t.c., à 1 104 000 t.c. en 2012 comparativement à 897 000 en 2011. La hausse provient essentiellement de la consolidation intégrale de RdM à compter du deuxième trimestre de 2011. Les expéditions de RdM ont augmenté de 217 000 t.c. en 2012 comparativement à 2011 et les expéditions des usines de fibres vierges ont baissé de 10 000 t.c. Sur une base comparative, les expéditions ont baissé de 21 000 t.c., ou 2 %, en raison principalement de la baisse générale de la demande en Europe.

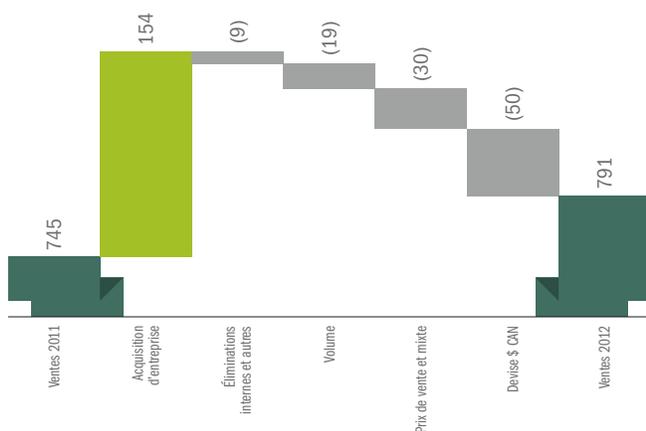
Le **prix de vente moyen** est en baisse de 114 \$, ou 14 %, à 717 \$ par t.c. en 2012 comparativement à 831 \$ en 2011. La hausse de 7 % de la devise canadienne comparativement à l'euro explique la majeure partie de cette baisse. Une plus grande compétitivité au niveau des marchés européens combinée à une demande plus faible expliquent la baisse du prix de vente de 46 € à 558 € par t.c. en 2012 comparativement à 604 € en 2011. Le prix de vente moyen du carton plat recyclé (RdM) est en baisse de 29 €, ou 5 % à 512 € par t.c. en 2012 comparativement à 541 € en 2011. Le prix de vente moyen du carton plat vierge est en baisse de 25 €, ou 3 % à 781 € par t.c. en 2012 comparativement à 806 € en 2011.

À la suite de ces éléments, les **ventes** du Groupe Carton plat Europe sont en hausse de 46 M\$, ou 6 %, à 791 M\$ en 2012 comparativement à 745 M\$ en 2011. La consolidation intégrale de RdM, qui a débuté au deuxième trimestre de 2011, a ajouté 154 M\$ aux ventes sur une base comparative. D'un autre côté, la hausse de 7 % de la valeur de la devise canadienne comparativement à l'euro, la baisse du prix de vente moyen et du volume ont diminué les ventes, respectivement, de 50 M\$, 30 M\$ et 19 M\$.

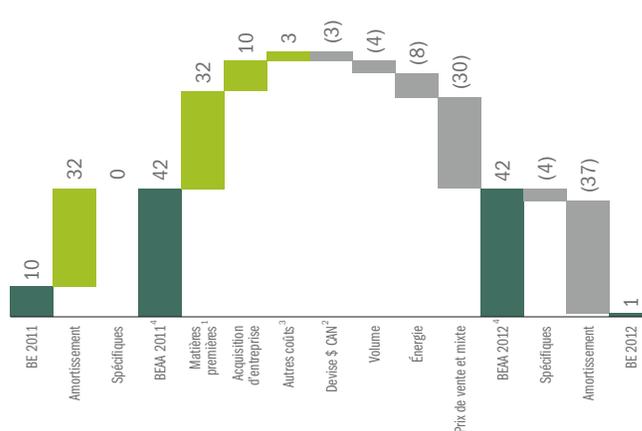
En excluant les éléments spécifiques, le **bénéfice d'exploitation** se chiffre à 5 M\$ en 2012 comparativement à 10 M\$ en 2011, soit une baisse de 5 M\$. La baisse du prix de vente moyen ainsi que les coûts d'énergie ont créé des baisses respectives du bénéfice d'exploitation de 30 M\$ et de 8 M\$ tandis que la baisse des coûts des matières premières a créé une incidence positive de 32 M\$, venant ainsi partiellement annuler la baisse. Le coût de la fibre recyclée a été inférieur de 28 €, ou 16 %, s'établissant à 150 € par t.c. en 2012 comparativement à 178 € par t.c. en 2011.

Les principales variations des ventes et du bénéfice d'exploitation du Groupe Carton plat Europe sont présentées ci-dessous :

Ventes (M\$)



Bénéfice d'exploitation (BE) (M\$)



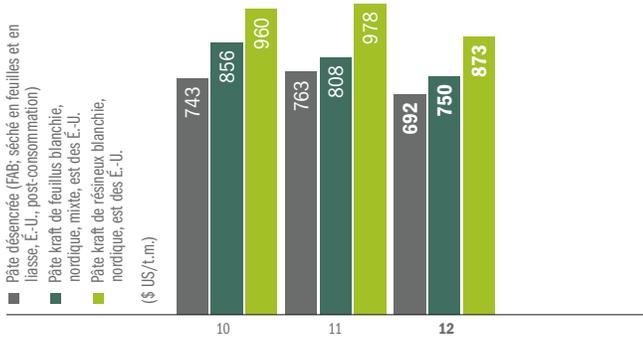
Pour les notes 1 à 4, voir les définitions à la page 20.

La Société a également été confrontée à certains éléments spécifiques en 2012 et 2011 qui ont influé de façon positive ou négative sur les résultats. Veuillez vous référer aux pages 21 à 24 pour plus de détails.

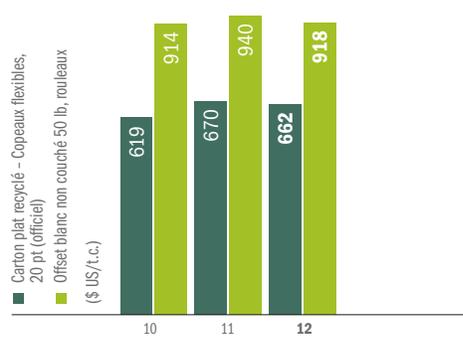
PRODUITS D'EMBALLAGE PRODUITS SPÉCIALISÉS

Notre industrie

Prix de référence – Pâte commerciale¹



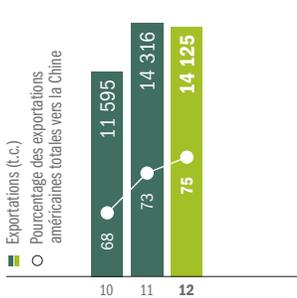
Prix de référence – Papiers de spécialité¹



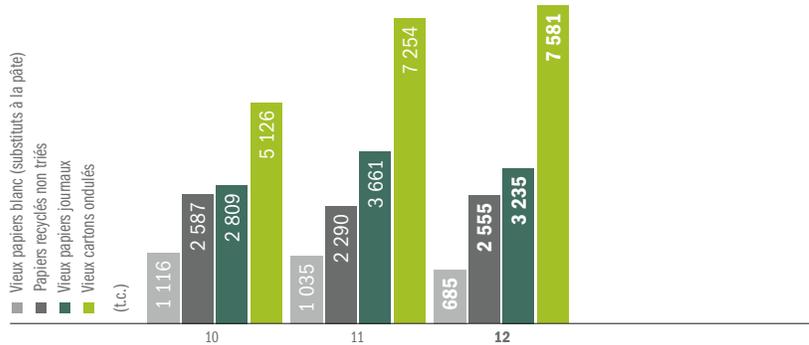
Exportations américaines de fibre recyclée pour la Chine¹

Les résultats de notre groupe de produits spécialisés sont impactés par le marché de la fibre recyclée et la demande asiatique influence grandement les prix et les expéditions. En 2012, les importations chinoises en provenance des États-Unis ont diminué de 1 %. Les grades de papiers blancs recyclés et les vieux papiers journaux ont accaparé la majeure partie de la baisse connaissant des baisses respectives de 34 % et 12 % versus 2011. Les exportations de vieux cartons ondulés ont augmenté de 4 % en 2012 après avoir augmenté de 42 % l'an précédente. Du côté des papiers recyclés non triés, les exportations ont augmenté de 12 % en 2012 après avoir baissé de 11 % en 2011 par rapport à 2010.

Exportations totales de papiers recyclés vers la Chine – tous les grades



Principaux grades exportés des États-Unis



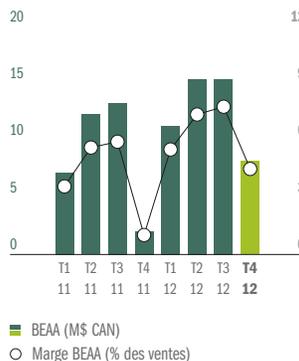
¹ Source : RISI

Notre performance

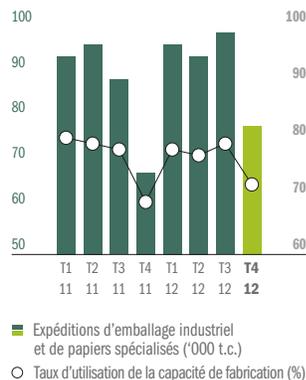
Ventes



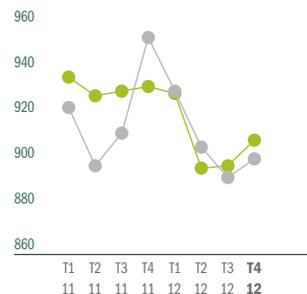
BEAA et marge BEAA (excluant les éléments spécifiques)



Expéditions d'emballage industriel et de papiers spécialisés et taux d'utilisation de la capacité de fabrication



Prix de vente moyen de fabrication d'emballage industriel et de papiers spécialisés



2011	2012	VARIATION EN %
Expéditions¹ ('000 t.c.)		
377	385	2 %
Prix de vente moyen² (\$ CAN/unité)		
920	908	-1 %
Prix de vente moyen² (\$ US/unité)		
930	908	-2 %
Ventes (M\$)		
851	791	-7 %
Bénéfice (perte) d'exploitation (M\$) (tel que divulgué)		
(12)	23	292 %
Bénéfice d'exploitation (M\$) (excluant les éléments spécifiques)		
6	23	283 %
BEAA (M\$) (tel que divulgué)		
16 2 % des ventes	49 6 % des ventes	206 %
BEAA (M\$) (excluant les éléments spécifiques)		
34 4 % des ventes	49 6 % des ventes	44 %

1 Les expéditions totales n'incluent pas l'élimination des expéditions d'emballage industriel et de papiers spécialisés entre les différents secteurs d'activités.

2 Le prix de vente moyen inclut les usines d'emballage industriel et de fabrication de papiers spécialisés seulement.

Les **expéditions** sont en hausse de 2 %, ou 8 000 t.c., à 385 000 t.c. en 2012 comparativement à 377 000 t.c. en 2011. Le secteur de l'emballage industriel a vu ses expéditions augmenter de 9 500 t.c., ou 14 % à 75 000 t.c. en 2012 comparativement à 65 500 t.c. en 2011 à la suite de l'acquisition de deux usines. Sur une base comparative, les expéditions sont demeurées stables entre les deux années.

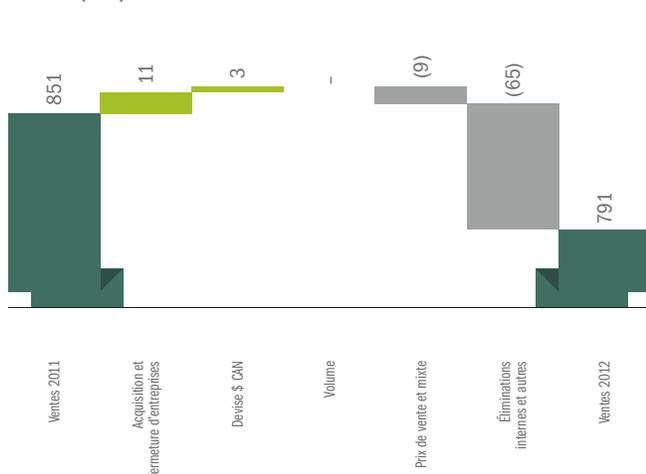
Le **prix de vente moyen** pour les usines de fabrication de papier seulement est en baisse de 12 \$, ou 1 %, à 908 \$ par t.c. en 2012 comparativement à 920 \$ en 2011. Une modification de la composition de l'assortiment des produits ainsi que les conditions de marché au niveau du secteur des papiers spécialisés expliquent principalement cette baisse du prix de vente moyen.

À la suite de ces éléments, les **ventes** du Groupe Produits Spécialisés sont en baisse de 60 M\$, ou 7 %, à 791 M\$ en 2012 comparativement à 851 M\$ en 2011. Les acquisitions d'entreprises ont contribué à la hausse des ventes de 11 M\$ tandis que la baisse du prix de vente moyen a occasionné une baisse de 9 M\$. Une baisse du prix de vente moyen et du prix des vieux papiers explique l'essentiel de l'incidence négative car nos activités de récupération de papiers et cartons sont incluses dans ce groupe.

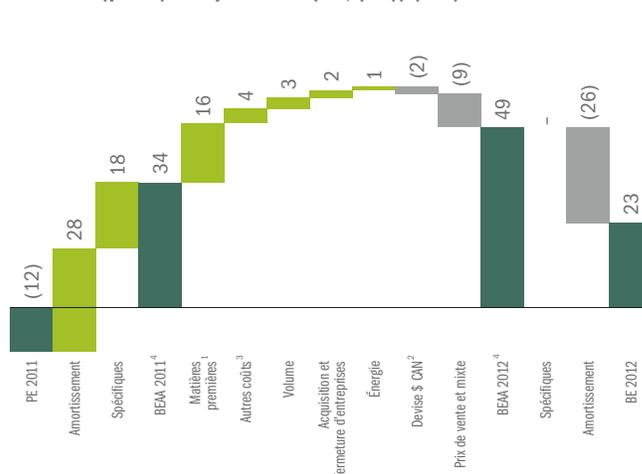
En excluant les éléments spécifiques, le **bénéfice d'exploitation** se chiffre à 23 M\$ en 2012 comparativement à 6 M\$ en 2011, soit une hausse de 17 M\$. Une baisse du coût des matières premières a contribué à la hausse du bénéfice d'exploitation pour 16 M\$. Notre secteur des papiers spécialisés a particulièrement bénéficié d'améliorations au niveau de ses coûts d'opérations et des coûts de matières premières. Dans le secteur d'emballage de produits de consommation, un volume supérieur combiné à une hausse du prix de vente moyen ont contribué de façon positive à la rentabilité.

Les principales variations des ventes et du bénéfice (perte) d'exploitation du Groupe Produits spécialisés sont présentées ci-dessous :

Ventes (M\$)



Bénéfice (perte) d'exploitation (BE, (PE)) (M\$)



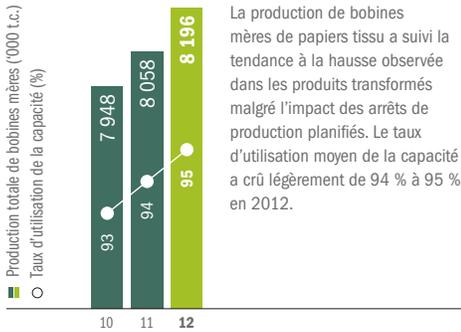
Pour les notes 1 à 4, voir les définitions à la page 20.

La Société a également été confrontée à certains éléments spécifiques en 2012 et 2011 qui ont influé de façon positive ou négative sur les résultats. Veuillez vous référer aux pages 21 à 24 pour plus de détails.

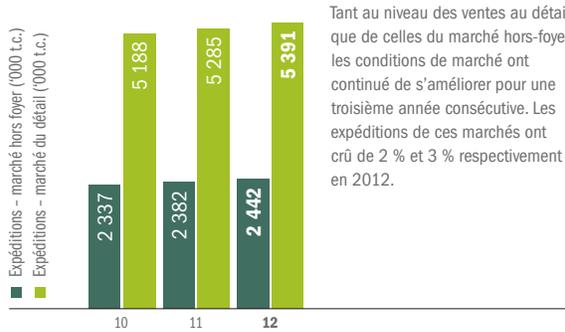
PAPIERS TISSU

Notre industrie

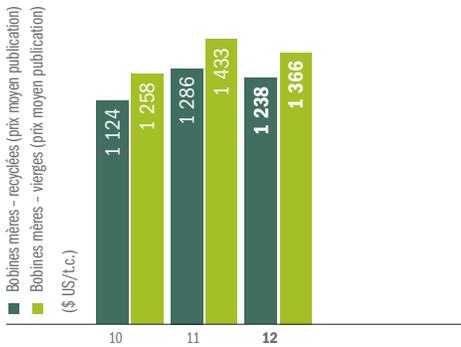
Production de l'industrie américaine de papiers tissu (bobines mères) et taux d'utilisation de la capacité¹



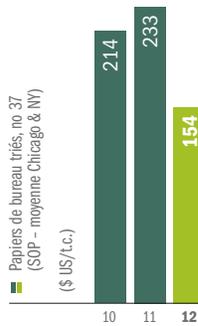
Expéditions de produits transformés de l'industrie américaine de papiers tissu¹



Prix de référence – Bobines mères¹



Prix de référence – Fibre recyclée¹

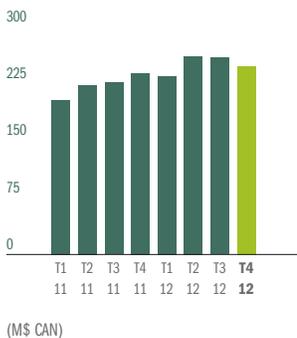


¹ Source: RISI

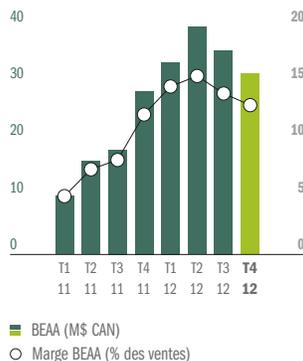
² L'indice Cascades des prix de vente des papiers tissu représente une combinaison de produits primaires et transformés, et est fondé sur la gamme de produits de 2006.

Notre performance

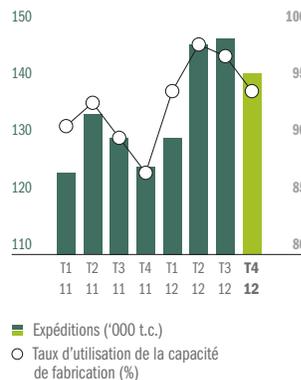
Ventes



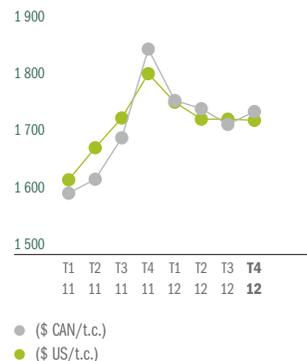
BEAA ou marge BEAA (excluant les éléments spécifiques)



Expéditions et taux d'utilisation de la capacité de fabrication



Prix de vente moyen²



2011	2012	VARIATION EN %
Expéditions¹ ('000 t.c.)		
513	564	10 %
Prix de vente moyen (\$ CAN/unité)		
1 697	1 737	2 %
Prix de vente moyen (\$ US/unité)		
1 713	1 738	1 %
Ventes (M\$)		
871	979	12 %
Bénéfice d'exploitation (M\$) (tel que divulgué)		
52	92	77 %
Bénéfice d'exploitation (M\$) (excluant les éléments spécifiques)		
31	93	200 %
BEAA (M\$) (tel que divulgué)		
93 11 % des ventes	138 14 % des ventes	48 %
BEAA (M\$) (excluant les éléments spécifiques)		
72 8 % des ventes	138 14 % des ventes	92 %

¹ Les expéditions totales n'incluent pas l'élimination des expéditions entre les différents secteurs d'activité.

Les **expéditions** sont en hausse de 10 %, ou 51 000 t.c., à 564 000 t.c. en 2012 comparativement à 513 000 t.c. en 2011. Les expéditions de fabrication externes ont baissé de 35 000 t.c., ou 18 %, à 168 000 t.c. en 2012 comparativement à 203 000 t.c. en 2011. Cette baisse s'explique par la hausse des expéditions internes à la suite de l'acquisition de Papersource mais a été partiellement contrebalancée par la hausse du volume de produits de base à la suite d'améliorations de productivité au niveau des usines de fabrication. Les expéditions de transformation ont augmenté de 85 000 t.c., ou 27 %, à 396 000 t.c. en 2012 comparativement à 311 000 t.c. en 2011. La hausse totale est principalement attribuable à l'acquisition de Papersource et à une croissance solide au niveau du marché américain.

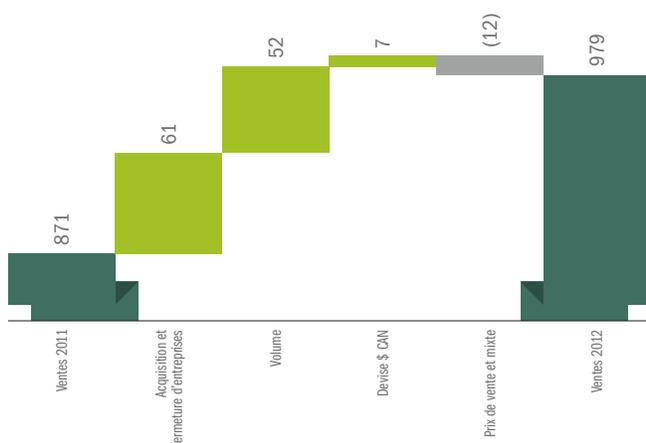
Le **prix de vente moyen** est en hausse de 40 \$, ou 2 %, à 1 737 \$ par t.c. en 2012 comparativement à 1 697 \$ en 2011. Cette hausse sur le prix de vente est principalement attribuable à l'acquisition de Papersource et de ses produits de transformation vendus. Cela a été partiellement contrebalancé par une incidence négative du taux d'intégration (en excluant l'incidence de l'acquisition d'entreprise) et une modification de la composition de l'assortiment des produits au sein de notre clientèle (davantage de produits hors-foyer que de produits de consommation). Le taux d'intégration et la composition de l'assortiment des produits, en excluant l'acquisition d'entreprise, ont engendré un effet négatif de 12 M\$ sur le prix de vente.

À la suite de ces éléments, les **ventes** du Groupe Papiers tissu sont en hausse de 108 M\$, ou 12 %, à 979 M\$ en 2012 comparativement à 871 M\$ en 2011. L'acquisition de Papersource au cours du quatrième trimestre de 2011 a entraîné une hausse des ventes de 61 M\$ tandis que la hausse du volume a occasionné une incidence positive de 52 M\$. D'un autre côté, la baisse du prix de vente moyen, tel qu'expliqué ci-dessus, est venue partiellement annuler ces incidences positives pour 12 M\$.

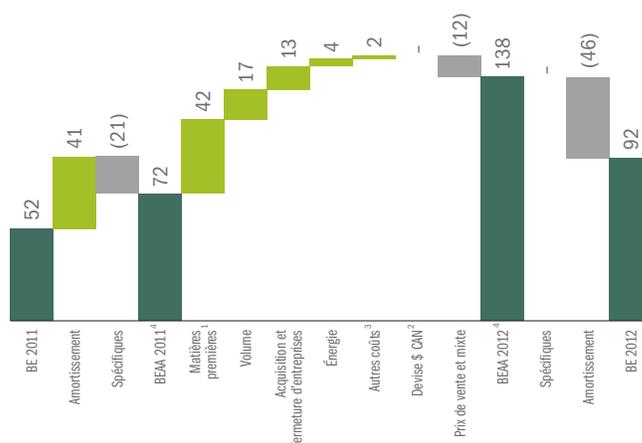
En excluant les éléments spécifiques, le **bénéfice d'exploitation** se chiffre à 93 M\$ en 2012 comparativement à 31 M\$ en 2011, soit une hausse de 62 M\$. Des coûts de matières premières inférieurs, un volume supérieur ainsi que l'acquisition de Papersource ont, respectivement, engendré des incidences positives sur le bénéfice d'exploitation de 42 M\$, 17 M\$ et 13 M\$. Sur le plan opérationnel, l'amélioration du contrôle des autres coûts provient essentiellement de la baisse de la sous-traitance au niveau de la production. Cette baisse s'explique par une meilleure productivité de nos usines de fabrication combinée au succès de notre plan d'amélioration pour les usines identifiées comme étant moins performantes.

Les principales variations des ventes et du bénéfice d'exploitation du Groupe Papiers tissu sont présentées ci-dessous :

Ventes (M\$)



Bénéfice d'exploitation (BE) (M\$)



Pour les notes 1 à 4, voir les définitions à la page 20.

La Société a également été confrontée à certains éléments spécifiques en 2012 et 2011 qui ont influé de façon positive ou négative sur les résultats. Veuillez vous référer aux pages 21 à 24 pour plus de détails.

Activités corporatives

La perte d'exploitation de 2012 inclut un gain non réalisé de 6 M\$ sur les instruments financiers dérivés comparativement à une perte de 5 M\$ en 2011. En 2012, la perte d'exploitation renferme également une baisse de valeur de 1 M\$ en raison de l'évaluation des billets à recevoir en provenance des dispositions d'entreprises de 2011.

Également pour 2011, la perte d'exploitation comprend un gain de change de 3 M\$ sur les éléments du fonds de roulement à la suite de la chute rapide du dollar canadien à la fin du troisième trimestre et inclut un gain de change approximatif de 14 M\$ au troisième trimestre sur la contrepartie reçue en devise américaine pour la vente de Dopaco.

En 2013, les activités corporatives vont inclure des dépenses additionnelles relativement au projet du Progiciel de Gestion Intégrée, car les coûts associés à l'implantation ne seront plus capitalisés.

Analyse des autres éléments

AMORTISSEMENT

La charge d'amortissement a augmenté à 199 M\$ (incluant 13 M\$ d'amortissement accéléré suite à des mesures de restructuration) en 2012, comparativement à 180 M\$ en 2011. Cette hausse est attribuable à l'amortissement accéléré suite à des mesures de restructuration comptabilisé, à l'acquisition de Papersource qui a engendré une hausse de la charge de 5 M\$ et à la consolidation intégrale de RdM à partir du deuxième trimestre de 2011 qui a engendré une hausse de la charge de 3 M\$. Les baisses de valeur enregistrées à la fin de l'année 2011 ont diminué la charge d'amortissement, mais ces baisses ont été compensées par des investissements réalisés au cours de l'année.

FRAIS DE FINANCEMENT

Les frais de financement sont demeurés stables à 100 M\$ en 2012. La vente des actifs de Dopaco en mai 2011 a mené à une baisse des frais de financement. Par ailleurs, la consolidation intégrale de RdM, qui a débuté au deuxième trimestre de 2012, les acquisitions de Papersource et de Bird Packaging ainsi que les investissements en capital de l'année sont venus annuler cet effet. La Société a amendé son crédit bancaire rotatif au cours de la seconde moitié de 2012 permettant ainsi une baisse des frais de financement au quatrième trimestre ainsi que pour les périodes futures.

PERTE (GAIN) DE CHANGE SUR LA DETTE À LONG TERME ET SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

En 2012, la Société a enregistré un gain de 8 M\$ sur sa dette libellée en dollars américains et instruments financiers dérivés reliés, comparativement à un gain de 4 M\$ en 2011. Ce gain renferme un gain de 4 M\$ (2011 — gain de 7 M\$) sur nos contrats de change à terme de 2013 et 2017 non désignés comme instruments de couverture. Il inclut également un gain de 4 M\$ (2011 — perte de 3 M\$) sur notre dette à long terme en dollars américains, déduction faite des activités de couverture de l'investissement net aux États-Unis et des contrats de change désignés comme instruments de couverture.

RECOUVREMENT D'IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

En 2012, la Société a enregistré un recouvrement d'impôts de 2 M\$ pour un taux d'imposition effectif de 13 %. Il n'y a aucun événement majeur expliquant la différence par rapport au taux d'impôt statuaire à l'exception du fait que le gain de change sur la dette à long terme et les instruments financiers est taxable à hauteur de 50 %.

Le taux d'imposition réel et les impôts exigibles subissent les conséquences des résultats de certaines filiales situées dans des pays où le taux d'imposition est plus élevé qu'au Canada, notamment les États-Unis, la France et l'Italie. Le taux d'imposition effectif normal devrait se situer entre 26 % et 35 %. En réalité, la moyenne pondérée du taux d'imposition applicable est de 28,5 % en 2012.

PART DES RÉSULTATS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET COENTREPRISES

La part des bénéfices des entreprises associées et coentreprises est en partie représentée par notre participation de 34,85 % dans Boralex inc., une société ouverte canadienne qui est un important producteur privé d'électricité ayant comme activité principale le développement et l'exploitation de centrales de production d'énergie renouvelable ayant des activités dans le nord-est des États-Unis, au Canada et en France. Elle comprend également les résultats de nos coentreprises, y compris notre participation dans RdM jusqu'à la fin du premier trimestre de 2011. Au deuxième trimestre de 2011, la Société a commencé à consolider intégralement RdM et a donc cessé de consolider sa part des résultats selon la méthode de la mise en équivalence (veuillez vous référer aux notes 6 et 9 des états financiers consolidés pour plus de détails).

BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE)

En 2012, la Société a déclaré une perte nette de 11 M\$ ou 0,11 \$ par action comparativement à un bénéfice net de 99 M\$, ou 1,03 \$ par action en 2011. Exception faite des éléments spécifiques, la Société a déclaré un bénéfice net de 16 M\$ ou 0,17 \$ par action en 2012, comparativement à une perte nette de 14 M\$, ou 0,14 \$ par action, en 2011.

Situation de trésorerie et ressources en capital

FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION DES ACTIVITÉS POURSUIVIES

Les activités d'exploitation des activités poursuivies ont généré 203 M\$ en 2012 alors qu'elles ont généré 104 M\$ en 2011. Cette hausse est attribuable essentiellement à la hausse du BEAA excluant les éléments spécifiques de 33 %, ou 75 M\$, à 304 M\$ pour 2012 comparativement à 229 M\$ en 2011. Les variations des éléments hors caisse du fonds de roulement ont généré 42 M\$ en 2012, comparativement à une sortie de fonds de 22 M\$ en 2011. L'amélioration au niveau du fonds de roulement provient principalement de la réduction des comptes débiteurs et des stocks de matières premières. La Société surveille de près ses besoins en matière de fonds de roulement et implante des mesures afin de réduire ses besoins en capital. La Société est également proactive relativement à sa stratégie d'approvisionnement en matières premières en raison de la volatilité des marchés.

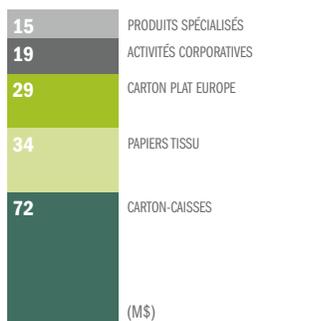
Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation des activités poursuivies, en excluant la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement, s'établissent à 161 M\$ en 2012, comparativement à 126 M\$ en 2011. Cette mesure est importante pour la Société qui vise à poursuivre son programme d'investissement en capital et à réduire son endettement.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES

En 2012, les activités d'investissement ont nécessité des liquidités totales de 213 M\$ pour des investissements en immobilisations nets des dispositions pour 141 M\$, des projets d'investissement dans d'autres actifs et des participations dans des entreprises associées et coentreprises pour 58 M\$ et le déboursement pour une acquisition d'entreprise de l'ordre de 14 M\$.

INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Des investissements en immobilisations totalisant 161 M\$ ont été payés en 2012. Les nouveaux projets de l'année représentent 169 M\$. Les investissements en immobilisations par secteur sont présentés ci-dessous :



Les projets en capital les plus importants terminés ou débutés en 2012 sont les suivants :

CARTONS-CAISSES

20 M\$ dans le cadre des investissements majeurs annoncés dans la consolidation du secteur des produits de cartonnage ondulé en Ontario aux usines de Vaughan, St-Mary's et Etobicoke dans le but d'accroître la capacité de production, la productivité et la rentabilité.

10 M\$ pour le projet d'augmentation de la capacité de production à notre usine de Cabano, au Québec.

9 M\$ dans le cadre des investissements majeurs annoncés concernant les activités de transformation de boîtes pliantes et de micro-lithographie à l'usine de Montréal qui en augmenteront la productivité et l'efficacité.

5 M\$ pour l'acquisition d'une nouvelle presse d'impression à la fine pointe à notre usine de boîtes pliantes de Mississauga, en Ontario, qui permettra l'augmentation de la capacité de production, la rentabilité et la productivité.

3 M\$ pour des convoyeurs motorisés dans notre usine de Drummondville, au Québec, dans le but d'automatiser des processus et de réduire les coûts de production, les déchets et le risque d'accidents.

2 M\$ pour une nouvelle caisse d'arrivée et le contrôle de la dilution à notre usine de Jonquière, au Québec qui améliorera la qualité du carton et procurera à une stabilité dans la couche de bourrage du carton.

CARTON PLAT EUROPE

7 M\$ pour une enduiseuse à l'usine de fabrication de papier recyclé de RdM, à Villa Santa Lucia, en Italie, qui améliorera la productivité et 1 M\$ pour le remplacement d'une turbine qui contribuera à l'amélioration du rendement écoénergétique.

5 M\$ pour l'installation d'une presse à sabot à notre usine de La Rochette, en France, qui permettra d'améliorer la siccité du carton avant l'entrée en sècherie et qui améliorera la qualité, en plus d'assurer une meilleure sécurité des employés, une plus grande productivité ainsi qu'une réduction de la consommation énergétique.

PRODUITS SPÉCIALISÉS

5 M\$ pour implanter une ligne complète d'extrusion à notre usine de produits d'emballage industriel, en France, qui permettra d'augmenter la capacité de production et d'offrir une gamme plus grande de produits.

1 M\$ pour une nouvelle presse à balles à notre usine de récupération et recyclage de Winnipeg, au Manitoba, en vue d'accroître la productivité et de réduire les déchets.

1 M\$ à notre usine de papiers fins de St-Jérôme, au Québec, dans le cadre d'une restructuration visant le transfert de grades de papiers.

PAPIERS TISSU

7 M\$ pour l'acquisition d'une nouvelle ligne de production à notre usine Papersource, au Québec, qui permettra l'augmentation de notre capacité de production et notre productivité.

6 M\$ pour une nouvelle ligne de production à notre usine de la Pennsylvanie, aux États-Unis, qui haussera la productivité, permettra la production d'une gamme plus vaste de produits et réduira les coûts d'entretien.

2 M\$ pour un nouveau dévidoir, à notre usine de Toronto, afin d'améliorer la flexibilité, de réduire les arrêts de production et de réduire les coûts de main-d'œuvre.

1 M\$ pour l'installation de deux tamis fins entre le disperseur et la cellule de flottaison à notre usine de Kingsey Falls, au Québec, en vue de contribuer à un processus plus efficace de désencrage qui permettra une plus grande productivité.

ACTIVITÉS CORPORATIVES

6 M\$ dans le cadre de projets d'économie d'énergie au sein de différentes usines de la Société afin de réduire les coûts et l'empreinte environnementale de nos activités.

4 M\$ pour de nouveaux tracteurs et nouvelles remorques au sein de notre division transport dans le but d'accroître notre capacité de livraison. Ces tracteurs offrent un meilleur rendement écoénergétique.

2 M\$ pour l'agrandissement d'un entrepôt à Brossard, au Québec, afin de faciliter la logistique en vue des livraisons à notre clientèle de la région de Montréal.

PRODUIT DE LA DISPOSITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

En 2012, les principales dispositions ont été :

La Société a également vendu le terrain et le bâtiment de son usine fermée de carton plat de Toronto, en Ontario, pour un montant de 12 M\$.

Le Groupe Produits spécialisés a vendu un bâtiment situé à côté de son usine NorCan, située à Mississauga en Ontario, pour un montant de 3 M\$.

La Société a vendu un terrain adjacent à l'usine de Vaudreuil, au Québec, pour un montant de 2 M\$.

Le Groupe Carton plat Europe a vendu certaines immobilisations corporelles pour un montant de 2 M\$.

Le Groupe Papiers tissu a vendu deux immeubles aux États-Unis pour une contrepartie de 1 M\$.

AUGMENTATION DES AUTRES ACTIFS ET DES PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET COENTREPRISES

En 2012, la Société a aussi investi dans ses autres actifs et placements dans des entreprises associées et coentreprises pour 58 M\$. Les principaux investissements sont les suivants :

29 M\$ pour la modernisation de notre système d'information financière vers un progiciel de gestion intégrée (PGI). De ce montant, une tranche de 9 M\$ est financée par une entente de prêt et sera remboursée sur une période de trois ans.

34 M\$ US (34 M\$) (incluant un prêt relais de 15 M\$ US (15 M\$)) pour notre projet Greenpac en développement (voir la rubrique « Faits et développements marquants » pour plus de détails) dans notre secteur de la fabrication du Groupe Cartons-caisses.

ACQUISITION D'ENTREPRISE

Un investissement de 14 M\$ pour l'acquisition de Bird Packaging. La Société a également pris en charge des dettes de 3 M\$ et a enregistré 8 M\$ en obligations liées à des contrats de location-financement (voir page 77 pour plus de détails) à la suite de la répartition du prix d'achat.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES

BILLETS SUBORDONNÉS NON GARANTIS

Le 20 novembre 2012, la Société a racheté un montant de 5 M\$ US de billets subordonnés portant intérêt au taux de 7,25 % pour un montant de 5 M\$ US (5 M\$). Le 1^{er} mars 2012, la Société a racheté un montant de 3 M\$ US de billets subordonnés portant intérêt au taux de 6,75 % pour un montant de 3 M\$ US (3 M\$). Aucun gain ou perte n'a résulté de ces transactions.

La Société a racheté 773 386 de ses actions ordinaires sur le marché en 2012, conformément à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour un montant de 3 M\$.

En 2012, nous avons continué d'augmenter notre participation dans RdM en acquérant 4,23 % des actions en circulation pour une contrepartie de 3 M\$. Notre participation, en excluant toutes autres ententes, s'élève maintenant à 48,54 % au 31 décembre 2012. Puisque nous consolidons RdM depuis le deuxième trimestre de 2011, l'achat de ces actions constitue un rachat de parts des actionnaires sans contrôle et est comptabilisé comme une transaction sur les capitaux propres.

Compte tenu des dividendes de 15 M\$ payés aux actionnaires de la Société en 2012, les activités de financement des activités poursuivies ont généré des liquidités de 22 M\$.

Situation financière consolidée

AUX 31 DÉCEMBRE 2012, 2011 ET 2010

La situation financière et les ratios de la Société sont les suivants :

(en millions de dollars canadiens sauf si mentionné autrement)	2012	2011	2010
Fonds de roulement ¹	455	510	503
% des ventes ²	12,4 %	13,2 %	13,9 %
Emprunts et avances bancaires	80	90	42
Partie à court terme de la dette à long terme	60	49	401
Dette à long terme	1 415	1 358	960
Dette totale	1 555	1 497	1 403
Capitaux propres des actionnaires	978	1 029	1 049
Total des capitaux propres des actionnaires et de la dette totale	2 533	2 526	2 452
Ratio « Dette totale/(Capitaux propres des actionnaires + Dette totale) »	61,4 %	59,3 %	57,2 %
Capitaux propres par action (en dollars)	10,42 \$	10,87 \$	10,86 \$

¹ Fonds de roulement = comptes débiteurs (excluant la portion court terme des autres actifs) + stocks – comptes créditeurs et charges à payer.

² En pourcentage des ventes (fonds de roulement en fin de période/ventes DDM). À partir du deuxième trimestre de 2011, le fonds de roulement exclut Dopaco et inclut RdM.

La trésorerie disponible par l'intermédiaire des facilités de crédit de la Société ainsi que les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation fourniront à la Société des fonds suffisants pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations financières et d'exécuter son programme d'investissement en immobilisations. Les dépenses en immobilisations pour 2013 ont un montant initialement approuvé estimatif de 175 M\$. Ce montant est assujéti à des changements selon les résultats d'exploitation de la Société et les conditions économiques générales. Au 31 décembre 2012, la Société avait un montant de 321 M\$ (après déduction des lettres de crédit de 28 M\$) disponible sur sa facilité de crédit de 750 M\$.

En 2012, la Société a émis 18 M\$ en nouvelles lettres de crédit relativement au projet Greenpac qui devraient demeurer en place jusqu'à la fin du projet, laquelle est attendue pour le troisième trimestre de 2013. En ce moment, nous estimons qu'approximativement 9 M\$ seront prélevés de ces lettres de crédit pour financer le projet.

En 2012, La Société a amendé son crédit bancaire rotatif, nous permettant ainsi de réduire les coûts de financement futurs et de prolonger l'échéance jusqu'en février 2016. Les ratios financiers à respecter demeurent inchangés.

PASSIF DE RETRAITE

Les actifs et les passifs d'avantages sociaux futurs de la Société sont de 598 M\$ et de 843 M\$, respectivement, au 31 décembre 2012. Les passifs incluent un montant de 120 M\$ pour les avantages post-retraite autres que les régimes de retraite et 51 M\$ pour les régimes de retraite, qui ne requièrent aucun financement de la Société jusqu'à ce qu'il y ait des paiements aux employés. Il n'est pas prévu que ce montant augmente étant donné que la Société révisé présentement ses programmes afin d'éliminer progressivement certains avantages concernant la majorité des employés, actuels et futurs.

En ce qui concerne les régimes de retraite, le risque de la Société est limité puisqu'environ seulement 25 % de ses employés actifs sont assujéti à des régimes de retraite à prestations déterminées, tandis que le reste des employés participent aux régimes à cotisations déterminées de la Société comme le REER collectif ou le 401K. Au 31 décembre 2012, 45 % des régimes de retraite de la Société qui sont sujet à une évaluation actuarielle ont été réévalués. Lorsqu'applicable, Cascades a utilisé les mesures d'allègement prévues par la Loi afin de réduire les impacts des augmentations de contributions.

Compte tenu des hypothèses utilisées et de l'obligation non comptabilisée, le déficit actuariel pour les fins comptables de nos régimes de retraite totalise 138 M\$ au 31 décembre 2012 comparativement à 125 M\$ en 2011. La dépense en 2012 concernant les régimes de retraite a été de 4 M\$ et les sorties de fonds de l'ordre de 26 M\$. En raison de la nouvelle norme comptable IAS 19 qui entre en vigueur en 2013, la dépense pour ces régimes de retraite devrait augmenter de 15 M\$ en 2013. Pour ce qui est des besoins en liquidité, il est prévu que ces régimes de retraite nécessitent une contribution d'environ 28 M\$ en 2013. Finalement, sur une base consolidée, le ratio de solvabilité des fonds de pension de la Société est de 80 % au 31 décembre 2011 et devrait demeurer à ce niveau au 31 décembre 2012.

En septembre 2011, l'Institut canadien des actuaires a publié une note éducative. Cette note fournit des conseils aux actuaires qui sont engagés à fournir des conseils et des statuts à un promoteur de régime sur le choix du taux d'actualisation pour un régime de pension canadien selon les normes comptables canadiennes, américaines ou internationales. Après avoir analysé ces informations, la Société a décidé de conserver la méthode actuelle. En outre, des mesures récentes d'allègement permises par la loi peuvent avoir un impact significatif sur nos besoins de trésorerie si elles ne sont pas poursuivies à l'avenir.

Avec la venue de la nouvelle norme comptable IAS 19, la Société a fait modifier pour le futur ses calculs de ratios bancaires en février 2013 afin d'exclure les incidences de ces changements.

COMMENTAIRES SUR LE QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2012

En guise de comparaison avec 2011, les ventes du quatrième trimestre ont baissé de 9 M\$, ou 1 %, à 904 M\$, comparativement à 913 M\$ en 2011 en raison de prix de vente inférieurs, mais dont l'incidence négative a été entièrement annulée par la hausse de 5 % des expéditions, ainsi que par la hausse de la devise canadienne de 7 % comparativement à l'euro, dont l'effet a été partiellement contrebalancé par l'incidence nette des acquisitions et fermetures d'entreprises.

Le bénéfice d'exploitation excluant les éléments spécifiques s'établit à 22 M\$ au quatrième trimestre de 2012 comparativement à zéro pour la même période de 2011, soit une hausse de 22 M\$. Les coûts inférieurs des fibres recyclées, le volume supérieur ainsi que la contribution des entreprises acquises et fermées ont été partiellement contrebalancés par la baisse du prix de vente moyen. Au niveau des secteurs d'activités, les papiers tissu, les cartons-caisses et les produits spécialisés ont présenté de meilleurs résultats en 2012 comparativement à 2011 tandis que les opérations de carton plat en Europe est demeuré relativement stable. En incluant les éléments spécifiques, la perte d'exploitation se chiffre à 19 M\$ au quatrième trimestre de 2012 comparativement à 4 M\$ pour la même période de 2011.

La perte nette excluant les éléments spécifiques se chiffre à 2 M\$ ou 0,02 \$ par action, au quatrième trimestre de 2012 comparativement à 4 M\$ ou 0,04 \$ par action, pour la même période de 2011. En incluant les éléments spécifiques, la perte nette se chiffre à 29 M\$ ou 0,30 \$ par action, au quatrième trimestre de 2012 comparativement à un bénéfice net de 5 M\$ ou 0,05 \$ par action, au quatrième trimestre de 2011.

Au cours des quatrième trimestres de 2012 et 2011, la Société a généré certains éléments spécifiques qui ont une incidence positive ou négative sur ses résultats d'exploitation.

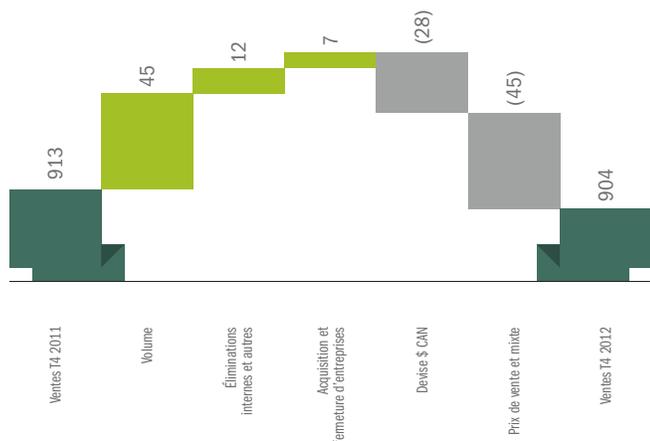
Le rapprochement des éléments spécifiques par secteur d'activité est présenté dans les tableaux ci-dessous :

POUR LA PÉRIODE DE 3 MOIS TERMINÉE LE 31 DÉCEMBRE 2012						
(en millions de dollars canadiens)	Cartons-caisses	Carton plat Europe	Produits spécialisés	Papiers tissu	Activités corporatives	Consolidé
Bénéfice (perte) d'exploitation	(29)	(2)	2	21	(11)	(19)
Amortissement	28	10	6	11	3	58
Bénéfice d'exploitation (perte) avant amortissement	(1)	8	8	32	(8)	39
Éléments spécifiques :						
Baisse de valeur	23	3	-	-	1	27
Frais de restructuration	2	1	-	-	-	3
Perte (gain) non réalisé sur instruments financiers	1	(1)	-	(1)	2	1
	26	3	-	(1)	3	31
Bénéfice (perte) d'exploitation avant amortissement – excluant les éléments spécifiques	25	11	8	31	(5)	70
Amortissement accéléré suite à des mesures de restructuration	10	-	-	-	-	10
Bénéfice (perte) d'exploitation – excluant les éléments spécifiques	7	1	2	20	(8)	22

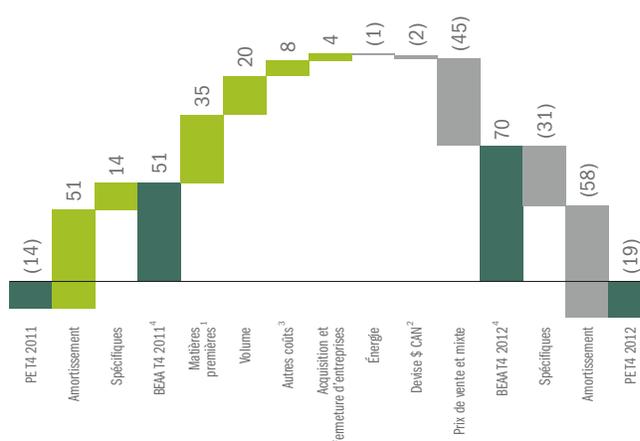
POUR LA PÉRIODE DE 3 MOIS TERMINÉE LE 31 DÉCEMBRE 2011						
(en millions de dollars canadiens)	Cartons-caisses	Carton plat Europe	Produits spécialisés	Papiers tissu	Activités corporatives	Consolidé
Bénéfice (perte) d'exploitation	(24)	(4)	(17)	37	(6)	(14)
Amortissement	17	11	7	13	3	51
Bénéfice d'exploitation (perte) avant amortissement	(7)	7	(10)	50	(3)	37
Éléments spécifiques :						
Gain sur cession et autres	-	-	-	(37)	(1)	(38)
Ajustement d'inventaire résultant d'acquisition d'entreprise	-	-	-	4	-	4
Baisse de valeur	22	-	12	10	-	44
Frais de restructuration	2	1	-	-	-	3
Perte (gain) non réalisé sur instruments financiers	2	2	-	1	(4)	1
	26	3	12	(22)	(5)	14
Bénéfice (perte) d'exploitation avant amortissement – excluant les éléments spécifiques	19	10	2	28	(8)	51
Bénéfice (perte) d'exploitation – excluant les éléments spécifiques	2	(1)	(5)	15	(11)	-

Les principales variations des ventes et de la perte d'exploitation au quatrième trimestre de 2012 comparativement à la même période de 2011 sont présentées ci-dessous :

Ventes (M\$)



Perte d'exploitation (PE) (M\$)



For notes 1 to 4, see definition on page 20.

Perspectives à court terme

En portant un regard à court terme, l'année 2013 sera importante pour Cascades. En plus du démarrage de notre plus grand projet à ce jour, Greenpac, nous bénéficierons des autres initiatives stratégiques entreprises au cours des deux dernières années. En Amérique du Nord, les fondamentaux de nos principaux secteurs d'activités demeurent positifs. La demande dans le secteur du papier tissé continue d'être robuste malgré des ajouts de capacité de production en cours. Pour notre groupe des cartons-caisses, la hausse du prix des boîtes de cartonnage ondulé implantée de façon graduelle au quatrième trimestre de 2012, sera pleinement en place à la fin du premier trimestre de 2013 et devrait aussi pleinement contribuer à nos résultats à compter du deuxième trimestre. En Amérique du Nord, nous ne nous attendons pas à des mouvements significatifs du prix des papiers recyclés en ce début d'année. La situation est différente en Europe et présente une bonne dose d'incertitude quant aux coûts et aux conditions de marché.

Renseignements à l'égard du capital-actions

Au 31 décembre 2012, le capital-actions émis et en circulation se compose de 93 882 445 actions ordinaires (94 647 165 au 31 décembre 2011) et de 6 534 700 options d'achat d'actions étaient émises et en circulation (5 693 429 au 31 décembre 2011). En 2012, 1 361 314 options ont été émises, 8 666 ont été exercées, 137 994 ont été annulées et 373 383 ont expiré. En date du 11 mars 2013, le capital-actions émis et en circulation se compose de 93 886 776 actions ordinaires et de 6 488 200 options d'achat d'actions.

Obligations contractuelles et autres engagements

L'essentiel des obligations contractuelles et des engagements commerciaux de la Société est lié à l'encours de la dette, à des contrats de location-exploitation et de location-acquisition, ainsi qu'à des obligations d'achat dans le cours normal de ses activités. Le tableau suivant résume ces obligations en date du 31 décembre 2012 :

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Paiements exigibles par période (en millions de dollars canadiens)	TOTAL	EXERCICE 2013	EXERCICES 2014 ET 2015	EXERCICES 2016 ET 2017	EXERCICES SUBSÉQUENTS
Dette à long terme et location-financement incluant capital et intérêts	1 947	145	231	1 248	323
Contrats de location-exploitation	94	27	36	19	12
Régimes de retraite et autres régimes	555	64	126	98	267
Total des obligations contractuelles	2 596	236	393	1 365	602

Opérations entre apparentés

La Société a également conclu diverses ententes avec ses coentreprises, ses entreprises associées et ses autres placements liés ou non à un ou plusieurs administrateurs pour obtenir des matières premières, comme le papier recyclé, la pâte vierge et l'énergie, ainsi que des produits transformés et non transformés, en plus d'autres ententes dans le cours normal de ses activités. Le montant global des ventes de la Société à ses coentreprises et autres sociétés apparentées s'est respectivement élevé à 99 M\$ et à 174 M\$ pour 2012 et 2011. Le montant global des ventes des coentreprises et autres sociétés apparentées à la Société s'est respectivement chiffré à 76 M\$ et 75 M\$ pour 2012 et 2011. Les chiffres susmentionnés incluent la totalité de la participation des coentreprises.

Principales estimations comptables et jugements

Les estimations et jugements sont continuellement évalués et sont basés sur l'expérience historique et d'autres facteurs, incluant l'anticipation d'événements futurs qui sont jugés raisonnables dans les circonstances.

PRINCIPALES ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES

La préparation d'états financiers selon les IFRS requiert l'utilisation de certaines estimations ayant une incidence sur les actifs et les passifs inscrits aux états financiers, sur la présentation des éventualités à la date du bilan ainsi que sur les postes de revenus et de charges pour les exercices présentés. La direction réévalue régulièrement, en fonction des informations disponibles, ses estimations, y compris celles relatives aux coûts environnementaux, à la durée de vie utile des immobilisations corporelles, à la dépréciation des actifs à long terme et aux écarts d'acquisition ainsi qu'aux avantages du personnel, au recouvrement des comptes débiteurs, à la juste valeur des instruments financiers, aux éventualités et aux impôts. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations. Lorsque des ajustements sont nécessaires, ils sont portés aux résultats lorsqu'ils sont connus.

(A) DÉPRÉCIATION D'ACTIFS À LONG TERME, ACTIFS INCORPORELS ET ÉCARTS D'ACQUISITION

Lors de la détermination de la valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT, la Société utilise plusieurs hypothèses dont des informations externes provenant de l'industrie lorsqu'elles sont disponibles et comprenant, entre autres, les niveaux de production, les prix de vente, les volumes, le coût des matières premières, les taux de change, les taux de croissance, le taux d'actualisation et les dépenses en capital.

La Société est d'avis que ces hypothèses sont raisonnables. Ces hypothèses requièrent un degré important de jugement, sont d'une grande complexité, et reflètent les meilleures estimations de la direction en regard des informations disponibles à la date de mesure. De plus, les produits sont des produits de base, ce qui fait en sorte que leurs prix sont, de par leur nature, volatils et cycliques.

DESCRIPTION DES PRINCIPALES HYPOTHÈSES RELATIVES AU TEST DE DÉPRÉCIATION DE L'ÉCART D'ACQUISITION

TAUX DE CROISSANCE

Les hypothèses utilisées sont basées sur le budget interne de la Société. Cette dernière prévoit les revenus, les marges d'exploitation et les flux de trésorerie sur une période de cinq ans et applique un taux de croissance perpétuel à long terme par la suite. Pour bâtir ses prévisions, elle a pris en compte l'expérience passée, les tendances économiques, telles que la croissance du produit intérieur brut et l'inflation, ainsi que les tendances du marché et de l'industrie.

TAUX D'ACTUALISATION

La Société utilise la méthode d'actualisation afin de déterminer ses flux de trésorerie futurs. Le taux d'actualisation représente le coût moyen pondéré du capital (CMPC) pour des entités comparables en activités dans des secteurs similaires à l'UGT, à un groupe d'UGT ou à un secteur isolable examiné sur la base des informations publiques accessibles.

TAUX DE CHANGE

Les taux de change sont déterminés en utilisant les prévisions à moyen terme des banques pour les deux premières années de la prévision. Pour les trois années subséquentes, la Société utilise la moyenne des taux de change des cinq dernières années.

Compte tenu de la sensibilité des principales hypothèses utilisées, il y a une incertitude liée à la mesure puisqu'un changement défavorable d'une seule hypothèse ou d'une combinaison d'hypothèses pourrait entraîner un changement significatif de la valeur comptable des actifs.

(B) IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

La Société doit évaluer les impôts sur les résultats pour chaque territoire où elle exerce ses activités, ce qui inclut la nécessité d'estimer une valeur pour les pertes d'impôt actuelles en fonction de l'évaluation par la Société de sa capacité à les utiliser contre du revenu imposable futur avant qu'elles n'expirent. Si l'évaluation de la Société de sa capacité à utiliser les pertes d'impôt s'avère inexacte dans l'avenir, plus ou moins de pertes d'impôt pourraient être comptabilisées comme des actifs, ce qui augmente ou diminue la charge d'impôts et par conséquent influence les résultats de la Société pour l'année concernée.

(C) AVANTAGES DU PERSONNEL

La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations constituées est déterminée en actualisant les sorties de trésorerie futures estimées en utilisant les taux d'intérêt des obligations de sociétés de haute qualité qui sont libellées dans la monnaie dans laquelle les prestations seront versées et dont l'échéance est près des conditions des engagements de retraite liés.

Le coût des régimes de retraite et des avantages complémentaires de retraite gagnés par les employés est déterminé selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et selon les meilleures estimations de la direction à l'égard du rendement prévu des placements, de la progression des salaires, de l'âge de retraite des employés et des coûts prévus des soins de santé. L'obligation au titre des prestations constituées est évaluée en utilisant le taux d'intérêt du marché à la date d'évaluation. En raison de la nature à long terme de ces régimes, ces estimations sont sujettes à d'importantes incertitudes. Toutes les hypothèses sont revues annuellement.

JUGEMENT IMPORTANT UTILISÉ DANS L'APPLICATION DES POLITIQUES COMPTABLES DE LA SOCIÉTÉ

FILIALES ET PARTICIPATIONS COMPTABILISÉES SELON LA MÉTHODE DE LA MISE EN ÉQUIVALENCE

Une part de jugement importante est requise pour évaluer si la structure de certaines participations représente le contrôle, le contrôle conjoint ou une influence notable sur les activités de l'entreprise. L'évaluation de la direction du contrôle, du contrôle conjoint ou de l'influence notable sur l'entreprise déterminera le traitement comptable requis pour notre participation dans celle-ci.

La Société détient 48,54 % des actions en circulation de Reno de Medici S.PA (RdM) et possédait au 31 décembre 2012 une option d'achat exerçable pour acquérir un bloc d'actions de RdM supplémentaire de 9,07 %. La Société consolide intégralement RdM depuis le 7 avril 2011 avec une participation sans contrôle de 51,46 % au 31 décembre 2012.

La Société détient une participation de 59,7 % dans un projet en développement en partenariat avec des tierces parties (Greenpac). Puisque la Société n'a pas le pouvoir de diriger ni de diriger conjointement les politiques financières et opérationnelles de Greenpac, la participation est considérée comme une entreprise associée.

Nouvelles normes comptables non encore appliquées

NOUVELLES NORMES IFRS NON ENCORE APPLIQUÉES

IFRS 9 — INSTRUMENTS FINANCIERS

En novembre 2009, l'IASB a publié IFRS 9, Instruments financiers, qui contient des exigences concernant les actifs financiers. Cette norme décrit la classification et l'évaluation des actifs financiers et remplace les multiples catégories et modèles de mesure contenus dans l'IAS 39 pour les instruments de dette par un nouveau modèle de mesure mixte ayant seulement deux catégories : le coût amorti et la juste valeur en résultats. IFRS 9 remplace également les modèles de mesure des instruments de capitaux propres, et ces instruments sont comptabilisés à la juste valeur aux résultats ou à la juste valeur au résultat global. Lorsque ces instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur au résultat global, les dividendes sont comptabilisés en résultat net dans la mesure où ils ne représentent pas clairement un rendement de l'investissement, mais les autres gains et pertes (y compris les dépréciations) associés à ces instruments restent dans le cumul des autres éléments du résultat global indéfiniment.

Des exigences pour les passifs financiers ont été ajoutées en octobre 2010 et elles correspondent essentiellement aux exigences actuelles de IAS 39, Instruments financiers : comptabilisation et évaluation, à l'exception des passifs financiers désignés à la juste valeur pour lesquels les changements de juste valeur en raison du risque de crédit sont enregistrés dans le résultat global.

En décembre 2011, la date d'entrée en vigueur de cette norme a été reportée aux exercices débutant le 1^{er} janvier 2015. La Société n'a pas encore évalué l'impact de la norme ni déterminé si elle l'adoptera de façon anticipée.

IFRS 10, 11, 12 ET 13

En mai 2011, l'IASB a publié les normes suivantes qui n'ont pas encore été adoptées par la Société. Ces nouvelles normes entrent en vigueur pour les exercices annuels ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 et l'adoption anticipée est permise.

IFRS 10 — ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Selon IFRS 10, une entité doit consolider une entreprise détenue lorsqu'elle a des droits ou est exposée à des rendements variables de par son implication avec l'entreprise détenue et qu'elle a la capacité d'influencer les rendements grâce à son pouvoir sur la société émettrice. Selon les normes IFRS en vigueur, la consolidation est nécessaire lorsque l'entité a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. IFRS 10 remplacera SIC-12, Consolidation entités ad hoc et des parties de IAS 27, États financiers consolidés. La Société a évalué cette norme et il n'y a aucun impact sur les états financiers consolidés.

IFRS 11 — PARTENARIATS

La nouvelle norme IFRS 11, exige d'un coentrepreneur de classer sa participation dans un accord de coentreprise comme une coentreprise ou une opération conjointe. Les coentreprises seront comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence alors que pour une opération conjointe, le coentrepreneur reconnaîtra sa part de l'actif, du passif, des ventes et des dépenses dans l'opération conjointe. Selon les normes IFRS en vigueur, les entités ont le choix de la consolidation proportionnelle ou de la méthode de la mise en équivalence des participations dans des coentreprises. IFRS 11 remplacera IAS 31, Participations dans des coentreprises, et SIC-13, Entités contrôlées conjointement — apports non monétaires par des coentrepreneurs. La Société a évalué cette norme et il n'y a aucun impact sur les états financiers consolidés.

IFRS 12 — DIVULGATION DES PARTICIPATIONS DANS D'AUTRES ENTITÉS

La nouvelle norme IFRS 12 établit les exigences de divulgation des participations dans d'autres entités, telles que des accords de coentreprise, les participations dans des entreprises associées, les entités ad hoc et les opérations hors bilan. La norme reprend les divulgations existantes et introduit également d'importantes exigences de divulgation supplémentaires concernant la nature et les risques associés à des participations de la Société dans d'autres entités. La Société a évalué cette norme et il n'y a aucun impact sur les états financiers consolidés. Cependant, plus d'informations seront nécessaires dans les notes afférentes aux états financiers.

IFRS 13 — ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

IFRS 13 est une norme globale d'évaluation de la juste valeur et précise les exigences de divulgation ayant un effet dans toutes les normes IFRS. La nouvelle norme précise que la juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif, ou payé pour transférer un passif dans une transaction ordonnée entre les participants du marché, à la date de mesure. Elle établit également des informations sur la mesure de la juste valeur. Selon les normes IFRS en vigueur, les lignes directrices sur la mesure et la divulgation de la juste valeur sont réparties entre les normes spécifiques nécessitant des évaluations de la juste valeur qui dans de nombreux cas ne reflètent pas une base d'évaluation claire ou une communication cohérente. La Société a évalué cette norme et il n'y a aucun impact sur les états financiers consolidés.

IAS 19 — AVANTAGES DU PERSONNEL

L'IAS 19, Avantages du personnel, a été modifiée, apportant des changements importants à la comptabilisation et à l'évaluation de la charge des régimes à prestations définies, des indemnités de fin de contrat de travail et l'amélioration de l'information à fournir pour tous les avantages du personnel. La norme modifiée exige la comptabilisation immédiate des gains et pertes actuariels dans les autres éléments du résultat global à mesure qu'ils surviennent, sans les recycler ultérieurement au résultat net. Ceci est cohérent avec les conventions comptables actuellement utilisées par la Société. Le coût des services passés (qui inclut les gains et pertes liés à la compression de régimes) ne sera plus comptabilisé sur la période de service, mais sera plutôt comptabilisé immédiatement dans la période où la modification du régime a lieu. Le coût des prestations de retraite sera réparti entre (i) le coût des prestations acquises dans la période actuelle (coût du service) et la modification des prestations (coût des services passés, liquidations et compressions); et (ii) les charges financières ou les revenus. La charge financière ou la composante du revenu sera calculée sur la base de l'actif ou du passif net des prestations définies. Un certain nombre d'autres modifications ont été faites quant à la reconnaissance, à la mesure et au classement, y compris la redéfinition des avantages à court et à long termes, les orientations sur les impôts relatifs aux avantages du régime, les orientations sur la gestion des risques et des coûts, et l'élargissement des divulgations. La Société a évalué cette norme et les frais de financement pour l'année terminée le 31 décembre 2012 augmenteraient de 15 M\$ (impact de 11 M\$ sur le bénéfice net après les impôts y afférant). Les autres éléments du résultat global augmenteraient de 11 M\$ (net des impôts y afférents de 4 M\$). Il n'y a aucun impact sur les actifs et passifs liés aux avantages du personnel ni sur les actifs et passifs d'impôts différés. Pour le trimestre se terminant le 31 mars, la Société va réviser de façon rétroactive ses états financiers consolidés.

IAS 1 — PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

L'IAS 1, Présentation des états financiers, a été modifiée afin d'exiger des entités la séparation des éléments présentés dans les autres éléments du résultat global en deux groupes distincts, basée sur le fait que ces éléments pourront ou non être recyclés dans l'avenir. Les entités qui choisissent de présenter les autres éléments du résultat global avant impôts seront tenues de présenter le montant d'impôts relatif aux deux groupes séparément. La modification est en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} juillet 2012 et l'application anticipée est permise. La Société a évalué cette norme et il n'y a aucun impact financier même si elle se traduira par une présentation différente de l'état consolidé du résultat global.

MODIFICATIONS À D'AUTRES NORMES

En outre, il y a eu des modifications de normes existantes, y compris IAS 27, États financiers consolidés et individuels, et IAS 28, Participations dans des entreprises associées et des coentreprises. IAS 27 traite de la comptabilisation des filiales, des entités contrôlées conjointement et des entreprises associées dans les états financiers non consolidés. IAS 28 a été modifiée afin d'inclure les coentreprises dans son champ d'application et de répondre aux changements des normes IFRS 10 à 13. La Société a évalué ces changements et il n'y a aucun impact sur les états financiers consolidés.

IFRS 7 — INSTRUMENTS FINANCIERS : INFORMATION À FOURNIR

IFRS 7 exige la communication d'information sur les règlements bruts et nets des instruments financiers admissibles à la compensation dans l'état de la situation financière et des instruments assujettis à des accords généraux de compensation. Parallèlement aux modifications apportées à IFRS 7, l'IASB a modifié IAS 32, Instruments financiers : Présentation, afin de clarifier les exigences en vigueur relatives à la compensation des instruments financiers dans l'état de la situation financière. Les modifications apportées à IAS 32 entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2014. La Société a évalué cette norme et il n'y a aucun impact sur les états financiers consolidés.

Contrôles et procédures

ÉVALUATION DE L'EFFICACITÉ DES CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE ET CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière de la Société ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) et le contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF), au sens du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information financière présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière présentée est fiable et que les états financiers ont été établis conformément aux IFRS.

Les CPCI ont été conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société est communiquée au président et chef de la direction et au vice-président et chef de la direction financière par d'autres personnes et que l'information qui doit être présentée par la Société dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports déposés ou transmis par la Société en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation. Le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière ont conclu, basé sur leur évaluation, que les contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces pour fournir l'assurance raisonnable que l'information importante relative à l'émetteur leur est communiquée par d'autres personnes au sein de la Société.

Le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière ont évalué l'efficacité du CIIF au 31 décembre 2012, selon le cadre établi dans le document intitulé Internal Control — Integrated Framework publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission (COSO). En se fondant sur cette évaluation, ils ont conclu que le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière était efficace à cette date et s'attendent à certifier l'émission annuelle de la Société auprès de la « Securities and Exchange Commission » (SEC), tel qu'exigé par la loi américaine Sarbanes Oxley.

Au cours du trimestre terminé le 31 décembre 2012, il n'y a eu aucun changement dans les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante sur le CIIF.

Facteurs de risque

La Société est exposée à certains risques liés au marché dans le cours normal de ses activités, ce qui inclut les variations des prix de vente de ses principaux produits, des coûts des matières premières, des taux d'intérêt et des taux de change des devises étrangères, autant de facteurs influant sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société. La Société gère l'exposition à ces risques et aux autres risques liés au marché par diverses activités régulières d'exploitation et de financement, ainsi que, de manière plus limitée, par l'utilisation d'instruments financiers dérivés. La Société utilise ces derniers comme mécanismes de gestion des risques et non dans le but de spéculer sur des investissements. Les sections qui suivent traitent des principaux éléments de risque et d'incertitude que nous avons répertoriés ainsi que de nos stratégies d'atténuation. Les éléments ne sont pas présentés dans un ordre particulier, étant donné que chaque risque est évalué en gravité et en probabilité d'occurrence. Nous prévenons le lecteur que la liste ne couvre pas tous les risques que nous courons et que nos stratégies d'atténuation ne permettront pas d'éliminer tous les risques.

a) Les marchés de certains produits de la Société ont tendance à être cycliques et le prix de certains de ses produits, ainsi que celui des matières premières et le coût de l'énergie, pourrait fluctuer considérablement, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur son entreprise, ses résultats d'exploitation, sa rentabilité et sa situation financière.

Les marchés de certains produits de la Société, particulièrement le carton-caisse et le carton plat, sont extrêmement cycliques. Par conséquent, le prix de ce type de produits et des deux matières premières principales qui les constituent, le papier recyclé et la fibre vierge, ont fluctué considérablement par le passé et sont susceptibles de continuer à le faire à l'avenir, principalement en raison des déséquilibres entre l'offre et la demande sur le marché. La force de l'économie mondiale et dans les pays ou les régions où Cascades exerce ses activités, particulièrement au Canada et aux États-Unis, les deux marchés principaux de la Société, influe énormément la demande. Celle-ci est également touchée par la fluctuation des stocks détenus par les clients et les préférences de ces derniers. L'offre dépend principalement de la capacité du secteur et des taux d'utilisation de la capacité. En période de faiblesse économique, la réduction des dépenses des consommateurs et des entreprises fait chuter la demande, ce qui est susceptible d'entraîner la baisse des prix. Les participants au secteur peuvent également, à l'occasion, accroître leur capacité ou leur taux d'utilisation de la capacité, ce qui pourrait faire en sorte que l'offre excède la demande et que les prix baissent. Selon la conjoncture du marché et la demande connexe, Cascades pourrait interrompre sa production pour des motifs liés au marché. En outre, la Société pourrait ne pas être en mesure de maintenir ses prix actuels ou d'augmenter ses prix à l'avenir. Le cas échéant, cela aurait un effet défavorable sur ses revenus, sa rentabilité et ses rentrées de fonds. En outre, d'autres participants pourraient accroître leur capacité ou leur taux d'utilisation de la capacité, ce qui pourrait également avoir une incidence défavorable sur l'entreprise, les résultats d'exploitation et

la situation financière de la Société. Le prix de la fibre recyclée et de la fibre vierge fluctue considérablement. Le prix de ces matières pourrait présenter un risque pour les marges de profit de la Société s'il lui était impossible de refilet les augmentations de prix à ses clients en temps opportun. Bien que le prix de la fibre recyclée fluctue généralement en fonction du prix des produits fabriqués à partir de papier recyclé, il se pourrait que ce ne soit pas toujours le cas. Si Cascades n'était pas en mesure d'augmenter le prix de vente de ses produits pour compenser la hausse du prix de la fibre recyclée ou de la fibre vierge, cela pourrait avoir une incidence défavorable sur sa rentabilité et ses rentrées de fonds. En outre, Cascades utilise de l'énergie, principalement du gaz naturel et du mazout, pour générer la vapeur qu'elle utilise dans le cadre de la production et pour faire fonctionner la machinerie. Le prix de l'énergie, particulièrement du gaz naturel et du mazout, demeure très volatil. Cascades évalue constamment ses coûts énergétiques et étudie des moyens d'en tenir compte dans ses prix. Toutefois, si le prix de l'énergie devait augmenter, cela aurait un effet défavorable sur les frais de production, la situation concurrentielle et les résultats d'exploitation de la Société. Une augmentation importante pourrait avoir un effet défavorable sur les résultats d'exploitation de la Société et des répercussions plus lourdes sur le marché qui pourraient nuire davantage à l'entreprise ou aux résultats financiers de la Société.

Afin d'atténuer le risque de prix, notre stratégie inclut l'utilisation d'instruments financiers dérivés en vertu desquels elle fixe le prix de quantités nominales de vieux carton ondulé, d'électricité et de gaz naturel.

Des données additionnelles sur nos programmes de couverture nord-américain de matière première, d'électricité et de gaz naturel, au 31 décembre 2012, sont présentées ci-dessous :

COUVERTURE DES PRODUITS FINIS ET DES MATIÈRES PREMIÈRES EN AMÉRIQUE DU NORD

	BOÎTE DE CARTONNAGE ONDULÉE RECYCLÉE	PAPIERS DE BUREAU TRIÉS
Quantité en couverture	25 000 t.c.	21 000 t.c.
% de la consommation annuelle en couverture	3 %	5 %
Prix moyen	111 \$ US/t.c.	185 \$ US/t.c.
Juste valeur au 31 décembre 2012 (en millions de dollars canadiens)	(0,2) ¹	(0,3)

¹ Basé sur différents indices.

COUVERTURE DE L'ÉLECTRICITÉ EN AMÉRIQUE DU NORD

	ÉTATS-UNIS	CANADA
Consommation d'électricité	27 %	73 %
Consommation d'électricité dans un marché à tarif réglementé	50 %	75 %
% de la consommation en couverture dans un marché à tarif réglementé (2013)	21 %	48 %
Prix moyens (2013 – 2017)	0,041 \$ US/KWh	0,029 \$/KWh
Juste valeur au 31 décembre 2012 (en millions de dollars canadiens)	(0,3)	(0,6)

COUVERTURE DU GAZ NATUREL EN AMÉRIQUE DU NORD

	ÉTATS-UNIS	CANADA
Consommation de gaz naturel	33 %	67 %
% de la consommation en couverture (2013)	50 %	64 %
Prix moyen (2013 – 2017)	5,66 \$ US/mmBtu	5,18 \$/GJ
Juste valeur au 31 décembre 2012 (en millions de dollars canadiens)	(6,4)	(19,6)

b) Cascades doit affronter une forte concurrence et certains de ses concurrents pourraient profiter d'avantages notables au chapitre des coûts, être en mesure de réaliser des économies d'échelle supérieures ou pouvoir mieux résister aux périodes de diminution des prix et de conditions d'exploitation défavorables, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur la part du marché et la rentabilité de la Société.

Les marchés des produits de la Société sont extrêmement concurrentiels. Sur certains de ses marchés, Cascades livre concurrence à un petit nombre d'autres producteurs, particulièrement pour ce qui est du papier tissu et des cartons plats. Dans certains secteurs d'activité, tels que celui du carton-caisse, la concurrence est plutôt mondiale, alors que dans d'autres, tels que le secteur du papier tissu, elle est plutôt régionale. Dans le segment des produits d'emballage de la Société, celle-ci doit également affronter la concurrence du matériel d'emballage de rechange, tel que le vinyle, le plastique et le polystyrène, ce qui peut donner lieu à un excédent de la capacité,

à une diminution de la demande et des pressions au chapitre des prix. La concurrence sur les marchés où la Société exerce ses activités repose principalement sur le prix, le service à la clientèle ainsi que la qualité, la gamme et les caractéristiques de rendement de ses produits. La capacité de la Société de rivaliser avec succès dépend d'une variété de facteurs, notamment les suivants :

- sa capacité de maintenir une grande efficacité dans les usines et à avoir un taux d'exploitation élevé et des coûts de fabrication bas ;
- la disponibilité, la qualité et le coût des matières premières, particulièrement la fibre recyclée et la fibre vierge, et de la main-d'œuvre ;
- le coût de l'énergie.

Certains concurrents de la Société pourraient à l'occasion payer moins cher la fibre, l'énergie et la main-d'œuvre dont ils ont besoin et exercer leurs activités dans un contexte où la réglementation environnementale et gouvernementale est moins restrictive que celle à laquelle Cascades est soumise. Par exemple, les fabricants entièrement intégrés, qui sont ceux dont les besoins en pâtes et en autres fibres sont remplis entièrement par des sources internes, pourraient avoir certains avantages concurrentiels sur les fabricants qui ne sont pas entièrement intégrés, tels que Cascades, lorsque le prix des matières premières est relativement élevé, étant donné qu'ils sont en mesure d'obtenir un approvisionnement constant en matières premières à un coût susceptible d'être inférieur aux prix en vigueur sur le marché. Par comparaison, les concurrents qui sont moins intégrés que Cascades pourraient profiter d'avantages au chapitre des coûts lorsque le prix de la pâte ou de la fibre est relativement bas parce qu'ils sont en mesure d'acheter ces matières à un prix inférieur aux frais que la Société engage dans le cadre de la production. D'autres concurrents de plus grande envergure que Cascades pourraient réaliser de plus grosses économies d'échelle, à l'échelle mondiale, ou mieux résister aux périodes où les prix chutent ou où les conditions d'exploitation sont défavorables. En outre, les clients de la Société regroupent de plus en plus leurs entreprises. Si le nombre de clients de la Société diminue, sa force de négociation avec ses clients pourrait faiblir, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur ses prix, ses marges et sa rentabilité.

Afin d'atténuer le risque de concurrence, les objectifs de Cascades sont d'offrir des produits de qualités qui rencontrent les besoins des clients à des prix compétitifs et d'offrir un bon service à la clientèle.

c) Comme la Société exerce ses activités à l'échelle internationale, elle est exposée à des risques politiques, sociaux et de change qui pourraient avoir un effet défavorable sur son entreprise, ses résultats d'exploitation, sa rentabilité et sa situation financière.

Cascades compte des clients et exerce des activités à l'extérieur du Canada. En 2012, les ventes à l'extérieur du Canada représentaient environ 62 % des ventes de la Société, incluant 38 % qui étaient des ventes effectuées aux États-Unis. En 2012, 33 % des ventes des usines canadiennes ont été faites aux États-Unis.

Les activités internationales de la Société l'exposent à un certain nombre de risques et de défis, notamment les suivants :

- la commercialisation efficace de ses produits dans d'autres pays ;
- les tarifs et les autres barrières commerciales ;
- les cadres réglementaires et les contextes politiques différents qui s'appliquent aux activités de la Société dans certaines régions, tels que la conformité environnementale et en matière de santé et de sécurité.

En outre, les états financiers de la Société sont présentés en dollars canadiens, tandis qu'une partie de ses ventes sont réalisées dans d'autres devises, principalement le dollar américain et l'euro. L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain au cours des dernières années a nuí aux résultats d'exploitation et à la situation financière comptabilisée de la Société, ce qui a eu une incidence directe sur les prix à l'exportation et a également contribué à réduire les prix libellés en dollars canadiens au Canada, étant donné que le prix de plusieurs gammes de produits de la Société est fixé en dollars américains. Toutefois, une grande partie de la dette de la Société est également libellée en devises autres que le dollar canadien. La Société possède des billets subordonnés en circulation et, également, quelques emprunts sous sa facilité de crédit qui sont libellés en \$ US et en Euro pour un montant de 794 M\$ US et de 105 M€ respectivement.

De surcroît, dans certains cas, la devise dans laquelle la Société vend ses produits ne correspond pas à la devise dans laquelle elle engage des frais, ce qui peut avoir un effet défavorable sur sa rentabilité. La fluctuation du cours du change peut également influencer sur la situation concurrentielle relative d'une installation donnée si celle-ci doit affronter la concurrence de producteurs non locaux, ainsi que sur la capacité de la Société de commercialiser avec succès ses produits sur les marchés d'exportation. Par conséquent, si le dollar canadien continue à s'apprécier, cela pourrait avoir une incidence sur la rentabilité des installations de la Société et forcer Cascades à fermer des installations temporairement ou de façon permanente et, de ce fait, avoir un effet défavorable important sur son entreprise ou ses résultats financiers.

Afin d'atténuer le risque de change sur les transactions commerciales futures, les actifs et les passifs constatés et l'investissement net dans les opérations étrangères, qui sont partiellement couverts par les achats et la dette, la direction a établi une politique exigeant que la Société gère le risque de change lié à sa monnaie fonctionnelle.

La Société s'acquitte de cette tâche en concluant des contrats à terme sur devises et des options de devises relatifs aux ventes, achats, dépense d'intérêts et remboursements de la dette à long terme estimés. Les gains et les pertes résultant de ces instruments financiers dérivés désignés comme couverture sont imputés au « autres éléments du résultat global (perte globale) » du résultat global (perte globale) et sont reclassés dans les résultats à titre d'ajustement des éléments couverts.

Des informations additionnelles sur notre programme de couverture de devises en Amérique du Nord sont présentées ci-dessous :

COUVERTURE DE CHANGE EN AMÉRIQUE DU NORD¹

Contrats de ventes et d'option	2013	2013 ²	2014	2017
Montant total en \$ US	37,5	246	5	400
% estimé des ventes, net des dépenses des opérations canadiennes	14 %	s.o.	2 %	s.o.
% estimé de la dette libellée en \$ US	s.o.	s.o.	s.o.	80 %
Taux moyen (\$ CAN)	1,0310	1,1817	1,0426	1,0243
Juste valeur au 31 décembre 2012 (en millions de dollars canadiens)	2	(46)	0	0

¹ Voir la note 27 des états financiers consolidés pour plus de détails sur les instruments financiers.

² En février 2013, la Société a signé de nouveaux contrats afin de reporter en 2017 et en 2020 certains contrats venant à échéance en 2013. Un montant de 15 M\$ va fort probablement devoir être payé en 2013 sur les contrats réalisés.

d) Les activités de la Société sont assujetties à une réglementation environnementale rigoureuse et nécessitent des dépenses qui pourraient être importantes par rapport aux fonds provenant de l'exploitation.

La Société est soumise aux lois et règlements sur l'environnement imposés par l'ensemble des autorités gouvernementales et des organismes de réglementation dans tous les pays où elle exerce ses activités. Ces lois et règlements environnementaux imposent des normes strictes à la Société, notamment dans les domaines suivants :

- les émissions atmosphériques ;
- l'évacuation des eaux ;
- l'utilisation et la manipulation des matières dangereuses ;
- l'utilisation, la manipulation et l'élimination des déchets ;
- la décontamination environnementale.

La Société est également régie par la Comprehensive Environmental Response, Compensation and Liability Act des États-Unis (CERCLA), ainsi que par les autres lois applicables aux États-Unis, au Canada et en Europe, qui tiennent les entreprises responsables des études sur les substances dangereuses et de l'élimination de ces dernières. Les filiales européennes de la Société sont également assujetties au Protocole de Kyoto dans le but de réduire les émissions de CO₂ à l'échelle mondiale. Chaque unité s'est vu assigner des droits d'émission (quota CO₂). En se fondant sur l'année civile, si les émissions dépassent le quota CO₂, la Société doit acheter sur le marché les crédits nécessaires pour couvrir son déficit.

Si la Société ne se conforme pas aux exigences des lois, des règlements ou des permis environnementaux applicables, elle pourrait se voir imposer des amendes ou des sanctions civiles ou criminelles ou faire l'objet de mesures coercitives, y compris des ordonnances réglementaires ou judiciaires ordonnant ou suspendant certaines activités ou exigeant que des mesures correctives soient prises ou que du matériel de contrôle de la pollution soit installé, ce qui pourrait être très coûteux. Il est difficile de prédire l'évolution future de ces lois et règlements ou leur incidence sur le bénéfice et l'exploitation futurs, mais il faudrait probablement engager des dépenses en immobilisations pour s'y conformer. En outre, la modification des lois et des règlements actuels régissant les activités de la Société ou leur mise en application plus stricte pourraient avoir un effet défavorable important sur son entreprise, ses résultats d'exploitation ou sa situation financière. De plus, bien que Cascades s'efforce généralement de planifier les dépenses en immobilisations reliées à la conformité environnementale et en matière de santé et de sécurité chaque année, les dépenses en immobilisations effectivement engagées pourraient excéder celles prévues dans les estimations. Le cas échéant, Cascades pourrait être forcée de réduire d'autres dépenses en immobilisations ou d'autres activités. En outre, la mise en application des lois et des règlements environnementaux existants devient de plus en plus stricte. La Société pourrait découvrir des problèmes ou des situations environnementaux inconnus qui découlent d'activités qu'elle a exercées par le passé ou qu'elle exerce actuellement ou pourrait se voir attribuer des responsabilités environnementales imprévues à l'avenir. Ces situations et responsabilités pourraient avoir les effets suivants :

- nécessiter des frais de remise en état des emplacements ou d'autres frais pour assurer la conformité aux lois ou règlements environnementaux ou corriger les violations de ceux-ci ;
- entraîner des réclamations gouvernementales ou privées pour dommages corporels, matériels ou environnementaux.

L'un ou l'autre pourraient avoir un effet défavorable important sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société.

Cascades pourrait être assujettie à une responsabilité absolue et, dans certaines circonstances, solidaire dans le cadre d'enquêtes de contamination des sols, y compris la contamination causée par des tiers, dans les propriétés qui lui appartiennent ou qu'elle exploite ou sur lesquelles la Société ou ses prédécesseurs ont pris des dispositions en vue de l'élimination de matières réglementées. Par conséquent, la Société participe de temps à autre à des poursuites et à des enquêtes administratives et judiciaires en matière environnementale. La Société pourrait être appelée à le faire à l'avenir et le montant total des frais futurs et des autres responsabilités environnementales qu'elle est susceptible d'engager pourrait être important.

À ce jour, la Société respecte, à tous égards importants, l'ensemble des lois et règlements environnementaux applicables. Toutefois, elle prévoit qu'elle devra continuer à engager des dépenses en immobilisations et des charges d'exploitation afin de maintenir cette conformité aux exigences applicables.

MARCHÉ DU CARBONE

La Société est exposée au marché du carbone et elle se doit de détenir des droits d'émission de gaz à effet de serre équivalents à ses émissions. Tout dépendant des circonstances, la Société pourrait devoir acheter des droits sur le marché ou pourrait en vendre dans le futur. Ces transactions n'auraient pas d'incidence significative sur les finances de la Société et il n'est pas prévu que cet aspect change dans le futur.

e) Cascades pourrait subir des sinistres que ses assurances pourraient ne pas couvrir, en totalité ou en partie.

Cascades a contracté des assurances responsabilité, contre les incendies et des couvertures supplémentaires complètes à l'égard de la plupart de ses installations, dont les caractéristiques et les montants d'assurance sont ceux d'usage au sein du secteur relativement à des biens similaires. Le coût des polices d'assurance de la Société a augmenté au cours des dernières années. En outre, certains types de sinistres, tels que ceux qui résultent des guerres, des actes de terrorisme ou des désastres naturels ne sont généralement pas assurés, soit parce qu'ils ne sont pas assurables soit parce qu'il n'est pas possible de les assurer de façon économique. De surcroît, les assureurs sont récemment devenus plus réticents à assurer certains types de sinistres. Si un sinistre non assuré ou un sinistre dont la valeur est supérieure au montant de la couverture survient, Cascades pourrait perdre les capitaux qu'elle a investis dans l'installation en question, ainsi que les revenus futurs qu'elle prévoyait tirer des activités de fabrication y ayant trait, tout en demeurant tenue de continuer à payer les hypothèques et les autres obligations financières liées aux biens en question. Un tel sinistre pourrait avoir un effet défavorable sur son entreprise, ses résultats d'exploitation ou sa situation financière.

Afin d'atténuer le risque de couverture d'assurance, la Société révisé sa stratégie annuellement avec le conseil d'administration et cherche différentes alternatives afin d'atteindre la forme de couverture d'assurance la plus efficiente au plus bas coût possible.

f) Les conflits de travail pourraient avoir un effet défavorable important sur la structure de coûts de la Société et sur sa capacité d'exploiter ses usines.

En date du 31 décembre 2012, la Société comptait environ 12 000 employés, dont environ 10 000 travaillaient dans ses établissements canadiens et américains. Environ 44 % des employés de la Société sont syndiqués; ils font l'objet de 43 conventions collectives distinctes. En outre, en Europe, certains des établissements de la Société sont visés par des conventions collectives sectorielles nationales qui sont renouvelées chaque année. Si la Société ne réussit pas à négocier des conventions acceptables avec ces syndicats au moment de l'expiration des conventions existantes, cela pourrait entraîner des grèves ou des arrêts de travail ainsi qu'une hausse des frais d'exploitation attribuable à l'augmentation des salaires versés ou des avantages sociaux offerts aux employés syndiqués. Si les employés syndiqués amorcent un arrêt de travail ou se mettent en grève, cela pourrait perturber les activités de Cascades ou augmenter ses coûts de main-d'œuvre, ce qui pourrait avoir un effet défavorable important sur son entreprise, sa situation financière, ses résultats d'exploitation et ses rentrées de fonds. Des 43 conventions collectives en cours, 16 expireront en 2013 et 9 autres en 2014. En règle générale, la Société entreprend le processus de négociation plusieurs mois avant la date d'expiration; elle est donc en train de négocier avec les syndicats dont les conventions collectives ont expiré ou expireront bientôt. Cependant, Cascades pourrait ne pas réussir à négocier de nouvelles conventions ou à les négocier selon des modalités satisfaisantes.

g) Cascades pourrait faire des placements dans des entreprises qu'elle ne contrôle pas et ne pas toucher de dividendes ou un rendement du capital utilisé ou ne pas toucher ceux-ci en temps utile.

Cascades a mis sur pied des coentreprises, a fait des placements minoritaires et a acquis des participations significatives dans des filiales en vue d'accroître son intégration verticale, d'améliorer le service à la clientèle et d'augmenter l'efficacité de la commercialisation et de la distribution aux États-Unis et sur d'autres marchés. Ses principaux placements minoritaires et coentreprises comprennent les suivants :

- trois coentreprises à 50 % avec Sonoco Products Company, deux au Canada et une aux États-Unis, qui fabriquent des produits spécialisés d'emballage de papier, comme les embouts de rouleaux et les cartons d'emballage pour rouleaux de papier ;
- une participation de 73 % dans la filiale Cascades Recovery Inc., exploitant canadien d'une entreprise de récupération et de recyclage de vieux papiers ;
- une participation de 34,85 % dans Boralex Inc., société canadienne ouverte et importante société privée productrice d'électricité vouée au développement et à l'exploitation de centrales d'énergie renouvelable qui compte des établissements au Canada, dans le nord-est des États-Unis et en France ; et
- une participation de 48,54 % dans la filiale Reno de Medici S.p.A., une société manufacturière de carton plat en Europe.
- une participation en coentreprise de 59,7 % dans Greenpac Mill LLC, une nouvelle société américaine qui fabriquera un papier doublure à poids de base léger, fait à 100 % de fibres recyclées. La production devrait débuter en juillet 2013.

À l'heure actuelle, à l'exception de Cascades Recovery Inc., RdM et NorCan, Cascades n'a pas le contrôle effectif de ces entreprises. Le fait de ne pas contrôler les entreprises dans lesquelles elle investit pourrait compromettre sa capacité de recevoir des distributions de ces entreprises ou de mettre en œuvre son plan d'affaires entièrement. Si une entreprise qui n'est pas contrôlée par la Société contracte une dette ou conclut une autre convention, cela pourrait l'empêcher de verser des distributions à la Société. Même dans les cas où ni la loi ni un contrat n'empêchent ces entreprises de verser des dividendes ou des distributions à Cascades, la Société pourrait ne pas pouvoir influencer sur le versement des dividendes ou des distributions en question. En outre, si l'un ou l'autre des autres investisseurs dans une entreprise que la Société ne contrôle pas est en défaut d'exécution de ses obligations, cette entreprise pourrait ne pas être en mesure d'exercer ses activités conformément à son plan d'affaires ou Cascades pourrait devoir accroître le montant de sa participation. Si l'un ou l'autre de ces faits se matérialise, cela pourrait avoir un effet défavorable sur l'entreprise, les résultats d'exploitation, la situation financière et la capacité de faire les versements requis sur les billets de la Société.

En outre, la Société a conclu diverses conventions entre actionnaires relativement à ses coentreprises et à ses participations en actions. Certaines de ces conventions comportent une clause de sortie forcée, qui prévoit que si l'un des actionnaires offre d'acheter la totalité des actions appartenant aux autres parties à la convention, les autres parties devront soit accepter l'offre soit acheter la totalité des actions appartenant à l'actionnaire en question, selon les mêmes modalités. En outre, certaines des conventions prévoient que si un actionnaire fait l'objet d'une procédure de faillite ou est en défaut aux termes de l'une ou l'autre de ses dettes, les parties à la convention qui ne sont pas en défaut auront le droit de faire valoir la clause de sortie forcée ou de vendre leurs actions à un tiers. Le pouvoir de la Société d'acheter la participation des autres actionnaires dans ces coentreprises, si ceux-ci devaient faire valoir une telle clause de sortie forcée, pourrait être limité par les engagements prévus dans la facilité de crédit et l'acte de la Société. En outre, il se pourrait que Cascades n'ait pas suffisamment de fonds pour accepter l'offre ni le pouvoir de réunir des fonds adéquats au besoin, ce qui pourrait la forcer à vendre sa participation dans ces coentreprises ou à modifier son plan d'affaires.

Le 13 septembre 2007, nous avons conclu une entente de regroupement avec Reno de Medici S.p.A. (« RdM »), Société publique Italienne qui est le deuxième plus grand producteur de carton plat recyclé en Europe. L'entente de regroupement a été modifiée le 12 juin 2009. Cette entente de regroupement comprend, entre autre, que RdM et Cascades possèdent, respectivement, une option d'achat et une option de vente irrévocable d'acheter deux usines de carton plat vierge de Cascades (les « actifs vierges »). RdM peut exercer son option d'achat jusqu'à 120 jours après le dépôt des états financiers des actifs vierges pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011 par Cascades à RdM. Cette option n'a pas été exercée par RdM et est maintenant échue. Cascades peut exercer son option de vente jusqu'à 120 jours après le dépôt des états financiers des actifs vierges pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012 par Cascades à RdM. Le prix de l'option d'achat est fixé à 6,5 fois le bénéfice d'exploitation avant amortissement (« BEAA ») vérifiés selon les états financiers vérifiés de 2011 des actifs vierges. Le prix de l'option de vente est fixé à 6 fois le bénéfice d'exploitation avant amortissement (« BEAA ») vérifiés selon les états financiers vérifiés de 2012 des actifs vierges. En ce moment, il n'est pas prévu que la Société exerce son option de vente. Cascades Europe possède aussi le droit d'exiger que le prix de l'option d'achat ou de l'option de vente soit payé par de nouvelles actions ordinaires de RdM.

De plus, en 2010, la Société a conclu une entente avec Industria E Innovazione (« Industria ») en vertu de laquelle Cascades détenait l'option d'acheter 9,07 % des actions de Reno de Medici S.p.A. (« RdM ») (100 % des actions détenues par Industria) pour 0,43 € par action entre le 1^{er} mars 2011 et le 31 décembre 2012. Industria a aussi l'option d'exiger de Cascades qu'elle achète les actions d'Industria pour 0,41 € par action entre le 1^{er} janvier 2013 et le 31 mars 2014. En raison de l'option détenue par Industria, la Société s'attend à ce qu'elle soit exercée par cette dernière à la suite du premier trimestre de 2013. Si cette option est exercée, la Société devra déboursier un montant de 14 M€ (18 M\$).

h) Les acquisitions ont été et continuent d'être un élément important de la stratégie de croissance de la Société, ce qui pourrait exposer celle-ci à des difficultés dans l'intégration des activités acquises, au détournement du temps et des ressources de la direction et à des responsabilités imprévues, entre autres risques commerciaux.

Les acquisitions ont toujours été un élément important de la stratégie de croissance de la Société. Cascades prévoit continuer à rechercher des acquisitions stratégiques de façon sélective à l'avenir. Le pouvoir de la Société de réaliser des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises à l'avenir selon des modalités qui lui seraient favorables pourrait être limité par le nombre de cibles intéressantes, l'utilisation accrue de ses ressources internes et, dans la mesure où cela est nécessaire, son pouvoir d'obtenir du financement ou d'en obtenir selon des modalités satisfaisantes. Les acquisitions pourraient également exposer la Société à d'autres risques, y compris les suivants :

- difficultés dans l'intégration et la gestion des entreprises nouvellement acquises et dans l'amélioration de l'efficacité de leur exploitation ;
- difficultés dans le maintien de normes, de contrôles, de méthodes et de politiques uniformes dans tous les établissements de la Société ;
- accès à des marchés sur lesquels la Société a peu ou pas d'expérience ;
- capacité de la Société de garder à son service les employés clés des sociétés nouvellement acquises ;
- perturbations des activités en cours de la Société ;
- détournement du temps et des ressources de la direction.

En outre, les acquisitions futures pourraient forcer Cascades à contracter des dettes supplémentaires en vue de financer une acquisition ou à prendre des dettes en charge dans le cadre d'une acquisition, et entraîner des coûts, des éléments de passif éventuels et des frais d'amortissement. La Société pourrait également engager des coûts et détourner l'attention de la direction d'acquisitions éventuelles qui ne se réaliseront jamais. Quant aux acquisitions qu'elle réalisera, il se pourrait que les synergies prévues ne se concrétisent jamais. Si la Société ne réussit pas à régler l'une ou l'autre de ces questions, cela pourrait avoir un effet défavorable sur ses résultats d'exploitation, sa situation financière et sa capacité de remplir ses obligations au chapitre du service à la dette, y compris les billets de premier rang en circulation.

Bien que Cascades effectue généralement une vérification diligente des entreprises ou des éléments d'actif qu'elle acquiert, et qu'elle prévoit continuer à le faire, il se peut qu'elle ne réussisse pas à découvrir toutes les responsabilités qui deviendraient les siennes à titre de successeur. Lorsque cela est possible, la Société essaie d'atténuer l'effet de ce type de responsabilités éventuelles en obtenant des indemnités et des garanties du vendeur, qui sont dans certains cas soutenues par le report du paiement d'une tranche du prix d'achat. Toutefois, ces indemnités et ces garanties, si elles sont obtenues, pourraient ne pas couvrir le montant intégral des responsabilités en raison de leur portée, de leur montant ou de leur durée limités, des ressources financières de la personne qui les a accordées ou d'autres raisons.

i) La Société effectue des tests de dépréciation qui pourraient entraîner la baisse de la valeur de l'actif et, par conséquent, avoir un effet défavorable sur la Société.

Les IFRS exigent que Cascades effectue régulièrement des tests de dépréciation de l'actif à long terme et de l'achalandage afin d'établir s'il faut diminuer la valeur de l'élément d'actif en question. La dévaluation d'un élément d'actif résultant d'un test de dépréciation donnerait lieu à une imputation hors caisse qui réduirait le bénéfice déclaré de la Société. En outre, la dévaluation de l'actif de la Société pourrait avoir un effet défavorable important sur sa conformité au ratio d'endettement qu'elle doit respecter aux termes de ses facilités de crédit actuelles et, par conséquent, limiter son pouvoir d'emprunt.

j) Certains initiés de Cascades sont collectivement propriétaires d'un pourcentage appréciable des actions ordinaires.

MM. Bernard, Laurent et Alain Lemaire (les « Lemaire ») sont collectivement propriétaires de 32,4 % des actions ordinaires au 31 décembre 2012 et il se pourrait que, dans certains cas, leurs intérêts ne correspondent pas à ceux des autres porteurs d'actions ordinaires. Étant donné que les autres actions ordinaires de la Société sont détenues par un grand nombre d'actionnaires, les Lemaire pourraient effectivement être en mesure de faire ce qui suit :

- élire la totalité des administrateurs de la Société et, en conséquence, contrôler les questions qui doivent être approuvées par le conseil ;
- contrôler les questions soumises au vote des actionnaires, y compris les fusions, les acquisitions et les regroupements avec des tiers et la vente de la totalité ou de la quasi-totalité de l'actif de la Société ;
- exercer un contrôle ou une influence, d'une autre manière, sur l'orientation et les politiques de la Société.

En outre, les Lemaire pourraient avoir des intérêts dans des acquisitions, des désinvestissements ou d'autres opérations qui, à leur avis, pourraient augmenter la valeur de leur participation même si elles accroissent les risques auxquels sont exposés les porteurs d'actions ordinaires.

k) Si Cascades ne réussit pas à garder son personnel clé ou à le remplacer, en particulier si les Lemaire ne continuent pas à jouer un rôle actif dans les activités de la Société, cela pourrait avoir un effet défavorable sur l'entreprise, la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Société.

Les Lemaire jouent un rôle clé dans la gestion et l'orientation de la Société. Bien que Cascades pense qu'ils continueront à jouer un rôle actif dans l'entreprise et que Cascades continuera d'être en mesure de recruter et de garder à son service d'autres personnes compétentes et de remplacer le personnel clé au besoin, la concurrence à cet égard pourrait être féroce. Cependant, la nomination de Mario Plourde, en février 2011, à titre de Chef de l'Exploitation fait partie du processus de transition. Le nouveau Chef de l'Exploitation a plus de 25 ans d'expérience au sein de la Société. Cascades n'a pas souscrit d'assurance collaborateurs à l'égard des Lemaire ou d'autres membres de sa direction principale.

l) Risques relatifs à l'endettement de la Société

Le degré d'endettement élevé de la Société pourrait avoir un effet défavorable sur sa santé financière et l'empêcher de remplir les obligations relatives à sa dette. La Société a un endettement élevé. En date du 31 décembre 2012, l'encours de sa dette totalisait 1.555 G\$ sur une base consolidée, y compris les obligations découlant de contrats de location-acquisition. Elle pouvait également prélever environ 321 M\$ sur son crédit bancaire rotatif. À la même date, son ratio d'endettement consolidé s'établissait à 61.4 %. Pour l'année 2012, les frais financiers de la Société se sont élevés à 100 M\$. Cascades a également des obligations considérables aux termes de contrats d'exploitation, qui sont décrites dans ses états financiers consolidés vérifiés qui sont intégrés aux présentes par renvoi.

Le 4 septembre 2012, la Société a annoncé qu'elle a obtenu l'accord de son syndicat bancaire pour prolonger et amender certaines conditions de son crédit bancaire rotatif de 750 millions de dollars. Selon les termes de l'amendement, l'échéance de la facilité est repoussée d'une année jusqu'en février 2016 et la grille de taux d'intérêts variables applicable sera ajustée pour mieux refléter les conditions de marché. Cet ajustement aura pour effet de diminuer le coût d'intérêt pour les emprunts en cours de 37,5 points de base selon la cote de crédit actuelle de la Société. Les autres conditions de financement demeureront inchangées.

En 2009, la Société a refinancé une portion de sa dette à long terme afin de prolonger son profil de maturité de 2013 à 2016, 2017 et 2020.

Les billets de premier rang en circulation de Cascades ont été cotés par Moody's Investor service Inc. (« Moody's ») et par Standard & Poor's Corporation (« S&P »).

Le tableau suivant reflète la cote du crédit bancaire garanti/la cote corporative/la cote de solvabilité des billets de premier rang de la Société en date de l'approbation de l'analyse des résultats d'exploitation par le conseil d'administration, ainsi que son évolution comparativement aux exercices précédents :

Cote de solvabilité (perspective)	MOODY'S	STANDARD & POOR'S
2004	Ba1/Ba2/Ba3 (stable)	BBB-/BB+/BB+ (négatif)
2005/2006	Ba1/Ba2/Ba3 (stable)	BB+/BB/BB- (négatif)
2007	Baa3/Ba2/Ba3 (stable)	BBB-/BB/BB- (stable)
2008	Baa3/Ba2/Ba3 (négatif)	BB+/BB-/B+ (négatif)
2009/2010	Baa3/Ba2/Ba3 (stable)	BB+/BB-/B+ (stable)
2011	Baa3/Ba2/Ba3 (stable)	BB+/BB-/B+ (positif)
2012	Baa3/Ba2/Ba3 (stable)	BB+/BB-/B+ (négatif)

Cette facilité de crédit est conclue avec des banques internationales hautement cotées. La Société peut décider de conclure des instruments financiers dérivés afin de réduire son taux d'intérêt et son exposition aux devises.

Le degré d'endettement de la Société pourrait avoir des conséquences graves pour les porteurs d'actions ordinaires, par exemple les suivantes :

- la Société pourrait avoir plus de difficulté à remplir les obligations relatives à sa dette ;
- la Société pourrait être davantage exposée aux pressions de la concurrence et à la faiblesse de l'économie ou du marché et être forcée de consacrer une tranche appréciable de ses fonds provenant de l'exploitation au service de la dette, ce qui l'empêcherait de s'en servir aux fins de fonds de roulement, des dépenses en immobilisations et des acquisitions ou aux autres fins générales de l'entreprise ;
- la Société aurait moins de latitude pour se préparer à l'évolution de son secteur ou d'y réagir ;
- la Société pourrait être limitée dans sa capacité d'obtenir d'autres sources de financement.

Cascades pourrait contracter d'autres dettes à l'avenir, ce qui intensifierait les risques actuels. Même si nous avons un endettement élevé, la Société et ses filiales seront en mesure de contracter d'autres dettes dans le futur. Même si notre facilité de crédit et les actes régissant nos billets subordonnés limitent la Société ou ses filiales restreintes d'avoir recours à de nouvelles dettes, ces restrictions sont sujettes à d'importantes exceptions et qualifications. Si la Société ou ses filiales contracte de nouvelles dettes, les risques de devoir rencontrer ses restrictions pourraient s'intensifier.

Les modalités de la dette de la Société imposent des restrictions considérables aux activités que celle-ci peut exercer, ce qui pourrait l'empêcher de se préparer à l'évolution du marché ou d'y réagir ou de combler ses besoins en capitaux.

Les facilités de crédit de la Société et les actes régissant les billets de premier rang comprennent un certain nombre de clauses restrictives importantes, qui restreignent notamment le pouvoir de la Société de faire ce qui suit :

- contracter des emprunts ;
- verser des dividendes sur ses actions, racheter ses actions ou rembourser des titres d'emprunt subordonnés ;
- faire des placements ;
- vendre les actions de ses filiales ;
- garantir d'autres dettes ;
- conclure des conventions qui limitent le versement de dividendes ou d'autres distributions de filiales assujetties à des restrictions ;
- conclure des opérations avec des membres de son groupe ;
- créer ou prendre en charge des privilèges ou des sûretés ;
- conclure des opérations de cession-bail ;
- participer à des fusions ou à des regroupements d'entreprises ;
- vendre la totalité ou la quasi-totalité de son actif.

Ces clauses restrictives pourraient limiter le pouvoir de la Société de se préparer à l'évolution du marché, d'y réagir ou de combler ses besoins en capitaux. Les facilités de crédit actuelles de la Société comprennent d'autres clauses qui sont encore plus restrictives, y compris des engagements financiers qui l'obligent à atteindre certains résultats financiers et d'exploitation et à se conformer à certains ratios financiers stipulés. Des événements indépendants de sa volonté pourraient l'empêcher de se conformer à ces engagements, ce qui pourrait l'obliger à réduire ses activités et ses projets de croissance.

Les clauses restrictives qui sont énoncées dans l'acte relatif aux billets de premier rang de la Société et les facilités de crédit de la Société ne s'appliquent pas aux coentreprises. Toutefois, aux fins de la présentation de l'information financière, Cascades consolide les résultats et la situation financière de ces entreprises selon sa participation proportionnelle.

Si la Société ne réussit pas à se conformer aux clauses restrictives de ses facilités de crédit, de l'acte relatif à ses billets de premier rang même si cela est attribuable à des événements indépendants de sa volonté, cela pourrait entraîner un cas de défaut qui pourrait devancer l'échéance de la dette.

Si Cascades ne réussit pas à remplir les engagements et les autres exigences prévus dans les actes, la facilité de crédit, les nouvelles facilités de crédit ou ses autres titres d'emprunt, un cas de défaut pourrait se produire aux termes du titre d'emprunt pertinent. Le cas échéant, cela pourrait déclencher un défaut aux termes d'autres titres d'emprunt, Cascades pourrait se voir interdire l'accès à d'autres emprunts et les porteurs des titres d'emprunt en défaut pourraient déclarer certaines sommes payables immédiatement. Il se pourrait que l'actif et les rentrées de fonds de la Société ne soient pas suffisants pour rembourser toutes les sommes empruntées sur les titres d'emprunt. En outre, il se pourrait que la Société soit incapable de refinancer ou de restructurer les paiements à faire sur la dette applicable. Même si elle réussissait à obtenir du financement supplémentaire, il n'est pas certain que les modalités de ce financement seraient favorables. Des temps d'arrêts de production importants ou prolongés dans les opérations générales et des conditions économiques difficiles, pourraient avoir un impact sur la capacité de la Société à respecter ses ratios et pourraient mener Cascades à prendre des actions afin de réduire sa dette ou d'agir d'une manière contraire à nos objectifs opérationnels actuels.

m) Cascades est une Société de portefeuille et est tributaire des rentrées de fonds générées par ses filiales pour remplir ses obligations relatives au service de la dette.

Cascades est structurée à titre de société de portefeuille et son seul actif important est constitué des actions ou des autres participations en actions de ses filiales, de ses coentreprises et de ses placements minoritaires. À titre de société de portefeuille, Cascades exerce la quasi-totalité de ses activités par l'intermédiaire de ces entreprises. Par conséquent, ses rentrées de fonds et sa capacité de remplir ses obligations relatives au service de la dette sont tributaires du bénéfice de ses filiales, des coentreprises et des placements minoritaires et de la distribution de ce bénéfice à Cascades, ou encore de prêts, d'avances ou d'autres paiements effectués par ces entreprises à Cascades. Le pouvoir de ces entreprises de verser des dividendes ou de faire d'autres paiements ou avances à Cascades sera tributaire des résultats d'exploitation de celles-ci et assujetti aux lois applicables et aux restrictions contractuelles prévues dans les actes qui régissent leurs dettes. En ce qui a trait aux coentreprises et aux placements minoritaires de la Société, Cascades pourrait ne pas exercer un contrôle suffisant pour faire en sorte que des distributions lui soient versées. Bien que la facilité de crédit et les actes limitent le pouvoir des filiales assujetties à des restrictions de s'entendre sur certaines restrictions qui s'appliqueraient à leur capacité de verser des dividendes ou de faire d'autres paiements à la Société, ces restrictions ne s'appliquent pas aux coentreprises ou aux placements minoritaires. Ces restrictions sont également assujetties à des exceptions et à des réserves importantes. Le pouvoir des filiales de la Société de générer des fonds provenant de l'exploitation suffisants pour permettre à celles-ci de faire les versements prévus sur leurs dettes sera tributaire de leurs résultats financiers futurs, qui pourraient subir les répercussions d'une vaste gamme de facteurs économiques, concurrentiels et commerciaux, dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Société. Si les filiales de la Société ne génèrent pas suffisamment de fonds provenant de l'exploitation pour permettre à la Société de remplir les obligations relatives à sa dette, Cascades pourrait devoir mettre en œuvre d'autres plans de financement, par exemple refinancer ou restructurer sa dette, vendre des éléments d'actif, réduire ou retarder ses dépenses en immobilisations ou tenter de réunir des fonds supplémentaires. Il pourrait être impossible de refinancer et il pourrait être impossible de vendre certains éléments d'actif ou encore, s'il est possible de les vendre, il se pourrait que Cascades n'en tire pas des sommes suffisantes. Quant au financement supplémentaire, il pourrait être impossible de l'obtenir ou de l'obtenir selon des modalités acceptables. Il se pourrait également que les modalités des divers titres d'emprunt de la Société interdisent à celle-ci d'obtenir du financement supplémentaire. Si la Société ne réussit pas à générer des rentrées de fonds suffisantes pour remplir les obligations relatives à sa dette ou à refinancer ses obligations selon des modalités raisonnables sur le plan des affaires, cela aurait un effet défavorable sur son entreprise, sa situation financière et ses résultats d'exploitation. Le bénéfice des filiales en exploitation de la Société et la somme que celles-ci seront en mesure de lui verser à titre de dividendes ou à un autre titre pourraient ne pas être suffisant pour permettre à la Société de remplir ses obligations au chapitre du service de la dette.

n) Risques relatifs aux actions ordinaires

Le cours des actions pourrait fluctuer et les acquéreurs pourraient ne pas être en mesure de revendre les actions ordinaires au prix d'achat ou à un prix supérieur.

Le cours des actions ordinaires pourrait fluctuer en raison d'un certain nombre de facteurs ayant trait aux activités de la Société, y compris l'annonce de faits nouveaux, la variation des résultats d'exploitation de la Société, les ventes d'actions ordinaires effectuées sur le marché, le fait de ne pas répondre aux attentes des analystes, la situation générale dans tous nos secteurs d'activités ou l'économie mondiale. Au cours des dernières années, les actions ordinaires, les actions d'autres sociétés exerçant leurs activités dans les mêmes secteurs et le marché boursier en général ont subi des fluctuations de prix assez considérables qui n'avaient aucun lien avec le rendement de ces mêmes sociétés. Il n'est pas certain que le cours des actions ordinaires ne continuera pas à fluctuer de façon marquée à l'avenir et que cela soit directement attribuable au rendement de la Société.

o) Risque de taux d'intérêt (flux de trésorerie et juste valeur)

Comme la Société ne possède pas d'actif important portant intérêt, son bénéfice et ses flux de trésorerie d'exploitation sont relativement indépendants des variations des taux d'intérêt du marché.

Le risque de taux d'intérêt auquel est exposée la Société découle de ses emprunts à long terme. Les emprunts à taux d'intérêt variables exposent la Société au risque de variation des flux de trésorerie en raison de la fluctuation des taux d'intérêt, tandis que les emprunts à taux fixes exposent la Société au risque de variation de la juste valeur en raison de cette même fluctuation.

p) Risque de crédit

Le risque de crédit découle de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des instruments financiers dérivés et des dépôts auprès de banques et d'institutions financières. La Société réduit ce risque en faisant affaire avec des institutions solvables.

La Société est exposée au risque de crédit relatif aux créances à recevoir de ses clients. Afin de réduire ce risque, la politique de crédit de la Société comprend l'analyse de la situation financière de ses clients et un examen régulier de leurs limites de crédit. De plus, la Société croit qu'il n'y a pas de concentration du risque de crédit grâce à la diversité géographique de ses clients et aux procédures mises en place par la direction pour gérer le risque commercial. Les instruments financiers dérivés comportent un élément de risque de crédit dans l'éventualité du non-respect des obligations de la contrepartie.

q) Implantation d'un Progiciel de Gestion Intégrée (PGI)

La Société a également débuté la modernisation de son système d'information financière avec l'implantation d'un Progiciel de Gestion Intégrée (PGI). La Société a identifié les risques associés avec ledit projet et a adopté un plan par étape pour gérer les risques liés à sa mise en œuvre. La Société a mis en place une équipe de gestion de projet détenant des habiletés et des connaissances en la matière et a fait appel à des consultants externes qui apportent leur expertise et fournissent de la formation. Supportée par la haute direction et des employés clés, la Société a entrepris en 2010 une analyse détaillée de ses besoins et a lancé avec succès un projet pilote dans une de ses usines en novembre 2010. L'équipe du projet a finalisé un plan détaillé pour ses activités de fabrication et quelques unes de ses activités de transformation et a débuté l'implantation dans quelques unes de ses usines au 31 décembre 2012. L'équipe de projet poursuit l'étude du plan complet et la programmation pour ses activités de transformation et évalue la stratégie de déploiement pour les années à venir, y compris les ressources humaines et le capital requis pour le projet.

RAPPORT DE LA DIRECTION AUX ACTIONNAIRES DE CASCADES INC.

Le 11 mars 2013

Les états financiers consolidés ci-joints sont la responsabilité de la direction de Cascades Inc. et ont été examinés par le comité de vérification et approuvés par le conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) et comprennent des montants fondés sur des hypothèses posées par la direction ainsi que sur le jugement de celle-ci.

La direction est aussi responsable de tous les autres renseignements contenus dans le rapport annuel afin de s'assurer de leur concordance avec les états financiers consolidés et les activités de la Société.

La direction de la Société est responsable de l'élaboration, de l'établissement et du maintien des procédures et des contrôles internes appropriés relatifs à l'information financière afin de s'assurer que les états financiers destinés au public sont présentés de manière fidèle, conformément aux IFRS. Ces systèmes de contrôle interne visent à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la protection des éléments d'actif.

Les vérificateurs externes et internes ont libre accès au comité de vérification, composé d'administrateurs externes indépendants. Le comité de vérification, qui rencontre régulièrement au cours de l'exercice les membres de la direction financière de même que les vérificateurs externes et internes, examine les états financiers consolidés et recommande leur approbation au conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ci-joints ont été vérifiés par PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l. vérificateurs externes, dont le rapport figure ci-après.



Alain Lemaire

LE PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION—KINGSEY FALLS, CANADA



Allan Hogg

LE VICE-PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION FINANCIÈRE—KINGSEY FALLS, CANADA

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT AUX ACTIONNAIRES DE CASCADES INC.

Le 11 mars 2013

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Cascades inc. et de ses filiales, qui comprennent les bilans consolidés aux 31 décembre 2012 et 2011, et les états des résultats consolidés, du résultat global (perte), des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus au cours de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Cascades Inc. et de ses filiales aux 31 décembre 2012 et 2011, ainsi que de leur performance financière et de leurs flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière.

*PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.*¹

COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS — MONTRÉAL, CANADA

¹ FCPA auditeur, FCA, permis de comptabilité publique n° A108517

BILANS CONSOLIDÉS

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	31 DÉCEMBRE 2012	31 DÉCEMBRE 2011
Actif			
Actif à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		20	12
Comptes débiteurs	7 et 15	513	535
Impôts débiteurs		22	24
Stocks	8 et 15	497	516
Actifs financiers	27	15	6
Actifs détenus en vue de la vente		-	12
		1 067	1 105
Actif à long terme			
Participations dans des entreprises associées et coentreprises	9	222	219
Immobilisations corporelles	10 et 15	1 659	1 703
Actifs incorporels	11	200	185
Actifs financiers	27	13	25
Autres actifs	12	70	44
Actifs d'impôt différé	18	128	119
Écarts d'acquisition et autres	11	335	328
		3 694	3 728
Passif et capitaux propres			
Passif à court terme			
Emprunts et avances bancaires		80	90
Comptes créditeurs et charges à payer	13	551	539
Impôts créditeurs		1	2
Partie à court terme des provisions pour éventualités et charges	14	6	5
Partie à court terme des passifs financiers et autres passifs	16 et 27	74	20
Partie à court terme de la dette à long terme	15	60	49
		772	705
Passif à long terme			
Dette à long terme	15	1 415	1 358
Provisions pour éventualités et charges	14	33	33
Passifs financiers	27	36	111
Autres passifs	16	264	249
Passifs d'impôt différé	18	80	107
		2 600	2 563
Capitaux propres des actionnaires			
Capital-actions	19	482	486
Surplus d'apport	20	16	14
Bénéfices non répartis		567	615
Cumul des autres éléments de la perte globale	21	(87)	(86)
		978	1 029
Part des actionnaires sans contrôle		116	136
Capitaux propres totaux		1 094	1 165
		3 694	3 728

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Approuvé par le conseil d'administration



Alain Lemaire
ADMINISTRATEUR



Robert Chevrier
ADMINISTRATEUR

RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les nombres d'actions)

	NOTE	2012	2011
Ventes		3 645	3 625
Coût des produits vendus et charges	22		
Coût des produits vendus (incluant l'amortissement de 199 M\$; 2011 – 180 M\$)		3 157	3 247
Frais de vente et d'administration		382	362
Gain sur acquisitions, cessions et autres	24	(1)	(48)
Baisse de valeur et autres frais de restructuration	25	36	67
Perte (gain) de change		2	(19)
Perte (gain) sur instruments financiers dérivés	27	(6)	8
		3 570	3 617
Bénéfice d'exploitation		75	8
Frais de financement	26	100	100
Gain de change sur la dette à long terme et sur les instruments financiers dérivés		(8)	(4)
Part des résultats des entreprises associées et coentreprises	9	(2)	(14)
Perte avant impôts sur les résultats		(15)	(74)
Recouvrement d'impôts sur les résultats	18	(2)	(56)
Perte nette pour l'exercice des activités poursuivies incluant la part des actionnaires sans contrôle		(13)	(18)
Bénéfice net (perte nette) pour l'exercice généré par les activités abandonnées	5	(5)	114
Bénéfice net (perte nette) pour l'exercice incluant la part des actionnaires sans contrôle		(18)	96
Perte nette pour l'exercice attribuable aux actionnaires sans contrôle		(7)	(3)
Bénéfice net (perte nette) pour l'exercice attribuable aux actionnaires		(11)	99
Perte nette des activités poursuivies par action ordinaire			
De base		(0,06)\$	(0,16)\$
Diluée		(0,06)\$	(0,16)\$
Bénéfice net (perte nette) par action ordinaire			
De base		(0,11)\$	1,03 \$
Dilué(e)		(0,11)\$	1,02 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation		94 157 726	96 013 220
Bénéfice net (perte nette) pour l'exercice attribuable aux actionnaires :			
Activités poursuivies		(6)	(15)
Activités abandonnées	5	(5)	114
Bénéfice net (perte nette)		(11)	99

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL (PERTE)

Pour les exercices terminés les 31 décembre
(en millions de dollars canadiens)

	NOTE	2012	2011
Bénéfice net (perte nette) incluant la part des actionnaires sans contrôle pour l'exercice		(18)	96
Autres éléments du résultat global (perte)			
Écart de conversion	20		
Variation des écarts de conversion cumulés des filiales étrangères autonomes		(13)	(18)
Variation des écarts de conversion cumulés relative aux activités de couverture des investissements nets		9	(6)
Impôts		(1)	1
Couverture de flux de trésorerie	20		
Variation de la juste valeur des contrats de change à terme		6	(11)
Variation de la juste valeur des contrats de swap de taux d'intérêts		(7)	(23)
Variation de la juste valeur des instruments dérivés de marchandises		4	(11)
Impôts		-	14
Pertes actuarielles sur les obligations postérieures à l'emploi	17 et 20	(42)	(66)
Impôts		11	17
Autres éléments de la perte globale		(33)	(103)
Perte globale pour l'exercice incluant la part des actionnaires sans contrôle		(51)	(7)
Perte globale pour l'exercice des actionnaires sans contrôle		(12)	(8)
Résultat global (perte) pour l'exercice attribuable aux actionnaires		(39)	1
Résultat global (perte) attribuable aux actionnaires :			
Activités poursuivies		(34)	(113)
Activités abandonnées	5	(5)	114
Résultat global (perte)		(39)	1

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES CAPITAUX PROPRES

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012

(en millions de dollars canadiens)	CAPITAL- ACTIONS	SURPLUS D'APPORT	BÉNÉFICES NON RÉPARTIS	CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DE LA PERTE GLOBALE	CAPITAUX PROPRES TOTAUX DES ACTIONNAIRES	PART DES ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE	CAPITAUX PROPRES TOTAUX
Solde au début de l'exercice	486	14	615	(86)	1 029	136	1 165
Perte globale							
Perte nette pour l'exercice	-	-	(11)	-	(11)	(7)	(18)
Autres éléments de la perte globale	-	-	(27)	(1)	(28)	(5)	(33)
	-	-	(38)	(1)	(39)	(12)	(51)
Dividendes	-	-	(15)	-	(15)	-	(15)
Options sur actions	-	1	-	-	1	-	1
Rachat d'actions ordinaires	(4)	1	-	-	(3)	-	(3)
Acquisitions de parts d'actionnaires sans contrôle	-	-	5	-	5	(8)	(3)
Solde à la fin de l'exercice	482	16	567	(87)	978	116	1 094

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	CAPITAL- ACTIONS	SURPLUS D'APPORT	BÉNÉFICES NON RÉPARTIS	CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DE LA PERTE GLOBALE	CAPITAUX PROPRES TOTAUX DES ACTIONNAIRES	PART DES ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE	CAPITAUX PROPRES TOTAUX
Solde au début de l'exercice		496	14	576	(37)	1 049	23	1 072
Résultat global (perte)								
Bénéfice net (perte nette) de l'exercice		-	-	99	-	99	(3)	96
Autres éléments de la perte globale		-	-	(49)	(49)	(98)	(5)	(103)
		-	-	50	(49)	1	(8)	(7)
Dividendes		-	-	(15)	-	(15)	-	(15)
Options sur actions		1	-	-	-	1	-	1
Rachat d'actions ordinaires		(11)	-	-	-	(11)	-	(11)
Acquisitions d'entreprises	5	-	-	-	-	-	129	129
Acquisitions de parts d'actionnaires sans contrôle	5	-	-	4	-	4	(7)	(3)
Dividendes payés aux actionnaires sans contrôle		-	-	-	-	-	(1)	(1)
Solde à la fin de l'exercice		486	14	615	(86)	1 029	136	1 165

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Pour les exercices terminés les 31 décembre
(en millions de dollars canadiens)

	NOTE	2012	2011
Activités d'exploitation des activités poursuivies			
Bénéfice net (perte nette) pour l'exercice des activités poursuivies attribuable aux actionnaires		(11)	99
Perte nette (bénéfice net) pour l'exercice généré par les activités abandonnées		5	(114)
Perte nette des activités poursuivies		(6)	(15)
Ajustements pour			
Frais de financement	26	100	100
Amortissement		199	180
Gain sur acquisitions, cessions et autres	24	(1)	(48)
Baisse de valeur et autres frais de restructuration	25	30	60
Perte (gain) non réalisé sur instruments financiers dérivés		(5)	12
Gain de change sur la dette à long terme et sur les instruments financiers dérivés		(8)	(4)
Recouvrement d'impôts sur les résultats	18	(2)	(56)
Part des résultats des entreprises associées et coentreprises	9	(2)	(14)
Part des actionnaires sans contrôle		(7)	(3)
Frais de financement nets payés		(99)	(97)
Impôts payés		(17)	(2)
Dividendes reçus		10	16
Avantages du personnel et autres		(31)	(3)
		161	126
Variation hors caisse du fonds de roulement	26	42	(22)
		203	104
Activités d'investissement des activités poursuivies			
Acquisitions de participations dans des entreprises associées et coentreprises		(19)	(65)
Acquisitions d'immobilisations corporelles		(161)	(141)
Produits de la disposition d'immobilisations corporelles		20	32
Variation des actifs incorporels et des autres actifs		(39)	1
Acquisitions d'entreprises, net de la trésorerie acquise	6	(14)	(60)
Produit de la disposition d'entreprises, déduction faite de la trésorerie cédée		-	4
		(213)	(229)
Activités de financement des activités poursuivies			
Emprunts et avances bancaires		(11)	4
Évolution des crédits bancaires rotatifs		117	(120)
Achat de billets subordonnés		(8)	-
Augmentation des autres dettes à long terme		8	3
Versements sur les autres dettes à long terme		(63)	(26)
Rachat d'actions ordinaires		(3)	(11)
Acquisition de parts des actionnaires sans contrôle incluant les dividendes payés		(3)	(4)
Dividendes payés aux actionnaires de la Société		(15)	(15)
		22	(169)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie des activités poursuivies au cours de l'exercice		12	(294)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie des activités abandonnées, incluant le produit de cession, au cours de l'exercice	5	(4)	298
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de l'exercice		8	4
Écarts de conversion sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		-	2
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		12	6
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		20	12

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

INFORMATIONS SECTORIELLES

La Société évalue la performance de ses secteurs d'activité en se basant sur leur bénéfice d'exploitation avant amortissement, qui n'est pas une mesure de performance définie par les Normes internationales d'information financière (IFRS). Cependant, le principal décideur opérationnel utilise cette mesure afin d'évaluer la performance opérationnelle de chacun de ces secteurs. Les résultats de chaque secteur d'exploitation sont préparés selon les mêmes normes que celles de la Société. Les activités intersectorielles sont comptabilisées sur les mêmes bases que les ventes à des clients externes, soit à la juste valeur. Les conventions comptables des secteurs isolables sont les mêmes que celles de la Société décrites à la note 2.

Les secteurs opérationnels de la Société sont présentés de manière cohérente avec l'information interne fournie au principal décideur opérationnel. Le chef de la direction a le pouvoir d'affectation des ressources et d'évaluation de la performance de la Société et constitue donc le principal décideur opérationnel.

En 2012, la Société a modifié sa structure organisationnelle interne ce qui a fait en sorte de changer la composition de ses secteurs. Pour cette raison, la Société a modifié sa divulgation de l'information sectorielle de la période courante et a redressé les périodes précédentes. Les activités nord-américaines de fabrication et de transformation de Cartons-caisses et Carton plat sont dorénavant présentées sur une base consolidée dans le secteur Cartons-caisses. Les activités de Carton plat Europe sont présentées comme un secteur distinct.

La Société exerce ses activités dans les quatre secteurs suivants : Cartons-caisses, Carton plat Europe, Produits spécialisés (formant les produits d'emballage de la Société) et Papiers tissu.

Pour les exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	VENTES	
	2012	2011
Produits d'emballage		
Cartons-caisses	1 189	1 293
Carton plat Europe	791	745
Produits spécialisés	791	851
Ventes intersecteurs	(68)	(104)
	2 703	2 785
Papiers tissu	979	871
Ventes intersecteurs et autres	(37)	(31)
Total	3 645	3 625

Pour les exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	BÉNÉFICE (PERTE) D'EXPLOITATION AVANT AMORTISSEMENT	
	2012	2011
Produits d'emballage		
Cartons-caisses	64	45
Carton plat Europe	38	42
Produits spécialisés	49	16
	151	103
Papiers tissu	138	93
Corporatif	(15)	(8)
Bénéfice d'exploitation avant amortissement	274	188
Amortissement	(199)	(180)
Frais de financement	(100)	(100)
Gain de change sur la dette à long terme et sur les instruments financiers	8	4
Part des résultats des entreprises associées et coentreprises	2	14
Perte avant impôts sur les résultats	(15)	(74)

Pour les exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES	
	2012	2011
Produits d'emballage		
Cartons-caisses	72	54
Carton plat Europe	29	30
Produits spécialisés	15	26
	116	110
Papiers tissu	34	31
Corporatif	19	14
Acquisitions totales	169	155
Dispositions d'immobilisations corporelles	(20)	(32)
Acquisitions en vertu de contrats de location-financement	(5)	(7)
	144	116
Acquisitions d'immobilisations corporelles incluses dans les comptes créditeurs		
Début de l'exercice	25	18
Fin de l'exercice	(28)	(25)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	141	109

(en millions de dollars canadiens)	ACTIFS TOTAUX	
	31 DÉCEMBRE 2012	31 DÉCEMBRE 2011
Produits d'emballage		
Cartons-caisses	1 256	1 268
Carton plat Europe	676	694
Produits spécialisés	502	537
	2 434	2 499
Papiers tissu	722	755
Corporatif	345	299
Éliminations Intersectorielles	(40)	(53)
	3 461	3 500
Participations dans des entreprises associées et coentreprises	222	219
Autres placements	11	9
Actifs totaux	3 694	3 728

INFORMATIONS SECTORIELLES (SUITE)

La répartition par secteur géographique se détaille comme suit :

Pour les exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	2012	2011
Ventes		
Établissements situés au Canada		
Ventes intérieures	1 339	1 402
Ventes aux États-Unis	674	590
Ventes outre-mer	42	54
	2 055	2 046
Établissements situés aux États-Unis		
Ventes intérieures	723	731
Ventes au Canada	43	53
Ventes outre-mer	2	2
	768	786
Établissements situés en Italie		
Ventes intérieures	211	177
Ventes à d'autres pays	121	113
	332	290
Établissements situés dans d'autres pays		
Ventes en Europe	377	396
Ventes à d'autres pays	113	107
	490	503
Total	3 645	3 625

(en millions de dollars canadiens)	31 DÉCEMBRE 2012	31 DÉCEMBRE 2011
Immobilisations corporelles		
Canada	1 066	1 092
États-Unis	239	249
Italie	297	315
Autres pays	57	47
Total	1 659	1 703

(en millions de dollars canadiens)	31 DÉCEMBRE 2012	31 DÉCEMBRE 2011
Écarts d'acquisition, listes et relations avec des clients et autres actifs incorporels à durée de vie limitée et illimitée		
Canada	476	457
États-Unis	51	48
Italie	8	8
Total	535	513

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour chacun des exercices compris dans la période des deux exercices terminés le 31 décembre 2012.

(Les chiffres des tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et par option ainsi que le nombre d'actions et d'options)

NOTE 1 INFORMATION GÉNÉRALE

Cascades Inc. et ses filiales (collectivement nommées « Cascades » ou « la Société ») fabriquent, transforment et distribuent des produits d'emballage et des papiers tissu principalement composés de fibres recyclées. Cascades inc. est une société située au Québec, Canada, domiciliée au 404, boulevard Marie-Victorin, Kingsley Falls et dont les actions sont cotées à la Bourse de Toronto.

Le Conseil d'administration a approuvé les présents états financiers consolidés le 11 mars 2013.

NOTE 2 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

En 2012, la Société classe 23 M\$ de rabais volume dans les Comptes débiteurs. En raison de cette classification, la Société a reclassé des rabais volume qui étaient auparavant classés sur la ligne Provisions pour éventualités et charges, sur la ligne Comptes débiteurs pour les périodes comparatives. Cela a entraîné un ajustement de reclassement de 21 M\$ au 31 décembre 2011 (23 M\$ au 31 décembre 2010). Au 31 décembre 2011, la Société a également reclassé un montant de 18 M\$ des Passifs d'impôt différé aux Actifs d'impôt différé.

MODE DE PRÉSENTATION

Ces états financiers consolidés ainsi que les notes afférentes sont préparés en conformité avec les IFRS tels que publié par l'International Accounting Standards Board (IASB).

BASE DE MESURE

Les présents états financiers consolidés ont été préparés selon la convention du coût historique, à l'exception de la réévaluation de certains actifs et passifs financiers, incluant les dérivés, qui sont évalués à leur juste valeur.

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les présents états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société, qui comprend :

(A) FILIALES

Les filiales sont composées de toutes les entités, incluant les entités à détenteurs de droits variables, dont la Société a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles, donnant généralement lieu à une participation de plus de la moitié des droits de vote. L'existence et l'effet des droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables ou convertibles sont pris en compte pour déterminer si la Société contrôle une autre entité. Les filiales sont consolidées à partir de la date à laquelle le contrôle est transféré à la Société. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse. Les conventions comptables des filiales sont modifiées, le cas échéant, pour assurer leur cohérence avec les conventions adoptées par la Société. L'acquisition de filiales est comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. Les résultats sont consolidés à compter de la date d'acquisition. Le prix d'acquisition est mesuré à la juste valeur des actifs remis, des instruments de capitaux propres émis et des passifs encourus ou assumés à la date de l'échange. Les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition sont comptabilisés en charges. Les actifs identifiables acquis ainsi que les passifs et passifs éventuels assumés dans un regroupement d'entreprises sont initialement évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition, indépendamment de l'ampleur de tout intérêt des actionnaires sans contrôle. L'excédent du prix d'acquisition sur la juste valeur des actifs nets identifiables acquis est comptabilisé comme écart d'acquisition. Dans le cas où la juste valeur de la contrepartie versée est inférieure à la juste valeur des actifs nets acquis de la filiale, l'excédent est comptabilisé à l'état des résultats consolidés. Les soldes, les transactions et les gains non réalisés sur les transactions entre les filiales sont éliminés.

(B) TRANSACTIONS ET CHANGEMENTS DANS LA PARTICIPATION

Les acquisitions ou cessions de participations qui n'entraînent pas la perte de contrôle par la Société sont traitées comme des opérations sur les capitaux propres. Lors de l'acquisition ou de la cession de participations sans contrôle entraînant l'obtention ou la perte du contrôle par la Société, les gains ou les pertes résultant de la réévaluation de la participation antérieurement détenue ou de la participation sans contrôle sont comptabilisés à l'état des résultats consolidés.

NOTE 2

PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

(C) ENTREPRISES ASSOCIÉES

Les entreprises associées sont des entités sur lesquelles la Société exerce une influence notable, donnant généralement lieu à une participation variant de 20 % à 50 % des droits de vote. Les placements dans des entreprises associées sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence et sont initialement comptabilisés au coût. Les placements dans les entreprises associées incluent les écarts d'acquisition constatés au moment de l'acquisition, nets de toute baisse de valeur accumulée.

Les gains non réalisés sur les transactions entre la Société et ses entreprises associées sont éliminés à la hauteur de la participation de la Société dans ces entités. Les conventions comptables des entreprises associées sont modifiées, le cas échéant, pour assurer leur cohérence avec les conventions adoptées par la Société. Les gains et pertes sur dilution découlant des participations dans des entreprises associées sont comptabilisés en résultats.

À chaque fin d'année, la Société évalue s'il y a des preuves objectives que ses intérêts dans des entreprises associées se sont dépréciés. S'il y a baisse de valeur, la valeur comptable de la participation de la Société dans les actifs sous-jacents des entreprises associées est ramenée à sa valeur recouvrable estimée (soit le plus élevé de la juste valeur de la participation diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité) et la charge est comptabilisée à l'état des résultats consolidés.

(D) COENTREPRISES

Une coentreprise est une entité dans laquelle la Société détient un intérêt à long terme et dont elle partage le contrôle conjoint sur les décisions stratégiques, financières et opérationnelles avec un ou plusieurs coentrepreneurs en vertu d'un accord contractuel. La Société comptabilise ses participations dans des coentreprises selon la méthode de la mise en équivalence. Les politiques comptables des coentreprises sont modifiées, le cas échéant, pour assurer leur cohérence avec les politiques adoptées par la Société.

CONSTATATION DES PRODUITS

La Société comptabilise ses produits, lesquels sont constitués de ventes de marchandises, lorsqu'il est probable que les avantages économiques iront à la Société, que les marchandises ont été livrées, que les risques et avantages importants inhérents à la propriété sont transférés, que le montant de la vente est établi ou déterminable et que le recouvrement est considéré comme probable.

Les produits sont évalués sur la base des prix spécifiés dans le contrat de vente, déduction faite de l'escompte et des retours estimés au moment de la vente. L'expérience historique est utilisée pour estimer et prévoir les escomptes et les retours. Les rabais volume sont évalués sur la base prévue des ventes annuelles.

INSTRUMENTS FINANCIERS ET COUVERTURE

Les actifs financiers et les passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions d'un instrument. Les actifs financiers sont sortis du bilan lorsque le droit de recevoir des flux de trésorerie provenant des actifs a expiré ou a été transféré et que la Société a transféré la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété.

Il y a compensation des actifs financiers et des passifs financiers lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants enregistrés et qu'il y a une intention de régler sur une base nette ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément. Lorsqu'il y a compensation, le montant net est présenté au bilan consolidé.

CLASSEMENT

La Société classe ses instruments financiers selon les catégories suivantes : à la juste valeur par le biais du résultat net, détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances, disponibles à la vente ou autres passifs. Le classement dépend de la finalité pour laquelle les instruments financiers ont été acquis ou émis. La direction détermine le classement de ses actifs et passifs financiers au moment de la comptabilisation initiale. La Société utilise la comptabilisation à la date de règlement pour tous les actifs financiers.

(A) ACTIF FINANCIER À LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU RÉSULTAT NET

Un actif financier ou un passif financier est classé dans cette catégorie s'il a été acquis principalement en vue d'être vendu ou racheté à court terme. Les instruments dérivés sont également inclus dans cette catégorie, sauf s'ils sont désignés comme des instruments de couverture. Lors de la comptabilisation initiale, ils sont désignés par la Société comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Les coûts de transaction sont comptabilisés en charges aux résultats. Les gains et les pertes découlant des variations de la juste valeur sont constatés aux résultats avec les autres gains et pertes dans la période où ils surviennent. Les actifs financiers et les passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont classés comme éléments à court terme, à l'exception de la partie qui devrait être réalisée ou réglée plus de douze mois après la date du bilan consolidé, qui est classée comme élément à long terme.

(B) ACTIFS FINANCIERS DÉTENUS JUSQU'À LEUR ÉCHÉANCE

Les actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance sont des actifs financiers non dérivés, assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixe, que la Société a l'intention manifeste et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance, sauf les prêts et créances, les actifs financiers disponibles à la vente et les actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net. Ces actifs financiers sont évalués au coût après amortissement. Aux 31 décembre 2012 et 2011, la Société n'a aucun actif financier détenu jusqu'à son échéance.

(C) ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

Les actifs financiers disponibles à la vente sont des actifs financiers non dérivés qui sont désignés comme étant disponibles à la vente ou ne sont classés dans aucune autre catégorie. Les actifs financiers disponibles à la vente sont initialement enregistrés à leur juste valeur majorée des coûts de transaction et sont ensuite évalués à leur juste valeur. Les gains et les pertes résultant des variations de la juste valeur sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. Les actifs financiers disponibles à la vente sont présentés dans les actifs à long terme, sauf s'ils viennent à échéance au cours des douze prochains mois ou si la direction a l'intention de s'en départir au cours des douze prochains mois.

Les intérêts sur les actifs financiers disponibles à la vente sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif et sont comptabilisés comme revenu d'intérêt dans les résultats. Les dividendes sur les titres disponibles à la vente sont comptabilisés aux résultats à titre de gains et pertes lorsque le droit de la Société d'en recevoir le paiement est établi. Lorsqu'un placement disponible à la vente est vendu ou subit une perte de valeur, les gains et les pertes accumulés dans le cumul des autres éléments du résultat global sont comptabilisés au poste Perte (gain) sur instruments financiers dérivés à l'état des résultats consolidés.

(D) PRÊTS ET CRÉANCES

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Les prêts et créances de la Société comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les comptes débiteurs, les effets à recevoir relatifs aux dispositions d'entreprises et un prêt relais à Greenpac. Les prêts et créances sont initialement comptabilisés à leur juste valeur et sont ensuite évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif moins une provision pour baisse de valeur.

(E) PASSIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI

Les passifs financiers au coût amorti comprennent les emprunts et avances bancaires, les comptes créditeurs et les charges à payer et la dette à long terme. Les comptes créditeurs et les charges à payer sont initialement comptabilisés au montant à payer, diminués, lorsque significatif, pour ramener les créditeurs à leur juste valeur. Ultérieurement, les comptes créditeurs et les charges à payer sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Ces instruments sont présentés comme passifs à court terme si le paiement est dû dans les douze prochains mois. Sinon, ils sont présentés comme passifs à long terme.

DÉPRÉCIATION DES ACTIFS FINANCIERS

À chaque date de rapport, la Société évalue s'il y a des preuves objectives qu'un actif financier s'est déprécié. Si une telle preuve existe, la Société reconnaît une baisse de valeur, comme suit :

- i) Actifs financiers comptabilisés au coût amorti : La baisse de valeur est la différence entre le coût amorti du prêt ou de la créance et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés, actualisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur l'instrument d'origine. La valeur comptable de l'actif est réduite de ce montant soit directement, soit indirectement par l'utilisation d'un compte de provision.
- ii) Actifs disponibles à la vente : La baisse de valeur est la différence entre le coût initial de l'actif et la diminution permanente de sa juste valeur à la date de mesure, moins les baisses de valeur précédemment comptabilisées dans l'état des résultats. Ce montant représente la perte cumulée dans le cumul des autres éléments du résultat global qui est reclassé au bénéfice net.

Les baisses de valeur sur les actifs financiers comptabilisés au coût amorti sont renversées dans les périodes subséquentes si le montant de la diminution de la perte peut être objectivement lié à un événement survenu après la dépréciation. Les baisses de valeur sur les titres d'instruments de capitaux propres disponibles à la vente ne sont pas renversées.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS ET COUVERTURE

Les instruments financiers dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date à laquelle est conclu le contrat de dérivé et sont par la suite réévalués à leur juste valeur. La méthode de comptabilisation du gain ou de la perte dépend de la désignation de l'instrument financier dérivé comme instrument de couverture et le cas échéant, de la nature de l'élément couvert. La Société désigne certains instruments financiers dérivés comme étant une :

- i) couverture de l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme (couverture de la juste valeur) ;
- ii) couverture de l'exposition à un risque particulier associé à un actif ou à un passif comptabilisé ou à une transaction prévue hautement probable (couverture de flux de trésorerie) ; ou
- iii) couverture d'un investissement net dans un établissement étranger (couverture d'investissement net).

La Société consigne de manière formalisée toutes les relations entre les instruments de couverture et les éléments couverts ainsi que l'objectif et la stratégie de gestion des risques qui l'ont conduite à établir la relation. La Société documente également son appréciation, tant à la date à laquelle est conclue la couverture que sur une base continue, du fait que les dérivés qui sont utilisés dans les opérations de couverture sont très efficaces ou non pour compenser les variations des justes valeurs ou des flux de trésorerie des éléments couverts.

La juste valeur totale d'un dérivé de couverture est classée comme un actif ou un passif à long terme lorsque l'échéance de l'élément couvert est à plus de douze mois et comme actif ou passif à court terme lorsque l'échéance résiduelle est de moins de douze mois. Les instruments financiers dérivés détenus à des fins de négociation sont classés dans les actifs ou les passifs à court terme.

NOTE 2

PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

(A) COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE

La partie efficace des variations de la juste valeur des dérivés qui sont désignés comme instruments de couverture de flux de trésorerie est comptabilisée dans le résultat global (perte globale). Les gains et les pertes liés à la partie non efficace sont immédiatement enregistrés dans l'état des résultats consolidés.

Les montants accumulés en capitaux propres sont reclassés en résultat dans la période où l'élément couvert affecte le résultat (par exemple, lorsque la vente prévue qui est couverte a lieu). Toutefois, lorsque la transaction prévue qui était couverte donne lieu à la comptabilisation d'un actif non financier (par exemple, des stocks ou des immobilisations corporelles), les gains et pertes précédemment reportés dans les capitaux propres sont transférés des capitaux propres et inclus dans l'évaluation initiale du coût de l'actif. Les montants différés sont finalement comptabilisés dans le coût des marchandises vendues dans le cas des stocks ou dans les amortissements dans le cas des immobilisations corporelles.

Lorsqu'un instrument de couverture arrive à échéance ou est vendu ou lorsqu'une couverture ne répond plus aux critères de la comptabilité de couverture, tous les gains ou les pertes cumulés dans le résultat global demeurent dans les capitaux propres et sont comptabilisés lorsque la transaction prévue est finalement enregistrée dans l'état des résultats. Lorsqu'une transaction prévue ne surviendra pas, les gains et les pertes cumulés dans le résultat global sont immédiatement comptabilisés à l'état des résultats consolidés.

(B) COUVERTURE D'INVESTISSEMENTS NETS

Les couvertures d'investissements nets sont comptabilisées de la même manière que les couvertures de flux de trésorerie.

Tous les gains ou les pertes sur l'instrument de couverture liés à la partie efficace de la couverture sont comptabilisés dans le résultat global. Les gains ou les pertes liés à la portion inefficace sont immédiatement comptabilisés dans l'état des résultats.

Les gains et les pertes accumulés dans les capitaux propres sont inclus dans l'état des résultats consolidés lorsque l'entité étrangère est partiellement cédée ou vendue.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent des espèces en caisse, des soldes bancaires et des placements à court terme liquides dont l'échéance est égale ou inférieure à trois mois.

COMPTES DÉBITEURS

Les comptes débiteurs sont initialement comptabilisés à leur juste valeur et sont ensuite évalués au coût amorti en utilisant la méthode de l'intérêt effectif, déduction faite d'une provision pour créances douteuses basée sur des prévisions de recouvrement.

STOCKS

Les stocks de produits finis sont évalués au moindre du coût moyen de fabrication ou de la méthode du prix de détail et de la valeur de réalisation nette. Les stocks de matières premières et les approvisionnements sont évalués au moindre du coût et du coût de remplacement, et le coût de remplacement peut se révéler être la meilleure mesure disponible de la valeur nette de réalisation. Le coût des matières premières et des approvisionnements est déterminé respectivement selon les méthodes du coût moyen et de l'épuisement successif. La valeur de réalisation nette représente le prix de vente estimé dans le cours normal des affaires, déduction faite des frais de vente variables.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET AMORTISSEMENT

Les immobilisations corporelles sont inscrites au coût diminué de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur, y compris les frais d'intérêts engagés durant la période de construction de certaines immobilisations corporelles. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire, à des taux annuels variant de 3 % à 5 % pour les bâtiments, de 5 % à 15 % pour le matériel et l'outillage, de 10 % à 20 % pour le matériel roulant et de 10 % à 33 % pour les autres immobilisations corporelles, compte tenu de la durée d'utilisation de chacune des catégories d'immobilisations corporelles. Les coûts de réparations et d'entretien sont enregistrés à l'état des résultats consolidés au cours de la période pendant laquelle ils sont engagés.

Les valeurs résiduelles, les méthodes d'amortissement et les durées de vie utile des immobilisations corporelles sont revues annuellement et ajustées le cas échéant.

SUBVENTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT À L'INVESTISSEMENT

Les subventions et les crédits d'impôt à l'investissement sont comptabilisés selon la méthode de la réduction du coût des immobilisations corporelles. Ils sont portés aux résultats en diminution de l'amortissement au même rythme que l'amortissement des immobilisations corporelles auxquelles ils se rapportent.

COÛTS D'EMPRUNT

Les coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production de biens admissibles, qui sont des actifs qui demandent une période de temps considérable avant d'être prêts pour leur utilisation prévue, sont ajoutés au coût de ces actifs, jusqu'à ce que toutes les activités nécessaires pour préparer l'actif à son utilisation prévue soient terminées.

Tous les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés dans les résultats dans la période au cours de laquelle ils surviennent.

ACTIFS INCORPORELS

Les actifs incorporels sont composés des listes et relations avec les clients, des logiciels d'application et des baux à prix de faveur. Ils sont comptabilisés au coût diminué de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur, et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire, selon les durées de vie utile estimatives suivantes :

Listes et relations avec des clients	Entre 2 et 30 ans
Actifs incorporels à durée de vie limitée	Entre 2 et 20 ans
Logiciels d'application	Entre 3 et 10 ans
Baux à prix de faveur	Terme du bail
Autres	Entre 2 et 20 ans

Les dépenses liées aux activités de recherche sont comptabilisées à titre de dépense dans la période au cours de laquelle elles surviennent.

DÉPRÉCIATION

A) IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE LIMITÉE

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société doit évaluer s'il existe un quelconque indice que la valeur comptable d'un actif ou d'un groupe d'actifs est inférieure à sa valeur recouvrable. À cette fin, les actifs sont regroupés au plus bas niveau de regroupement pour lequel il existe des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs (unité génératrice de trésorerie ou UGT).

Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, la valeur comptable est réduite à la valeur recouvrable. Les baisses de valeur sont comptabilisées immédiatement à l'état des résultats consolidés à titre de Baisse de valeur et autres frais de restructuration.

Les reprises de baisses de valeur possibles sont évaluées lorsque des événements ou des changements dans les circonstances justifient un tel examen. La valeur comptable réévaluée est la plus élevée entre la valeur recouvrable estimée et la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune baisse de valeur n'avait été comptabilisée et si l'amortissement n'avait pas été pris précédemment sur l'actif ou l'UGT. Une reprise de baisse de valeur est comptabilisée directement dans l'état des résultats consolidés au poste Baisse de valeur et autres frais de restructuration.

B) ÉCART D'ACQUISITION ET MARQUES DE COMMERCE

Les écarts d'acquisition et les autres actifs incorporels à durée de vie illimitée sont comptabilisés au coût d'acquisition moins les réductions de valeur. Ils ont une durée de vie illimitée en raison de leur nature permanente car ils sont des droits acquis et non assujettis à la désuétude. Ils font l'objet d'un test de dépréciation sur une base annuelle au 31 décembre, ou plus fréquemment, lorsqu'un événement ou des circonstances indiquent que la valeur pourrait être réduite de façon permanente. Les écarts d'acquisition et les autres actifs incorporels à durée de vie illimitée sont alloués aux UGT aux fins du test de dépréciation en fonction du niveau le plus bas où la direction examine les résultats, niveau qui n'est pas plus élevé que le secteur d'exploitation. La répartition est faite à ces UGT qui devraient bénéficier du regroupement d'entreprises dans lesquelles l'écart d'acquisition et les marques de commerce ont pris naissance. Les baisses de valeur sur écarts d'acquisition et les autres actifs incorporels à durée de vie illimitée ne font pas l'objet de reprise.

C) VALEUR RECOUVRABLE

La valeur recouvrable est la plus élevée de la juste valeur diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité. Pour évaluer la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés à leur valeur actuelle en utilisant un taux d'actualisation qui reflète l'évaluation actuelle du marché de la valeur temporelle de l'argent et les risques spécifiques à l'actif ou d'une UGT. Lors de la détermination de la juste valeur diminuée des coûts de la vente, la Société estime s'il y a un prix de marché pour l'actif en cours d'évaluation. Sinon, la Société utilise l'approche basée sur les bénéfices.

CONTRATS DE LOCATION

Les contrats de location dans lesquels la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété sont conservés par le bailleur sont classés en tant que contrats de location simple. Les paiements effectués en vertu de contrats de location simple sont imputés à l'état des résultats consolidés linéairement sur la durée du bail.

La Société loue certaines immobilisations corporelles. Les contrats de location d'immobilisations corporelles pour lesquels la Société détient la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété sont classés en tant que contrats de location-financement. Les contrats de location-financement sont capitalisés à la date d'entrée en vigueur du contrat au moindre de la juste valeur du bien loué et de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Les immobilisations corporelles louées sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la période la plus courte entre leur durée de vie estimative et la durée du contrat de location. Les paiements minimaux au titre de la location doivent être ventilés entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant. Les obligations correspondantes au contrat de location-financement, déduction faite des frais de financement, sont présentées dans la dette à long terme.

NOTE 2

PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

PROVISIONS POUR ÉVENTUALITÉS ET CHARGES

Les provisions pour éventualités et charges comprennent principalement les poursuites légales et autres litiges. Une provision est comptabilisée lorsque la Société a une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé et qu'il est probable que le règlement de l'obligation exigera une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques ou causera une perte financière, et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Lorsqu'il est attendu que la totalité ou une partie de la dépense nécessaire à l'extinction d'une provision sera remboursée par une autre partie, le remboursement doit être traité comme un actif distinct au bilan consolidé seulement si la Société a la quasi-certitude de recevoir ce remboursement.

Les provisions sont évaluées à la valeur actuelle des dépenses attendues que la Société juge nécessaires pour éteindre l'obligation. Les taux d'actualisation reflètent les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques liés à ce passif. L'augmentation des provisions liée au passage du temps est comptabilisée à titre de frais de financement.

RESTAURATION ENVIRONNEMENTALE ET COÛTS ENVIRONNEMENTAUX

Une obligation d'engager des coûts de restauration et d'environnement se pose lorsque des perturbations de l'environnement sont causées par le développement ou la production continue d'usines ou d'un site d'enfouissement. Ces coûts découlent de l'installation de l'usine et d'autres travaux de préparation du site prévus et capitalisés au début de chaque projet, ou dès que l'obligation d'assumer ces coûts se pose. Les coûts de démantèlement sont comptabilisés à la valeur estimée à laquelle l'obligation peut être réglée à la date du bilan consolidé, et sont imputés aux résultats sur la durée de l'opération, par la dépréciation de l'actif et la désactualisation de la disposition. Le taux d'actualisation est le taux avant impôt reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temporelle de l'argent et les risques spécifiques liés à l'obligation. Les coûts de restauration causés par des exploitations passées sont créés sur une base continue pendant la production et sont évalués à leur valeur actualisée et imputés aux résultats lorsque l'obligation survient.

Les changements dans la mesure d'un passif relatif au démantèlement d'une usine ou à d'autres travaux de préparation du site qui entraînent des changements dans le calendrier prévisionnel ou dans le montant des flux de trésorerie, ou un changement dans le taux d'escompte, sont ajoutés ou déduits du coût de l'actif lié au moment où les changements surviennent. Si une diminution du passif excède la valeur comptable de l'actif, l'excédent est comptabilisé immédiatement en résultat. Si la valeur de l'actif est augmentée et qu'il y a une indication que la valeur comptable révisée n'est pas récupérable, un test de dépréciation est effectué conformément à la politique comptable pour les tests de dépréciation.

DETTE À LONG TERME

La dette à long terme est initialement comptabilisée à la juste valeur, déduction faite des frais de financement encourus. La dette à long terme est par la suite comptabilisée au coût amorti; toute différence entre les produits (nets des frais de transaction) et la valeur de rachat est comptabilisée à l'état des résultats consolidés et amortie selon la méthode des intérêts effectifs sur la durée de l'emprunt.

Les frais de financement versés lors de l'établissement du crédit bancaire renouvelable sont reconnus comme des frais de financement reportés et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée prévue du crédit bancaire renouvelable.

AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société offre des régimes de retraite à prestations déterminées, capitalisés et non capitalisés, des régimes à cotisations déterminées ainsi que des régimes enregistrés d'épargne retraite (« REER ») collectifs, qui prévoient, pour la plupart de ses employés, le paiement de prestations de retraite. Les régimes de retraite à prestations déterminées sont habituellement contributifs et fondés sur le nombre d'années de service et, dans la plupart des cas, sur la moyenne de la rémunération de fin de carrière. Les prestations de retraite feront l'objet, dans quelques cas seulement, d'une majoration partielle en fonction de l'inflation. La Société offre certains avantages postérieurs à l'emploi tels que des allocations de retraite et des régimes collectifs d'assurance-vie, médicaux et dentaires. Ces avantages autres que les régimes de retraite ne sont toutefois pas capitalisés. En outre, les régimes de soins médicaux et dentaires sont éliminés progressivement lors de la retraite et ne sont plus offerts à la majorité des nouveaux retraités et aux employés et l'allocation de retraite n'est pas offerte à ceux ne répondant pas à certains critères.

Le passif comptabilisé au bilan consolidé au titre des régimes de retraite à prestations déterminées correspond à la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations déterminées à la fin de la période considérée moins la juste valeur des actifs du régime. L'obligation au titre des prestations déterminées est calculée au moins tous les trois ans par des actuaires indépendants en utilisant la méthode des unités de crédit projetées et régulièrement mise à jour par la direction pour les opérations importantes et les changements de circonstances, y compris les changements dans les prix du marché et les taux d'intérêts jusqu'à la fin de la période.

Les gains et les pertes actuariels déterminés dans le calcul de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations déterminées et de la juste valeur des actifs des régimes sont comptabilisés dans le résultat global et enregistrés immédiatement dans les bénéfices non répartis sans recyclage à l'état des résultats consolidés. Le coût des services passés est immédiatement comptabilisé dans les résultats.

Lorsque la restructuration d'un régime de retraite entraîne à la fois une compression et un règlement des obligations, la compression est comptabilisée avant le règlement.

Les frais d'intérêts sur les régimes de retraite et les autres avantages postérieurs à l'emploi sont comptabilisés dans l'état des résultats consolidés à titre de frais de financement.

La date de mesure des régimes d'avantages du personnel est le 31 décembre de chaque année. Une évaluation actuarielle est effectuée au moins tous les trois ans. Sur la base des soldes au 31 décembre 2012, 49 % des plans ont été évalués au 31 décembre 2011 et 42 % au 31 décembre 2010. La portion restante de 9 % sera évaluée au 31 décembre 2012.

IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

La Société utilise la méthode du passif fiscal pour la comptabilisation des impôts différés. Selon cette méthode, les impôts différés sont calculés sur la différence entre les valeurs fiscales et comptables des différents actifs et passifs. Le taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur lorsque ces différences se résorberont est utilisé pour calculer l'impôt différé à la date du bilan consolidé. Les actifs d'impôt différé sont constatés lorsqu'il est plus probable qu'improbable que l'actif se réalisera.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles et lorsque les actifs et passifs d'impôt différé concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale sur la même entité imposable ou sur des entités imposables différentes qui ont l'intention de régler sur la base de leur montant net.

CONVERSION DES MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités de la Société sont évalués en utilisant la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel la Société est implantée (la monnaie fonctionnelle). Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle de la Société.

A) OPÉRATIONS CONCLUES EN MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les opérations libellées en monnaies autres que la monnaie fonctionnelle de l'unité d'affaires sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan consolidé. Les gains et les pertes de change non réalisés à la conversion d'autres actifs et passifs monétaires sont pris en compte dans l'état des résultats consolidés de l'exercice.

B) ÉTABLISSEMENTS ÉTRANGERS

Les actifs et les passifs des établissements étrangers sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan consolidé. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change moyen de l'exercice. Les gains ou les pertes de conversion sont enregistrés dans le cumul des autres éléments du résultat global.

PAIEMENT FONDÉ SUR DES ACTIONS

La Société applique la méthode de la juste valeur pour comptabiliser les attributions d'options d'achat d'actions aux membres de la direction et aux employés cadres. Cette méthode consiste à enregistrer une dépense aux résultats en fonction des conditions de levée des options attribuées de chaque émission. La juste valeur de chaque émission est calculée au moyen du modèle d'évaluation du prix des options Black-Scholes. Ce modèle a été conçu afin d'estimer la juste valeur des options négociées qui ne comportent aucune restriction en matière d'acquisition de droits et qui sont entièrement transférables. Toute contrepartie payée par les employés à la levée des options ainsi que toute rémunération à base d'actions y afférente sont créditées au capital-actions.

DISTRIBUTION DE DIVIDENDES

La distribution de dividendes aux actionnaires de la Société est reconnue comme un passif dans les états financiers consolidés de la période durant laquelle les dividendes sont approuvés par le conseil d'administration de la Société.

RÉSULTATS PAR ACTION ORDINAIRE

Les résultats par action ordinaire de base sont calculés en fonction du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Les résultats dilués par action ordinaire sont déterminés en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour tenir compte des instruments dilutifs qui sont principalement les options d'achat d'actions selon la méthode du rachat d'actions. Selon cette méthode, les instruments qui ont un effet dilutif, soit lorsque le cours moyen de l'action pour la période est supérieur au prix d'exercice ou de levée, sont considérés comme ayant été exercés ou levés au début de la période, et le produit obtenu est considéré comme ayant été utilisé pour racheter des actions ordinaires de la Société au cours moyen de l'action de la période.

NOTE 3

NOUVELLES NORMES IFRS NON ENCORE APPLIQUÉES

IFRS 9 — INSTRUMENTS FINANCIERS

En novembre 2009, l'IASB a publié IFRS 9, Instruments financiers, qui contient des exigences concernant les actifs financiers. Cette norme décrit la classification et l'évaluation des actifs financiers et remplace les multiples catégories et modèles de mesure contenus dans l'IAS 39 pour les instruments de dette par un nouveau modèle de mesure mixte ayant seulement deux catégories : le coût amorti et la juste valeur en résultats. IFRS 9 remplace également les modèles de mesure des instruments de capitaux propres, et ces instruments sont comptabilisés à la juste valeur aux résultats ou à la juste valeur au résultat global. Lorsque ces instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur au résultat global, les dividendes sont comptabilisés en résultat net dans la mesure où ils ne représentent pas clairement un rendement de l'investissement, mais les autres gains et pertes (y compris les dépréciations) associés à ces instruments restent dans le cumul des autres éléments du résultat global indéfiniment.

Des exigences pour les passifs financiers ont été ajoutées en octobre 2010 et elles correspondent essentiellement aux exigences actuelles de IAS 39, Instruments financiers : comptabilisation et évaluation, à l'exception des passifs financiers désignés à la juste valeur pour lesquels les changements de juste valeur en raison du risque de crédit sont enregistrés dans le résultat global.

En décembre 2011, la date d'entrée en vigueur de cette norme a été reportée aux exercices débutant le 1^{er} janvier 2015. La Société n'a pas encore évalué l'impact de la norme ni déterminé si elle l'adoptera de façon anticipée.

IFRS 10,11,12 ET 13

En mai 2011, l'IASB a publié les normes suivantes qui n'ont pas encore été adoptées par la Société. Ces nouvelles normes entrent en vigueur pour les exercices annuels ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 et l'adoption anticipée est permise.

IFRS 10 — ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Selon IFRS 10, une entité doit consolider une entreprise détenue lorsqu'elle a des droits ou est exposée à des rendements variables de par son implication avec l'entreprise détenue et qu'elle a la capacité d'influencer les rendements grâce à son pouvoir sur la société émettrice. Selon les normes IFRS en vigueur, la consolidation est nécessaire lorsque l'entité a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. IFRS 10 remplacera SIC-12, Consolidation entités ad hoc et des parties de IAS 27, États financiers consolidés. La Société a évalué cette norme et il n'y a aucun impact sur les états financiers consolidés.

IFRS 11 — PARTENARIATS

La nouvelle norme IFRS 11, exige d'un coentrepreneur de classer sa participation dans un accord de coentreprise comme une coentreprise ou une opération conjointe. Les coentreprises seront comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence alors que pour une opération conjointe, le coentrepreneur reconnaîtra sa part de l'actif, du passif, des ventes et des dépenses dans l'opération conjointe. Selon les normes IFRS en vigueur, les entités ont le choix de la consolidation proportionnelle ou de la méthode de la mise en équivalence des participations dans des coentreprises. IFRS 11 remplacera IAS 31, Participations dans des coentreprises, et SIC-13, Entités contrôlées conjointement – apports non monétaires par des coentrepreneurs. La Société a évalué cette norme et il n'y a aucun impact sur les états financiers consolidés.

IFRS 12 — DIVULGATION DES PARTICIPATIONS DANS D'AUTRES ENTITÉS

La nouvelle norme IFRS 12 établit les exigences de divulgation des participations dans d'autres entités, telles que des accords de coentreprise, les participations dans des entreprises associées, les entités ad hoc et les opérations hors bilan. La norme reprend les divulgations existantes et introduit également d'importantes exigences de divulgation supplémentaires concernant la nature et les risques associés à des participations de la Société dans d'autres entités. La Société a évalué cette norme et il n'y a aucun impact sur les états financiers consolidés. Cependant, plus d'informations seront nécessaires dans les notes afférentes aux états financiers.

IFRS 13 — ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

IFRS 13 est une norme globale d'évaluation de la juste valeur et précise les exigences de divulgation ayant un effet dans toutes les normes IFRS. La nouvelle norme précise que la juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif, ou payé pour transférer un passif dans une transaction ordonnée entre les participants du marché, à la date de mesure. Elle établit également des informations sur la mesure de la juste valeur. Selon les normes IFRS en vigueur, les lignes directrices sur la mesure et la divulgation de la juste valeur sont réparties entre les normes spécifiques nécessitant des évaluations de la juste valeur qui dans de nombreux cas ne reflètent pas une base d'évaluation claire ou une communication cohérente. La Société a évalué cette norme et il n'y a aucun impact sur les états financiers consolidés.

IAS 19 — AVANTAGES DU PERSONNEL

L'IAS 19, Avantages du personnel, a été modifiée, apportant des changements importants à la comptabilisation et à l'évaluation de la charge des régimes à prestations définies, des indemnités de fin de contrat de travail et l'amélioration de l'information à fournir pour tous les avantages du personnel. La norme modifiée exige la comptabilisation immédiate des gains et pertes actuariels dans les autres éléments du résultat global à mesure qu'ils surviennent, sans les recycler ultérieurement au résultat net. Ceci est cohérent avec les conventions comptables actuellement utilisées par la Société. Le coût des services passés (qui inclut les gains et pertes liés à la compression de régimes) ne sera plus comptabilisé sur la période de service, mais sera plutôt comptabilisé immédiatement dans la période où la modification du régime a lieu. Le coût des prestations de retraite sera réparti entre (i) le coût des prestations acquises dans la période actuelle (coût du service) et la modification des prestations (coût des services passés, liquidations et compressions); et (ii) les charges financières ou les revenus. La charge financière ou la composante du revenu sera calculée sur la base de l'actif ou du passif net des prestations définies. Un certain nombre d'autres modifications ont été faites quant à la reconnaissance, à la mesure et au classement, y compris la redéfinition des avantages à court et à long termes, les orientations sur les impôts relatifs aux avantages du régime, les orientations sur la gestion des risques et des coûts, et l'élargissement des divulgations. La Société a évalué cette norme et les frais de financement pour l'année terminée le 31 décembre 2012 augmenteraient de 15 M\$ (impact de 11 M\$ sur le bénéfice net après les impôts y afférents). Les autres éléments du résultat global augmenteraient de 11 M\$ (net des impôts y afférents de 4 M\$). Il n'y a aucun impact sur les actifs et passifs liés aux avantages du personnel ni sur les actifs et passifs d'impôts différés. À compter du trimestre se terminant le 31 mars 2013, la Société redressera l'information comparative de 2012 pour se conformer à ces changements.

IAS 1 — PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

L'IAS 1, Présentation des états financiers, a été modifiée afin d'exiger des entités la séparation des éléments présentés dans les autres éléments du résultat global en deux groupes distincts, basée sur le fait que ces éléments pourront ou non être recyclés dans l'avenir. Les entités qui choisissent de présenter les autres éléments du résultat global avant impôts seront tenues de présenter le montant d'impôts relatif aux deux groupes séparément. La modification est en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} juillet 2012 et l'application anticipée est permise. La Société a évalué cette norme et il n'y a aucun impact financier même si elle se traduira par une présentation différente de l'état consolidé du résultat global.

MODIFICATIONS À D'AUTRES NORMES

En outre, il y a eu des modifications de normes existantes, y compris IAS 27, États financiers consolidés et individuels, et IAS 28, Participations dans des entreprises associées et des coentreprises. IAS 27 traite de la comptabilisation des filiales, des entités contrôlées conjointement et des entreprises associées dans les états financiers non consolidés. IAS 28 a été modifiée afin d'inclure les coentreprises dans son champ d'application et de répondre aux changements des normes IFRS 10 à 13. La Société a évalué ces changements et il n'y a aucun impact sur les états financiers consolidés.

IFRS 7 — INSTRUMENTS FINANCIERS : INFORMATION À FOURNIR

IFRS 7 exige la communication d'information sur les règlements bruts et nets des instruments financiers admissibles à la compensation dans l'état de la situation financière et des instruments assujettis à des accords généraux de compensation. Parallèlement aux modifications apportées à IFRS 7, l'IASB a modifié IAS 32, Instruments financiers : Présentation, afin de clarifier les exigences en vigueur relatives à la compensation des instruments financiers dans l'état de la situation financière. Les modifications apportées à IAS 32 entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2014. La Société a évalué cette norme et il n'y a aucun impact sur les états financiers consolidés.

NOTE 4 PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS

Les estimations et jugements sont continuellement évalués et sont basés sur l'expérience historique et d'autres facteurs, incluant l'anticipation d'événements futurs qui sont jugés raisonnables dans les circonstances.

PRINCIPALES ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES

La préparation d'états financiers selon les IFRS requiert l'utilisation de certaines estimations ayant une incidence sur les actifs et les passifs inscrits aux états financiers, sur la présentation des éventualités à la date du bilan ainsi que sur les postes de revenus et de charges pour les exercices présentés. La direction réévalue régulièrement, en fonction des informations disponibles, ses estimations, y compris celles relatives aux coûts environnementaux, à la durée de vie utile des immobilisations corporelles, à la dépréciation des actifs à long terme et aux écarts d'acquisition, ainsi qu'aux avantages du personnel, au recouvrement des comptes débiteurs, à la juste valeur des instruments financiers, aux éventualités et aux impôts. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations. Lorsque des ajustements sont nécessaires, ils sont portés aux résultats lorsqu'ils sont connus.

NOTE 4

PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS (SUITE)

(A) DÉPRÉCIATION D'ACTIFS À LONG TERME, ACTIFS INCORPORELS ET ÉCARTS D'ACQUISITION

Lors de la détermination de la valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT, la Société utilise plusieurs hypothèses dont des informations externes provenant de l'industrie lorsqu'elles sont disponibles et comprenant, entre autres, les niveaux de production, les prix de vente, les volumes, le coût des matières premières, les taux de change, les taux de croissance, le taux d'actualisation et les dépenses en capital.

La Société est d'avis que ces hypothèses sont raisonnables. Ces hypothèses requièrent un degré important de jugement, sont d'une grande complexité, et reflètent les meilleures estimations de la direction en regard des informations disponibles à la date de mesure. De plus, les produits sont des produits de base, ce qui fait en sorte que leurs prix sont, de par leur nature, volatils et cycliques.

DESCRIPTION DES PRINCIPALES HYPOTHÈSES RELATIVES AU TEST DE DÉPRÉCIATION DE L'ÉCART D'ACQUISITION

TAUX DE CROISSANCE

Les hypothèses utilisées sont basées sur le budget interne de la Société. Les revenus, les marges d'exploitation et les flux de trésorerie sont prévus sur une période de cinq ans et un taux de croissance perpétuel à long terme est appliqué par la suite. Pour bâtir ses prévisions, elle a pris en compte l'expérience passée, les tendances économiques, telles que la croissance du produit intérieur brut et l'inflation, ainsi que les tendances du marché et de l'industrie.

TAUX D'ACTUALISATION

La Société utilise la méthode d'actualisation afin de déterminer ses flux de trésorerie futurs. Le taux d'actualisation représente le coût moyen pondéré du capital (CMPC) pour des entités comparables en activités dans des secteurs similaires à l'UGT, à un groupe d'UGT ou à un secteur isolable examiné sur la base des informations publiques accessibles.

TAUX DE CHANGE

Les taux de change sont déterminés en utilisant les prévisions à moyen terme des banques pour les deux premières années de la prévision. Pour les trois années subséquentes, la Société utilise la moyenne des taux de change des cinq dernières années.

Compte tenu de la sensibilité des principales hypothèses utilisées, il y a une incertitude liée à la mesure puisqu'un changement défavorable d'une seule hypothèse ou d'une combinaison d'hypothèses pourrait entraîner un changement significatif de la valeur comptable des actifs.

(B) IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

La Société doit évaluer les impôts sur les résultats pour chaque territoire où elle exerce ses activités, ce qui inclut la nécessité d'estimer une valeur pour les pertes d'impôt actuelles en fonction de l'évaluation par la Société de sa capacité à les utiliser contre du revenu imposable futur avant qu'elles n'expirent. Si l'évaluation de la Société de sa capacité à utiliser les pertes d'impôt s'avère inexacte dans l'avenir, plus ou moins de pertes d'impôt pourraient être comptabilisées comme des actifs, ce qui augmente ou diminue la charge d'impôts et par conséquent influence les résultats de la Société pour l'année concernée.

(C) AVANTAGES DU PERSONNEL

La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations constituées est déterminée en actualisant les sorties de trésorerie futures estimées en utilisant les taux d'intérêt des obligations de sociétés de haute qualité qui sont libellées dans la monnaie dans laquelle les prestations seront versées et dont l'échéance est près des conditions des engagements de retraite liés.

Le coût des régimes de retraite et des avantages complémentaires de retraite gagnés par les employés est déterminé selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et selon les meilleures estimations de la direction à l'égard du rendement prévu des placements, de la progression des salaires, de l'âge de retraite des employés et des coûts prévus des soins de santé. L'obligation au titre des prestations constituées est évaluée en utilisant le taux d'intérêt du marché à la date d'évaluation. En raison de la nature à long terme de ces régimes, ces estimations sont sujettes à d'importantes incertitudes. Toutes les hypothèses sont revues annuellement.

JUGEMENT IMPORTANT UTILISÉ DANS L'APPLICATION DES POLITIQUES COMPTABLES DE LA SOCIÉTÉ

FILIALES ET PARTICIPATIONS COMPTABILISÉES SELON LA MÉTHODE DE LA MISE EN ÉQUIVALENCE

Une part de jugement importante est requise pour évaluer si la structure de certaines participations représente le contrôle, le contrôle conjoint ou une influence notable sur les activités de l'entreprise. L'évaluation de la direction du contrôle, du contrôle conjoint ou de l'influence notable sur l'entreprise déterminera le traitement comptable requis pour notre participation dans celles-ci.

La Société détient 48,54 % des actions en circulation de Reno de Medici S.P.A (RdM) et possédait au 31 décembre 2012 une option d'achat exerçable pour acquérir un bloc d'actions de RdM supplémentaire de 9,07 %. La Société consolide intégralement RdM depuis le 7 avril 2011 avec une participation sans contrôle de 51,46 % au 31 décembre 2012.

La Société détient une participation de 59,7 % dans un projet en développement en partenariat avec des tierces parties (Greenpac). Puisque la Société n'a pas le pouvoir de diriger ni de diriger conjointement les politiques financières et opérationnelles de Greenpac, la participation est considérée comme une entreprise associée.

NOTE 5

ACTIVITÉS ABANDONNÉES ET DISPOSITIONS D'ENTREPRISES

ACTIVITÉS ABANDONNÉES

a) Le 11 mars 2011, la Société a annoncé qu'elle avait conclu une entente pour la vente de Dopaco inc. et Dopaco Canada inc. (collectivement Dopaco), sa division de produits pour l'industrie de la restauration rapide qui faisait partie du secteur Cartons-caisses, à Reynolds Group Holdings Limited. Le 2 mai 2011, la Société a complété la transaction pour une contrepartie en espèces de 310 M\$ US (288 M\$), déduction faite des frais de transaction et des impôts payés. La Société a réalisé un gain de 116 M\$ US (110 M\$) nets des impôts sur les résultats de 87 M\$ US (82 M\$).

La Société a conservé la responsabilité pour certains litiges en cours, à savoir une demande de dommages-intérêts par rapport à la contamination d'un site utilisé auparavant par Dopaco. En 2012, la Société a enregistré une provision de 2 M\$ (nets des impôts y afférents de 1 M\$) relative à ce litige. À la suite du règlement de ce litige, la Société a payé 2 M\$ et estime que la provision restante est suffisante pour couvrir les coûts supplémentaires liés à cette réclamation. En 2012, la Société a également enregistré une charge d'impôt de 3 M\$ relativement à la finalisation du calcul de l'impôt sur le gain de la vente de Dopaco.

(en millions de dollars canadiens)	2012	2011
Résultats des activités abandonnées de Dopaco		
Ventes	-	148
Coût des produits vendus (excluant l'amortissement)	-	124
Amortissement	-	6
Autres dépenses et éléments spécifiques	3	12
Bénéfice (perte) d'exploitation avant impôts des activités abandonnées	(3)	6
Impôts sur les résultats	2	2
Bénéfice net (perte nette) d'opérations	(5)	4
Gain sur cession, net des impôts sur les résultats	-	110
Bénéfice net (perte nette) des activités abandonnées	(5)	114
Bénéfice net (perte nette) par action ordinaire des activités abandonnées		
De base	(0,05)\$	1,19 \$
Dilué	(0,05)\$	1,18 \$

(en millions de dollars canadiens)	2012	2011
Flux de trésorerie des activités abandonnées de Dopaco		
Flux de trésorerie générés (utilisés) par :		
Activités d'exploitation	(1)	14
Activités d'investissement	-	(1)
Contrepartie reçue lors de la cession, déduction faite des frais de transaction	-	288
Total	(1)	301

b) En 2012, la Société a versé 3 M\$ (3 M\$ en 2011) relativement à un règlement légal survenu en 2006 dans les activités de papiers fins qui ont été cédées en 2006.

NOTE 5

ACTIVITÉS ABANDONNÉES ET DISPOSITIONS D'ENTREPRISES (SUITE)

DISPOSITIONS D'ENTREPRISES

- a) Le 1^{er} mars 2011, la Société a vendu son usine européenne de papier doublure blanc du secteur cartons-caisses située à Avot-Vallée en France, pour une contrepartie totale de 10 M€ (14 M\$), incluant une dette à long terme assumée par l'acquéreur pour un montant de 5 M€ (7 M\$) ainsi qu'une balance du prix de vente de 5 M€ (7 M\$) qui sera reçue sur une période maximale de 3 ans. La Société a réalisé une perte de 2 M\$ avant impôts sur les résultats et a encouru des frais de transaction de 1 M\$.
- b) Le 23 juin 2011, la Société a vendu deux de ses usines du Groupe Cartons-caisses, à savoir l'usine de Versailles située dans le Connecticut et l'usine de conversion de Hebron située dans le Kentucky, pour une contrepartie totale de 20 M\$ US (20 M\$) dont 5 M\$ US (5 M\$) ont été reçus déduction faite des frais de transaction de 1 M\$. Le solde du prix de vente inclut une balance de prix de vente de 10 M\$ US (10 M\$) et la juste valeur de 4 M\$ US (4 M\$) de contrats de vente de gaz naturel conclu avec l'acquéreur et faisant partie de la transaction. La Société a réalisé une perte de 8 M\$ avant impôts sur les résultats.

Les actifs et passifs au moment des cessions d'entreprises s'établissent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	SECTEUR D'ACTIVITÉ :			TOTAL
	ENTITÉ CÉDÉE :	CARTONS-CAISSES		
	AVOT-VALLÉE	DOPACO ¹	VERSAILLES ET HEBRON	
Comptes débiteurs	17	36	14	67
Stocks	10	51	10	71
Participation dans des entreprises associées et coentreprises	-	2	-	2
Immobilisations corporelles	12	144	13	169
Actifs incorporels	-	15	-	15
Autres actifs	-	2	-	2
Écart d'acquisition	-	19	-	19
	39	269	37	345
Comptes créditeurs et charges à payer	20	51	10	81
Provisions pour éventualités et charges	-	-	4	4
Dette à long terme	7	-	-	7
Autres passifs	3	10	-	13
Passifs d'impôt différé	-	35	-	35
Cumul des autres éléments du résultat global (perte)	1	-	(2)	(1)
	31	96	12	139
Gain (perte) sur cession, avant impôts sur les résultats et frais de transaction	8	173	25	206
Frais de transaction	(1)	(8)	(1)	(10)
Solde du prix de vente – Inclus dans les autres actifs	(7)	-	(10)	(17)
Juste valeur des contrats de gaz vendus à l'acquéreur – Inclus dans les actifs financiers	-	-	(4)	(4)
Rajustement de prix basé sur le fonds de roulement	-	2	2	4
Impôts payés	-	(79)	-	(79)
Considération totale reçue (payée), déduction faite de la trésorerie cédée	(1)	288	5	292

¹ Présenté à titre d'activités abandonnées.

NOTE 6

ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

ACQUISITION 2012

a) Le 1^{er} avril 2012, la Société a acquis la totalité des actions de Bird Packaging Limited (Bird), située en Ontario, pour une contrepartie en espèces de 14 M\$. Les actifs de Bird comprennent des équipements de transformation de cartons-caisses ainsi que des entrepôts situés à Guelph, Kitchener et Windsor. Cette acquisition fait partie du Groupe Cartons-caisses. L'excédent de la contrepartie versée sur la juste valeur nette des actifs acquis et des passifs pris en charge a résulté en un écart d'acquisition non déductible de 8 M\$ et est affecté à toutes les usines de transformation de l'UGT (unité génératrice de trésorerie) du Groupe Cartons-caisses du centre du Canada. La Société s'attend à ce que cette acquisition crée des synergies dans l'UGT.

L'allocation du prix d'acquisition a été finalisée au 30 septembre 2012.

Les actifs acquis et les passifs assumés sont constitués des éléments suivants :

(en millions de dollars canadiens)	2012	
	SECTEUR D'ACTIVITÉ :	CARTONS-CAISSES
	ENTITÉ ACQUISE :	BIRD PACKAGING LIMITED
Juste valeur des actifs acquis et des passifs assumés :		
Comptes débiteurs		5
Stocks		1
Immobilisations corporelles		3
Immobilisations liées à des contrats de location-financement		8
Liste de clients		4
Écart d'acquisition		8
Actifs totaux		29
Emprunt et avances bancaires		(1)
Comptes créditeurs et charges à payer		(3)
Dettes à long terme		(2)
Obligation liée à des contrats de location-financement		(8)
Passifs d'impôt différé		(1)
Actif net acquis		14
Contrepartie en espèces payée		14

L'acquisition de Bird, sur une base individuelle, a contribué pour 21 M\$ aux ventes et a généré un bénéfice net attribuable aux actionnaires nul aux résultats consolidés depuis son acquisition. Si l'acquisition avait eu lieu le 1^{er} janvier 2012, les ventes et la perte nette consolidées attribuables aux actionnaires auraient été de 3,653 M\$ et 10 M\$ respectivement pour l'année terminée le 31 décembre 2012. Ces estimations sont fondées sur l'hypothèse que les ajustements de juste valeur qui ont été apportés à la date d'acquisition auraient été les mêmes si l'acquisition avait eu lieu le 1^{er} janvier 2012.

ACQUISITIONS 2011

a) Le 7 avril 2011, la Société a acheté 0,12 % des actions en circulation de RdM, ce qui a fait en sorte que la Société a obtenu le contrôle puisqu'à cette date elle détenait 40,95 % des actions en circulation de RdM et une option d'achat exerçable pour acquérir un bloc d'actions de RdM supplémentaire de 9,07 %. La transaction a été comptabilisée selon la méthode du regroupement d'entreprises et la juste valeur de la considération transférée à la date d'acquisition est de 90 M€ (124 M\$). Cette acquisition renforce la position de la Société sur le marché européen du carton plat.

i) La détermination du prix d'achat a été finalisée au 31 décembre 2011. La Société a réévalué sa participation antérieurement détenue dans RdM à la juste valeur à la date d'acquisition, ce qui a engendré en l'enregistrement d'une perte de 17 M€ (23 M\$).

ii) L'excédent de la juste valeur nette des actifs acquis et des passifs pris en charge ainsi que la part des actionnaires sans contrôle sur la juste valeur de la contrepartie versée s'élève à 26 M€ (35 M\$) et a été enregistré à titre d'acquisition à des conditions avantageuses. Le gain enregistré est principalement attribuable au fait que la contrepartie versée est basée sur le prix de clôture des actions de RdM sur le Star segment de la Borsa Italiana S.p.A. à la date d'acquisition et que la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge est basée sur les flux de trésorerie futurs actualisés.

iii) Le gain net de 9 M€ (12 M\$) est présenté sous le poste Gain sur acquisitions, cessions et autres à l'état des résultats consolidés.

Au quatrième trimestre de 2011, la Société a finalisé l'allocation du prix d'achat, ce qui a changé l'allocation préliminaire de 4 M€ (5 M\$) et a été rétrospectivement enregistré au 7 avril 2011. Les changements dans la détermination du prix d'achat sont principalement attribuables à la finalisation du calcul de la juste valeur des immobilisations corporelles ainsi que de la dette à long terme.

À partir du 7 avril 2011, la Société a acquis 3,36 % des actions en circulation de RdM sur le marché libre pour une contrepartie de 2 M€ (3 M\$). L'excédent du prix payé pour l'acquisition des actions sur la valeur comptable des actionnaires sans contrôle est de 3 M€ (4 M\$) et a été enregistré dans les bénéfices non répartis.

En 2012, la Société a acquis 4,23 % des actions en circulation de RdM sur le marché libre pour une contrepartie de 2 M€ (3 M\$). L'excédent du prix payé pour l'acquisition des actions sur la valeur comptable des actionnaires sans contrôle est de 4 M€ (5 M\$) et a été enregistré dans les bénéfices non répartis.

NOTE 6

ACQUISITIONS D'ENTREPRISES (SUITE)

b) Le 6 avril 2011, la Société a augmenté sa participation dans Norcan Flexible Packaging inc. (Norcan) situé à Mississauga, Ontario de 10 % à 50 % pour une contrepartie en espèces de 2 M\$. Norcan conçoit, fabrique, distribue et vend des films souples pour l'emballage de produits. La juste valeur de la considération payée à la date d'acquisition est de 5 M\$. En plus de sa participation de 50 % dans Norcan, la Société a également un droit de vote sur l'ensemble des décisions du conseil d'administration de Norcan. Cette acquisition contribue à diversifier les produits qu'offre le Groupe Produits Spécialisés. La Société a réévalué sa participation antérieurement détenue dans Norcan à la juste valeur à la date d'acquisition, ce qui a résulté en l'enregistrement d'une perte de 1 M\$ qui est présentée sous le poste Gain sur acquisitions, cessions et autres à l'état des résultats consolidés.

c) Le 31 mai 2011, la Société a acheté la totalité des actions en circulation de Genor Recycling Services Ltd. et 533784 Ontario Limited (Genor) pour une contrepartie totale de 9 M\$, constituée d'une contrepartie en espèces de 4 M\$ ainsi que d'une balance de prix d'acquisition de 5 M\$. Cette acquisition permet à la Société d'accroître son accès aux vieux papiers et a abouti à un excédent de la contrepartie versée sur la juste valeur nette des actifs acquis et des passifs pris en charge, et un écart d'acquisition de 3 M\$ a été comptabilisé. Genor recycle du carton ondulé et d'autres qualités de papiers en Ontario (Canada).

d) Le 15 septembre 2011, la Société a acquis les actifs de fabrication de partition de Dimension Packaging Inc. basée dans l'Illinois, États-Unis pour une contrepartie totale de 6 M\$ US (6 M\$), constitué d'une contrepartie en espèces de 3 M\$ US (3 M\$) ainsi que d'une balance de prix d'acquisition de 3 M\$ US (3 M\$). Cette acquisition devrait permettre de créer des synergies avec les autres unités d'affaires et a abouti à un excédent de la contrepartie versée sur la juste valeur nette des actifs acquis et des passifs pris en charge, et un écart d'acquisition de 2 M\$ a été enregistré.

e) Le 1^{er} novembre 2011, la Société a finalisé l'acquisition de la participation restante de 50 % des parts dans sa société affiliée Papersource Conversion Mill Corp (Papersource), située à Granby, au Québec. Papersource est une usine de transformation de tissu dans le marché hors foyer et renforcera la position de la Société sur ce marché. La contrepartie en espèces versée est de 60 M\$.

La Société a réévalué sa participation antérieurement détenue dans Papersource à la juste valeur à la date d'acquisition, ce qui a résulté en l'enregistrement d'un gain de 37 M\$ qui est présenté sous le poste Gain sur acquisitions, cessions et autres à l'état des résultats consolidés. En outre, les synergies attendues ont donné lieu à un excédent de la juste valeur nette des actifs acquis et des passifs pris en charge sur la juste valeur de la contrepartie versée et un écart d'acquisition non déductible de 26 M\$ a été affecté à toutes les UGT du Groupe Papiers tissu.

Toutes les déterminations des prix d'achat ont été finalisées au 31 décembre 2011.

La juste valeur nette des actifs acquis et des passifs assumés attribuables aux actionnaires sans contrôle est comptabilisée selon la méthode proportionnelle.

Les actifs acquis et les passifs assumés sont constitués des éléments suivants :

	CARTON PLAT EUROPE		PRODUITS SPÉCIALISÉS			PAPIERS TISSU	TOTAL
	SECTEUR D'ACTIVITÉ :				PACKAGING DIMENSION INC.	PAPERSOURCE	
(en millions de dollars canadiens)	ENTITÉS ACQUISES :	RdM	NORCAN	GENOR			
Juste valeur des actifs acquis et des passifs assumés							
Trésorerie et équivalents de trésorerie		4	-	1	-	4	9
Comptes débiteurs		165	3	1	1	14	184
Stocks		128	1	-	-	23	152
Participations dans des entreprises associées et coentreprises		10	-	-	-	-	10
Immobilisations corporelles		334	17	4	1	54	410
Actifs incorporels à durée de vie définie		4	1	2	2	71	80
Actifs incorporels à durée de vie indéfinie		5	-	-	-	2	7
Écarts d'acquisition		-	-	3	2	26	31
Actifs totaux		650	22	11	6	194	883
Emprunts et avances bancaires		(47)	(1)	-	-	(8)	(56)
Comptes créditeurs et charges à payer		(216)	(4)	(1)	-	(16)	(237)
Partie à court terme de la dette à long terme		(14)	(2)	-	-	-	(16)
Dette à long terme		(88)	(7)	-	-	(24)	(119)
Passifs financiers		(2)	-	-	-	-	(2)
Autres passifs		(40)	-	-	-	-	(40)
Passifs d'impôt différé		(32)	(2)	(1)	-	(26)	(61)
Actif net acquis		211	6	9	6	120	352
Part des actionnaires sans contrôle		(126)	(3)	-	-	-	(129)
Acquisition à des conditions avantageuses		(35)	-	-	-	-	(35)
		50	3	9	6	120	188
Contrepartie totale transférée							
Participation antérieure		73	2	-	-	23	98
Gain (perte) sur participation antérieure		(23)	(1)	-	-	37	13
Contrepartie payée		-	2	4	3	60	69
Balance de prix d'acquisition		-	-	5	3	-	8
		50	3	9	6	120	188

2011

NOTE 7

COMPTES DÉBITEURS

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2012	2011
Comptes débiteurs		460	469
Comptes débiteurs provenant des parties liées	29	14	24
Moins : Provision pour créances douteuses		(12)	(13)
Comptes débiteurs – nets		462	480
Provisions pour rabais-volume		(23)	(21)
Autre		74	76
		513	535

En date du 31 décembre 2012, les comptes débiteurs de 161 M\$ (31 décembre 2011 – 147 M\$) étaient en souffrance mais non dépréciés. L'âge de ces comptes débiteurs à chaque date de divulgation est établi de la façon la suivante :

(en millions de dollars canadiens)	2012	2011
Arriéré de 1-30 jours	121	109
Arriéré de 31-60 jours	27	25
Arriéré de 61-90 jours	9	9
Arriéré de 91 jours et plus	4	4
	161	147

Les mouvements de la provision pour créances douteuses de la Société concernant les comptes débiteurs sont reflétés comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2012	2011
Solde au début de l'exercice	13	10
Provision pour créances douteuses, nette du solde de début inutilisé	3	1
Créances radiées au cours de l'année	(4)	(5)
Acquisitions et cessions d'entreprises	-	7
Solde à la fin de l'exercice	12	13

Les augmentations et les diminutions de provision pour créances douteuses ont été incluses dans les frais de vente et d'administration dans l'état des résultats. L'exposition maximale au risque de crédit à la date de divulgation se rapproche de la valeur comptable de chaque catégorie de créances mentionnées ci-dessus.

NOTE 8

STOCKS

(en millions de dollars canadiens)	2012	2011
Produits finis	222	226
Matières premières	114	129
Approvisionnement	161	161
	497	516

Au 31 décembre 2012, les produits finis, les matières premières et les stocks d'approvisionnement ont été ajustés pour la valeur de réalisation nette (VRN) pour 4 M\$, nul et 2 M\$ respectivement (au 31 décembre 2011 – 4 M\$, nul et 2 M\$). Au 31 décembre 2012, la valeur comptable des stocks évalués à la VRN est de 21 M\$ pour les stocks de produits finis, nul pour les stocks de matières premières et de 3 M\$ pour les stocks d'approvisionnement (31 décembre 2011 – 12 M\$, nul et 4 M\$).

La Société a vendu tous les produits finis qui étaient dépréciés. En 2012 et 2011, la Société n'a pas renversé d'ajustement de VRN précédemment enregistré sur des stocks. Les coûts de production comptabilisés en charges et inclus dans le coût des produits vendus s'élevaient à 1 398 M\$ (1 579 M\$ en 2011).

NOTE 9

PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET COENTREPRISES

A) LES PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET COENTREPRISES SONT DÉTAILLÉES COMME SUIV :

(en millions de dollars canadiens)	2012	2011
Participations dans des entreprises associées	187	181
Participations dans des coentreprises	35	38
	222	219

Les participations dans des entreprises associées et coentreprises au 31 décembre 2012 incluent des écarts d'acquisition de 20 M\$ (31 décembre 2011 – 16 M\$)

B) PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2012	2011
Au 1 ^{er} janvier		181	156
Part des bénéfices		(3)	5
Part de la perte globale		(3)	(14)
Dividendes		(1)	(6)
Prise de contrôle d'entreprises associées	6	-	(25)
Additions		13	65
Au 31 décembre		187	181

La part de la Société dans les résultats de ses principales entreprises associées, qui sont toutes non cotées à l'exception de Boralex Inc., ainsi que ses actifs agrégés (incluant les écarts d'acquisition) et les passifs sont les suivants :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	% DE DÉTENTION	ACTIFS	PASSIFS	REVENUS	PROFIT (PERTE)
31 décembre 2012					
Boralex Inc.	34,85	429	309	64	(2)
Greenpac Holding LLC	59,7	203	128	-	(1)
Pac Service S.p.A.	33,33	5	2	7	-
31 décembre 2011					
Boralex Inc.	34,85	410	296	68	1
Papersource Conversion Mill Corp	50	-	-	54	3
Greenpac Holding LLC	59,7	74	13	-	-
Pac Service S.p.A.	33,33	5	2	5	-

La participation dans Boralex Inc. a une juste valeur marchande de 121 M\$ au 31 décembre 2012 (31 décembre 2011 – 94 M\$).

C) PARTICIPATION DANS DES COENTREPRISES

Voici les principales coentreprises de la Société ainsi que le pourcentage des actions qu'elle détient :

	POURCENTAGE D'ACTIONS DÉTENUES (%)
Cascades Sonoco Inc.	50
Cascades Conversion Inc.	50
Converdis Inc.	50
Manucor Spa	22,75
Best Diamond Packaging LLC	49
Norpap Inc.	50

La part de la Société dans les actifs et les passifs aux 31 décembre 2012 et 2011 ainsi que la part de la Société dans les revenus et les dépenses des entités contrôlées conjointement pour les exercices terminés le 31 décembre 2012 et 2011 sont les suivantes :

(en millions de dollars canadiens)	2012	2011
Bilans consolidés		
Actifs à court terme	37	42
Actifs à long terme	44	48
Passifs à court terme	35	19
Passifs à long terme	11	31
Résultats consolidés¹		
Ventes	132	191
Amortissement	2	7
Bénéfice d'exploitation	8	13
Frais de financement	1	1
Bénéfice net	5	9
Tableaux consolidés des flux de trésorerie¹		
Activités d'exploitation	12	19
Activités d'investissement	1	(4)
Activités de financement	-	(3)
Participation proportionnelle relative aux engagements dans des coentreprises	-	-

¹ Jusqu'au premier trimestre de 2011, ils comprennent également notre participation dans RdM. La participation de la Société dans RdM a varié de 39,66 % à 40,95 % entre le 1^{er} janvier 2011 et le 7 avril 2011. La Société a commencé la consolidation intégrale de RdM durant le deuxième trimestre de 2011. Voir la note 6 pour plus de détails.

Il n'y a pas de passifs éventuels relativement à la participation de la Société dans les coentreprises ni aucun passif éventuel dans les entreprises elles-mêmes.

NOTE 10

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	TERRAINS	BÂTIMENTS	MATÉRIEL ET OUTILLAGE	MATÉRIEL ROULANT	AUTRES	TOTAL
Au 1^{er} janvier 2011							
Coût		77	541	2 636	69	310	3 633
Amortissement cumulé et dépréciation		-	201	1 635	50	194	2 080
Montant net		77	340	1 001	19	116	1 553
Exercice terminé le 31 décembre 2011							
Montant net au début		77	340	1 001	19	116	1 553
Acquisitions		1	29	77	9	44	160
Dispositions		(6)	(3)	(5)	-	(11)	(25)
Amortissement		-	(25)	(130)	(6)	(6)	(167)
Cessions d'entreprises	5	(1)	(12)	(11)	-	(1)	(25)
Activités abandonnées	5	-	(4)	(135)	-	(5)	(144)
Acquisitions d'entreprises	6	43	88	257	1	21	410
Baisse de valeur		-	-	(35)	-	(3)	(38)
Actifs détenus en vue de la vente		-	-	-	-	(12)	(12)
Autres		(7)	-	40	(1)	(26)	6
Écarts de change		(1)	(1)	(13)	-	-	(15)
Montant net à la fin		106	412	1 046	22	117	1 703
Au 31 décembre 2011							
Coût		106	664	2 691	76	333	3 870
Amortissement cumulé et dépréciation		-	252	1 645	54	216	2 167
Montant net		106	412	1 046	22	117	1 703
Exercice terminé le 31 décembre 2012							
Montant net au début		106	412	1 046	22	117	1 703
Aquisitions		1	11	85	5	67	169
Dispositions		(2)	(1)	(3)	-	(3)	(9)
Amortissement		-	(25)	(139)	(6)	(11)	(181)
Acquisitions d'entreprises	6	-	8	3	-	-	11
Baisse de valeur		-	-	(24)	-	-	(24)
Autres		(1)	5	45	-	(50)	(1)
Écarts de change		-	(2)	(6)	-	(1)	(9)
Montant net à la fin		104	408	1 007	21	119	1 659
Au 31 décembre 2012							
Coût		104	681	2 764	78	225	3 852
Amortissement cumulé et dépréciation		-	273	1 757	57	106	2 193
Montant net		104	408	1 007	21	119	1 659

Les autres immobilisations corporelles incluent des bâtiments et du matériel et de l'outillage en cours de construction ou d'installation ayant une valeur comptable de 55 M\$ (48 M\$ au 31 décembre 2011) et des dépôts pour l'achat de matériel et outillage s'élevant à 10 M\$ (9 M\$ au 31 décembre 2011). La valeur comptable des immobilisations liées à des contrats de location-financement est de 16 M\$.

Est inclus dans les coûts ci-dessus un montant de 2 M\$ (2 M\$ au 31 décembre 2011) d'intérêts encourus sur les actifs éligibles qui ont été capitalisés durant l'année. Le coût moyen pondéré du capital sur les fonds empruntés en 2012 est de 6,31 % (2011 – 6,67 %).

NOTE 11**ÉCARTS D'ACQUISITION ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE LIMITÉE ET ILLIMITÉE**

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	LOGICIELS	LISTES ET RELATIONS AVEC LES CLIENTS	AUTRES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE LIMITÉE	TOTAL DES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE LIMITÉE	ÉCART D'ACQUISITION	AUTRES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE ILLIMITÉE	ÉCARTS D'ACQUISITION ET AUTRES
Au 1^{er} janvier 2011								
Coût		23	129	41	193	313	-	313
Amortissement cumulé et dépréciation		10	46	11	67	-	-	-
Montant net		13	83	30	126	313	-	313
Exercice terminé le 31 décembre 2011								
Montant net au début		13	83	30	126	313	-	313
Additions		24	-	-	24	-	-	-
Acquisitions d'entreprises	6	4	75	1	80	31	7	38
Activités abandonnées	5	-	(15)	-	(15)	(19)	-	(19)
Baisse de valeur		-	(2)	(9)	(11)	-	(1)	(1)
Amortissement		(5)	(9)	(5)	(19)	-	-	-
Écarts de change		(1)	1	-	-	(3)	-	(3)
Montant net à la fin		35	133	17	185	322	6	328
Au 31 décembre 2011								
Coût		50	175	41	266	322	7	329
Amortissement cumulé et dépréciation		15	42	24	81	-	1	1
Montant net		35	133	17	185	322	6	328
Exercice terminé le 31 décembre 2012								
Montant net au début		35	133	17	185	322	6	328
Additions		31	-	-	31	-	-	-
Acquisitions d'entreprises	6	-	4	-	4	8	-	8
Baisse de valeur		-	-	(2)	(2)	-	-	-
Amortissement		(4)	(11)	(3)	(18)	-	-	-
Écarts de change		-	-	-	-	(1)	-	(1)
Montant net à la fin		62	126	12	200	329	6	335
Au 31 décembre 2012								
Coût		81	179	41	301	329	7	336
Amortissement cumulé et dépréciation		19	53	29	101	-	1	1
Montant net		62	126	12	200	329	6	335

**NOTE 12
AUTRES ACTIFS**

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2012	2011
Effets à recevoir relatifs aux dispositions d'entreprises	6	18	17
Autres placements		11	9
Autres actifs		38	11
Frais de financement reportés		6	8
Avantages du personnel	17	1	1
		74	46
Moins : Partie à court terme incluse dans les comptes débiteurs		(4)	(2)
Total des autres actifs		70	44

En 2012, la Société a octroyé un prêt relais de 15 M\$ US (15 M\$) à Greenpac Mill LLC (Projet Greenpac). Le prêt est inclus dans les Autres actifs et viendra à échéance au plus tard en 2021 et porte intérêt à un taux variant de 7,5 % à 12 % selon l'avancement du Projet Greenpac. Toutefois, la Société s'attend à ce que le prêt soit remboursé au cours des 4 prochaines années par des crédits d'impôt sécurisés qui seront reçus par les membres du projet et par les flux de trésorerie opérationnels. La Société a également capitalisé dans les Autres actifs un montant de 6 M\$ relativement à des frais encourus pour la supervision de la construction du Projet Greenpac. Ces coûts seront remboursés à la Société par Greenpac Mill sur une période de 8 ans.

NOTE 13

COMPTES CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2012	2011
Comptes créditeurs		465	472
Comptes à payer à des parties liées	29	13	21
Frais courus		73	46
Comptes créditeurs et charges à payer		551	539

NOTE 14

PROVISIONS POUR ÉVENTUALITÉS ET CHARGES

(en millions de dollars canadiens)	OBLIGATIONS LIÉES À LA RESTAURATION ENVIRONNEMENTALE	COÛTS ENVIRONNEMENTAUX	CRÉANCES LÉGALES	INDEMNITÉS DE DÉPART	CONTRATS ONÉREUX	AUTRES	PROVISIONS TOTALES
Solde au 1^{er} janvier 2011	8	18	10	-	1	-	37
Provisions additionnelles	-	-	1	8	1	-	10
Paiements	-	-	(8)	(4)	-	-	(12)
Cessions d'entreprises	(2)	(4)	-	-	-	-	(6)
Acquisitions d'entreprises	-	-	8	-	-	-	8
Autres	-	-	-	-	-	1	1
Solde au 31 décembre 2011	6	14	11	4	2	1	38
Provisions additionnelles	-	3	2	4	4	1	14
Renversement de provision	-	(1)	-	-	-	-	(1)
Paiements	-	(2)	(4)	(5)	(1)	(1)	(13)
Réévaluation	1	-	-	-	-	-	1
Autres	1	(1)	(1)	(1)	-	2	-
Solde au 31 décembre 2012	8	13	8	2	5	3	39

Analyse de la provision totale :

(en millions de dollars canadiens)	2012	2011
Long terme	33	33
Court terme	6	5
	39	38

OBLIGATIONS LIÉES À LA RESTAURATION ENVIRONNEMENTALE

La Société utilise certains sites d'enfouissement. Une provision a été constatée à la juste valeur pour les coûts qui seront nécessaires à la restructuration de ces sites.

COÛTS ENVIRONNEMENTAUX

Une provision environnementale est comptabilisée lorsque la Société a une obligation qui a été provoquée par ses activités poursuivies ou abandonnées.

CRÉANCES LÉGALES

Dans le cours normal des affaires, la Société prend part à diverses actions en justice et éventualités relativement à des litiges contractuels et des questions liées au travail.

NOTE 15

DETTE À LONG TERME

(en millions de dollars canadiens)	ÉCHÉANCE	2012	2011
Crédit bancaire rotatif, portant intérêt à un taux moyen pondéré de 2,80 % au 31 décembre 2012 de 299 M\$; 37 M\$ US et 49 M€ (31 décembre 2011 – 196 M\$; 42 M\$ US et 33 M€)	2016	401	282
Billets subordonnés de 4 M\$ US, portant intérêt au taux de 7,25 % (31 décembre 2011 – 9 M\$ US)	2013	4	9
Billets subordonnés de 6 M\$ US, portant intérêt au taux de 6,75 % (31 décembre 2011 – 9 M\$ US)	2013	6	9
Billets subordonnés de 200 M\$, portant intérêt au taux de 7,75 %	2016	198	198
Billets subordonnés de 500 M\$ US, portant intérêt au taux de 7,75 %	2017	493	503
Billets subordonnés de 250 M\$ US, portant intérêt au taux de 7,875 %	2020	245	251
Autres emprunts de filiales		53	61
Autres emprunts sans recours contre la Société		90	112
		1 490	1 425
Moins : Frais de financement non amortis		15	18
Total de la dette à long terme		1 475	1 407
Moins :			
Partie à court terme des billets subordonnés de 7,25 %		4	-
Partie à court terme des billets subordonnés de 6,75 %		6	-
Partie à court terme des emprunts de filiales		20	12
Partie à court terme des emprunts sans recours contre la Société		30	37
		60	49
		1 415	1 358

- a) En 2012, la Société a racheté 3 M\$ US de ses billets subordonnés portant intérêt à 6,75 % pour un montant de 3 M\$ US (3 M\$) et 5 M\$ US de billets subordonnés portant intérêt à 7,25 % pour un montant de 5 M\$ US (5 M\$). Aucun gain ou perte n'a résulté de cette transaction.
- b) Au 31 décembre 2012, les comptes débiteurs et les stocks totalisant environ 611 M\$ (31 décembre 2011 – 630 M\$) ainsi que les immobilisations corporelles totalisant environ 275 M\$ (31 décembre 2011 – 269 M\$) ont été donnés en garantie des billets subordonnés.
- c) La Société a des contrats de location-financement pour différents biens et immobilisations corporelles. Les renouvellements et les options d'achat sont spécifiques à l'entité qui détient le bail. L'obligation découlant des contrats de location-financement est garantie du fait que les droits de l'actif loué reviennent au bailleur en cas de défaut. Les paiements minimaux au titre de la location-financement et la valeur actualisée des paiements nets minimaux se détaillent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2012		2011	
	PAIEMENTS MINIMAUX	VALEUR ACTUALISÉE DES PAIEMENTS	PAIEMENTS MINIMAUX	VALEUR ACTUALISÉE DES PAIEMENTS
Moins d'un an	5	3	4	3
Plus d'un an, mais moins de 5 ans	10	7	5	5
Plus de 5 ans	9	7	-	-
Total des paiements minimaux exigibles	24	17	9	8
Moins les montants représentant des frais de financement	7	-	1	-
Valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location	17	17	8	8

NOTE 16

AUTRES PASSIFS

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2012	2011
Avantages du personnel	17	259	241
Autres		5	10
		264	251
Moins : Partie à court terme incluse dans les comptes créditeurs et charges à payer		-	(2)
Total des autres passifs		264	249

NOTE 17

AVANTAGES DU PERSONNEL

a) La charge au titre des avantages du personnel se détaille comme suit pour les exercices terminés les 31 décembre :

(en millions de dollars canadiens)	2012		2011	
	RÉGIMES DE RETRAITE	AUTRES RÉGIMES	RÉGIMES DE RETRAITE	AUTRES RÉGIMES
Coûts des services rendus	12	3	12	3
Intérêts débiteurs	31	5	32	6
Rendement attendu des actifs	(39)	-	(38)	-
Coût des services passés	1	-	-	1
Compressions	(1)	(1)	-	(4)
Coût constaté au titre des régimes à prestations déterminées	4	7	6	6
Coût constaté au titre du volet à cotisations déterminées	17	-	18	-
Charge au titre des avantages du personnel	21	7	24	6

Le total des paiements en espèces au titre des avantages sociaux futurs pour 2012, qui est constitué des cotisations de la Société à ses régimes de retraite capitalisés et ses régimes à cotisations déterminées ainsi que des montants versés directement aux bénéficiaires au titre de ses autres régimes non capitalisés, incluant les REER collectifs, s'est chiffré à 51 M\$ (53 M\$ en 2011). Le total des paiements en espèces estimé au titre des avantages sociaux futurs pour 2013 est de 53 M\$.

Le montant constaté dans le résultat global (perte globale) pour les exercices se terminant les 31 décembre 2012 et 2011 se détaille comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2012		2011	
	RÉGIMES DE RETRAITE	AUTRES RÉGIMES	RÉGIMES DE RETRAITE	AUTRES RÉGIMES
Pertes actuarielles	(36)	(6)	(59)	(3)
Effet du plafonnement des actifs	-	-	(4)	-
Total inclus dans le résultat global (perte) avant impôts	(36)	(6)	(63)	(3)

Le montant cumulatif constaté dans les bénéfices non répartis au 31 décembre 2012 est de 265 M\$ et de 223 M\$ au 31 décembre 2011.

- b) La situation de capitalisation des régimes à prestations déterminées et des autres régimes d'avantages complémentaires de retraite et d'avantages postérieurs à l'emploi s'établit comme suit aux 31 décembre :

(en millions de dollars canadiens)	2012		2011	
	RÉGIMES DE RETRAITE	AUTRES RÉGIMES	RÉGIMES DE RETRAITE	AUTRES RÉGIMES
Obligation au titre des prestations constituées				
Solde au début de l'exercice	672	115	638	97
Coût des services rendus	12	3	12	3
Intérêts débiteurs	31	5	32	6
Cotisations des participants	3	-	3	-
Écarts de change	-	-	-	(1)
Pertes actuarielles	44	6	40	3
Prestations versées	(38)	(8)	(36)	(8)
Acquisitions, cessions et fermetures d'entreprises	(1)	-	(17)	18
Coût des services passés	1	-	-	1
Compressions	(1)	(1)	-	(4)
Solde à la fin de l'exercice	723	120	672	115
Actifs des régimes				
Solde au début de l'exercice	560	-	568	-
Rendement attendu des actifs	39	-	38	-
Gains (pertes) actuariels	8	-	(18)	-
Cotisations de l'employeur	26	8	27	8
Cotisations des participants	3	-	3	-
Prestations versées	(38)	(8)	(36)	(8)
Écart de change	-	-	-	-
Acquisitions, cessions et fermetures d'entreprises	-	-	(22)	-
Solde à la fin de l'exercice	598	-	560	-
Rapprochement de la situation de capitalisation				
Juste valeur des actifs des régimes	598	-	560	-
Obligation au titre des prestations constituées	(723)	(120)	(672)	(115)
Situation financière – déficit	(125)	(120)	(112)	(115)
Juste valeur des droits de remboursement comptabilisés à l'actif	(13)	-	(13)	-
Passif net au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	(138)	(120)	(125)	(115)

Au 1^{er} janvier 2010, le solde de l'obligation au titre des prestations constituées sur les régimes de retraite, le solde des autres régimes et le solde de l'actif des régimes de retraite étaient respectivement de 564 M\$, 94 M\$ et 531 M\$.

Le montant net constaté aux bilans se détaille comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2012		2011	
	RÉGIMES DE RETRAITE	AUTRES RÉGIMES	RÉGIMES DE RETRAITE	AUTRES RÉGIMES
Avantages du personnel compris dans les Autres actifs	1	-	1	-
Avantages du personnel compris dans les Autres passifs	(139)	(120)	(126)	(115)
	(138)	(120)	(125)	(115)

- c) Les montants suivants ont trait aux régimes qui ne sont pas entièrement capitalisés aux 31 décembre :

(en millions de dollars canadiens)	2012		2011	
	RÉGIMES DE RETRAITE	AUTRES RÉGIMES	RÉGIMES DE RETRAITE	AUTRES RÉGIMES
Entièrement ou partiellement capitalisés				
Juste valeur des actifs des régimes	598	-	560	-
Obligation au titre des prestations constituées	(672)	-	(633)	-
Situation financière – déficit	(74)	-	(73)	-
Entièrement capitalisés				
Obligation au titre des prestations constituées	(51)	(120)	(39)	(115)

NOTE 17

AVANTAGES DU PERSONNEL (SUITE)

d) Les principales hypothèses actuarielles retenues pour évaluer les charges et les obligations au titre des prestations constituées aux 31 décembre sont les suivantes :

	2012		2011	
	RÉGIMES DE RETRAITE	AUTRES RÉGIMES	RÉGIMES DE RETRAITE	AUTRES RÉGIMES
Obligation au titre des prestations constituées aux 31 décembre				
Taux d'actualisation	4,25 %	4,25 %	4,75 %	4,75 %
Taux de croissance de la rémunération	2 % à 3,5 %	2,25 % à 4 %	2 % à 3,5 %	2 % à 4 %
Coût des prestations pour les exercices terminés les 31 décembre				
Taux d'actualisation	4,75 %	4,75 %	5,25 %	5,25 %
Taux de rendement prévu des actifs des régimes	7 %	-	7 %	-
Taux de croissance de la rémunération	2 % à 3,5 %	2,25 % à 4 %	2,25 % à 3,5 %	2,25 % à 3,5 %
Taux tendanciels hypothétiques du coût des soins de santé aux 31 décembre				
Taux tendanciel de croissance du coût des soins de santé	-	8 % à 9 %	-	8 % à 9 %
Niveau vers lequel baisse le taux tendanciel	-	5 %	-	5 %
Année durant laquelle le taux devrait se stabiliser	-	2029	-	2029

e) Les taux tendanciels hypothétiques du coût des soins de santé ont une incidence importante sur les montants présentés pour les régimes d'assurance-santé. Une augmentation et une diminution de 1 % des taux tendanciels hypothétiques du coût des soins de santé se répercuteraient ainsi pour 2012 :

(en millions de dollars canadiens)	AUGMENTATION DE 1 %	DIMINUTION DE 1 %
Coût des services rendus et intérêts débiteurs	-	-
Obligation au titre des prestations constituées de fin d'exercice	5	(4)

f) La répartition de l'actif des régimes de retraite et la politique d'investissement cible aux 31 décembre se détaillent comme suit :

(en pourcentage)	RÉPARTITION ACTUELLE		RÉPARTITION CIBLE	
	2012	2011	2012	2011
Répartition de l'actif des régimes de retraite				
Marché monétaire ou autres	2	2	-	-
Obligations	40	43	43	43
Actions	58	55	57	57
Total	100	100	100	100

Les actifs des régimes de retraite ne comprennent pas d'actions ou d'obligations de la Société. De plus, des prestations annuelles de rente d'une valeur approximative de 11 M\$ sont garanties par des contrats d'assurance établis par la Société.

La répartition des cibles d'investissement est établie dans le but de maximiser le rendement en tenant compte d'un niveau de risque acceptable afin de respecter les obligations des régimes sur une base à long terme.

Les objectifs d'investissement pour les actifs des différents régimes sont les suivants : optimiser le rendement en tenant compte d'un niveau de risque acceptable, maintenir une diversification adéquate, contrôler le risque selon les différentes catégories d'actifs et conserver un objectif de rendement à long terme sur les investissements. Une politique d'investissement est établie pour chaque gestionnaire de portefeuille. Cette politique contient les paramètres que le gestionnaire doit suivre. Principalement, on y retrouve les critères de diversification, les actifs non admissibles, la qualité minimale des investissements ainsi que les objectifs de rendement. À moins d'indication contraire, les gestionnaires ne peuvent utiliser aucun instrument dérivé ou ne peuvent investir plus de 10 % de son actif dans un placement spécifique.

g) Le taux de rendement global attendu est une moyenne pondérée des rendements attendus des différentes catégories d'actifs détenus par le régime. L'évaluation de la direction du rendement prévu est fondée sur les tendances historiques et les prévisions des analyses du marché pour cet actif au cours de la vie de l'obligation correspondante.

Le rendement réel des actifs du régime était de 8,6 % en 2012 (3,7 % en 2011).

NOTE 18

IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

a) Le recouvrement d'impôts sur les résultats se détaille comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2012	2011
Impôts exigibles	15	4
Impôts différés	(17)	(60)
	(2)	(56)

b) Le recouvrement d'impôts sur les résultats basé sur le taux réel d'imposition diffère du recouvrement d'impôts basé sur le taux combiné d'imposition de base pour les raisons suivantes :

(en millions de dollars canadiens)	2012	2011
Recouvrement d'impôts sur les résultats basé sur le taux combiné d'imposition de base du Canada et des provinces	(4)	(25)
Ajustement du recouvrement d'impôts sur les bénéfices découlant des éléments suivants :		
Écart du taux réglementaire d'imposition des établissements étrangers	2	(3)
Portion non imposable découlant de gain en capital	(1)	(3)
Gain sur la réévaluation des participations détenues antérieurement et acquisition à conditions avantageuses	-	(13)
Écarts permanents – autres	(1)	-
Avantage fiscal découlant des pertes en capital	-	(15)
Variations des écarts temporaires	2	4
Autres	-	(1)
	2	(31)
Recouvrement d'impôts sur les résultats	(2)	(56)

Le taux moyen pondéré d'impôt était de 28,5 % pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012 (33 % en 2011).

c) Le recouvrement d'impôts lié aux autres éléments du résultat global (perte globale) s'établit comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2012	2011
Conversion de devises liées aux activités de couverture	1	(1)
Couverture de flux de trésorerie	2	(9)
Inclus dans le résultat global (perte) d'entreprises associées	(2)	(5)
Perte actuarielle sur les obligations postérieures à l'emploi	(11)	(17)
	(10)	(32)

L'analyse des actifs d'impôt différé et passifs d'impôt différé se détaille comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2012	2011
Actifs d'impôt différé :		
Actifs d'impôt différé à récupérer après plus de 12 mois	313	323
Actifs d'impôt différé à récupérer dans 12 mois	22	9
	335	332
Passifs d'impôt différé :		
Passifs d'impôt différé à utiliser après plus de 12 mois	285	319
Passifs d'impôt différé à utiliser dans 12 mois	2	1
	287	320
	48	12

La variation du compte d'impôt différé se détaille comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2012	2011
Au 1 ^{er} janvier		12	(51)
Par l'intermédiaire des résultats		17	60
Variation des crédits d'impôts, net des impôts y afférents		8	10
Par l'intermédiaire des autres éléments du résultat global		10	32
Par l'intermédiaire des acquisitions et cessions d'entreprises	5,6	(1)	(26)
Inclus dans les activités abandonnées	5	-	(11)
Écarts de change		2	(2)
Au 31 décembre		48	12

NOTE 18

IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS (SUITE)

Les variations des actifs et passifs d'impôt différé au cours de l'exercice, sans tenir compte de la compensation des soldes des bilans au sein de la même juridiction fiscale, se détaillent comme suit :

Actifs d'impôt différé

(en millions de dollars canadiens)	AVANTAGE FISCAL COMPTABILISÉ DÉCOULANT DES PERTES FISCALES	AVANTAGES DU PERSONNEL	DÉPRENSES SUR LA RECHERCHE	CRÉDITS D'IMPÔT INUTILISÉS ET DÉPENSES SUR LA RECHERCHE	INSTRUMENTS FINANCIERS	AUTRES	TOTAL
Au 1^{er} janvier 2011	119	42	44	36	15	17	273
Par l'intermédiaire des résultats	36	3	8	-	(6)	(4)	37
Variation des crédits d'impôts	-	-	-	15	-	-	15
Par l'intermédiaire du résultat global	-	17	-	-	7	-	24
Par l'intermédiaire des acquisitions et dispositions d'entreprises	-	(6)	-	-	-	-	(6)
Inclus dans les activités abandonnées	(11)	-	-	-	-	-	(11)
Au 31 décembre 2011	144	56	52	51	16	13	332
Par l'intermédiaire des résultats	(3)	(8)	4	(10)	2	1	(14)
Par l'intermédiaire des crédits d'impôts	-	-	-	8	-	-	8
Par l'intermédiaire de la perte globale	-	11	-	-	(2)	-	9
Au 31 décembre 2012	141	59	56	49	16	14	335

Passifs d'impôt différé

(en millions de dollars canadiens)	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	GAIN EN CAPITAL	ACTIFS INCORPORELS	INVESTISSEMENTS	AUTRES	TOTAL
Au 1^{er} janvier 2011	217	63	18	19	7	324
Par l'intermédiaire des résultats	(27)	(6)	6	-	4	(23)
Variation des crédits d'impôts	-	-	-	-	5	5
Par l'intermédiaire du résultat global	-	(1)	-	(2)	-	(3)
Inclus dans les activités abandonnées	-	-	-	(5)	-	(5)
Par l'intermédiaire des acquisitions et dispositions d'entreprises	10	-	10	-	-	20
Écarts de change	2	-	-	-	-	2
Au 31 décembre 2011	202	56	34	12	16	320
Par l'intermédiaire des résultats	(40)	2	10	4	(7)	(31)
Par l'intermédiaire de la perte globale	-	1	-	-	-	1
Inclus dans le résultat global d'entreprises associées	-	-	-	(2)	-	(2)
Par l'intermédiaire de l'acquisition d'entreprise	1	-	-	-	-	1
Écarts de change	(2)	-	-	-	-	(2)
Au 31 décembre 2012	161	59	44	14	9	287

La Société a cumulé des pertes fiscales totalisant environ 647 M\$ qui peuvent être portées en diminution des bénéfices imposables des exercices à venir. L'avantage fiscal découlant du report de 524 M\$ de ces pertes a été comptabilisé à titre d'actif d'impôt différé. Un actif d'impôt différé est comptabilisé dans la mesure où l'utilisation des pertes reportées par le biais de revenu imposable futur est probable. Les pertes fiscales au 31 décembre 2012 se détaillent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	PERTES FISCALES NON CONSTATÉES	PERTES FISCALES CONSTATÉES	PERTES FISCALES TOTALES	ÉCHÉANCE
Canada	-	4	4	2014
	-	2	2	2015
	-	2	2	2026
	-	10	10	2027
	-	55	55	2028
	-	5	5	2029
	-	66	66	2030
	-	77	77	2031
	-	157	157	2032
Pertes en capital	-	18	18	Indéfiniment
États-Unis	-	4	4	2018
	-	9	9	2019
	-	5	5	2020
Europe	123	110	233	Indéfiniment
	123	524	647	

NOTE 19

CAPITAL-ACTIONS

A) GESTION DU CAPITAL

Le capital se définit comme les dettes à long terme, les emprunts et avances bancaires moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie, et les capitaux propres des actionnaires qui incluent le capital-actions.

(en millions de dollars canadiens)	2012	2011
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(20)	(12)
Emprunts et avances bancaires	80	90
Dettes à long terme, incluant la portion à court terme	1 475	1 407
	1 535	1 485
Capitaux propres des actionnaires	978	1 029
Capitaux propres totaux	2 513	2 514

Les objectifs de la Société en matière de gestion du capital sont les suivants :

- Préserver la capacité de la Société à poursuivre son exploitation afin d'offrir un rendement aux actionnaires;
- Conserver une structure du capital optimale afin de réduire le coût du capital;
- Engager des dépenses en immobilisations adéquates dans l'infrastructure des unités d'affaires afin d'assurer l'aspect concurrentiel des activités; et
- Racheter des actions ordinaires dans le cadre du programme de rachat annuel.

La Société détermine le montant de capital proportionnellement aux risques. Elle gère la structure de son capital et apporte des ajustements en fonction des conditions économiques et des caractéristiques de risque des actifs sous-jacents. Afin de conserver ou de modifier la structure de son capital, la Société peut ajuster le montant des dividendes versés aux actionnaires, rembourser du capital aux actionnaires, émettre de nouvelles actions et acquérir ou vendre des actifs pour améliorer la flexibilité et la performance financière.

La Société assure mensuellement et trimestriellement le suivi du capital en fonction de divers ratios financiers et indicateurs non financiers du rendement. La Société doit également respecter certaines restrictions imposées par diverses ententes bancaires. Ces ratios sont calculés sur une base consolidée ajustée des filiales avec recours seulement. Ces restrictions se composent du ratio de la dette à long terme sur la capitalisation de 65 % et du ratio de couverture des intérêts de 2,25x. La Société doit également respecter un ratio de couverture des intérêts consolidés avant de contracter d'autres emprunts. La dette à long terme se compose des passifs figurant au bilan consolidé, y compris les garanties et les privilèges relatifs à la dette à long terme d'une autre personne et l'évaluation à la valeur de marché des contrats de couverture en matière d'obligations sur les sommes empruntées ou obtenues en dollars américains mais exclusion faite des autres passifs à long terme, des comptes créditeurs, des obligations au titre de contrats de location-financement et autres obligations à payer (1 462 M\$ en 2012; 1 383 M\$ en 2011). Le ratio de capitalisation est calculé en ajoutant les capitaux propres des actionnaires inscrits au bilan consolidé à la dette à long terme. Les capitaux propres ont été ajustés à la hausse de 208 M\$ pour rajouter l'impact de la transition aux IFRS au 31 décembre 2010. Le ratio de couverture des intérêts est calculé en divisant le BEAA par les intérêts débiteurs. Le BEAA représente le bénéfice net des quatre derniers trimestres majoré des intérêts débiteurs, des impôts, de l'amortissement, des charges liées aux options sur actions et des dividendes versés par une personne avec laquelle la Société n'a pas de relation de crédit (264 M\$ en 2012; 211 M\$ en 2011). Sont exclus du bénéfice net la quote-part des résultats des placements dans des titres de capitaux propres et les gains ou les pertes découlant des éléments non récurrents. Les intérêts débiteurs sont calculés en ajoutant aux intérêts et aux frais financiers déterminés selon les IFRS les intérêts capitalisés, exclusion faite de l'amortissement des frais de financement reportés et des frais de financement ainsi que des gains et pertes non réalisés découlant des ententes de couverture. Ils excluent également les gains et les pertes liés à la conversion de la dette à long terme libellée en devises. Le ratio de couverture des intérêts consolidés pour contracter d'autres emprunts est calculé comme le définissent les conventions régissant les billets subordonnés datées du 3 décembre 2009.

Au 31 décembre 2012, le ratio de la dette à long terme sur la capitalisation s'établissait à 55,19 % et le ratio de couverture des intérêts était de 3,01x. La Société respecte les exigences relatives aux ratios imposées par ses créanciers. La Société utilise les liquidités disponibles, le cas échéant, pour réduire l'utilisation de son crédit bancaire rotatif.

La convention de crédit de la Société comprend certaines restrictions habituelles pour ces types de prêts telles que des limites pour encourir de nouvelles dettes et pour donner des garanties ou pour vendre des actifs sans le consentement des prêteurs.

Les billets subordonnés non garantis sont sujets à certaines restrictions habituelles qui limitent la capacité de la Société, entre autres, à obtenir des dettes additionnelles et à payer des dividendes et d'autres paiements restreints, tel que défini par les conventions régissant les billets subordonnés de la Société datées du 3 décembre 2009.

Sur une base régulière, la Société se réunit avec les agences de cotation. En 2012, Standard & Poor's a révisé les perspectives de la Société à négatives à la suite d'une performance plus faible qu'anticipée.

La Société investit normalement entre 100 M\$ et 200 M\$ par année en achats d'immobilisations corporelles. Ces montants sont soigneusement examinés au cours de l'année par rapport aux résultats d'exploitation et aux actions stratégiques approuvés par le conseil d'administration. Ces investissements, combinés à l'entretien annuel, renforcent la stabilité des unités d'affaires de la Société et améliorent la compétitivité sur le plan des coûts grâce aux nouvelles technologies et procédures améliorées.

La Société a mis sur pied un programme de rachat annuel afin de racheter ses actions ordinaires en circulation lorsque la direction juge que le cours du marché est approprié. La Société doit respecter certaines restrictions définies dans les conventions régissant les billets subordonnés, lesquelles précisent le montant qui peut être utilisé pour racheter des actions ordinaires.

NOTE 19

CAPITAL-ACTIONS (SUITE)

B) AUTORISÉ ET EN CIRCULATION

Le capital-actions autorisé de la Société consiste en un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale et en un nombre illimité d'actions de catégories A et B pouvant être émises en séries sans valeur nominale. Au cours des deux derniers exercices, les actions ordinaires ont fluctué de la façon suivante :

NOTE	2012		2011	
	NOMBRE D' ACTIONS	EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS	NOMBRE D' ACTIONS	EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS
Solde au début de l'exercice	94 647 165	486	96 606 421	496
Actions émises lorsque les options d'achat d'actions sont levées	8 666	-	98 307	1
Rachat d'actions ordinaires	(773 386)	(4)	(2 057 563)	(11)
Solde à la fin de l'exercice	93 882 445	482	94 647 165	486

C) RACHAT D' ACTIONS

En 2012, dans le cours normal des activités, la Société a renouvelé son programme de rachat d'actions pour un maximum de 4 725 273 actions ordinaires avec la Bourse de Toronto, ce qui représentait approximativement 5 % des actions ordinaires émises et en circulation. L'autorisation de rachat est valable pour la période du 15 mars 2012 au 14 mars 2013. En 2012, la Société a racheté 773 386 actions ordinaires dans le cadre de ce programme pour une contrepartie totale d'environ 3 M\$ (11 M\$ en 2011).

D) BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE) PAR ACTION

Le bénéfice net (perte nette) de base et dilué par action ordinaire se détaillent de la façon suivante :

	2012	2011
Bénéfice net (perte nette) disponible pour les actionnaires (en millions de dollars canadiens)	(11)	99
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en millions)	94,2	96,0
Effet de dilution des options d'achat d'actions (en millions)	-	0,8
Moyenne pondérée ajustée du nombre d'actions ordinaires (en millions)	94,6	96,8
Bénéfice net (perte nette) de base par action ordinaire (en dollars canadiens)	(0,11)\$	1,03 \$
Bénéfice net (perte nette) dilué par action ordinaire (en dollars canadiens)	(0,11)\$	1,02 \$

En calculant le bénéfice net dilué par action de 2012 et 2011, 6 534 700 et 3 737 097 options d'achat, respectivement, ont été exclues en raison de leur effet antidilutif. Au 11 mars 2013, la Société a racheté 20 300 actions depuis le début de l'année financière.

E) LES DIVIDENDES DÉCLARÉS PAR ACTION SONT DÉTAILLÉS COMME SUIV :

	2012	2011
Dividendes déclarés par action	0,16 \$	0,16 \$

NOTE 20

RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

a) Selon les termes d'un plan de rémunération à base d'actions adopté le 15 décembre 1998 pour les membres de la direction et les employés clés de la Société, 6 157 033 actions ordinaires ont spécifiquement été réservées pour émission. Chaque option expirera à une date ne pouvant dépasser 10 ans suivant la date d'octroi de l'option. Le prix d'exercice d'une option ne doit pas être inférieur à la valeur marchande de l'action à la date de l'octroi, déterminée comme étant la moyenne des cours de clôture de l'action à la Bourse de Toronto des cinq jours de Bourse précédant la date d'octroi. Les modalités d'exercice des options octroyées avant le 31 décembre 2003 sont de 25 % du nombre d'actions sous option dans les 12 mois après la date d'octroi et jusqu'à un 25 % additionnel tous les 12 mois après la date anniversaire du premier, deuxième et troisième octrois. Les modalités d'exercice des options octroyées en 2004 et des années suivantes sont de 25 % du nombre d'actions sous option dans les 12 mois après la date du premier anniversaire de l'octroi et jusqu'à un 25 % additionnel tous les 12 mois après le premier, deuxième, troisième et quatrième octrois. Les options ne peuvent être exercées si la valeur marchande de l'action est inférieure à sa valeur comptable à la date de l'octroi. Le coût de la rémunération à base d'actions liée à ces options s'élève à 1 M\$ (1 M\$ en 2011).

Les changements dans le nombre d'options en circulation aux 31 décembre 2012 et 2011 se détaillent comme suit :

	2012		2011	
	NOMBRE D'OPTIONS	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ \$	NOMBRE D'OPTIONS	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ \$
Début d'exercice	5 693 429	7,25	5 287 178	7,33
Octroyées	1 361 314	4,55	757 170	6,26
Exercées	(8 666)	2,28	(98 307)	5,17
Expirées	(373 383)	10,86	(227 593)	7,27
Annulées	(137 994)	4,75	(25 019)	4,15
Fin d'exercice	6 534 700	6,54	5 693 429	7,25
Options exerçables – fin d'exercice	4 093 105	7,48	3 270 935	8,72

Le prix moyen pondéré de l'action au moment de l'exercice des options était de 4,14 \$ (7,00 \$ en 2011).

Les options suivantes étaient en circulation le 31 décembre 2012 :

Année de l'octroi	OPTIONS EN CIRCULATION		OPTIONS EXERÇABLES		DATE D'EXPIRATION
	NOMBRE D'OPTIONS	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ \$	NOMBRE D'OPTIONS	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ \$	
2003	167 492	13,04	167 492	13,04	2013
2004	274 645	13,00	274 645	13,00	2013-2014
2005	263 979	12,73	263 979	12,73	2013-2015
2006	316 629	11,49	316 629	11,49	2013-2016
2007	344 645	11,83	344 645	11,83	2013-2017
2008	524 190	7,81	524 190	7,81	2013-2018
2009	435 903	2,28	348 483	2,28	2013-2019
2009	1 478 465	3,92	1 151 610	3,92	2014-2019
2010	727 134	6,43	405 828	6,43	2013-2020
2011	770 656	6,26	236 917	6,26	2013-2021
2012	1 230 962	4,47	58 687	4,71	2014-2022
	6 534 700	6,54	4 093 105	7,48	

JUSTE VALEUR DES OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS OCTROYÉES DURANT L'EXERCICE

Les prix des options ont été établis à partir du modèle d'évaluation de Black & Scholes. La volatilité attendue est basée sur la volatilité du cours historique des cinq dernières années. Les hypothèses suivantes ont été utilisées pour estimer la juste valeur de 1,32 \$ (2011 – 2,11 \$), à la date d'octroi, de chaque option émise aux employés :

	2012	2011
Prix de l'action à la date d'octroi	4,34 \$	6,03 \$
Prix d'exercice	4,55 \$	6,26 \$
Taux d'intérêt sans risque	1,37 %	2,70 %
Taux de dividende prévu	3,68 %	2,65 %
Durée prévue des options	6 ans	6 ans
Volatilité attendue	42 %	45 %

b) La Société offre à ses employés canadiens un plan d'achat d'actions ordinaires. Les employés peuvent cotiser volontairement jusqu'à un maximum de 5 % de leur salaire et, si certaines conditions sont remplies, la Société contribuera au plan à raison de 25 % de la contribution de l'employé.

Les actions sont achetées sur le marché à une date prédéterminée chaque mois. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012, la contribution de la Société au plan s'élève à 1 M\$ (1 M\$ en 2011).

c) La Société offre un régime d'unités d'actions différées (UAD) au profit de ses administrateurs externes leur permettant de recevoir la totalité ou une partie de leur rémunération annuelle sous forme d'UAD. Une UAD est une unité nominale de valeur équivalente aux actions ordinaires de la Société. Lorsqu'ils cessent d'être membres du conseil d'administration, les participants sont en droit de recevoir le paiement de leurs UAD cumulées sous forme d'espèces basées sur le prix moyen des actions ordinaires de la Société négociées sur le marché libre au cours des cinq jours avant la date de démission du participant. La charge liée aux UAD et le passif correspondant sont comptabilisés à la date d'octroi. Le passif est ajusté périodiquement pour refléter toute variation de la valeur marchande des actions ordinaires. Au 31 décembre 2012, la Société avait un total de 243 355 UAD en circulation (213 130 UAD en 2011), représentant un passif à long terme de 1 M\$ (1 M\$ en 2011).

NOTE 21

CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL (PERTE)

(en millions de dollars canadiens)	2012	2011
Écarts de conversion cumulés des filiales étrangères, déduction faite des activités de couverture et des impôts y afférents de (4) M\$ ((5) M\$ au 31 décembre 2011)	(47)	(43)
Gain (perte) non réalisé découlant de contrats de change à terme désignés comme couverture de flux de trésorerie, déduction faite des impôts y afférents de nul (nul au 31 décembre 2011)	2	(4)
Perte non réalisée résultant du contrat de swap de taux d'intérêt désigné comme couverture de flux de trésorerie, déduction faite des impôts y afférents de 13 M\$ (10 M\$ au 31 décembre 2011)	(21)	(17)
Perte non réalisée résultant des instruments dérivés de marchandises désignés comme couverture de flux de trésorerie, déduction faite des impôts y afférents de 7 M\$ (10 M\$ au 31 décembre 2011)	(20)	(21)
Perte non réalisée sur actifs financiers disponibles à la vente, déduction faite des impôts y afférents de nul (nul au 31 décembre 2011)	(1)	(1)
	(87)	(86)

NOTE 22

COÛTS DES PRODUITS VENDUS PAR NATURE

(en millions de dollars canadiens)	2012	2011
Variations des stocks de produits finis et de produits en cours	10	1
Matières premières	1 388	1 578
Salaires et avantages	576	571
Énergie	318	332
Livraison	263	251
Amortissement	199	180
Autres	403	334
Total des coûts des produits vendus	3 157	3 247

FRAIS DE VENTE ET D'ADMINISTRATION PAR NATURE

(en millions de dollars canadiens)	2012	2011
Salaires et avantages	262	258
Technologie de l'information	26	23
Publicité et marketing	21	21
Autres	73	60
Total des frais de vente et d'administration	382	362

NOTE 23

CHARGES DU PERSONNEL

(en millions de dollars canadiens)	2012	2011
Salaires et avantages	838	829
Options d'achat d'actions octroyées aux administrateurs et employés	1	1
Charges de retraite – régimes à cotisations définies	17	18
Charges de retraite – régimes à prestations définies	4	6
Autres avantages postérieurs à l'emploi	7	6
	867	860

RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants incluent les membres du conseil d'administration, le président et les vice-présidents de la Société. La rémunération payée ou payable aux principaux dirigeants pour les services des employés est montrée ci-dessous :

(en millions de dollars canadiens)	2012	2011
Salaires et autres avantages à court terme	9	7
Avantages postérieurs à l'emploi	1	1
Paiements fondés sur des actions	1	1
	11	9

NOTE 24

PERTE (GAIN) SUR ACQUISITIONS, CESSIONS ET AUTRES

(en millions de dollars canadiens)	2012	2011
Gain net sur acquisitions d'entreprises	-	(48)
Perte sur dispositions d'entreprises	-	7
Gains à la cession d'immobilisations corporelles	(1)	(7)
	(1)	(48)

2012

Le 23 mars 2012, le Groupe Cartons-caisses a vendu un terrain vacant situé à côté de l'usine de cartons ondulés de Vaudreuil, au Québec, et a enregistré un gain de 1 M\$ sur la cession.

2011

Le 1^{er} mars 2011, la Société a vendu son usine européenne de papier doublure blanc du secteur Cartons-caisses située à Avot-Vallée, en France, pour une contrepartie totale de 10 M€ (14 M\$) incluant une dette de 5 M€ (7 M\$) prise en charge par l'acquéreur. Le solde du prix de vente de 5 M€ (7 M\$) sera reçu sur une période maximum de 3 ans. La Société a enregistré une perte de 2 M\$ sur la vente.

Le 7 avril 2011, la Société a acheté des actions en circulation de RdM sur le marché ce qui a déclenché une acquisition d'entreprise. Un gain net de 9 M€ (12 M\$) a résulté de la consolidation intégrale de RdM.

Également au cours du deuxième trimestre, le Groupe Produits Spécialisés a enregistré une perte de 1 M\$ résultant de l'acquisition de NorCan Flexible Packaging inc.

Le 23 juin 2011, la Société a vendu deux de ses usines de carton plat, à savoir l'usine de Versailles située dans le Connecticut et l'usine de conversion de Hebron située dans le Kentucky pour une contrepartie totale de 20 M\$ US (20 M\$) dont 5 M\$ US (5 M\$) ont été reçus déduction faite des frais de transaction de 1 M\$. Le solde du prix d'achat inclut une balance de prix d'achat de 10 M\$ US (10 M\$) payable sur 4 ans et la juste valeur de 4 M\$ US (4 M\$) de contrats de vente de gaz naturel conclus avec l'acquéreur et faisant partie de la transaction. La Société a réalisé une perte de 8 M\$ avant impôts sur les résultats.

En juin 2011, la Société a complété la vente d'un terrain à Montréal, au Québec, appartenant à une usine de transformation de cartonnage ondulé fermée en 2005 pour une contrepartie de 9 M\$. Le Groupe Cartons-caisses a enregistré un gain de 7 M\$ sur la cession.

Le 20 septembre 2011, la Société a annoncé la fermeture et la vente du terrain et du bâtiment du moulin du Groupe Cartons-caisses situé à Burnaby en Colombie-Britannique. La fermeture a entraîné un gain de 3 M\$ découlant du renversement d'une provision environnementale.

Le 1^{er} novembre 2011, la Société a annoncé l'acquisition de la seconde tranche de 50 % des actions qu'elle ne détenait pas déjà dans sa filiale Papersource Converting Mill (Papersource) située à Granby, Québec. Le montant de la transaction s'élève à 60 M\$. Un gain net de 37 M\$ a été enregistré à la suite de cette transaction.

NOTE 25

BASSE DE VALEUR ET AUTRES FRAIS DE RESTRUCTURATION

A) BASSE DE VALEUR DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES, DES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE LIMITÉE ET DES AUTRES ACTIFS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011, la Société a enregistré des baisses de valeur totalisant 29 M\$ et 59 M\$ respectivement. La valeur recouvrable des UGT a été déterminée selon un modèle de juste valeur diminuée des coûts de la vente basé sur l'approche sur les bénéfices à l'exception de certaines situations indiquées ci-dessous. Les baisses de valeur sont détaillées comme suit :

		2012					
		PRODUITS D'EMBALLAGE				ACTIVITÉS CORPORATIVES	TOTAL
(en millions de dollars canadiens)		CARTONS-CAISSES	CARTON PLAT EUROPE	PRODUITS SPÉCIALISÉS	SOUS-TOTAL		
Matériel et outillage		22	2	-	24	-	24
Pièces de rechange		1	1	-	2	-	2
Actifs incorporels et autres actifs		2	-	-	2	1	3
Total		25	3	-	28	1	29

		2011					
		PRODUITS D'EMBALLAGE				PAPIERS TISSU	TOTAL
(en millions de dollars canadiens)		CARTONS-CAISSES	CARTON PLAT EUROPE	PRODUITS SPÉCIALISÉS	SOUS-TOTAL		
Matériel et outillage		21	-	15	36	2	38
Pièces de rechange		8	-	-	8	-	8
Actifs incorporels et autres actifs		4	-	-	4	9	13
Total		33	-	15	48	11	59

2012

Le Groupe Carton-caisses a évalué la valeur recouvrable de son usine de Mississauga à la suite de conditions de marché difficiles et des baisses de valeur de 21 M\$ sur les immobilisations et de 2 M\$ sur les actifs incorporels ont été enregistrées. La valeur recouvrable a été déterminée selon le prix de vente des immobilisations puisqu'elle était supérieure à la méthode du revenu. Le Groupe a également comptabilisé des baisses de valeur supplémentaires totalisant 2 M\$ relativement à son moulin de Burnaby et à son usine de transformation de Le Gardeur qui ont été fermées en 2011.

Le Groupe Carton plat Europe a revu la valeur recouvrable de son usine de fabrication de Magenta à la suite de conditions de marché difficiles et des baisses de valeur de 2 M\$ sur les immobilisations et de 1 M\$ sur les pièces de rechange ont été enregistrées.

La Société a aussi enregistré une baisse de valeur de 1 M\$ de ses activités corporatives causée par la réévaluation de billets à recevoir relatifs aux dispositions d'entreprises de 2011.

2011

Le Groupe Carton-caisses a enregistré une baisse de valeur de 8 M\$ relativement à son moulin fermé de Toronto, Ontario, et pour son usine de transformation de Lachute, Québec, causée par des conditions de marché difficiles. Pour la même raison, le Groupe a enregistré une baisse de valeur de 2 M\$ sur une liste de clients.

Le Groupe Cartons-caisses a annoncé, le 20 septembre 2011, la fermeture de son moulin de Burnaby en Colombie-Britannique et la conclusion d'une entente relativement à la vente du terrain et du bâtiment de l'usine. Une baisse de valeur de 8 M\$ a été enregistrée. La juste valeur diminuée des coûts de vente a été déterminée selon le prix de vente des immobilisations. La Société a également réévalué la valeur recouvrable de son usine de Trenton à la suite de conditions de marché difficiles et une baisse de valeur de 15 M\$ a été enregistrée.

À la suite de l'annonce de la modernisation des équipements de fabrication de pâte à East Angus, au Québec, le Groupe Produits Spécialisés a enregistré une baisse de valeur de 3 M\$. La Société a revu la valeur recouvrable de son usine de papiers fins de St-Jérôme à la suite de conditions de marché difficiles et une baisse de valeur de 11 M\$ a été enregistrée. La Société a aussi comptabilisé une baisse de valeur de 1 M\$ pour d'autres immobilisations.

À la suite de conditions de marché difficiles, la Société a revu la valeur recouvrable de son usine de Toronto du Groupe Papiers Tissu et une baisse de valeur de 9 M\$ a été comptabilisée. Une baisse de valeur supplémentaire de 2 M\$ a été enregistrée pour d'autres immobilisations du groupe pour les mêmes raisons.

B) ÉCARTS D'ACQUISITION ET AUTRES ACTIFS INTANGIBLES À DURÉE DE VIE ILLIMITÉE

La répartition des écarts d'acquisition et des autres actifs à durée de vie illimitée est comme suit :

- L'écart d'acquisition de 274 M\$ du Groupe Cartons-caisses est alloué à toutes les UGT de ce groupe.
- L'écart d'acquisition du Groupe Produits Spécialisés est alloué aux UGT de récupération et recyclage pour un montant de 13 M\$ et aux UGT d'emballages industriels pour 6 M\$.
- L'écart d'acquisition de 36 M\$ et les marques de commerce de 2M\$ du Groupe Papiers Tissu sont alloués à toutes les UGT de ce groupe.
- Les droits d'eau de 4 M\$ sont alloués aux UGT de RdM.

À l'exception de l'écart d'acquisition du Groupe Cartons-caisses, il n'y a pas eu d'événement survenu en 2012 qui aurait pu se traduire par une baisse de valeur étant donné que la valeur recouvrable est significativement plus élevée que la valeur aux livres pour chacun des écarts d'acquisition. Cependant, en 2012, la Société a soumis l'écart d'acquisition du Groupe Cartons-caisses à un test de dépréciation étant donné les conditions de marché de ce secteur qui représentent un défi. À la suite de ce test de dépréciation, la Société a conclu que la valeur recouvrable des UGT du Groupe Cartons-caisses était 149 M\$ supérieure à leur valeur comptable. Toutes choses étant égales par ailleurs, une baisse des taux de croissance à l'infini de 2 %, une hausse du taux d'escompte de 1,25 %, une baisse des expéditions de fabrication de 46 000 tonnes courtes ou une baisse du taux de change de 0,03 \$ éliminerait la marge restante. La Société a appliqué la méthode du revenu pour évaluer la juste valeur diminuée des coûts de vente et a utilisé les hypothèses clés suivantes :

	2012	2011
	CARTONS-CAISSES	CARTONS-CAISSES
Taux de croissance terminal	2 %	2 %
Taux d'actualisation	9,5 %	9,5 %
Taux de change terminal (\$CA/\$US)	1,10 \$	1,10 \$
Expéditions (fabrication seulement; tonnes courtes)	878 000 t. c.	960 000 t. c.

C) FRAIS DE RESTRUCTURATION¹

Les coûts de restructuration sont détaillés comme suit :

(en million de dollars canadiens)	2012	2011
Carton-caisses	6	5
Carton plat Europe	1	1
Produits spécialisés	-	2
	7	8

¹ En plus des frais de restructuration, la Société a enregistré 13 M\$ d'amortissement accéléré (2011 – nul)

2012

Le 25 avril 2012, la Société a annoncé la fermeture des divisions de North York et Peterborough de même que la fermeture de son usine OCD à Mississauga, toutes situées en Ontario. Ces usines font partie du Groupe Cartons-caisses. Ces fermetures ont entraîné la reconnaissance d'un contrat déficitaire et d'une provision pour indemnités de départ d'un montant total de 7 M\$ ainsi que de l'amortissement accéléré pour 3 M\$ causé par la réévaluation de la durée de vie utile et de la valeur résiduelle de certains équipements.

Le 5 septembre 2012, la Société a annoncé la fermeture de sa division du Groupe Cartons-caisses de Lachute, au Québec, qui devrait être fermée au plus tard à la fin du premier trimestre de 2013. Cela s'est traduit par la comptabilisation de provisions de départ totalisant 2 M\$ et d'un gain de compression sur le plan de pension d'une valeur de 2 M\$.

Le Groupe Cartons-caisses a aussi revu la durée de vie utile et la valeur résiduelle de son concentrateur de liqueur de Trenton, en Ontario, et a enregistré un amortissement accéléré totalisant 9 M\$.

En 2012, le Groupe Cartons-caisses a enregistré un renversement de 1 M\$ de sa provision environnementale en lien avec la fermeture de son usine de Burnaby, en Colombie-Britannique, fermée en 2011.

En 2012, le Groupe Carton plat Europe a enregistré une provision pour indemnités de départ de 1 M\$ dans une des usines italiennes de RdM à la suite de conditions de marché difficiles.

Le 13 août 2012, la Société a annoncé la fermeture de son usine du Groupe Papiers Tissu situé à Scarborough, en Ontario, et a revu la durée de vie utile et la valeur résiduelle des immobilisations ce qui a abouti à l'amortissement accéléré de 1 M\$.

2011

À la suite de l'annonce de la fermeture de son usine de transformation de Leominster dans la région de la Nouvelle-Angleterre aux États-Unis et de Le Gardeur au Québec, le Groupe Cartons-caisses a enregistré des frais de restructuration totalisant 3 M\$. Le 20 septembre 2011, la Société a annoncé la fermeture de son moulin de cartons-caisses de Burnaby en Colombie-Britannique et des frais de restructuration totalisant 2 M\$ ont été comptabilisés.

Des frais de restructuration de 1 M\$ ont été enregistrés dans le Groupe Carton plat Europe à la suite de la fermeture d'une ligne de production.

À la suite de l'annonce de la modernisation des équipements de fabrication de pâte à East Angus, au Québec, le Groupe Produits Spécialisés a enregistré des frais de restructuration totalisant 2 M\$.

NOTE 26

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

A) LA VARIATION DES ÉLÉMENTS HORS CAISSE DU FONDS DE ROULEMENT SE DÉTAILLE DE LA FAÇON SUIVANTE :

(en millions de dollars canadiens)	2012	2011
Comptes débiteurs	25	57
Impôts débiteurs	(2)	(16)
Stocks	15	9
Comptes créditeurs et charges à payer	4	(74)
Impôts créditeurs	-	2
	42	(22)

B) FRAIS DE FINANCEMENT

(en millions de dollars canadiens)	2012	2011
Intérêts sur la dette à long terme	96	92
Revenus d'intérêts	(3)	(1)
Amortissement des frais financiers	5	4
Autres intérêts et frais bancaires	4	5
Intérêts sur les avantages du personnel	(2)	-
Frais de financement nets	100	100

NOTE 27

INSTRUMENTS FINANCIERS

27.1 CLASSEMENT DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Le classement des instruments financiers aux 31 décembre 2012 et 2011, ainsi que leur valeur comptable et leur juste valeur respective se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2012		2011	
		VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR
Actifs financiers détenus à des fins de transaction					
Dérivés	27.4	16	16	21	21
Actifs financiers disponibles à la vente					
Autres investissements		5	5	5	5
Placements en action détenus à des fins de transaction		4	4	2	2
Passifs financiers détenus à des fins de transaction					
Dérivés	27.4	81	81	92	92
Autres passifs financiers					
Dette à long terme		1 475	1 545	1 407	1 420
Dérivés désignés comme éléments de couverture					
Actifs d'instruments financiers dérivés		8	8	8	8
Passifs d'instruments financiers dérivés		29	29	37	37

27.2 DÉTERMINATION DE LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur d'un instrument financier correspond au montant de la contrepartie dont conviendraient des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence.

- (i) La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des comptes débiteurs, des billets à recevoir, des emprunts et avances bancaires et des comptes créditeurs et charges à payer se rapproche de la valeur comptable en raison de leur échéance relativement courte.
- (ii) La juste valeur des placements en action détenus à des fins de transaction est basée sur des données observables sur le marché et représente principalement les placements de la Société dans Junex inc., qui est cotée à la Bourse de Toronto.
- (iii) La juste valeur des dettes à long terme est établie sur des données observables sur le marché et sur le calcul des flux de trésorerie actualisés. Les taux d'actualisation ont été établis en utilisant les taux de rendement des emprunts publics locaux ajustés d'une marge qui tient compte des risques spécifiques à chacun des emprunts ainsi que des conditions du marché du crédit.

27.3 HIÉRARCHIE DES ACTIFS ET DES PASSIFS FINANCIERS ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR

Le tableau suivant présente des renseignements sur les actifs et passifs financiers de la Société évalués à la juste valeur sur une base récurrente aux 31 décembre 2012 et 2011 et indique la hiérarchie de nos techniques d'évaluation pour déterminer les justes valeurs. Trois niveaux d'évaluation peuvent être utilisés pour mesurer la juste valeur :

Niveau 1 – Consiste en une évaluation sur des prix cotés sur un marché actif pour des actifs et passifs identiques.

Niveau 2 – Consiste en une évaluation sur des données observables autres que les prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques, des prix cotés sur des marchés inactifs pour des actifs et passifs identiques ou d'autres données observables ou qui peuvent être corroborées par des données observables sur des marchés pour la quasi-totalité du terme des actifs ou des passifs.

Niveau 3 – Consiste en une évaluation sur des données qui ne sont généralement pas observables et qui reflètent les estimations de la direction quant aux hypothèses que les participants au marché utiliseraient pour évaluer l'actif ou le passif.

		2012		
(en millions de dollars canadiens)	VALEUR COMPTABLE	PRIX COTÉS SUR DES MARCHÉS ACTIFS POUR DES ACTIFS IDENTIQUES (NIVEAU 1)	DONNÉES SIGNIFICATIVES OBSERVABLES (NIVEAU 2)	DONNÉES SIGNIFICATIVES NON OBSERVABLES (NIVEAU 3)
Actifs financiers				
Autres investissements	5	-	5	-
Placements en action détenus à des fins de transaction	4	4	-	-
Actifs financiers dérivés	24	-	24	-
Total	33	4	29	-
Passifs financiers				
Passifs financiers dérivés	110	-	110	-
Total	110	-	110	-

		2011		
(en millions de dollars canadiens)	VALEUR COMPTABLE	PRIX COTÉS SUR DES MARCHÉS ACTIFS POUR DES ACTIFS IDENTIQUES (NIVEAU 1)	DONNÉES SIGNIFICATIVES OBSERVABLES (NIVEAU 2)	DONNÉES SIGNIFICATIVES NON OBSERVABLES (NIVEAU 3)
Actifs financiers				
Autres investissements	5	-	5	-
Placements en action détenus à des fins de transaction	2	2	-	-
Actifs financiers dérivés	29	-	29	-
Total	36	2	34	-
Passifs financiers				
Passifs financiers dérivés	129	-	129	-
Total	129	-	129	-

NOTE 27

INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

27.4 GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Dans le cours normal de ses affaires, la Société est exposée à divers risques financiers : le risque de marché (y compris le risque de change, le risque de taux d'intérêt [juste valeur et flux de trésorerie] et le risque de prix), le risque de crédit et le risque de liquidité. Le programme de gestion globale des risques de la Société met l'accent sur le caractère imprévisible du marché des capitaux et vise à réduire au minimum les effets négatifs de ce marché sur son rendement financier. Cette dernière utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir certains risques.

La gestion des risques est assurée par un service de trésorerie centralisé et par le comité de direction agissant conformément à des politiques approuvées par le conseil d'administration. Ils repèrent, évaluent et couvrent les risques financiers en étroite collaboration avec les unités d'affaires. Le Conseil d'Administration fournit les lignes directrices de la gestion globale des risques touchant des aspects précis, notamment le risque de change, le risque de taux d'intérêt, le risque de crédit, l'utilisation d'instruments financiers dérivés et non dérivés et l'investissement des liquidités excédentaires.

Sommaire

2012							
(en millions de dollars canadiens)							
RISQUE	NOTE	ACTIFS			PASSIFS		
		COURT TERME	LONG TERME	TOTAL	COURT TERME	LONG TERME	TOTAL
Risque de change	27.4 A) (i)	12	8	20	(56)	(8)	(64)
Risque de prix	27.4 A) (ii)	3	1	4	(17)	(15)	(32)
Risque de taux d'intérêt	27.4 A) (iii)	-	-	-	(1)	(1)	(2)
Autres risques	27.4 D)	-	-	-	-	(12)	(12)
Total		15	9	24	(74)	(36)	(110)

2011							
(en millions de dollars canadiens)							
RISQUE	NOTE	ACTIFS			PASSIFS		
		COURT TERME	LONG TERME	TOTAL	COURT TERME	LONG TERME	TOTAL
Risque de change	27.4 A) (i)	1	21	22	(1)	(74)	(75)
Risque de prix	27.4 A) (ii)	5	2	7	(16)	(24)	(40)
Risque de taux d'intérêt	27.4 A) (iii)	-	-	-	(1)	(1)	(2)
Autres risques	27.4 D)	-	-	-	-	(12)	(12)
Total		6	23	29	(18)	(111)	(129)

A) RISQUE DE MARCHÉ

(i) Risque de change

La Société exerce ses activités à l'échelle internationale et est ainsi exposée au risque de change par ses exportations de biens fabriqués au Canada, aux États-Unis, en France, en Suède, en Italie et en Allemagne. Le risque de change découle de transactions commerciales futures, de la constatation d'actifs et de passifs et de participations dans des entités étrangères. Ces risques sont partiellement compensés par ses achats, le service de la dette et des contrats à terme sur devises.

La direction a mis en œuvre une politique de gestion des risques de devises à l'égard de sa monnaie fonctionnelle. La politique de gestion des risques consiste à couvrir 25 % à 90 % des flux de trésorerie prévus dans chaque monnaie étrangère majeure pour les prochains 12 mois et de couvrir 0 % à 75 % pour les 24 mois suivants.

En 2012, environ 33 % des ventes provenant des activités canadiennes ont été faites aux États-Unis et 17 % des ventes provenant des activités françaises et italiennes ont été réalisées dans des pays ayant une monnaie autre que l'euro. Les activités en Suède sont également exposées au risque de change, principalement vis-à-vis de l'euro et de la livre sterling (GBP). Le chiffre d'affaires total pour 2012 des activités de la Société en Suède touchées par l'euro ou la livre sterling a été d'environ 40 M\$.

La Société gère le risque de change en concluant différents contrats de change et en souscrivant à des options sur devises liées aux ventes anticipées, aux achats, aux charges d'intérêts et au remboursement de la dette à long terme. La Société peut désigner ces contrats de change à titre de couvertures de flux de trésorerie futurs anticipés des ventes, des achats, des frais d'intérêts et du remboursement de la dette à long terme libellée en devises étrangères. Les gains ou les pertes résultant de ces instruments financiers dérivés désignés comme couvertures sont comptabilisés dans le Cumul des autres éléments du résultat global net des impôts y afférents et sont reclassés dans les résultats à titre d'ajustement des ventes, du coût des ventes, des frais d'intérêts ou de la variation de change sur la dette à long terme dans la même période où l'élément couvert respectif affecte les résultats.

Le tableau ci-dessous résume les engagements de la Société à acheter et à vendre des devises aux 31 décembre 2012 et 2011 :

				2012
	TAUX DE CHANGE	ÉCHÉANCE	MONTANT NOMINAL (EN MILLIONS)	JUSTE VALEUR (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)
Repalement de la dette à long terme				
Dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie et reclassés dans la Perte (gain) de change sur la dette à long terme pour la portion efficace :				
Contrats à terme sur devises pour acheter (\$ US contre \$ CAN)	0,9987	Décembre 2017	200 \$ US	8
Sous-total				8
Dérivés désignés comme étant détenus à des fins de transaction et reclassés dans la Perte (gain) de change sur la dette à long terme :				
Contrats à terme sur devises pour acheter (\$ US contre \$ CAN)	1,1928	Février 2013	310 \$ US	(61)
Contrats à terme sur devises pour acheter (\$ US contre \$ CAN)	1,1945	Mai 2013	50 \$ US	(10)
Options sur devises achetées pour vendre \$ US (\$ US contre \$ CAN)	1,1700	Janvier à février 2013	124 \$ US	22
Options sur devises achetées pour vendre \$ US (\$ US contre \$ CAN)	1,1500	Février à mai 2013	27 \$ US	4
Options sur devises vendues pour acheter \$ US (\$ US contre \$ CAN)	1,0113	Février 2013	37,5 \$ US	(1)
Options sur devises vendues pour acheter \$ US (\$ US contre \$ CAN)	1,0500	Février à décembre 2017	200 \$ US	(8)
Sous-total				(54)
Ventes anticipées				
Dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie et reclassés dans les Ventes pour la portion efficace :				
Contrats à terme sur devises pour vendre (\$ US contre \$ CAN)	1,0450	0 à 12 mois	2,5 \$ US	-
Contrats à terme sur devises pour acheter (€ contre \$ US)	1,3142	0 à 12 mois	2,4 \$ US	-
Contrats à terme sur devises pour vendre (GBP contre €)	1,2567	0 à 12 mois	1,2 GBP	-
Sous-total				-
Dérivés désignés destinés à la vente et reclassés dans les Pertes (gains) sur instruments financiers :				
Options sur instruments pour vendre (\$ US contre \$ CAN)	1,0300	0 à 12 mois	35 \$ US	2
Options sur instruments pour vendre (\$ US contre \$ CAN)	1,0426	13 à 24 mois	5 \$ US	-
Contrats de change à terme pour acheter (\$ US contre \$ CAN)	0,9932	Janvier 2013	15 \$ US	-
Sous-total				2
Total				(44)

NOTE 27

INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

2011

	TAUX DE CHANGE	ÉCHÉANCE	MONTANT NOMINAL (EN MILLIONS)	JUSTE VALEUR (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)
Repaiement de la dette à long terme				
Dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie et reclassés dans la Perte (gain) de change sur la dette à long terme pour la portion efficace :				
Contrats à terme sur devises (\$ US contre \$ CAN)	0,9987	Décembre 2017	200 \$ US	7
Sous-total				7
Dérivés désignés comme étant détenus à des fins de transaction et reclassés dans la Perte (gain) de change sur la dette à long terme :				
Contrats à terme sur devises (\$ US contre \$ CAN)	1,1928	Février 2013	310 \$ US	(49)
Contrats à terme sur devises (\$ US contre \$ CAN)	1,1945	Mai 2013	50 \$ US	(9)
Options sur devises achetées pour acheter \$ US (\$ US contre \$ CAN)	1,1930	Janvier 2012 à février 2013	100 \$ US	15
Options sur devises vendues pour acheter \$ US (\$ US contre \$ CAN)	1,0113	Février 2013	37,5 \$ US	(2)
Options sur devises vendues pour acheter \$ US (\$ US contre \$ CAN)	1,0350	Février 2013 à décembre 2017	200 \$ US	(14)
Sous-total				(59)
Ventes anticipées				
Dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie et reclassés dans les Ventes pour la portion efficace :				
Contrats à terme sur devises (\$ US contre \$ CAN)	1,0252	0 à 12 mois	64,5 \$ US	-
Contrats à terme sur devises (€ contre \$ US)	1,4116	0 à 12 mois	1,2 \$ US	-
Contrats à terme sur devises (GBP contre SEK)	10,5873	0 à 12 mois	3,6 GBP	-
Contrats à terme sur devises (€ contre SEK)	9,2497	0 à 12 mois	9,2 €	-
Contrats à terme sur devises (GBP contre €)	1,1622	0 à 12 mois	4,8 GBP	(1)
Sous-total				(1)
Dérivés désignés destinés à la vente et reclassés dans les Pertes (gains) sur instruments financiers :				
Options sur instruments (\$ US contre \$ CAN)	1,0314	0 à 12 mois	32,5 \$ US	-
Options sur instruments (\$ US contre \$ CAN)	1,0390	13 à 23 mois	40 \$ US	-
Sous-total				-
Achats anticipés				
Couverture de la consommation prévue d'achat désignée comme couverture de flux de trésorerie et reclassée au Coût des produits vendus pour la portion efficace :				
Contrats à terme sur devises (\$ US contre \$ CAN)	1,0457	0 à 11 mois	1,8 \$ US	-
Sous-total				-
Total				(53)

La juste valeur des contrats de change à terme et des options sur devises est déterminée en utilisant une technique généralement acceptée, à savoir la valeur actualisée de la différence entre la valeur du contrat à l'échéance calculée en utilisant le taux de change au contrat et le taux de change auquel l'institution financière renégocierait le contrat aux mêmes conditions en date du bilan. Les taux d'actualisation sont ajustés pour le risque de crédit de la Société ou de la tierce partie, le cas échéant. Lors de la détermination des ajustements du risque de crédit, la Société tient compte des accords de compensation, le cas échéant.

En 2012, si le dollar canadien s'était renforcé de 0,01 \$ par rapport au dollar américain en moyenne pour l'année et avec toutes les autres variables constantes, le bénéfice d'exploitation avant amortissement pour l'exercice aurait été d'environ 6 M\$ inférieur, basé sur l'exposition nette des ventes américaines moins les achats américains de la Société provenant des unités d'exploitation canadiennes et le bénéfice d'exploitation avant amortissement des unités américaines de la Société, mais en excluant l'incidence de ce changement sur les éléments libellés en fonds de roulement. Les charges d'intérêts auraient été d'environ 1 M\$ inférieures résultant principalement des billets subordonnés de la Société libellés en devises américaines.

En 2012, si le dollar canadien s'était renforcé de 0,01 \$ contre l'euro, avec toutes les autres variables constantes, le bénéfice d'exploitation avant amortissement pour l'année aurait été d'environ 1 M\$ inférieur à la suite de la conversion en dollars canadiens des activités européennes de la Société.

RISQUE DE CHANGE SUR LA CONVERSION DES FILIALES ÉTRANGÈRES AUTONOMES

La Société détient certains placements dans ses activités à l'étranger dont les actifs nets sont exposés au risque de change. La Société peut désigner une partie de sa dette à long terme libellée en devises étrangères comme une couverture de l'investissement net dans les filiales étrangères. Les gains ou les pertes résultant de la conversion en dollars canadiens de la dette à long terme libellée en devises étrangères et désignée comme couverture d'investissements nets sont comptabilisés dans le Cumul des autres éléments du résultat global net des impôts y afférents.

Le tableau ci-dessous montre l'effet sur les capitaux propres consolidés d'un changement de 10 % de la valeur du dollar canadien comparativement au dollar américain et à l'euro aux 31 décembre 2012 et 2011. Ce calcul inclut l'effet de la couverture de change de l'investissement net dans des entités étrangères des États-Unis et n'assume aucune modification autre que la variation du taux de change.

Les expositions utilisées dans les calculs sont l'équité libellée en devises étrangères, le niveau de couverture aux 31 décembre 2012 et 2011, et les instruments de couverture étant la dette à long terme libellée en dollars américains.

Capitaux propres consolidés : Effet d'un mouvement de change de 10 % avant impôts

(en millions de dollars canadiens)	2012			2011		
	AVANT COUVERTURES	COUVERTURES	IMPACT NET	AVANT COUVERTURES	COUVERTURES	IMPACT NET
Variation de 10 % du taux de change CAN/US	76	62	14	78	56	22
Variation de 10 % du taux de change CAN/euro	6	-	6	6	-	6

(ii) Risque de prix

La Société est exposée au risque de prix des marchandises, du vieux carton ondulé, d'électricité et de gaz naturel. La Société peut utiliser des contrats sur marchandises pour gérer ses coûts de production. La Société désigne ces dérivés comme couvertures de flux de trésorerie sur les achats prévus de matières premières, de gaz naturel et d'électricité. Les gains et les pertes résultant de ces instruments financiers dérivés désignés comme couvertures sont imputés au Cumul des autres éléments du résultat global, déduction faite des impôts y afférents, et sont reclassés dans les résultats à titre d'ajustement du Coût des produits vendus au même moment où l'élément couvert affecte les résultats.

La juste valeur de ces contrats s'établit comme suit :

	2012		
	QUANTITÉ	ÉCHÉANCE	JUSTE VALEUR (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)
Achats anticipés			
Dérivés désignés pour fin de transaction et reclassés dans le Coût des produits vendus			
Vieux carton ondulé	25 000 t.c.	2013	-
Papiers de bureau triés	21 000 t.c.	2013	(1)
Électricité	541 896 MWh	2013 à 2015	(1)
Dérivés désignés éléments de couverture de flux de trésorerie et reclassés dans le Coût des produits vendus pour la portion efficace			
Gaz naturel :			
Portefeuille canadien	11 795 450 GJ	2013 à 2017	(20)
Portefeuille américain	5 807 100 mmBtu	2013 à 2017	(10)
Total			(32)

	2011		
	QUANTITÉ	ÉCHÉANCE	JUSTE VALEUR (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)
Achats anticipés			
Dérivés désignés pour fin de transaction et reclassés dans le Coût des produits vendus			
Vieux carton ondulé	160 000 t.c.	2012 à 2016	(1)
Papiers de bureau triés	14 500 t.c.	2012	-
Électricité	315 024 MWh	2012 à 2014	(2)
Dérivés désignés éléments de couverture de flux de trésorerie et reclassés dans le Coût des produits vendus pour la portion efficace			
Coût de l'huile Gulf	72 875 barils	2012	1
Gaz naturel :			
Portefeuille canadien	12 967 050 GJ	2012 à 2017	(20)
Portefeuille américain	7 943 100 mmBtu	2012 à 2017	(17)
Total			(39)

NOTE 27

INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

En 2011, lors de la vente de son moulin de carton plat de Versailles, la Société a conclu une entente avec l'acquéreur visant la vente de gaz naturel. Les contrats inclus dans l'entente viennent à échéance entre 2013 et 2016 et portent sur une quantité totale de 1 752 768 mmBtu (2011 – 2 994 444 mmBtu). La juste valeur des contrats est un actif de 4 M\$ au 31 décembre 2012 (2011 – actif de 6 M\$).

La juste valeur des instruments financiers dérivés autres que les options est établie selon une méthode d'actualisation des flux de trésorerie futurs anticipés. Les flux de trésorerie futurs anticipés sont déterminés par référence aux prix ou taux à terme en vigueur à la date d'évaluation de l'indice financier sous-jacent (taux de change ou d'intérêt ou prix d'une matière première) selon les termes contractuels de l'instrument. Les flux de trésorerie futurs anticipés sont actualisés à un taux d'intérêt représentatif de l'échéance de chaque flux et du risque de crédit de la partie au contrat pour qui il représente un passif (sujet à l'application des clauses pertinentes de support de crédit). La juste valeur des instruments financiers dérivés représentant des options est établie en utilisant des méthodes similaires tenant compte de l'impact de la volatilité potentielle de l'indice financier sous-jacent à l'option sur les flux de trésorerie futurs anticipés.

Le tableau ci-dessous montre l'effet des changements dans le prix du vieux carton ondulé, de l'électricité et du gaz naturel aux 31 décembre 2012 et 2011. Le calcul inclut l'effet de la couverture des prix de ces produits de base et suppose que, pour chaque variation de prix, toutes les autres variables demeurent constantes.

Les expositions aux risques utilisées dans le calcul sont la consommation et le niveau de couverture des instruments financiers aux 31 décembre 2012 et 2011. Les instruments de couverture utilisés sont des contrats dérivés sur marchandises.

Consommation consolidée de marchandises : effet des variations de prix avant impôts

(en millions de dollars canadiens ¹)	2012			2011		
	AVANT COUVERTURES	COUVERTURES	IMPACT NET	AVANT COUVERTURES	COUVERTURES	IMPACT NET
15 \$ US/t.c. de variation dans le prix du papier recyclé	28	1	27	29	1	28
30 \$ US/t.c. de variation dans le prix de la pâte commerciale	6	-	6	5	-	5
1 \$ US/mmBTU de variation dans le prix du gaz naturel	8	5	3	7	5	2
1 \$ US/MWh de variation dans le prix de l'électricité	2	-	2	2	-	2

¹ L'analyse de sensibilité est calculée avec un taux de change de 1,00 \$ CAN/\$ US pour 2012 et 2011.

(iii) Risque de taux d'intérêt

La Société ne possède pas d'actif important portant intérêt.

Le risque de taux d'intérêt auquel est exposée la Société découle de ses emprunts à long terme. Les emprunts à taux d'intérêt variable exposent la Société au risque de variation des flux de trésorerie. Les emprunts à taux fixe exposent la Société au risque de variation de la juste valeur.

La Société analyse au besoin son exposition au risque de taux d'intérêt. Des scénarios qui prennent en compte le refinancement, le renouvellement des positions existantes, d'autres sources de financement et la couverture sont élaborés. D'après le résultat de ces scénarios, la Société calcule l'incidence sur le bénéfice d'une variation définie des taux d'intérêt. Pour chaque simulation, la même variation est utilisée pour toutes les devises. Les scénarios sont appliqués seulement aux passifs qui représentent les principales positions portant intérêt. Au 31 décembre 2012, environ 30 % (22 % en 2011) de la dette à long terme de la Société porte intérêt à taux variable.

Sur la base de la dette à long terme au 31 décembre 2012, l'impact sur la charge d'intérêts d'un changement de 1 % du taux serait d'environ 4 M\$ (impact sur le bénéfice net d'environ 3 M\$).

La Société détient des swaps venant à échéance de 2014 jusqu'à 2017 et fixe la charge d'intérêts sur un montant nominal de 50 M\$. Au 31 décembre 2012, ces swaps sont constatés à titre d'actif et leur juste valeur est nulle (2011 – nulle). Un autre swap vient à échéance en 2013 et porte sur un montant nominal de 2 M\$ US. La juste valeur de ce swap est nulle au 31 décembre 2012 (2011 – nulle). La Société détient également des swaps par l'intermédiaire de RdM. Ces swaps fixent le taux d'intérêt sur un montant nominal 20 M€ et viennent à échéance en 2015 et 2016. La juste valeur de ces swaps est un passif de 2 M\$ au 31 décembre 2012 (31 décembre 2011 – passif de 2 M\$).

(iv) les pertes (gains) sur instruments financiers dérivés sont les suivantes :

(en millions de dollars canadiens)	2012	2011
Perte (gain) non réalisé sur instruments financiers dérivés	(5)	12
Gain réalisé sur instruments financiers dérivés	(1)	(4)
	(6)	8

B) RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit découle de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des instruments financiers dérivés et des dépôts auprès de banques et d'institutions financières. La Société réduit ce risque en faisant affaire avec des institutions solvables.

La Société est exposée au risque de crédit relatif aux créances à recevoir de ses clients. Afin de réduire ce risque, la politique de crédit de la Société comprend l'analyse de la position financière de ses clients et un examen régulier de leurs limites de crédit. De plus, la Société croit qu'il n'y a pas de concentration du risque de crédit grâce à la diversité géographique de ses clients et aux procédures mises en place par la direction pour gérer les risques commerciaux. Les instruments financiers dérivés comportent un élément de risque de crédit dans l'éventualité du non-respect des obligations de la contrepartie.

Les comptes débiteurs sont initialement comptabilisés à la juste valeur et sont ensuite évalués au coût amorti en utilisant la méthode de l'intérêt effectif, déduction faite d'une provision pour mauvaises créances. Une provision pour créances douteuses est établie lorsqu'il y a une indication objective que la Société ne sera pas en mesure de recouvrer tous les montants dus d'après les modalités initiales. Des difficultés financières importantes du débiteur, la possibilité de faillite ou de restructuration financière et un défaut de paiement constituent des facteurs indiquant que les comptes clients ont subi une dépréciation. Le solde de chaque compte client est évalué séparément pour déterminer s'il y a eu dépréciation. Le montant de la provision pour créances douteuses représente l'écart entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actualisée des flux de trésorerie estimatifs. La valeur comptable de l'actif est réduite par l'intermédiaire d'un compte de provision, et le montant de la perte est constaté dans l'état consolidé des résultats au poste Frais de vente et d'administration. Lorsqu'un compte client est irrécouvrable, il est radié du poste Provision pour créances douteuses. Le recouvrement de montants qui avaient été radiés est porté au crédit du poste Frais de vente et d'administration de l'état consolidé des résultats.

Les prêts et les billets à recevoir résultant de dispositions d'entreprises sont comptabilisés à la juste valeur. Il n'y a pas de solde en défaut de paiement au 31 décembre 2012.

C) RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité représente le risque que la Société éprouve des difficultés à honorer ses engagements lorsqu'ils viennent à échéance. Les tableaux qui suivent présentent les échéances contractuelles des passifs financiers aux 31 décembre 2012 et 2011 :

(en millions de dollars canadiens)	2012					
	VALEUR COMPTABLE	FLUX DE TRÉSORERIE CONTRAC- TUELS	MOINS D'UN AN	ENTRE UN AN ET DEUX ANS	ENTRE DEUX ET CINQ ANS	PLUS DE 5 ANS
Passifs financiers non dérivés						
Emprunts et avances bancaires	80	80	80	-	-	-
Comptes fournisseurs et charges à payer	551	551	551	-	-	-
Facilité de crédit à terme	401	436	11	11	414	-
Billets subordonnés	946	1 366	84	74	900	308
Autres emprunts de filiales	53	60	20	15	14	11
Autres emprunts sans recours contre la Société	90	85	30	19	33	3
Passifs d'instruments financiers dérivés	110	110	74	21	15	-
	2 231	2 688	850	140	1 376	322

(en millions de dollars canadiens)	2011					
	VALEUR COMPTABLE	FLUX DE TRÉSORERIE CONTRAC- TUELS	MOINS D'UN AN	ENTRE UN AN ET DEUX ANS	ENTRE DEUX ET CINQ ANS	PLUS DE 5 ANS
Passifs financiers non dérivés						
Emprunts et avances bancaires	90	90	90	-	-	-
Comptes fournisseurs et charges à payer	539	539	539	-	-	-
Facilité de crédit à terme	282	312	10	10	292	-
Billets subordonnés	970	1 455	76	93	424	862
Autres emprunts de filiales	61	61	16	17	16	12
Autres emprunts sans recours contre la Société	112	114	38	22	50	4
Passifs d'instruments financiers dérivés	129	129	18	85	12	14
	2 183	2 700	787	227	794	892

Au 31 décembre 2012, la Société disposait de facilités de crédit non utilisées de 370 M\$ (540 M\$ au 31 décembre 2011), déduction faite des lettres de crédit de 29 M\$ (10 M\$ au 31 décembre 2011).

Les paiements entre deux et cinq ans comprennent l'échéance des crédits bancaires rotatifs et des facilités de crédit à terme de février 2016 de la Société et de ses billets subordonnés de décembre 2017.

NOTE 27

INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

D) AUTRE RISQUE

En 2010, la Société a conclu une entente avec Industria E Innovazione (Industria) en vertu de laquelle Cascades détient l'option d'acheter 9,07 % des actions de RdM (100 % des actions détenues par Industria) pour 0,43 € par action entre le 1^{er} mars 2011 et le 31 décembre 2012. Industria a aussi l'option d'exiger de Cascades qu'elle achète les actions d'Industria pour 0,41 € par action entre le 1^{er} janvier 2013 et le 31 mars 2014. La Société évalue ces options en utilisant le modèle Black & Scholes et a enregistré un passif financier de 12 M\$ au 31 décembre 2012 (12 M\$ au 31 décembre 2011).

AFFACTURAGE DE COMPTES À RECEVOIR

La Société vend des comptes débiteurs de l'une de ses filiales européennes par l'entremise d'un contrat d'affacturage avec une institution financière. La Société utilise l'affacturage de comptes débiteurs comme source de financement en réduisant ses besoins de fonds de roulement. Lorsque les comptes débiteurs sont cédés, la Société les retire du bilan, reconnaît le montant reçu en contrepartie de la cession et enregistre une perte sur affacturage incluse dans les frais de financement. Au 31 décembre 2012, l'impact hors-bilan s'établit à 24 M€ (31 M\$). La Société prévoit vendre ses comptes débiteurs sur une base continue. Si elle décide de mettre fin à ce contrat, le fonds de roulement et l'endettement bancaire augmenteraient.

NOTE 28

ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

a) La Société loue des bâtiments, véhicules, équipements et autres en vertu de contrats de location-exploitation non résiliables.

Les paiements minimaux futurs sont les suivants :

(en millions de dollars canadiens)	2012	2011
Moins de 1 an	27	27
Plus de 1 an mais moins de 5	55	56
Plus de 5 ans	12	17

b) Engagements de capital

Les dépenses en capital contractées à la fin de la période mais non engagées sont les suivantes :

(en millions de dollars canadiens)	2012		2011	
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	ACTIFS INCORPORELS	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	ACTIFS INCORPORELS
Moins de 1 an	6	2	8	-
Plus de 1 an mais moins de 5 ans	1	-	2	-
	7	2	10	-

c) La Société a conclu des ententes pour garantir certaines obligations en ce qui concerne la construction d'une nouvelle usine de fabrication de cartons-caisses (Greenpac), dans laquelle la Société détient 59,7 %, adjacente à l'usine de Niagara Falls, New York. La Société a garanti les dépassements de coûts relatifs aux (i) travaux de remédiation à son site de Niagara Falls nécessaires pour préparer le chantier de construction, dans la mesure où ces coûts sont supérieurs à ceux budgétés et à la réserve pour éventualités de 10 M\$; et (ii) aux dépassements des coûts de construction prévus au budget. Au 31 décembre 2012, la Société a également octroyé des lettres de crédit totalisant 18 M\$ US (18 M\$) relativement au Projet Greenpac. Présentement, la Société anticipe devoir utiliser approximativement 9 M\$ US (9 M\$) de ces lettres d'ici la fin de la construction pour compléter le projet. La construction a débuté en juin 2011 et devrait être complétée en juillet 2013.

d) Dans le cours normal des activités, la Société fait l'objet de diverses poursuites et d'éventualités liées surtout à des différends contractuels, à des réclamations au titre de l'environnement et de la garantie de produits ainsi qu'à des problèmes de main-d'œuvre. Bien qu'il soit impossible de prédire avec certitude l'issue des poursuites non réglées ou en suspens au 31 décembre 2012, la direction est d'avis que leur règlement n'aura pas d'effets importants sur sa situation financière consolidée, ses résultats ou ses flux de trésorerie consolidés.

e) La Société travaille actuellement avec des représentants du Ministère de l'Environnement Ontarien (MEO) – Région du Nord, relativement à toute responsabilité éventuelle que pourrait encourir la Société concernant une situation environnementale identifiée sur le site de son ancienne usine de Thunder Bay (Thunder Bay). Le MEO a demandé que la Société se penche sur un plan de gestion sur la qualité du sédiment adjacent aux étangs aérés de l'usine. Plusieurs réunions ont été tenues durant l'année avec le MEO et Produits Forestiers Resolute (Resolute), précédemment connu sous le nom d'AbitibiBowater Inc., un ancien propriétaire de l'établissement qui a complété, en 2010, une réorganisation sous la protection des tribunaux au Canada et aux États-Unis. Une étude sur la qualité des sédiments et sur les options de réhabilitation possibles a commencé. Bien qu'une perte soit probable, il est impossible à ce moment d'estimer l'obligation de la Société en raison de l'incertitude entourant l'ampleur de l'impact environnemental, les options d'assainissement possibles, l'assentiment du MEO et la capacité de Resolute à assumer sa quote-part des responsabilités.

La Société est aussi en pourparlers avec des représentants du MEO, en ce qui concerne sa responsabilité potentielle relativement à un impact environnemental identifié à son ancienne usine de Thunder Bay vendue à Thunder Bay Fine Papers Inc. (« Fine Papers ») en 2007. Fine Papers a depuis vendu l'usine à Superior Fine Papers (Superior). Le MEO a demandé que la Société ainsi que l'ancien propriétaire Fine Papers et le propriétaire actuel Superior présentent un plan de fermeture pour le site d'enfouissement des déchets et un plan pour la fermeture et la surveillance à long terme du réseau d'égouts (les Plans). Bien que la Société reconnaisse qu'à la suite d'événements passés, il pourrait y avoir une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques futurs en règlement d'une obligation éventuelle, il n'est pas possible à ce moment d'estimer l'obligation de la Société puisque Superior n'a pas soumis tous les plans et les coûts connexes qui permettraient à la Société de procéder à une évaluation. En outre, la Société n'a pas accès au site et est incapable de déterminer la valeur des actifs restants sur son ancien site qui pourraient être utilisés pour financer cette responsabilité potentielle. La Société poursuit tous les recours juridiques disponibles pour résoudre la situation. Dans tous les cas, la direction considère que cette obligation potentielle de la Société n'est pas significative.

La Société a enregistré une provision environnementale pour couvrir sa portion estimée d'exposition relativement à ces cas.

NOTE 29

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La Société a conclu les opérations suivantes avec des apparentés :

(en millions de dollars canadiens)	COENTREPRISES	ASSOCIÉES
2012		
Ventes aux parties liées	54	45
Achats auprès des parties liées	32	44
2011		
Ventes aux parties liées	63	111
Achats auprès des parties liées	33	42

Ces opérations ont lieu dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange, laquelle est le montant de la contrepartie établie et acceptée par les apparentés.

En plus des montants apparentés présentés ailleurs dans les états financiers consolidés, les soldes suivants étaient en cours à la fin de la période considérée :

(en millions de dollars canadiens)	2012	2011
Débiteurs provenant des parties liées :		
Coentreprises	7	16
Entreprises associées	7	8
Créditeurs envers les parties liées :		
Coentreprises	9	17
Entreprises associées	4	4

Les débiteurs provenant des parties liées résultent principalement de transactions de vente. Les débiteurs ne sont pas garantis en nature et ne portent pas intérêt. Il n'y a pas de provisions contre les débiteurs provenant des parties liées. Les créditeurs envers les parties liées résultent principalement de transactions d'achat. Les dettes ne portent pas intérêt.

INFORMATION FINANCIÈRE HISTORIQUE – 10 ANS

Pour les exercices terminés les 31 décembre
(en millions de dollars canadiens sauf les montants par action et les ratios) (non vérifié)
L'information financière et historique n'est pas redressée afin de reclasser l'impact des activités abandonnées
(ainsi que les normes IFRS pour les exercices antérieurs à 2011).

	IFRS	IFRS
	2012	2011
Faits saillants – Résultats consolidés		
Ventes	3 645	3 760
Coût des produits vendus et charges	3 341	3 517
Bénéfice d'exploitation avant amortissement (BEAA) excluant les éléments spécifiques	304	243
Amortissement	199	186
Bénéfice d'exploitation	105	57
Frais de financement	100	100
Perte (gain) de change sur la dette à long terme	(8)	(4)
Éléments spécifiques	33	(148)
	(20)	109
Charge (recouvrement) d'impôts sur les bénéfices	-	27
Part des résultats des entreprises associées et coentreprises	(2)	(14)
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires sans contrôle	(7)	(3)
Bénéfice net (perte nette)	(11)	99
Bénéfice net (perte nette) par action ordinaire	(0,11)\$	1,03 \$
Faits saillants – Flux de trésorerie consolidés		
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation	199	115
Marge brute d'autofinancement	154	121
par action ordinaire	1,64 \$	1,26 \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles, net des dispositions	141	110
Acquisitions d'entreprises	14	60
Produits de la disposition d'entreprises	-	(292)
Variation nette de la dette à long terme	(54)	143
Dividendes sur les actions ordinaires	15	15
par action ordinaire	0,16 \$	0,16 \$
Rendement en dividendes	3,9 %	3,6 %
Faits saillants – Bilans consolidés (aux 31 décembre)		
Actifs à court terme moins passifs à court terme	295	400
Immobilisations corporelles	1 659	1 703
Actif total	3 694	3 728
Dette à long terme totale	1 475	1 407
Part des actionnaires sans contrôle	116	136
Avoir des actionnaires	978	1 029
par action ordinaire	10,42 \$	10,87 \$
Faits saillants boursiers		
Actions ordinaires émises et en circulation (en millions)	93,9	94,6
Volume de transactions (en millions)	20,2	33,8
Capitalisation boursière	385	419
Prix de fermeture	4,10 \$	4,43 \$
Haut	5,18 \$	7,75 \$
Bas	3,85 \$	3,51 \$
Ratios financiers clés		
Bénéfice net (perte nette) / ventes	(0,3)%	2,6 %
Ventes / actif total*	1,0×	1,0×
Actif total / avoir des actionnaires moyen*	3,7×	3,3×
Rendement sur l'avoir des actionnaires*	(1,1)%	8,7 %
Rendement sur les actifs totaux (BEAA / actif moyen)*	8,2 %	6,5 %
BEAA / ventes	8,3 %	6,5 %
BEAA / intérêts	3,0×	2,4×
Actifs à court terme moins passifs à court terme / ventes*	8,1%	10,6%
Dette nette / BEAA*	5,0×	6,1×
Dette totale / dette totale + avoir des actionnaires	61,4%	59,3%
Cours / bénéfice net	s.o.	4,3×
Cours / valeur comptable	0,4×	0,4×

* Ratios calculés excluant l'impact de l'acquisition de Norampac pour les exercices antérieurs à 2007.

2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004	2003
3 959	3 877	4 025	4 033	3 481	3 862	3 692	3 449
3 561	3 412	3 720	3 693	3 167	3 600	3 433	3 199
398	465	305	340	314	262	259	250
212	218	213	208	163	174	161	145
186	247	92	132	151	88	98	105
112	118	103	106	83	83	79	83
4	31	24	(59)	-	(10)	(18)	(72)
65	33	54	7	76	159	13	22
5	65	(89)	78	(8)	(144)	24	72
-	23	(29)	6	(3)	(40)	3	14
(15)	(17)	(8)	(27)	(8)	(7)	(2)	3
3	(1)	2	3	-	-	-	-
17	60	(54)	96	3	(97)	23	55
0,18 \$	0,61 \$	(0,55 \$)	0,96 \$	0,04 \$	(1,19 \$)	0,28 \$	0,66 \$
228	355	126	53	191	100	157	140
246	303	150	163	174	100	164	166
2,54 \$	3,10 \$	1,52 \$	1,64 \$	2,15 \$	1,23 \$	2,01 \$	2,03 \$
131	171	184	169	110	121	130	122
3	69	(5)	10	572	52	120	31
-	-	47	37	94	-	14	-
30	59	149	91	178	91	107	127
16	16	16	16	13	13	13	13
0,16 \$	0,16 \$	0,16 \$	0,16 \$	0,16 \$	0,16 \$	0,16 \$	0,16 \$
2,4 %	1,8 %	4,6 %	1,9 %	1,2 %	1,6 %	1,2 %	1,3 %
479	484	522	581	574	530	502	508
1 777	1 912	2 030	1 886	2 063	1 562	1 700	1 636
3 724	3 792	4 031	3 769	3 911	3 046	3 144	2 927
1 395	1 469	1 708	1 574	1 666	1 297	1 226	1 110
24	21	22	25	19	-	-	3
1 257	1 304	1 256	1 199	1 157	897	1 059	1 056
13,01 \$	13,41 \$	12,74 \$	12,09 \$	11,62 \$	11,10 \$	13,02 \$	12,93 \$
96,6	97,2	98,5	99,1	99,5	80,8	81,4	81,7
57,7	79,8	39,8	63,2	31,7	23,6	24,6	25,9
647	869	339	837	1 317	812	1 090	1 012
6,70 \$	8,94 \$	3,44 \$	8,44 \$	13,23 \$	10,05 \$	13,40 \$	12,38 \$
9,80 \$	9,10 \$	8,90 \$	15,80 \$	14,78 \$	13,95 \$	14,80 \$	16,87 \$
5,71 \$	1,70 \$	3,00 \$	7,46 \$	9,66 \$	7,35 \$	11,21 \$	11,15 \$
0,4 %	1,5 %	(1,3) %	2,4 %	0,1 %	(2,5) %	0,6 %	1,6 %
1,1 ×	1,0 ×	1,0 ×	1,1 ×	1,2 ×	1,3 ×	1,2 ×	1,2 ×
2,9 ×	3,0 ×	3,3 ×	3,2 ×	3,2 ×	3,1 ×	3,0 ×	2,8 ×
1,3 %	4,7 %	(4,4) %	8,1 %	0,3 %	(9,9) %	2,2 %	5,2 %
10,6 %	11,9 %	7,8 %	8,9 %	10,6 %	8,4 %	8,5 %	8,5 %
10,1 %	12,0 %	7,6 %	8,4 %	9,0 %	6,8 %	7,0 %	7,2 %
3,6 ×	3,9 ×	3,0 ×	3,2 ×	3,8 ×	3,2 ×	3,3 ×	3,0 ×
12,1 %	12,5 %	13,0 %	14,4 %	13,3 %	13,7 %	13,6 %	14,7 %
3,6 ×	3,3 ×	5,9 ×	4,7 ×	3,8 ×	5,0 ×	4,8 ×	4,5 ×
53,7 %	54,3 %	59,1 %	57,5 %	59,6 %	59,9 %	54,6 %	52,2 %
37,2 ×	14,7 ×	s.o.	8,8 ×	331 ×	s.o.	47,9 ×	18,8 ×
0,5 ×	0,7 ×	0,3 ×	0,7 ×	1,1 ×	0,9 ×	1,0 ×	1,0 ×

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration et la direction de Cascades estiment qu'une régie d'entreprise de qualité contribue à l'exploitation efficace de l'entreprise et au maintien de la confiance de ses investisseurs. Pour s'assurer de maintenir le cap, Cascades revoit régulièrement ses pratiques en la matière, et ce, tant pour se conformer à la législation applicable que pour améliorer l'efficacité de la Société.

C'est le conseil d'administration qui veille, entre autres choses, à la bonne gouvernance d'une entreprise. Par conséquent, sa composition doit être déterminée avec soin. Cascades peut compter sur des administrateurs chevronnés et reconnaît l'importance des administrateurs indépendants. En effet, parmi les douze membres actuels de son conseil, cinq sont indépendants. Ces derniers se rencontrent au moins une fois par année sans la présence des administrateurs non indépendants ni des membres de la haute direction. De plus, afin que les nouveaux arrivants au conseil se familiarisent avec les activités, enjeux et défis de l'entreprise, Cascades leur offre un programme d'orientation et de formation.

BERNARD LEMAIRE

Administrateur
Kingsey Falls (Québec) Canada
Administrateur depuis 1964
Non indépendant

LAURENT LEMAIRE

Vice-président exécutif du conseil
Warwick (Québec) Canada
Administrateur depuis 1964
Non indépendant

ALAIN LEMAIRE

Président du conseil d'administration
et président et chef de la direction
Kingsey Falls (Québec) Canada
Administrateur depuis 1967
Non indépendant

MARTIN P. PELLETIER ING., PH.D.

Consultant
Sillery (Québec) Canada
Administrateur depuis 1982
Non indépendant

PAUL R. BANNERMAN

Président du conseil
Etcán International inc.
Montréal (Québec) Canada
Administrateur depuis 1982
Non indépendant

LOUIS GARNEAU

Président
Louis Garneau Sports inc.
Saint-Augustin-de-Desmaures
(Québec) Canada
Administrateur depuis 1996
Indépendant

SYLVIE LEMAIRE

Administrateur de sociétés
Otterburn Park (Québec) Canada
Administrateur depuis 1999
Non indépendant

ROBERT CHEVRIER

Président
Société de Gestion Roche inc.
Montréal (Québec) Canada
Administrateur depuis 2003
Indépendant

DAVID McAUSLAND

Associé
McCarthy Tétrault
Beaconsfield (Québec) Canada
Administrateur depuis 2003
Indépendant

JAMES B. C. DOAK

Président, directeur général
Megantic Asset Management Inc.
Toronto (Ontario) Canada
Administrateur depuis 2005
Indépendant

GEORGES KOBRYNSKY

Administrateur de sociétés
Outremont (Québec) Canada
Administrateur depuis 2010
Indépendant

ÉLISE PELLETIER

Consultante en gestion
et ressources humaines
Saint-Bruno-de-Montarville
(Québec) Canada
Administrateur depuis mai 2012
Non indépendant

SOMMAIRE DES ACTIVITÉS

3,7 MILLIONS DE TONNES COURTES

SOMMAIRE DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION AU 31 DÉCEMBRE 2012

SECTEUR	CONTINENT	TYPE D'ACTIVITÉ	PRINCIPAUX MARCHÉS ET PRODUITS	NOMBRE D'UNITÉS ¹	CAPACITÉ ²
Produits d'emballage					
Carton plat Europe	Europe	Fabrication	Carton plat vierge (carton duplex couché, GC) Carton plat recyclé couché (carton duplex gris doublé blanc, GD) Papier doublure recyclé	8 ³	1 212 ³
Cartons-caisses	Amérique du Nord	Fabrication	Papier doublure et papier cannelure vierges et recyclés Papier doublure à doublure blanche et papier de gypse Carton plat recyclé couché (CRB)	7	1 225
		Transformation	Divers contenants d'emballage en carton ondulé Feuilles de carton ondulé Emballages spécialisés Boîtes pliantes générales Emballages pour la restauration rapide	25 ⁴	Expéditions (2012) : 12,0 milliards p.c.
Produits spécialisés	Amérique du Nord et Europe	Emballage industriel	Carton non couché Emballage pour papetières (presse-fonds et matériau d'enveloppement) Produits d'emballage en carton nid d'abeilles Cartons contrecollés	11	424 ⁵
		Papiers spécialisés	Papiers fins Papier kraft Endos de linoléum Pâte désencrée	6	598
	Amérique du Nord	Emballage produits de consommation	Pâte moulée Plateaux à gobelets Plateaux alvéolés Produits de plastique Emballage pour l'industrie alimentaire (plateaux à viande, contenants translucides, assiettes et bols de styromousse) Meubles de jardin (planches, bancs et tables)	7	55M kg ⁵
		Récupération	Activités de collecte, tri et recyclage	23	1 644 (traitées en 2012)
Papiers tissu					
	Amérique du Nord	Fabrication	Bobines mères	5	245
		Fabrication et transformation	Marchés du détail et de la consommation hors du foyer Essuie-tout, essuie-mains, papier hygiénique, papiers-mouchoirs, serviettes de papier Bobines mères	7	421
		Transformation	Marchés du détail et de la consommation hors du foyer Essuie-tout, essuie-mains, papier hygiénique, papiers-mouchoirs, serviettes de papier Chiffons industriels	7	s.o.
Total				106	3 701 ³ (fabrication seulement)

1 Unités de production et de récupération seulement; sont exclus les bureaux de vente, les points de distribution et de transbordement et les sièges sociaux.

2 Milliers de tonnes courtes à moins d'une contre-indication. Capacité théorique.

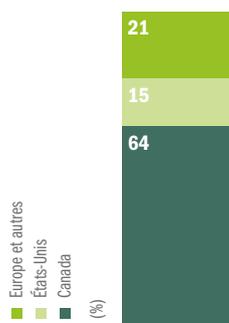
3 Considérant les unités de Reno de Medici S.p.A. dont nous détenons un intérêt de 48,5% au 31 décembre 2012. Excluant l'usine de Magenta et les centres de transformation.

4 Incluant l'usine de boîtes pliantes de Lachute devant cesser ses activités d'ici la fin mars 2013.

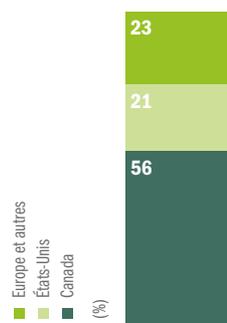
5 Incluant 100 % de la capacité de nos coentreprises.

3,6 MILLIARDS

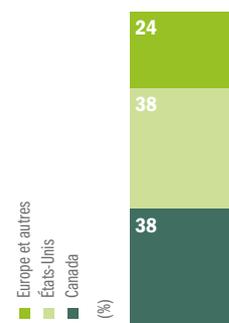
DE VENTES, DONT PLUS DE 60 % À L'EXTÉRIEUR DU CANADA



Immobilisations corporelles (2012)



Ventes de (provenance) 2012



Ventes à (destination) 2012

Amérique du Nord



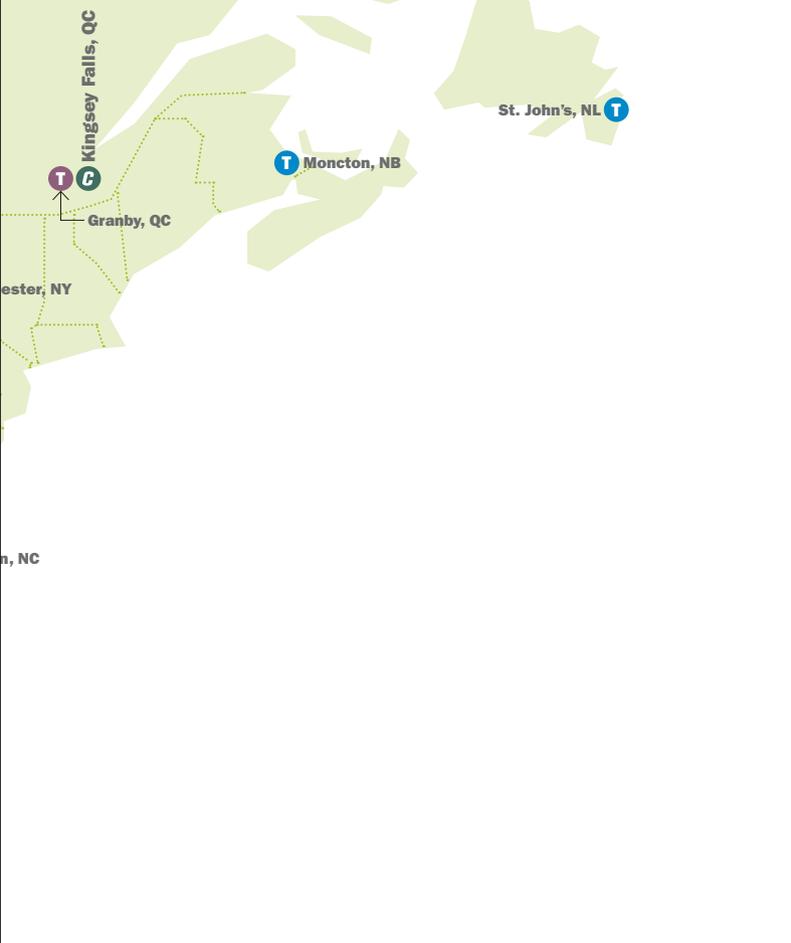
Québec



Région de Toronto



PLUS DE 100 UNITÉS SUR 2 CONTINENTS DANS 7 PAYS



Nord-est des États-Unis



Légende

- G** Siège social
- T** Usine de transformation
- F** Usine de fabrication
- FT** Usine de fabrication et de transformation
- P** Usine de pâte désencrée
- R** Unité de récupération
- C** Groupe Cartons-caisses
- F** Groupe Carton plat Europe
- G** Groupe Produits spécialisés
- P** Groupe Papiers tissu



IMPRIMÉ SUR **ROLLAND ENVIRO100 PRINT**, 200M COUVERTURE ET **ROLLAND ENVIRO100 SATIN**, 120M TEXTE, UN PAPIER CONTENANT **100 % DE FIBRES POSTCONSUMMATION**, CERTIFIÉ **FSC** ET **ÉCOLOGO**, DÉSENCRÉ PAR UN PROCÉDÉ SANS CHLORE ET FABRIQUÉ À PARTIR D'UNE ÉNERGIE RENOUVELABLE, LE **BIOGAZ**.

PRODUCTION : **SERVICE DES COMMUNICATIONS DE CASCADES** – DESIGN : **ARDOISE.COM** – PRÉPRESSE ET IMPRESSION : **QUADRISCAN**

IMPRIMÉ AU CANADA